

ARMELLE CHOPLIN

LA VIE DU CIMENT EN AFRIQUE

MATIÈRE GRISE DE L'URBAIN



MētisPresses
vuesDensembleEssais

ARMELLE CHOPLIN

LA VIE DU CIMENT EN AFRIQUE

**MATIÈRE GRISE
DE L'URBAIN**

MētisPresses

MetisPresses 2020
<http://www.metispresses.ch>

DOI: 10.37866/0563-74-6
CC BY-NC-ND

Table des matières

Remerciements	9
Introduction / MATIÈRE À PENSER	15
Un monde gris, 17 / Un liant, 29 / Production, circulation et consommation: précis méthodologique, 37	
Partie 1 / GOUVERNER PAR LE BÉTON	49
Postcolonialiser le ciment, 53 / <i>Seeing like a cement company</i> , 65 / Émerger par le béton et la ville, 77	
Partie 2 / BÉTONNER LA VILLE	87
Le business de la ville, 91 / Secteur privé, entrepreneurs et intermédiaires, 103 / Matériaux aux fondations de la ville, 117 / Le béton au-delà de la ville, 131	
Partie 3 / LA VIE SOCIALE DU CIMENT	143
Attention chantier! 147 / La parcelle et le parpaing, 157 / Modernité, imaginaire et expérience (Afro)politaine, 171	
Partie 4 / L'INSOUTENABLE DURABILITÉ DU BÉTON	187
(Dé)construction et destruction, 191 / Quelles alternatives au béton? 201	
Conclusion / UTOPIES CONCRÈTES ET AFROFUTURISME	221
Bibliographie	233
Crédits	253

Remerciements

Cet ouvrage est le résultat d'une recherche menée grâce à l'Institut de Recherche pour le Développement qui m'a accueillie comme chercheuse entre 2016 et 2018. Je remercie l'Université Paris-Est pour m'avoir accordé, à l'époque, la possibilité de partir en délégation. La publication a ensuite reçu le soutien de l'Université de Genève et du Fond national suisse de la recherche scientifique que je remercie, ainsi que les éditions MétisPresses pour avoir donné forme à cette matière.

À Paris, je tiens à remercier le laboratoire Prodig, Jérôme Lombard et Flore Gubert de l'IRD pour avoir appuyé ce projet. Au Bénin, où j'ai été affectée, j'aimerais vivement remercier la représentation de l'IRD, et en particulier Florent Engelman, Jean-Philippe Chippaux et Gauthier Dobigny, ainsi que l'Université d'Abomey Calavi qui m'a chaleureusement accueillie au sein du Département de géographie et du laboratoire LEDUR. Que mes collègues béninois soient ici remerciés pour leurs appuis et précieux éclairages: Toussaint Vigninou, Benjamin Allagbe, David Baloubi, Messan Lihoussou, Moussa Djibigaye, Antoine Tohozin et feu Gisèle Glélé.

Cette recherche est le fruit d'un travail collectif mené avec nombre de collaborateurs béninois, togolais, ghanéens, nigériens ou *yovo*, qui m'ont aidé à explorer les multiples vies du ciment le long du corridor urbain entre Accra et Lagos. J'adresse mes plus sincères remerciements à Martin Lozivit, géographe, chargé de coopération technique IRD, qui m'a accompagnée dans ce travail, en produisant cartes, images et entretiens, et en apportant un appui logistique et scientifique constant. Je souhaite remercier Moïse Chabi, Cyprien Aholou, Sam Agbadonou et Saliou Abdou

d'OpenStreetMap, Médard Agbayazon du Blolab, le chef de quartier George Gnonlonfon et la communauté de Ladji. Je suis infiniment reconnaissante et redevable à toutes celles et ceux qui m'ont aidé à suivre le ciment et au côté de qui j'ai tant appris: les étudiant·e·s et doctorant·e·s – Olivier Ahounto, Hugh Dato, Alice Hertzog, Prince Kpadenou, Nicolas Leborgne, Ayité Mawussi, Névine Pourcines, Mélanie Rateau, Federico Rogai, Abel Tichidime –; les guides et interprètes: Boniface Ahousovou, Marie-Auxiliatrice Da Silveira, Edmond Hadjagoun, Amandine Yehouetome, Mathias, Aimé et Jonas. Un immense merci à celles et ceux qui ont accepté de me raconter le ciment et le béton et dont les témoignages nourrissent ce texte: des directeurs des cimenteries aux citoyens qui construisent leur maison, en passant par les revendeurs, architectes et maçons. Toutes et tous ont donné matière et substance à cette recherche.

Ma présence sur le terrain a été l'occasion de collaborer avec un certain nombre d'institutions et personnes que je tiens à remercier: l'Agence Française de Développement; les Instituts Français et Services d'action et de coopération culturelle française au Bénin, Togo, Nigéria et Ghana; l'Institut Français de Recherche en Afrique (IFRA) et Émilie Guitard et Élodie Aparad à Ibadan; la Coopération Suisse DDC; les Ateliers de Cergy; Marie-Cécile Zinsou et la Fondation Zinsou; Gérard Bassalé et le Centre Ouadada; le Groupe Huit; Urbaplan, urbaMonde.

Cette exploration urbaine se nourrit également de discussions passionnantes que j'ai pu avoir avec des collègues et ami·e·s, et en premier lieu Sylvie Jaglin qui m'a guidée avec enthousiasme et rigueur. Que toutes et tous trouvent ici l'expression de ma gratitude: Jean-François Bayart, Rémi de Bercegol, Carla Bertin, Dolorès Bertrais, Sandrine Billeau, Hélène Blaszkiwicz, Giorgio Blundo, Delphine Bousquet, Nicola Cantoreggi, Monica Coralli, Saskia Cousin, Bernard Debarbieux, Marco Di Nunzio, Martine Drozd, Alain Dubresson, Karine Duplan, Gabriel Fauveaud, Laurent Fourchard, Philippe Gervais-Lambony, Cynthia Ghorra-Gobin, Katherine Gough, Robin Gra, Guillaume Habert, Irène Hirt, Mathieu Hilgers, John Igué, Ivan Jablonka, Alain Kasanda, Jean-Baptiste Lanne, Philippe Lavigne Delville, Romain Leclercq, Céline Lesourd, Garth Myers, Benjamin Michelon, Olivier Moles, Marianne Morange, Joël Noret, George

Owusu, Francesca Pilo', Didier Péclard, Stéphanie Perazzone, Olivier Pliez, Denise Pumain, Marie Redon, Jennifer Robinson, Hervé Roquet, Pierre Rosanvallon, Christian Schmid, Camille Schmoll, Philippe Simay, Claire Simonneau, Estelle Sohier, Sara Tassi, Amandine Spire, Odile Vandermeeren, Claire Vigé-Hélie, Frédérique Vincent, Olivier Walther, Marie-Hélène Zérah.

Je remercie mes parents, mon frère, ma famille et mes ami·e·s pour leur soutien, ici et là-bas. Merci à Taïana, Fred et Manu, et Lila pour avoir facilité ma vie de *yovo* au Bénin.

J'adresse enfin de tendres remerciements à Leo et Romeo pour ces cabanes magnifiques que nous construisons partout et en tout lieu. Et à Riccardo Ciavolella: ces pages sont aussi nourries de ta matière grise. Substances, traces, nœuds... tout me lie et ramène à toi.

*À la mémoire de mon collègue et ami
Matthieu Giroud, L'espace d'une pensée.*

MATIÈRE À PENSER

Introduction

DEPOT DE
CIMENT
24^H / 24^H

TEL : 95 08 71 01 / 62 46 28 80

35 792 43

62000

62000



Les jeunes, là, ils font la grève car ils veulent une session de rattrapage pour repasser les examens. Ils veulent faire la révolution mais ils ne savent rien de la vie. Ils ne connaissent même pas le prix d'un sac de ciment.

Tels sont les mots d'un de mes collègues le jour de mon arrivée à l'Université Abomey-Calavi, principale université du Bénin, située dans la banlieue de Cotonou, où je viens d'être affectée pour trois ans (Cotonou, 20.06.2016). Quelques semaines plus tard, les mêmes collègues m'annoncent le départ en retraite d'un éminent professeur. Ils m'invitent à participer à la cagnotte pour le cadeau de départ: «nous lui offrons deux tonnes de ciment. C'est une marque de prestige et de respect», m'explique-t-on alors (Cotonou, 18.09.2016).

Ces anecdotes rappellent qu'en Afrique de l'Ouest, le ciment est omniprésent dans le paysage, les esprits et les conversations. Son importance est d'abord physique: le long des routes se succèdent à l'infini dépôts de ciment et quincailleries où l'on peut se procurer sacs et parpaings mais aussi gravier, sable, fer à béton et tôle. L'importance est également économique: sur les devantures des différentes boutiques, le prix du ciment est écrit chaque jour à la craie. Comme pour la bourse, le «cours» du ciment indique la bonne santé ou non de l'économie locale. Enfin, le ciment revêt une valeur symbolique, associée aux figures de la réussite. Dangote, homme le plus riche d'Afrique, a fait fortune dans le ciment. Il fait désormais autant rêver que les footballeurs de la *Champions League*.

Dans cette partie de l'Afrique, les couleurs bigarrées des tissus wax sont aujourd'hui obscurcies par une seule et même couleur grise.

Le vert disparaît également, englouti sous des coulées de béton. On construit, partout, à toute heure du jour et de la nuit. Frénétiquement. Les paysages sont en chantier permanent. Sur une parcelle, les sacs de ciment attendent, des briques sèchent. Sur une autre parcelle, les fers à béton pointent vers le ciel, annonçant l'ajout prochain d'un étage. Sur une autre encore, des hommes remuent le ciment, cette matière grise, qui ajoutée à de l'eau, du sable et des graviers donne naissance au béton. Il en résulte un paysage minéral et froid. Et, dans le même temps, tellement humain et vivant. Car, derrière cette matière inerte se dissimulent la vie, des vies: celles de cimentiers, d'hommes et de lobbies politiques, celles d'une poignée de très riches et de millions de pauvres; se devinent les rêves et espoirs d'hommes ou de femmes qui cherchent à mettre à l'abri celles et ceux qui leur sont chers; se cache l'exploitation de la nature et des individus; se lisent un système globalisé et un marché local. De la création et de la destruction. Des tours et des trous. Des villes. De plus en plus nombreuses et aux limites floues. De l'urbain, partout. Car dans le ciment et dans le béton, son dérivé, il y a tout. Tout un monde. De la matière grise pour penser l'urbain, l'humain, et le monde.

QUINCAILLERIE ET DÉPÔT
DE CIMENT, COTONOU ET
LAGOS, 2018 [©ACML].



Temps Béton

En ce temps-là, les cases se transforment en villas dans une gloire de béton tandis qu'avec l'anéantissement de la production économique, s'ouvre le règne de la ville. (CHAMOISEAU 1994)

De l'âge de pierre à l'ère du béton, ainsi pourrait se résumer la trajectoire humaine. Dans son roman *Texaco*, Patrick Chamoiseau (1994) fait démarquer le «Temps Béton» aux années 1960. Il succède à celui des branchages, puis de la paille, du bois et du fibrociment. Le Temps Béton est celui sur lequel s'achève le roman de Chamoiseau en 1980. Qu'aurait été le temps d'après si Chamoiseau avait offert une suite à *Texaco*? Quarante ans plus tard, tout laisse à croire que nous sommes encore et pleinement dans ce Temps Béton. Aucun signe ne semble en annoncer la sortie. Rien de mieux ne semble avoir été découvert pour le remplacer et le supplanter. Un Temps mais surtout un «espace-temps» car le béton s'est désormais généralisé à l'échelle de la planète. Et avec lui, la ville. Ou plutôt serait-il plus approprié de dire l'urbain, puisque l'urbanisation, devenue planétaire, affecterait désormais de façon directe ou indirecte les moindres recoins du globe (BRENNER et SCHMID 2015).

Notre ère géologique est celle de l'anthropocène, et même de l'anthropocène urbain comme le précisent certains (*Urban Anthropocene*) (ALLEN 2015). Elle est également celle du béton, qui marque de son empreinte fortement carbonisée le monde contemporain depuis les années 1960, lorsque Le Corbusier se posait en annonciateur et chantre de cette ère, en donnant ses lettres de noblesse au béton brut. Si le terme «brutalisme» renvoie à la période architecturale qui magnifiait le béton brut, il est aujourd'hui convoqué par le philosophe Achille Mbembe pour décrire notre époque pénétrée par le capital, «saisie par le *pathos* de la démolition et de la production [...]. Et de déchets de toutes sortes, restes, traces d'une gigantesque démiurgie» (MBEMBE 2020: 8). Le Temps Béton est une métaphore des modes de vie contemporains reposant sur l'extraction. Il renvoie à des montagnes éventrées, des sillons de calcaire ouverts et des carrières de sable creusées. Matériau le plus produit et consommé

au monde (2), devant l'acier et le plastique, le ciment est aussi celui qui contribue largement aux émissions de gaz à effet de serre, estimées entre 4 à 8% des émissions mondiales d'origine anthropogénique (FOLLINET 2011; RUBENSTEIN 2012).

Le ciment est un matériau banal, normal et global. Banal car tout un chacun l'utilise ou souhaite l'utiliser pour répondre à un besoin primaire de l'espèce humaine : se mettre à l'abri. Normal, car son usage s'est répandu au point de devenir une évidence, de faire croire qu'il a toujours existé et qu'il est la seule réponse possible pour se protéger. Sa trajectoire est pour le moins étonnante si l'on repense à l'invention du ciment dit Portland au 19^e siècle, ou plutôt à la réinvention de cette technique aux multiples paternités (BLEZARD 2003; TAUSSIG 2004; GENESTIER ET GRAS 2015)¹. Bien que nécessitant une technologie très poussée, ce matériau s'est progressivement généralisé parce qu'il est simple d'usage et parce que ses outils de production, les cimenteries, ont ouvert un peu partout dans le monde depuis une quarantaine d'années. Global, il est aujourd'hui omniprésent et trouvable de part et d'autre de la planète. Les prix baissent, les usages se généralisent et la consommation augmente. En Afrique de l'Ouest, les habitants investissent dans le béton, dérivé *low cost* de la pierre, faute de pouvoir investir dans cette matière première devenue précieuse et inabordable.

L'ère du béton est enfin celle du spectaculaire car le béton a le pouvoir de transformer divers matériaux – ciment, sable, gravier, eau – en une seule

CHANTIERS, COTONGOU,
2017 (@ACML).



matière, particulièrement malléable, qui permet de modeler des formes, l'urbain et la ville à profusion en un temps record. Cette métamorphose de la pierre en matière quasi-vivante relève presque de la magie, comme le rappelle Taussig (2004: 162):

Tu commences avec une pierre. Tu fabriques de la poudre. Et après, selon le processus de construction, tu ajoutes de l'eau et tu finis avec une nouvelle «pierre» qui prend la forme désirée. C'est presque de la magie mais on l'appelle technologie. (TdA)

L'Afrique, nouvelle frontière du ciment

En 2010, le cabinet de conseil international McKinsey Global Institute (2010) publie un rapport sur le potentiel économique des pays africains, alors qualifiés de «lions en mouvement», par analogie avec les dragons asiatiques (PITCHER 2012). Il suggère qu'il serait bon d'investir en Afrique, là où le terme de «croissance(s)» s'écrit au pluriel: croissance démographique avec un taux de 5% et 1,2 milliard d'individus; croissance économique avec des taux à deux chiffres et des investissements directs étrangers en forte augmentation; croissance urbaine avec 50% des Africains en ville annoncés pour 2030 (UN-Habitat, 2018). Les villes africaines sont depuis lors envisagées comme les dernières frontières du capitalisme et du développement (WATSON 2014), et perçues par les investisseurs internationaux comme la «dernière part du gâteau» à partager (CÔTÉ-ROY et MOSER 2019). Logiquement, l'Afrique est aussi «la dernière grande frontière du ciment» (WHITE 2015) ②. Jusqu'à la crise du Covid-19, les indicateurs économiques se voulaient encourageants: essor du BTP annoncé par les cabinets de conseil européens ② et croissance économique vigoureuse. Européens, mais aussi Indiens, Turcs et Chinois investissent. Des villes nouvelles sortent de terre, et avec elles autant d'espoirs et de croyances en l'émergence économique: Konza City à Nairobi, Kilamba à Luanda, Diamniadio à Dakar ou Eko Atlantic City à Lagos (WATSON 2014; VAN NOORLOOS et KLOOSTERBOER 2018; CÔTÉ-ROY et MOSER 2019)... La forte demande en ciment est liée au boom de la construction (DI NUNZIO 2019; MAINS 2019), en lien avec la «ruée sur les infrastructures» (*Infrastructure*



JEU CONCOURS MTN,
COTONOU, 2017
[© ACML].

2015). En Afrique, le ratio kg de ciment/*per capita* est encore faible, avec une moyenne de 115 kg et des différences marquées entre les pays: 121 kg au Nigeria, 180 kg au Bénin, 211 kg au Ghana, 83 kg au Cameroun. Avec une augmentation annuelle de la consommation de 5% par tête, la marge de progression est immense (WHITE 2015). Cette demande génère un marché qui se structure, en lien avec l'émergence des classes moyennes (MERCER 2014; PAGE et SUNJO 2017; DARBON et TOULABOR 2014) mais aussi avec l'importance croissante du bas de la pyramide sociale ou *bottom of the pyramid* (BOP) (PRAHALAD et HAMMOND 2002; BANERJEE et DUFLO 2012). Celui-ci représente beaucoup d'individus pauvres, largement majoritaires dans le monde (2 milliards d'individus), qui consomment et construisent. En Afrique de l'Ouest, entre Abidjan et Lagos, des millions de pauvres rêvent de dresser quatre murs sur lesquels poser une tôle. S'y ajoutent quelques autres millions de citoyens qui appartiennent désormais à la classe moyenne, cibles de ces quartiers de logements dits abordables en construction. Enfin, à Accra comme à Lagos, les quartiers fermés ou centres commerciaux de type *mall* visant des milliers de riches se multiplient.

scramble) (KANAI et SCHINDLER 2019). En quelques décennies, ce matériau rare, réservé d'abord aux colons puis aux élites locales, s'est diffusé parmi toutes les couches de la société. Dans les rues des grandes villes, des jeux concours proposent d'offrir des tonnes de ciment et des parcelles aux gagnants. Les cimenteries ouvrent çà et là pour répondre à la demande. À moins qu'elles ne la précèdent.

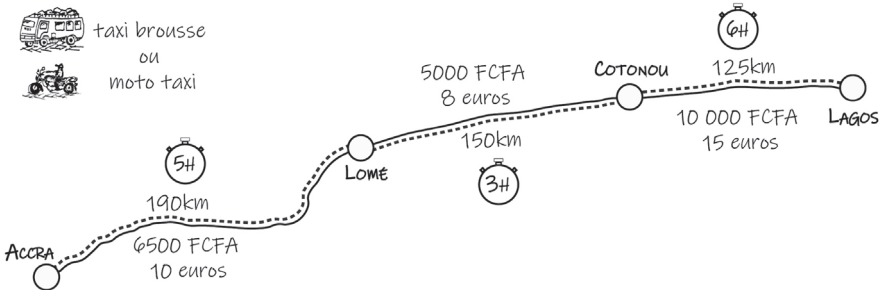
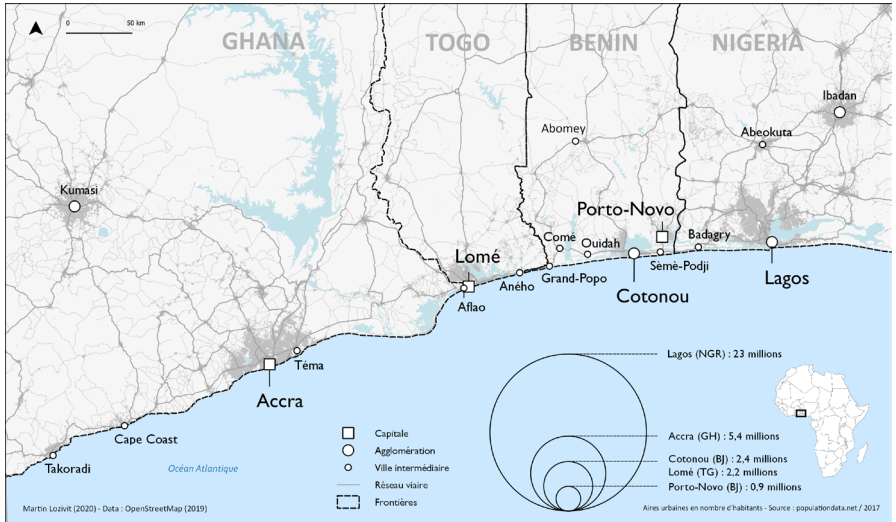
La consommation de tonnes de ciment par habitant est désormais prise comme indice de développement par les bailleurs et souvent comparé au PIB. La moyenne mondiale tourne autour de 513 kg par habitant. Un pays arrivé à maturité urbaine, avec une transition urbaine achevée, serait autour de 400 kg par habitant (WHITE

L'urbain est un corridor: d'Abidjan à Lagos

Voilà bien 30 minutes que j'ai dépassé le panneau signalant l'entrée dans «Ibadan». Depuis lors, j'observe abasourdie cette marée urbaine. Toujours nulle trace du centre-ville. Je repense au dicton qui dit qu'en Afrique, la ville commence «là où la bière est fraîche», là où il y a des frigos. On pourrait revoir la formule «La ville commence là où le béton est fraîchement coulé». Elle serait partout...

Carnet de terrain, Ibadan, Nigeria, 25 octobre 2016

EN HAUT, LE CORRIDOR URBAIN ACCRA-LAGOS (@ACML); EN BAS, TRAJETS EN DISTANCE-KILOMÉTRIQUE, DISTANCE-TEMPS, DISTANCE-PRIX SUR LE CORRIDOR (@BERTRAIS 2020).



Sur près de 500 kilomètres, le paysage, gris monochrome, défile. Par endroits, quelques palmiers reprennent difficilement le dessus sur les milliers de tonnes de béton coulées ces dernières années. Les *Toyota Corolla breaks*, comptant au minimum sept personnes aux lourds bagages, dépassent à vive allure les camions de marchandises surchargés, qui eux-mêmes doublent les motos chinoises à trois passagers et autant de paniers. Sur les bas-côtés, des conteneurs transformés en boutiques se succèdent, exposant sacs de riz et de ciment, fripes et crédit téléphonique. Nous sommes en Afrique de l'Ouest, le long de cette fine bande côtière coincée entre la mer et la lagune qui relie Accra (Ghana) à Lagos (Nigeria), en passant par Lomé, Cotonou et Porto-Novo. Ici, un processus d'urbanisation est à l'œuvre, au point de former un corridor urbain. Plus de 30 millions d'habitants vivent, circulent, consomment et... construisent. En 2050, on prévoit qu'ils seront 50 millions (MORICONEBRARD 2016) 🏠.

Ce vaste ensemble urbain a été identifié par de nombreux géographes (MONDJANNAGNI 1977; N'BESSA 1997), qui y voient un «chapelet de localités urbaines (petites cités précoloniales, anciens comptoirs de traite, grandes villes portuaires et capitales, villes de trafics des postes frontaliers)»



LE CORRIDOR AU NIVEAU
DE COTONOU, 2018
(© ACML).



LE CORRIDOR VU D'AVION,
LAGUNE DE COTONOU,
2018 (@ACML).

(DORIER-APRILL et DOMINGO 2004). D'autres, «l'une des plus longues chaînes de villes en Afrique» (DEL COURT 2007), qui de Port Harcourt à Abidjan, avec Lagos comme épiscentre, ne sont espacés en moyenne que de 50 kilomètres. Ce corridor relie d'importantes aires urbaines : Abidjan avec 5 millions d'habitants ; Accra – 5,4 millions ; Lomé – 2,2 millions ; Cotonou – 2,4 millions ; Porto-Novo – 900 000 ; Ibadan – 5 millions ; et Lagos plus grande ville d'Afrique subsaharienne avec ses 23 millions d'habitants en 2017 (Population.data.net). Entre ces métropoles, pour certaines en expansion et d'autres en déclin, se développe un réseau important et quasi continu de pôles urbains secondaires : Grand Bassam (100 000 hab.), Sekondi-Takoradi (500 000 hab.), Cape Coast (100 000 hab.), Tema (350 000 hab.),

Comé (80 000 hab.), Sèmè-Podji (300 000 hab.), Badagry (300 000 hab.). À l'échelon urbain inférieur s'ajoutent les postes-frontières de Aflao (80 000 hab.), Aného (30 000 hab.), Grand Popo (30 000 hab.). Certaines villes du corridor ont fait l'objet de nombreux travaux, en particulier Lagos (SAWYER 2016; LAWANSON et AGUNBIADÉ 2018; FOURCHARD 2011) et Accra (GOUGH et YANKSON 2000; PELLOW 2008; GRANT 2009; BERTRAND 2011; QUAYSON 2014; FÄLT 2016, 2019), et dans une moindre mesure Abidjan (ANTOINE 1987; DUBRESSON 1989; YAPI-DIAHOU 2000; STECK 2005). Les autres villes, de taille plus modeste, ont été moins étudiées: Lomé (AGIER 1983; LE BRIS 1987; GERVAIS-LAMBONY 1994; GERVAIS-LAMBONY et NYASSOGBO 2007; SPIRE 2011), Cotonou (N'BESSA 1997; SOTINDJO 2010; CORALLI et PALUMBO 2011; CIAVOLELLA et CHOPLIN 2018), Porto-Novo (DORIER-APPRILL 2013; MENGIN et GODONOU 2013). Les travaux portant sur le corridor en lui-même sont plus récents (DORIER-APPRIL et DOMINGO 2004; CHOPLIN 2019; CHOPLIN et HERTZOG 2020; HERTZOG 2020). Ils montrent l'importance de l'axe routier comme point d'ancrage à la morphologie polycentrique, héritée de l'activité portuaire: les villes-ports – Abidjan, Accra-Tema, Lomé, Cotonou, Lagos – qui ponctuent cet espace linéaire étaient reliées entre elles et plus encore avec l'extérieur, avec les métropoles coloniales et les ports Outre-Atlantique pour le commerce d'esclaves, puis de matières premières comme l'huile de palme. La richesse produite dans et par ces villes est liée aux activités d'import/export et plus généralement aux services. Cette richesse est réinjectée et thésaurisée dans le foncier et l'immobilier, et peu dans l'industrie (DUBRESSON 2003). Cet espace est depuis fort longtemps un espace de circulation de biens, de marchandises, de personnes, avant d'être un espace de production agricole ou industrielle. Les innombrables hangars qui jalonnent le corridor en témoignent: il ne s'agit pas d'unités de production mais d'entrepôts de stockage, comme des extensions des ports francs. C'est d'ailleurs à ce titre que le chercheur béninois John O. Igué parle du Bénin comme d'un État entrepôt (IGUÉ et SOULE 1992). Selon lui, «entre Accra et Cotonou, les gens ne dorment pas» (Cotonou, le 16.11.2016). Ils ne dorment pas car ils circulent, tout comme les marchandises qu'ils charrient avec eux, en attendant de posséder une maison en ciment, pour un jour pouvoir s'arrêter et enfin se reposer.

Concentration d'individus et de richesses, investissements directs étrangers et fonctions politiques majeures: tous les signes de la «métropolisation» sont là, alors même que le terme a longtemps été réservé aux villes globales, excluant de fait l'Afrique (JAGLIN 2018). Cette réalité urbaine est encore mal appréhendée. Elle revêt des formes de peuplement inédites, en corridors, marges ou halos périurbains sur lesquelles il se convient de se pencher, car ils ne correspondent pas aux modèles classiques, comme ceux décrits par l'École de Chicago, ni à ceux d'autres mégapoles et mégacités connues (LABBÉ et SORENSEN 2020).

UN LIANT

Ce qu'il s'agit d'interroger, c'est la brique, le béton, le verre, nos manières de table, nos ustensiles, nos outils, nos emplois du temps, nos rythmes. Interroger ce qui semble avoir cessé à jamais de nous étonner. (PEREC 2015)

S'étonner du ciment. S'étonner encore et toujours de ce matériau banal qui nous entoure. Et s'en étonner plus encore en Afrique, quand on ne voit que cela. Interroger la brique et le béton, comme nous y invite Georges Perec, pour saisir la production de l'urbain en Afrique de l'Ouest. Voilà ce que propose cet ouvrage en retraçant la trajectoire de cette poudre – le ciment – qui a pour effet de lier, et d'un matériau – le béton – son dérivé. Le ciment lie physiquement l'eau, sable et/ou granulats (gravier ou pierre) pour donner le béton. Après quelques minutes de prise, la poudre devient matière concrète, comme le rappelle le terme anglais *concrete* qui désigne le béton. Ajoutons une armature en fer, et voilà le béton armé qui prend forme. Mais le ciment lie aussi de manière métaphorique enjeux politiques, choix économiques, pratiques sociales et questions environnementales. Plusieurs corpus théoriques sont ici mobilisés et mis en parallèle pour appréhender ces différentes dimensions: théories marxistes, études urbaines critiques, courants subalternes et postcoloniaux, travaux sur l'Afrique en général, et sur les villes ouest-africaines en particulier.

Une marchandise, une valeur, un capital

Le ciment permet d'examiner la production capitaliste de la ville, c'est-à-dire les liens entre ville et capitalisme, marchandisation du foncier et de



SAC POUR FAIRE LES
ACHATS QUOTIDIENS
(© ACML).

l'immobilier urbain et processus d'accumulation des richesses. Selon la théorie marxiste, en tant que marchandise, il s'inscrit dans une chaîne de production au sein de laquelle il revêt à la fois une utilité (valeur d'usage) et une valeur (valeur d'échange), déterminée théoriquement par la durée du travail humain pour la produire. La valeur d'usage et d'échange du ciment est relativement homogène à l'échelle de la planète: un sac de ciment coûte en moyenne entre 5 et 10€ de part et d'autre du globe. En tant que marchandise, il dépend aussi d'un marché, avec ses prix, son offre, sa demande et ses logiques. Et sa valeur varie suivant sa position dans la chaîne et son

état: matière-poudre à peine extraite et fabriquée/objet-sac de ciment/résultat-béton coulé. Mais le ciment a également une valeur sociale, symbolique et culturelle: il est chargé d'émotions, d'affect et de désir (ARCHAMBAULT 2018). Autrement dit, le ciment est une marchandise dont la valeur est produite, non pas tant seulement par les travailleurs à l'usine, mais parce qu'une fois transformé, il devient béton. Un vulgaire sac de ciment a potentiellement une valeur plus importante que celle de son prix d'achat, puisqu'une fois coulé en béton, il permet de convertir un terrain en bâtiment, du foncier en immobilier, et donc en capital. Si l'on suit cette logique marxiste, le ciment matérialiserait le *spatial fix* théorisé par David Harvey (2001) et ancrerait concrètement et spatialement la valeur.

L'idée de m'intéresser au ciment pour comprendre la fabrique de la ville est d'ailleurs née en écoutant David Harvey lors de la rencontre des sociologues de l'Urbain, la RC21 à Urbino en Italie (27.08.2015). Dans sa conférence inaugurale, Harvey (2016) mentionna un chiffre: entre 2011 et 2013, la Chine a consommé 50% de ciment de plus que les États-Unis durant tout le 20^e siècle. Il souligna ensuite toutes les contradictions liées à l'augmentation de la production et de la consommation de ciment: augmentation des déplacements de population, baisse du nombre de logements abordables, diminution des droits de propriété et du droit du travail. Depuis lors, je me suis essayée à envisager la ville par le ciment et le béton pour saisir ces contradictions et participer à une réflexion sur la production de l'urbain, qui prolongerait, dans une approche lefébvrienne, celle sur

la «production de l'espace» (LEFEBVRE 1974), avec plusieurs questions en tête. Est-ce que les théories néomarxistes développées à partir du monde occidental valent également pour les villes africaines? Que nous apprend le ciment sur la ville en général et les villes africaines en particulier? Comment cette marchandise est-elle devenue objet d'accumulation, de *commodification* et même de fétichisme dans cette partie du monde? Que nous disent la filière du ciment, les carrières de calcaire et les cimenteries, de la circulation du capital et de ses liens avec l'urbain?

Ville, néolibéralisation et (afri)capitalisme

Depuis les années 1980, avec la généralisation de l'idéologie néolibérale, les villes sont devenues des espaces politiques et économiques majeurs (BRENNER 2004; BRENNER et THEODORE 2002). Elles sont désormais mises en concurrence et pensées comme des espaces stratégiques devant répondre aux lois du marché (MORANGE et FOL 2014; BÉAL et ROUSSEAU 2014). Loin d'être passifs, les gouvernements accompagnent ce processus et le tournant entrepreneurial pris par la ville, en créant les conditions idéales pour investir et servir les intérêts financiers d'une élite (HARVEY 1989: 11). Les villes deviennent à fois le produit et le support de ce paradigme néolibéral, et un objet de spéculation, en particulier à travers l'immobilier de plus en plus financiarisé (AALBERS 2016; HALBERT et ATTUYER 2016). Différents travaux ont cherché à mettre en évidence le côté hybride du néolibéralisme, capable de se transformer et de s'adapter «partout et en tout lieu» (PECK et TICKELL 2002; BRENNER 2010). Mais, ces travaux, pour pertinents qu'ils soient, demeurent souvent théoriques et prêtent parfois peu d'attention aux contextes locaux (PINSON et MOREL JOURNAL 2017). La réflexion menée entend contribuer aux débats sur les liens entre ville et néolibéralisme à partir d'une approche ancrée dans les Suds.

Pendant très longtemps et au mieux, les villes africaines ont été envisagées comme des «copier-coller», de pâles reflets des villes occidentales, «en retard». Les courants subalternes et théories urbaines postcoloniales (ROBINSON 2002, 2006; ROY 2009; ROBINSON et ROY 2016; SHEPPARD 2014) ont bien montré l'intérêt de désoccidentaliser la pensée urbaine pour

reconnaître ces villes comme des espaces urbains à part entière. De nombreux travaux sur les villes africaines en particulier ont invité à renouveler le regard (MYERS 2011, 2020; FOURCHARD 2012; PARNELL et OLDFIELD 2014; PARNELL et PIETERSE 2014; MORANGE et SPIRE 2017). Ce travail s'inscrit dans cette entreprise et propose de remettre sur la carte des villes ignorées des études urbaines, qui passent souvent à côté d'une «urbanisation subalterne» (MUKHOPADHYAY 2020). Certes, il sera bien question de Lagos, mais il sera aussi question de ces petites et moyennes villes (BERTRAND et DUBRESSON 1997), ces «villes de l'invisible majorité», décrites par Mathieu Hilgers (2012), ainsi que de villes-satellites et d'interstices qui s'urbanisent et sont à leur tour récepteurs des politiques néolibérales.

De récents travaux appellent à davantage travailler sur le capitalisme en Afrique (WIEGRATZ 2018), et en particulier sur les liens entre capitalisme et urbanisation (GOODFELLOW 2018, 2020). Les rares études sur le sujet montrent que l'on est passé d'un État développementaliste à un État investisseur, largement privatisé (HIBOU 1999), en quête de projets rentables plutôt que de services de base à fournir (PITCHER 2012, 2017). Devant la variété des capitalismes urbains qui s'observent dans le monde (LORRAIN 2002), celui qui se déploie en Afrique propose de nouvelles modalités, canaux et lieux. Côte-Roy et Moser (2019) ont montré que les élites africaines revendiquent désormais un «droit au développement» qui passe par la ville. Elles pensent être en droit de mériter à leur tour une ville digne, autrement dit un lieu de prospérité, agréable à vivre et en phase avec «l'Africapitalisme». Ce terme, apparu en 2011 dans la bouche du banquier milliardaire nigérian Tony Elumelu, désigne un *black business*, dominé par des entrepreneurs africains qui se disent philanthropes et libéraux (21). Ils prônent le réinvestissement des capitaux africains sur le continent avec pour objectif la rentabilité mais aussi des retombées positives pour les populations africaines. En attendant cette éventuelle prospérité partagée, ils affichent leur réussite en dressant des tours de béton pour accueillir leurs holdings et fondations. L'un des chefs de file de ces africapitalistes afrooptimistes n'est autre que le Nigérian Aliko Dangote, première fortune africaine et magnat du ciment. Ce dernier permet de réinterroger la figure de l'entrepreneur et de la réussite (GRÉGOIRE et LABAZÉE

1993; ELLIS et FAURÉ 1995; BANÉGAS et WARNIER 2001), mettant en évidence les trajectoires renouvelées de ceux qui font «fortune» en Afrique (RUBBERS 2009; MUÑOZ 2018; BADOU et BIRSCHENK 2019). Quelle place les *big men* et «grands patrons» d'aujourd'hui (WALTHER 2008) ont-ils pris dans la production et la gouvernance urbaine ? Comment sont-ils liés au business de la ville dans laquelle le capital circule intensément ?

Bâtir et habiter la ville (en dur)


Dans une conférence intitulée «Bâtir, habiter, penser», Martin Heidegger (1951) distingue les termes «bâtir» et «habiter» et s'attache à remettre au centre du bâti l'habiter, donc l'être. Ses idées s'inscrivent à contre-courant de l'époque marquée par le mouvement moderniste, le fonctionnalisme et l'architecture brutaliste, portés entre autres par Le Corbusier qui prône l'usage avant l'individu. Tim Ingold (2002), et plus récemment Richard Sennet (2018), ont repris la distinction établie par Heidegger pour croiser les deux manières de produire la ville, celle par le haut qui renvoie à bâtir (*building perspective*) et celle par le bas pour habiter (*dwelling perspective*). Pour Heidegger, la notion de bâtir renvoie à celle d'aménager: des routes, ponts, stades, centrales électriques. Elle est alors le résultat d'un urbanisme de projets et d'infrastructures initié par l'État, les techniciens et les planificateurs. Habiter renvoie davantage aux pratiques, représentations et symboliques de l'être habitant. Cette double production de la ville est à l'origine de «rationalités conflictuelles» (SATGÉ et WATSON 2018) entre l'approche techno-managériale des gouvernements, et celle des habitants qui répond à des logiques de survie et de débrouille. Ces contradictions ont été mises en évidence pour les villes africaines, certains travaux s'attachant à déchiffrer la production de cette ville par le haut, réceptrice de pratiques planificatrices en quête d'investissements et de compétitivité dans un contexte d'urbanisme néolibéral (PARNELL 2009; MYERS 2011; PARNELL et ROBINSON 2012; WATSON 2014), tandis que d'autres se sont davantage penchés sur les pratiques habitantes, en particulier celles liées à l'auto-construction (CANEL 1990; BERTRAND 2011; GASTROW 2017). Depuis les années 1970, les travaux sur la socioéconomie de la construction ont montré, en


Afrique comme ailleurs (TURNER 1976; HOLSTON 1991; CALDEIRA 2017), comment ces (néo)urbains construisent par leurs propres moyens, se lancent dans des chantiers privés, s'improvisant bâtisseurs et architectes, maîtres d'œuvre et entrepreneurs de la construction, capables de transformer leur vulgaire habitation en un produit unique (BUIRE 2014).

De plus en plus, les pistes se brouillent entre le haut et le bas, entre *building* et *dwelling*. Le ciment permet de faire le lien entre bâtir et habiter, puisqu'il est à la fois le matériau de construction présent dans la plupart des infrastructures et la matière symbolique autour de laquelle se resserre le tissu social. Il est aussi prétexte à analyser ce qui se passe entre ces deux processus, en apportant un éclairage sur un monde d'intermédiaires qui eux aussi font la ville, de façon peut-être moins visible que les gouvernements ou les habitants. Que signifient bâtir et habiter «en dur» aujourd'hui, dans des sociétés où le béton renvoie à la modernité? Quel sens donner à ces «pratiques microbiennes» (DE CERTEAU 1990), comme acheter des sacs de ciment ou rechercher un maçon, pour le moins communes et ordinaires, qui permettent aux habitants de bâtir mais aussi d'habiter. Comment, sur les chantiers notamment, se redéfinissent les rapports de pouvoirs, de domination entre celui qui produit et celui qui consomme, entre celui qui ouvre le sac de ciment, verse l'eau et le sable et celui qui remue, entre le contremaître, qui donne les ordres, et l'apprenti, qui obéit, figure emblématique du travailleur opprimé dans un monde devenu urbain?

Écologie politique, matérialité et (non) humain

Le ciment et le béton ne sont pas à un paradoxe prêt: inventés initialement pour protéger l'espèce humaine de la nature, voilà que leur généralisation et leur (sur)consommation menacent le devenir même de l'espèce. Dans un contexte de dérèglement climatique et d'amenuisement des ressources, leur omniprésence oblige à repenser les relations entre politiques, impact environnemental, et urbanisation, comme le font les travaux de l'*Urban Political Ecology* (SWYNGEDOUW et HEYENEN 2003; KEIL 2005; HEYENEN 2006; PERREAULT 2015). Le monde bétonné qui nous entoure est révélateur de nos sociétés qui reposent sur l'extractivisme, c'est-à-dire

sur une économie de trous (BRIDGE 2015; LUSSAULT 2020) . Produire du ciment en Afrique de l'Ouest soulève bien des questions quand on sait qu'il faut extraire du calcaire au milieu de la savane, prélever massivement du sable sur la lagune, importer parfois du clinker depuis l'Indonésie et du gypse depuis l'Espagne, et souvent rejeter des particules et du dioxyde de carbone qui finiront dans la couche d'ozone.

Cette économie interroge la façon dont l'humain habite la terre et se comporte avec le non-humain dans la perspective des travaux de Bruno Latour (2006). Pour l'anthropologue Philippe Descola (2005), il est nécessaire «d'inventer des formes alternatives de s'organiser entre humains et d'entretenir des relations avec les non-humains» . Dans cette optique, le «tournant matériel» propose de saisir l'importance des objets, des choses, des matières, du non humain, souvent peu visibles mais qui jouent un rôle central dans les relations de pouvoir entre les individus et dans la construction du fait social (MILLER 2005; INGOLD 2012; BENNETT et JOYCE 2013). De récents travaux ont montré l'intérêt de développer une approche matérielle pour saisir les liens entre ville, politiques et objets et ainsi définir une «matérialité politique» qui permet l'articulation entre entités humaines et non-humaines (PILO' et JAFFE 2020). C'est ainsi qu'Arjun Appadurai (1986) s'est attaché à comprendre la vie sociale des objets, à en faire leur «biographie» pour comprendre les usages et valeurs qu'on leur confère. À sa suite, de nombreux travaux se sont essayés à raconter la vie politique et sociale de certaines marchandises globalisées, comme l'or et la cocaïne (TAUSSIG 2004), le métal (BENNETT 2010), le champignon matsutake (TSING 2015), le lait (CIAVOLELLA 2019), les produits de luxe (ABÉLÈS 2019), la plante de khat éthiopien (LESOURD 2019), les produits chinois comme les tongs flip flop (KNOWLES 2014), les rickshaws (TASTEVIN et PLIEZ 2015), les motos (KHAN-MOHAMMAD 2016; BLUNDO 2018) ou encore les jeans (PLIEZ 2007). À l'instar d'Anna Tsing, j'ai recherché à mon tour une «denrée à forte coloration culturelle, qui fasse en même temps l'objet d'une marchandisation globalisée» (TSING 2017: 101) pour en raconter la vie sociale, politique et économique.

Le ciment fait sens pour saisir la complexité de la production de la ville. Alors qu'il est de plus en plus difficile d'appréhender *ceux qui font la ville*,



MAISON
EN CONSTRUCTION,
GANVIÉ, 2017 (@ACML).

cette matière permet de faire le lien – le liant – et de mettre en lumière *ce qui fait la ville*. De façon quelque peu paradoxale, si l’heure est bien à la fluidité, au virtuel, à la dématérialisation, à internet et au e-commerce, y compris en Afrique, elle est aussi au matériel et à l’ancrage, d’où le choix fait ici de s’intéresser à un matériau concret. Le béton fait partie de «l’éclectique collection de matérialité urbaine» (McFARLANE 2011: 216), qui comprend des objets aussi disparates que la tôle ondulée, les briques, les infrastructures de drainage, d’assainissement, d’eau et d’électricité. Il dit des choses de l’État, des relations sociales et des économies politiques au même titre que les infrastructures, bâtiments et routes qu’il compose (HARVEY 2010; LARKIN 2013; SILVER 2014; HARVEY et KNOX 2015). Il relie des villes, des vies et des mondes.

PRODUCTION, CIRCULATION ET CONSOMMATION

Précis méthodologique

Tribulations d'un sac de ciment

Écrire la biographie du ciment permet de raconter les différentes étapes et acteurs qui interviennent dans sa production, circulation et consommation, et de dresser une radiographie des modes de faire la ville.

Contrairement à d'autres ressources ou matières précieuses, comme le cuivre, l'or, le sable, le gaz ou le pétrole (RUBBERS 2009; APPEL 2015; PEDUZZI 2014; DOBLER et KESSELRING 2019), le ciment demeure peu étudié, mis à part quelques travaux notoires sur le Mexique (FRY 2013) ou le Mozambique (ARCHAMBAULT 2018). Lorsqu'il l'est, c'est d'abord d'un point de vue économique (WHITE 2015) et rarement sous l'angle social, ni même dans le champ des études urbaines. Le ciment est pourtant au cœur d'une chaîne globale de production et de commercialisation de matériaux de construction peu connue, qui dessine des connexions, routes et dépendances inattendues, et participe d'une «mondialisation discrète» (CHOPLIN et PLIEZ 2018).

Pour déchiffrer ces géographies emboîtées, j'ai fait le choix de suivre les tribulations de cette poudre grise. La méthodologie retenue croise deux approches: celle du tournant matériel qui focalise les recherches sur les objets du quotidien et celle du *follow the thing*, qui permet de remonter toute une filière depuis le producteur jusqu'au consommateur (APPADURAI 1986; COOK 2004; GREGSON 2010). La démarche emprunte aux travaux sur les *global value chains* (GVC) et *global commodity chains* (GCC) (GEREFFI et KORZENIEWICW 1994) qui analysent la circulation des produits, les acteurs et les cadres politiques qui permettent la mise en place d'une chaîne de valeur globale. Cette méthodologie, multisituée (MARCUS 1995) et en

DES CAMIONS ET
DU CIMENT SUR
LE CORRIDOR [© ACML].



mouvement comme les marchandises (BLASZKIEWICZ 2019), m'a conduite depuis les carrières où l'on extrait le calcaire, jusqu'aux parcelles des villes où les sacs de ciment sont ouverts pour devenir béton. Tenter de saisir les liens renouvelés entre globalisation et urbanisation dans cette partie de l'Afrique a été possible grâce à un long terrain que j'ai eu la chance de conduire entre juillet 2016 et décembre 2018. Affectée à l'Institut de Recherche pour le Développement à Cotonou et au département de géographie de l'Université d'Abomey-Calavi durant cette période, j'ai exploré le corridor urbain en circulant régulièrement le long de l'axe Abidjan-Lagos. N'ayant malheureusement pas pu monter à bord des camions qui transportaient le ciment, j'ai dû me contenter de les suivre, le long des routes où ils alimentent les quincailleries, dans les centres-villes qu'ils traversent quotidiennement, au niveau des frontières où ils s'arrêtent en convoi, parfois pendant plusieurs jours, et encore dans les périphéries urbaines où les chargements sont revendus «à la sauvette».

Suivre la ville en chantier

Parallèlement à l'approche horizontale, le long du corridor, la démarche se veut également verticale, multiscalaire, afin de saisir tous les acteurs impliqués dans la chaîne et ce, à tous les niveaux: depuis les grands groupes cimentiers et l'État en haut, jusqu'à l'individu lambda, tout en bas, qui fait construire sa parcelle, en passant par les entrepreneurs, les

promoteurs immobiliers, les agences gouvernementales et les bailleurs, ainsi que les maçons, la main-d'œuvre, les sous-traitants et autres intermédiaires, les artisans qui tous, à leur niveau, contribuent et (dé)régulent le marché. L'immersion sur le terrain durant près de trois ans a rendu possible de multiples observations directes, des interactions informelles avec une grande diversité d'interlocuteurs, un suivi de situations locales sur un temps long, ainsi qu'une collecte de données issues de la presse quotidienne. Sur le terrain, j'ai recueilli les témoignages de ces hommes et de quelques rares femmes qui ont un lien avec le béton: des cimentiers à la tête d'usines (PDG, DG ou Directeurs des services commerciaux) ont accepté de me recevoir et pour certains de me faire visiter les principales usines de la région. En parallèle à ces rencontres, j'ai analysé les discours des compagnies cimentières, des dirigeants politiques et des bailleurs de fonds à travers les supports de communication d'entreprise et des sites Internet (comme www.globalcement.com, site dédié aux professionnels du secteur). Au-delà du ciment, il m'a semblé judicieux d'essayer de comprendre la structuration du secteur du BTP et l'importance que revêtent les diasporas indiennes, chinoises et surtout libanaises dans la production et l'importation de matériaux de construction. J'ai ainsi visité des usines de tôles et fer à béton, et les magasins des plus importants grossistes de la région. Des exploitants de sable ont été interviewés. Je me suis également penchée sur le secteur de l'immobilier en train de se structurer sous l'effet des groupes internationaux, des promoteurs et agents immobiliers (10 d'entre eux ont été interviewés à Cotonou, 3 à Lomé, un à Accra). J'ai essayé de suivre la mise en œuvre de grands projets, sans malheureusement parvenir à obtenir d'informations sur le capital investi, sur les accords qui lient les pouvoirs en place et les investisseurs, et sans parvenir non plus à identifier la provenance des capitaux et leur réinjection dans l'économie locale. Ces sujets sont plus que sensibles. Aussi, faute de n'avoir pu suivre ce capital qui circule intensément dans les villes, j'ai suivi ces matériaux pour qu'ils me conduisent à ceux qui participent au «business de la ville». J'ai longuement analysé les sites internet de ces sociétés et groupes de consulting internationaux qui produisent des images numériques de grands projets urbains et alimentent ainsi des «visions

urbaines», en me demandant à qui est destinée cette ville d'images de synthèse (WATSON 2020). Enfin, pour alimenter la réflexion sur les possibilités de construire autrement, avec moins de béton, j'ai également échangé avec plusieurs architectes, entrepreneurs et ONG qui essaient de valoriser d'autres techniques et modes de construction.

En complément de l'approche en mouvement le long du corridor, j'ai développé une approche plus statique, à partir du cas de Cotonou où je résidais, pour suivre la ville en chantier et visualiser son évolution au quotidien. Dix chantiers ont ainsi été suivis sur trois ans en différents endroits des villes de Lomé et Cotonou. D'aucuns jugeront cet échantillon trop mince. Mais ce travail n'a pas la prétention à l'exhaustivité ni même à la généralisation. Il se veut humain, peuplé d'histoires de celles et ceux qui font la ville, chacun avec leur moyen, du propriétaire d'une maison autoconstruite au cimentier européen qui domine le secteur, en passant par les maçons. C'est ainsi que dans les différents quartiers, j'ai rencontré Elinor, François, Sam, Edgard, Édith qui, avec 6 ou 10 tonnes de ciment, ont fait ou font construire... En les suivant sur le temps long, j'ai analysé leurs trajectoires, leurs projets mais aussi leurs tracés, déboires et désillusions.



RÉUNION DE CHANTIER,
COTONOU, 2018 (©ACML).

Un travail cartographique complète ces entretiens, issu d'une collaboration menée avec la communauté OpenStreetMap Bénin, qui a géolocalisé les activités artisanales et marchandes liée à la construction. Ce travail cartographique, appuyé par une enquête réalisée avec KoBo Toolbox, recense les différents revendeurs de ciment et les quincailleries sur les axes centraux du corridor entre mai et juillet 2017. Il est fort possible que les repérages effectués à ce moment-là ne soient pas valables dans le temps mais ils ont permis de mesurer le dynamisme de ce secteur à un moment précis. Ces enquêtes ont été complétées par des images drones, prises pour suivre l'avancée de la ville, notamment dans les périphéries. Des cartes de Cotonou, Lomé, Accra et Lagos ont été réalisées pour visualiser la ville en chantier, localiser les lieux d'enquêtes et les noms mentionnés dans le texte.

Si cette recherche est mienne, elle est aussi le fruit d'un travail collectif. Celui-ci a été mené d'abord avec Martin Lozivit, chargé de coopération technique IRD, qui a réalisé des entretiens, collecté des données sur le terrain et produit des outils visuels (cartes 🗺️, photographies, images drone 📸, vidéos *timelapse*), ainsi qu'avec des étudiant·e·s et doctorant·e·s 🎓 de l'Université d'Abomey-Calavi, de Lomé, de France et de Suisse avec qui j'ai suivi l'or gris. L'usage du « nous » renvoie aux enquêtes et données collectées avec ces collaborateurs.

De Cotonou au corridor Abidjan-Lagos, de l'Afrique au Monde

La réflexion sera développée par un élargissement progressif de la focale, depuis Cotonou au corridor Abidjan-Lagos, de l'Afrique de l'Ouest à l'Afrique, des Suds au monde. Étant donné que le corridor du Golfe de Guinée compte plus de 30 millions d'âmes sur un espace resserré, et étant de fait l'une des principales régions urbaines d'Afrique, et la plus grande concentration urbaine de demain, les observations et témoignages recueillis invitent à des mises en perspective avec le reste du continent africain et à des réflexions sur l'urbain en général. Je veillerai pour autant à ne pas surinterpréter les résultats: ce qui vaut pour Cotonou, principal lieu d'enquêtes, ne vaut pas forcément pour Accra et encore moins pour

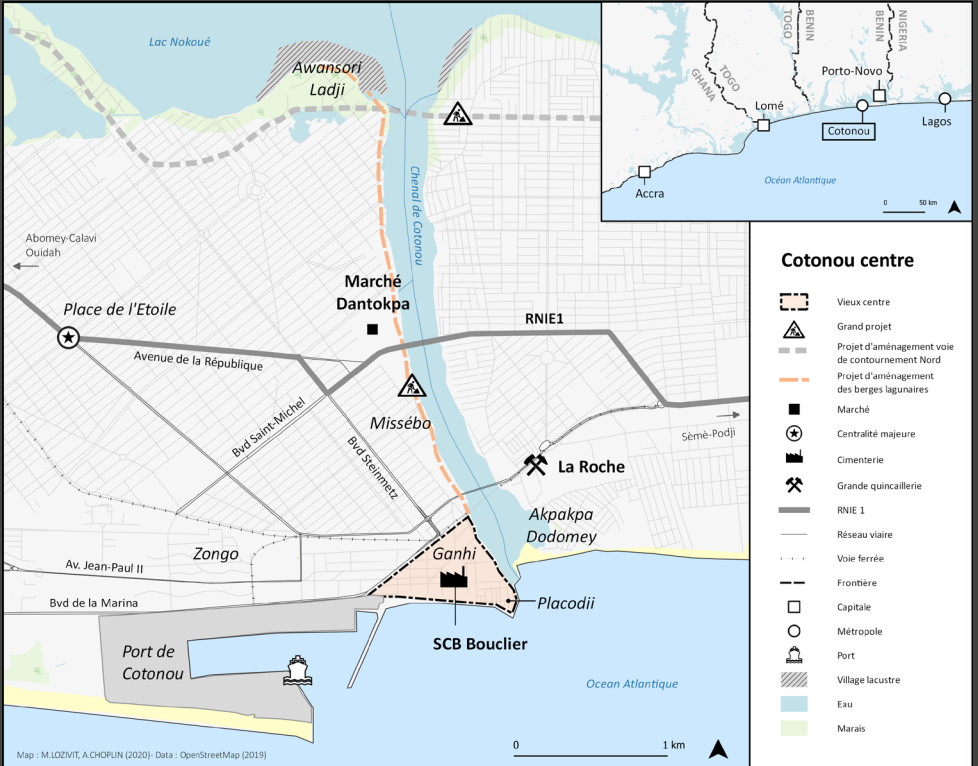
Cape Town. Trois années sur le terrain m'ont donné la possibilité de circuler à Cotonou, Porto-Novo, Lomé, Lagos, Accra, mais aussi d'autres villes qui m'étaient jusqu'alors inconnues, comme Niamey ou Ibadan, et de revisiter Nouakchott et Dakar, où j'ai mené des recherches précédemment. La (re)découverte de ces espaces urbains au prisme du ciment permet d'alimenter certaines réflexions sur le corridor et à partir de là, sur l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique. La montée en généralité n'est pas toujours possible mais la question du ciment est transversale et pour cela invite à réfléchir au-delà des limites d'une ville et même d'un continent.

Le ciment est matière à penser (BAYART et WARNIER 2004), une matière grise pour penser l'urbain et le monde, dans et par sa globalité; une matière grise qui renvoie aussi bien au centre-ville qu'à ces périphéries rez-de-chaussée peuplées d'individus pauvres en demande de ciment; une matière grise pour imaginer que derrière la forme et la matière justement, il y a la ville invisible (DE BOECK et PLISSART 2004), habitée par de nombreux esprits dans cette région marquée par la culture vodoun; une matière grise qui révèle l'histoire de ces villes dites «sans histoire» (CIAVOLELLA et CHOPLIN 2018), à qui on nie toute profondeur historique; une matière grise pour penser que l'avenir se joue peut-être et aussi sur le continent africain, ce «laboratoire de mutations d'ordre planétaire» (MBEMBE 2020: 13) et dans ces villes africaines, aujourd'hui comme hier «laboratoires du changement» (BALANDIER 1985); une matière grise pour imaginer qu'un jour on pourra peut-être vivre avec moins, voire sans béton.

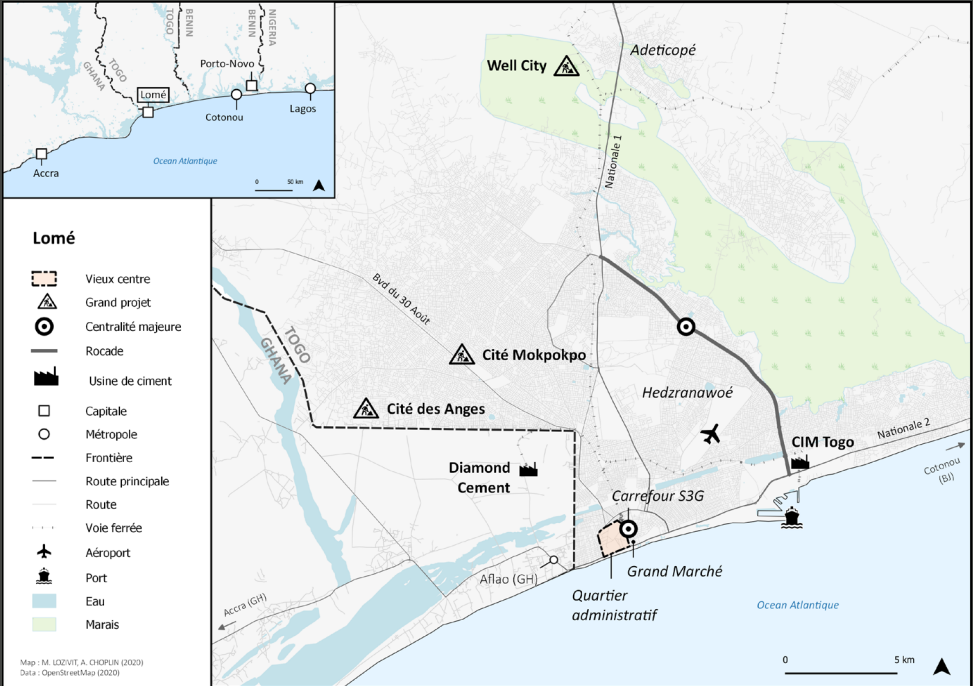
Cet ouvrage est organisé en quatre temps pour suivre la vie économique, politique, urbaine et sociale de cet artefact essentiel qu'est le ciment. Dans la première section, j'adopte le point de vue des acteurs qui dominent le secteur du ciment, gouvernements comme cimentiers ou bailleurs internationaux, pour comprendre les dynamiques macroéconomiques et l'économie politique structurant la filière. Dans un second temps, la focale est à hauteur de ville: il s'agit d'analyser la production de l'urbain à travers l'étude des grands projets, de l'immobilier et du secteur de la construction en voie de structuration. La troisième partie déchiffre le rôle que le ciment joue dans les pratiques et les représentations des habitants. Enfin,

un quatrième et dernier chapitre discute la place du béton dans les villes africaines au regard des problèmes environnementaux et écologiques que soulève sa généralisation.

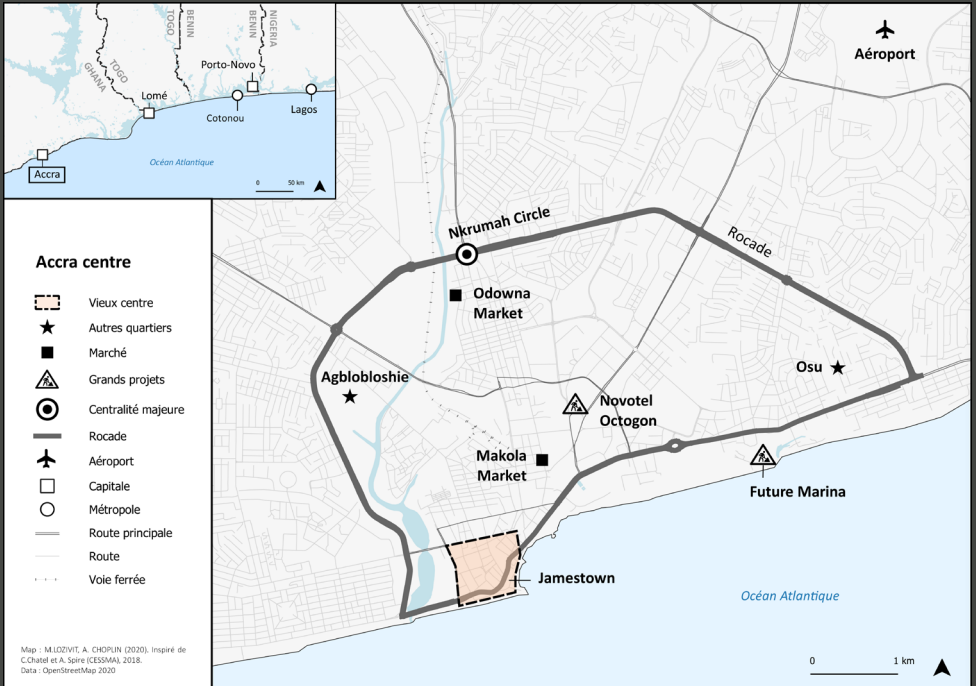
¹ Le terme ciment, qui désigne initialement un mortier, est ancien. Il faut attendre le début du 19^e siècle pour que l'ingénieur anglais John Smeaton, puis James Parker inventent le « ciment romain », une chaux hydraulique à prise rapide. En 1818, Louis Vicat découvre le principe de l'hydraulicité de la chaux, qui durcit avec l'eau, qui va permettre le développement des ciments Portland dans les années 1860. Ce terme de ciment Portland, donné en 1824 par Joseph Aspdin, maçon de Leeds, désigne par la suite tous les ciments hydrauliques (GENESTIER et GRAS 2015).



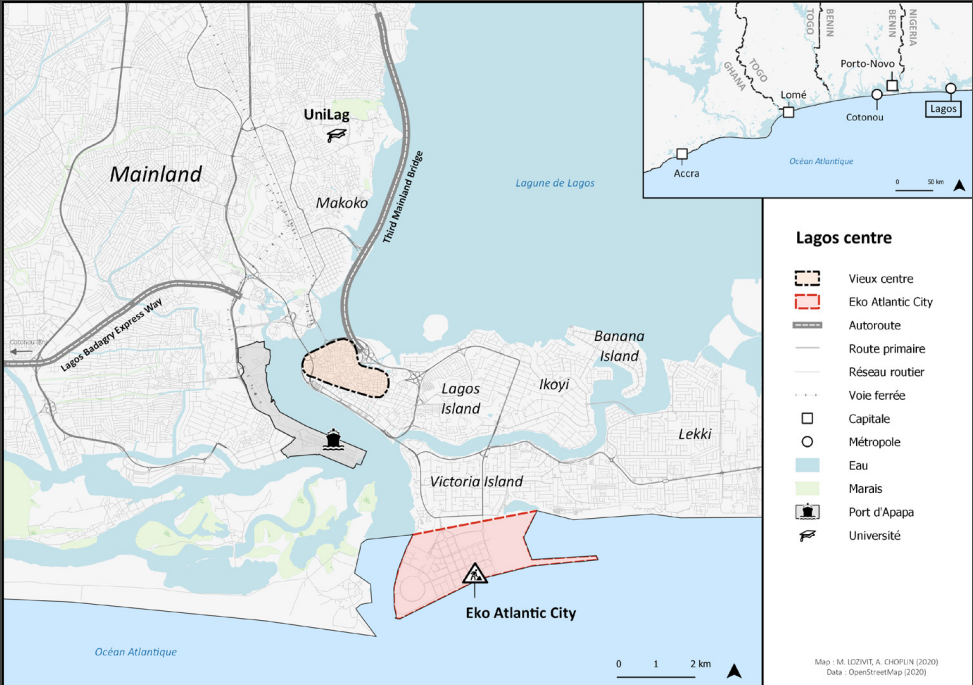
CARTE DE COTONOU, BÉNIN.



CARTE DE LOMÉ, TOGO.



CARTE D'ACCRA, GHANA.



CARTE DE LAGOS, NIGERIA.

GOUVERNER PAR LE BÉTON

Partie 1



«Je ne vais rien vous dire sur le ciment. Dans notre métier, on ne parle pas. Le ciment, c'est secret», m'explique le PDG de la Nouvelle Cimenterie du Bénin (Cotonou, 22.04.2017). Qu'aurait donc à cacher le ciment, ce matériau si banal et omniprésent? Quels pouvoirs renferme-t-il pour que des individus cherchent à posséder des carrières de calcaire, à avoir la mainmise sur la chaîne de production et à contrôler le secteur de la construction? Le ciment et le béton accompagnent l'exercice d'une certaine forme de pouvoir et de domination sur les individus, autrement dit participent de la gouvernementalité pour reprendre le terme de Michel Foucault (1978). Dans son récent ouvrage *Brutalisme*, Achille Mbembe (2020: 12) rappelle que le «pouvoir est, de bout en bout, une technique d'instrumentation et de construction. Il a besoin de pâte, de béton, de ciment, de mortier, de poutres, de pierres à concasser, de plomb, d'acier...». En Afrique, les gouvernements légitiment leur pouvoir en érigeant des immeubles, ponts, barrages, routes asphaltées, échangeurs et toutes sortes d'infrastructures qui nécessitent d'importantes quantités de béton. Cela était déjà le cas hier, comme le rappelle le personnage du roman de V. S. Naipaul, *A Bend in the River* (1979), président d'un pays africain fictif dans les années 1970, qui se fait appeler *Big Man*, et qui étanche sa soif de pouvoir et de développement en faisant ériger des tours. Et c'est encore le cas aujourd'hui où le pouvoir et l'économie reposent et fonctionnent sur le béton qui devient symbole d'émergence économique et de stabilité politique.

Qui gouverne par le béton? Comment? Ce premier chapitre retrace la trajectoire historique de ce matériau de base, hier assimilé au colon «blanc» et qui participe aujourd'hui à l'affirmation d'une identité africaine, à

PAGE PRÉCÉDENTE:
ASSEMBLÉE NATIONALE
DU BÉNIN, PROJET
ABANDONNÉ APRÈS
DES ANNÉES DE
CONSTRUCTION,
PORTO-NOVO, 2018
(© ACML).

travers des figures de la réussite, comme Dangote, qui renouvellent les rapports entre le politique et le secteur privé. C'est toute une économie politique urbaine que je propose d'explorer: mise en concurrence entre les compagnies, régulation des prix, faveurs accordées à tel groupe par un dirigeant, diminution des taxes douanières, appui à l'ouverture de cimenteries. Il s'agit de saisir les acteurs qui s'entendent pour gouverner par le béton: présidents ambitieux et soucieux de voir des projets sortir concrètement de terre, élus locaux en quête de moyens, bailleurs qui voient dans le ciment la promesse d'un futur meilleur et cimentiers en quête de profits. Ils font de l'or gris un bien de consommation courant et consensuel, créant ainsi la «dépendance ciment».

POSTCOLONIALISER LE CIMENT

Du produit du colon blanc à l'or gris «Made in Africa»

Le ciment n'est pas un produit nouveau en Afrique. Son histoire est fortement liée à la colonisation. Mais, contrairement à d'autres produits largement diffusés et consommés, comme l'alcool et la bière (VAN BEEMEN 2015; NYUUR et SOBIESUDO 2016) ou le pétrole (ARIWERIOKUMA 2008; YATES 2012), l'histoire de cette pénétration demeure peu renseignée. Les archives coloniales rappellent pourtant que les Européens charriaient avec eux du ciment, avant d'ouvrir des cimenteries localement. Au Bénin, en 1890, le ciment représente le quart des importations et à partir de 1930, il est dominant dans la construction de l'habitat colonial (LOMBARD 1953: 90). Dans les archives nationales béninoises des années 1950, il est déclaré



COTONOU. - Avenue des Cocotiers - Bibliothèque et P. T. T.

LE QUARTIER DES
COLONS, COTONOU DANS
LES ANNÉES 1930
(© COLLECTION ZINSOU).



LES HABITATIONS DES
«INDIGÈNES», COTONOU
DANS LES ANNÉES 1930
[© COLLECTION ZINSOU].

47. - DAHOMEY (A. O. F.). - KOTONOU. - Famille noire et leur habitation

arriver au wharf de Cotonou, «de la farine de blé, des conserves, du vin et des liqueurs, ainsi que du ciment, indispensable aux nombreux chantiers en cours» (N'BESSA 1997: 70). La ville coloniale de ciment s'oppose à la ville indigène de bambou et de paille, comme le rappellent certains toponymes. À Maputo, capitale du Mozambique, la «ville de ciment» (*cidade de cimento*), héritage de la ville coloniale portugaise construite en dur, se distingue toujours très nettement de la «ville de roseaux» (*cidade de caniço*), composée de quartiers précaires (VIVET 2012). Le ciment matérialise la ségrégation raciale et par la suite, les inégalités sociales.

Au lendemain des indépendances, le ciment se répand au-delà du seul noyau colonial pour gagner les quartiers des principales villes. Progressivement, les briques de ciment remplacent la paille, le bambou et la terre, au point de faire disparaître les modes de constructions locaux, auxquels s'était surimposée une architecture dite afro-brésilienne, introduite par les anciens esclaves affranchis à leur retour d'Amérique latine (les *Agouda*). Au cours du 19^e siècle, de nombreux Afro-brésiliens sont revenus avec de nouvelles manières de construire (CORALLI et HOUÉNOUDÉ 2013; MENGIN et GODONOU 2013) et marquent de leur empreinte les cœurs historiques des villes du Golfe de Guinée. Les noyaux urbains d'Accra, de

Lomé et Aného au Togo, Ouidah et Porto-Novo au Bénin, Lagos Island au Nigeria ont en commun un riche patrimoine architectural. À l'héritage afro-brésilien se sont ajoutés les bâtiments des colons français, allemands et britanniques (SINOÛ et OLOUDÉ 1988; MARGUERAT et ROUX 1993; SINOÛ 2011; MENGIN et GODONOU 2013; ALONGE 2014). Progressivement, le ciment a recouvert l'architecture locale. La mosquée de Porto-Novo symbolise ce changement: trésor de l'architecture afro-brésilienne, elle est cimentée de toute part, tel un pansement gris qui lui permettrait de tenir debout.

Si les colons sont arrivés avec le ciment, ils ne sont pas repartis avec. Durant la colonisation, Français et Britanniques se montrent réticents à l'idée d'investir massivement dans des cimenteries onéreuses et se contentent d'exporter du ciment en vrac (AKINYOADE et UCHE 2016). La première cimenterie d'Afrique de l'Ouest, la Société des Chaux et Ciments du Sénégal ouvre en 1930 à Rufisque dans la banlieue de Dakar (21) et prend en 1948 le nom de Société Coloniale des ciments, devenue depuis Société Commerciale du Ciment (SOCOCIM). Il s'agit de l'une des premières cimenteries dites intégrées, qui se distingue des simples unités de broyage, second type de cimenterie, beaucoup plus répandu. Dans la cimenterie intégrée, le ciment est entièrement produit *in situ* à partir des gisements de calcaires locaux. Une fois le calcaire extrait [80%], on ajoute de l'argile [20%]. La substance est ensuite portée à 1500° dans un four (*kiln*) et devient clinker. Celui-ci est ensuite broyé puis mélangé à du gypse pour

MOSQUÉE DE
PORTO-NOVO, 2016
(© ACML).



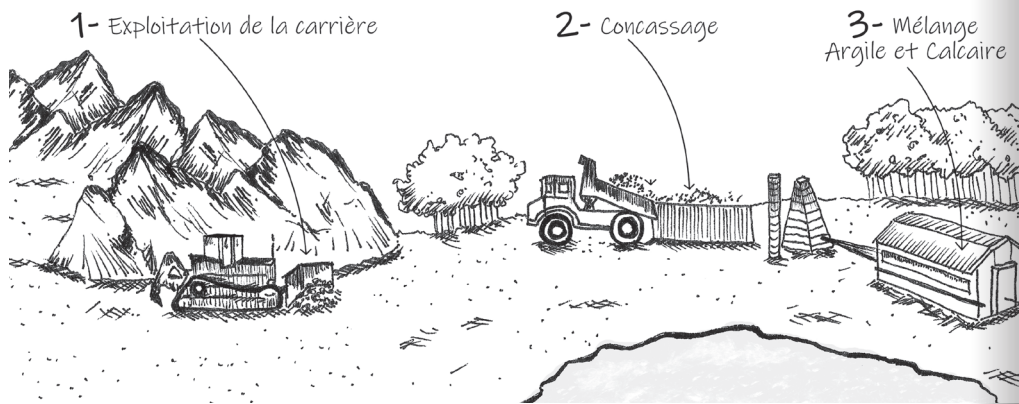
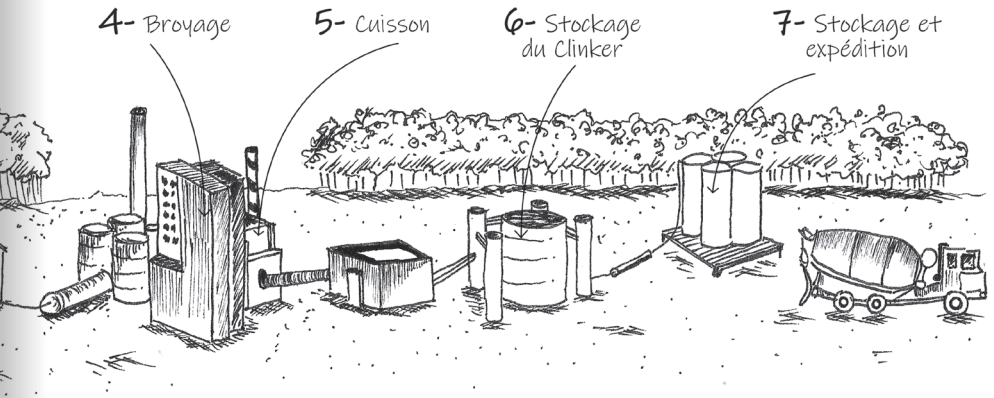


SCHÉMA D'UNE
CIMENTERIE INTÉGRÉ
[© D. BERTRAIS 2020,
ADAPTÉ DE © CIMENTS DU
MAROC].

donner la poudre grise appelée ciment. Les cimenteries dites de broyage ne réalisent que la deuxième phase: elles broient et mélangent le clinker à du gypse, tous deux importés d'Europe ou d'Afrique du Nord. Les cimenteries intégrées, très énergivores, se révèlent coûteuses à implanter puisque l'accès à l'énergie en quantité suffisante et de façon continue est compliqué dans cette région. Par ailleurs, les gisements de calcaire y sont rares. Au Nigeria, il faut attendre 1961 pour que la West African Portland Cement Company Limited (WAPCO) ouvre la cimenterie d'Ewekoro (aujourd'hui Wapco-Lafarge, filiale de LafargeHolcim), et 1978, pour qu'à une centaine de kilomètres de là, au Bénin, soit inaugurée celle d'Onigbolo (SCB-Société des Ciments du Bénin aujourd'hui SCB Lafarge). Parallèlement à l'ouverture de ces quelques cimenteries intégrées, les stations de broyage, plus faciles à mettre en œuvre, se multiplient. L'importation de clinker, ciment et gypse en vrac explique la localisation des unités de broyage près des ports: en 1967, la Société des Ciments du Bénin SCB s'implante à proximité du Wharf de Cotonou, tandis que Cimtogo est créée en 1969 à côté du port de Lomé. Les importations entraînent une grande dépendance envers l'extérieur, ce qui pose problème face à la consommation en forte augmentation.

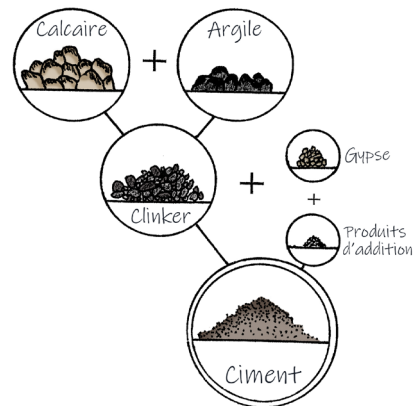
Les années 1980 marquent un réel tournant dans la production et la commercialisation du ciment en Afrique. Serge Theunynck (1994) rappelle que



jusqu'alors, le prix du ciment tourne autour de 40-60\$ la tonne, soit en moyenne 2 à 3 fois plus élevé que dans les usines implantées dans les pays industrialisés. Cela s'explique par le coût de l'énergie, beaucoup plus élevé, le coût de l'investissement (de 1,5 à 2,5 fois plus cher), et la surcapacité des cimenteries par rapport au marché (qui souvent tournent à 30% de leurs capacités). Avec la crise économique mondiale des années 1970, le marché de la construction se contracte en Europe, entraînant une surcapacité structurelle et par conséquent la chute des prix. Les cimenteries européennes cherchent alors à élargir leurs marchés extérieurs et se mettent à exporter vers l'Afrique, ce qui est rendu possible par la baisse des coûts de fret maritime (THEUNYCK 1994: 343).

À partir des années 2000, parce qu'il s'agit d'un pondéreux, lourd à transporter, les grands groupes investissent avec force en Afrique, où ils multiplient les ouvertures de cimenteries, intégrées cette fois, qui exploitent les gisements calcaires ouest-africains. L'Afrique commence à être indépendante en ciment, désormais produit sur place.

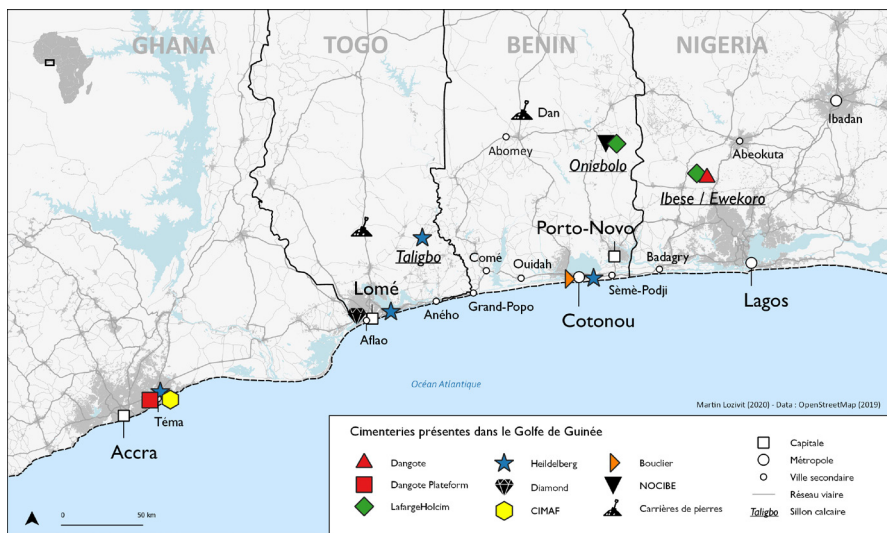
COMPOSANTS ET ÉTAPES DE LA FABRICATION DU CIMENT (© D. BERTRAIS, 2020).



Creuser le sillon et consommer patriotique

Pas moins de 10 cimenteries ont ouvert dans les années 2010 en Afrique de l'Ouest, suite aux investissements de LafargeHolcim, Heidelberg et surtout Dangote. D'autres doivent encore ouvrir prochainement. Les réserves de calcaire sont limitées, mais elles s'avèrent de bonne qualité. Un sillon traverse l'Afrique de l'ouest du Togo au Nigeria en passant par le Bénin, traçant une ligne Tabligbo (Togo) / Lokossa – Onigbolo (Bénin) / Ibese – Abeokuta – Obajana – Benue (Nigeria). Ce sillon est exploité par LafargeHolcim à Ewekoro, Dangote à Ibese, SCB Lafarge à Onigbolo et depuis 2013, la Nouvelle Cimenterie du Bénin (Nocibé – Groupe des Ciments du Sahel). Heidelberg, l'autre géant allemand, a ouvert en 2014 une cimenterie intégrée côté Togo, à Tabligbo, très stratégique pour le groupe, qui jusqu'alors ne possédait que des usines de broyage à Cotonou, Ouagadougou, Tema et Takoradi, Lomé. Ces nouvelles cimenteries sont censées alimenter les marchés du Togo, Bénin et Nigeria traversé par le sillon, mais aussi ceux des pays voisins dépourvus d'importants gisements de calcaire.

CARTE DES CIMENTERIES
DANS LE GOLFE
DE GUINÉE, 2020
[©ACML].



Le manque d'accès à l'énergie, et en particulier à l'électricité, freine la mise en place de cimenteries intégrées dans la région. Porter un four à 1 500° pour fabriquer le clinker est très énergivore. La création de cimenteries nécessite d'énormes moyens financiers, notamment pour construire leurs propres centrales électriques. Le coût particulièrement élevé de l'électricité explique que, jusqu'en 2014, date de l'ouverture de sa cimenterie intégrée à Tabligbo, l'Allemand Heidelberg trouvait plus intéressant d'importer le clinker, de Chine ou d'Indonésie, et d'approvisionner ses usines de broyage à proximité des ports de Lomé (Cimtogo) et Cotonou (Cimbénin), plutôt que de le produire localement: la tonne produite en Chine revient à 35 \$ contre 80 \$ en Afrique aux dires d'un ancien responsable commercial de Heidelberg. Il en va de même pour Dangote installé à Tema. Dans tous les cas, il ressort que les cimenteries sont fortement dépendantes d'intrants extérieurs: le petcocke pour chauffer le four vient du Venezuela, le gypse pour le broyage d'Espagne. Par conséquent, le prix de revient d'un sac de ciment est très sensible à l'évolution des cours des matières premières. Cela explique que les compagnies aient investi massivement dans des cimenteries intégrées ces dernières années pour produire localement et limiter la dépendance.

Si le ciment n'a rien de nouveau en Afrique, sa production intégralement réalisée localement, est quant à elle récente. Le ciment, hier produit emblématique de la domination coloniale et du processus d'extraversion (BAYART 1999), a rapidement été réapproprié par la culture matérielle locale au point d'en devenir aujourd'hui l'un de ses éléments fondateurs avec une adhésion quasi-totale des Africains à ce produit. Dès les indépendances, les cimenteries, nationalisées, participent de la fierté nationale, au même titre que les raffineries de pétrole, les usines de montage de véhicules automobiles,



PUBLICITÉ CIMTOGO, CONSOMMER LOCAL, LOMÉ, 2018.

CAMPAGNE DE SOUTIEN À L'ÉQUIPE BÉNINOISE, COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS, 2019 (© ACML).







PUBLICITÉ CIMTOGO,
CONSOMMER LOCAL, 2018
[@ ACML].

les brasseries ou les minoteries (DUBRESSON 1989). Près de 60 ans après, force est de constater que le ciment a été décolonialisé et même postcolonialisé : les populations locales sont fières d'acheter et de consommer du ciment « du pays », l'une des rares marchandises produites sur place, aux côtés de la bière, du fer et quelques produits agroalimentaires. La figure de Dangote a beaucoup joué dans la postcolonisation et l'africanisation du matériau.

Dangote, magnat du ciment

L'histoire raconte que Dangote est un *self-made-man*, qui a commencé en vendant trois camions de ciment grâce à son oncle et à son grand-père, commerçants. Il est devenu en quelques années le principal producteur de ciment en Afrique et surtout l'homme d'affaires le plus riche du Nigeria, mais aussi d'Afrique et la 25^e fortune mondiale (AKINYOADE et UCHE 2016). Créé en 1977, le groupe, qui compte 24 000 employés, est à la tête de plus de 10 cimenteries intégrées et opère dans dix pays : Nigeria, Cameroun, Congo, Éthiopie, Ghana, Sénégal, Sierra Leone, Afrique du Sud, Tanzanie et Zambie (AKINOLA 2019). Annonçant un bénéfice d'US \$ 2,2 milliards

en 2018 , la compagnie est la première cotée sur le *stock exchange* nigérian. Elle produit de la carrière au consommateur, avec une capacité de 45,6 millions de tonnes par an fin 2017, et ses trois cimenteries au Nigeria (Obajana, Ibese et Benue) produisent à elles seules 29,3 millions de tonnes¹. Elle contrôle 65 % du marché du ciment au Nigeria, ce qui la met en position de fixer les prix (FAWEHINMI 2017). La fortune personnelle d'Aliko Dangote est estimée à 16,7 milliards de dollars par Bloomberg, et à 10,3 milliards par Forbes. Il est en passe de multiplier ses revenus par cinq à l'horizon 2021 grâce à un double projet de raffinerie et d'usine de fertilisants . Son frère, Sano Dangote, développe la filière agroalimentaire, autour de la production de sucre, farine, pâtes, concentré de tomates et gomme arabique.

Dangote fait rêver. Sa richesse, sa famille, son succès imposent respect et admiration, en même temps qu'ils attisent envie et jalousie. Les jeunes hommes africains rêvent aujourd'hui de devenir footballeur ou... cimentier. Un jeune rappeur Béninois a même pris pour nom de scène Dangote. Les femmes ouest-africaines arborent, quant à elles, les pagnes VIP Dangote Holland, dernier cri de la mode de luxe ouest-africaine. Le simple fait de porter un tissu au nom de «Dangote» en fait des «personnes très importantes». Dangote n'a cependant pas que des admirateurs. Ses détracteurs ne manquent pas de souligner son activité prédatrice et ses liens plus qu'ambigus avec le politique. Le sulfureux rappeur nigérian Burna Boy a récemment écorné l'image du milliardaire dans sa chanson dénommée «Dangote», en demandant comment il a pu faire pareillement fortune dans l'un des pays les plus pauvres du monde.

Dangote a réussi en l'espace de deux décennies à ébranler le secteur du ciment largement dominé par les grandes multinationales privées et étrangères qui ont installé des filiales en Afrique. Il incarne la figure de la réussite, balayant celle de l'intellectuel diplômé qui dominait dans les années 1980 (*akowé* en fon, ce qui signifie «l'évolué» et le lettré) (BANÉGAS et WARNIER 2001). Les hommes d'affaires ont ainsi remplacé les lettrés et sont devenus pour certains présidents, en Afrique comme ailleurs, comme le rappellent Trump aux États-Unis, Berlusconi en Italie, mais aussi Talon au Bénin. En Afrique de l'Ouest, les riches hommes d'affaires que sont

Dangote et Elumelu au Nigeria, Bouamatou en Mauritanie ou Talon au Bénin, assoient leur pouvoir en croisant et valorisant capital politique, économique, social et religieux. Ils reprennent des trajectoires ouvertes avant eux par les entrepreneurs et grands commerçants qui ont fait fortune dans les années 1980, en s'appuyant à la fois sur les liens hérités de la colonisation, des réseaux familiaux et communautaires traditionnels et religieux, ainsi que sur des appuis politiques (ELLIS et FAURÉ 1995). Ils entretiennent une forme de «néo-patrimonialisme» (MÉDARD 1991) caractérisée par une personnification du pouvoir, une accumulation des ressources et la légitimation par redistribution, d'où un fort clientélisme. Tous ont des liens privilégiés avec le politique: Dangote a toujours été très proche des Présidents et gouvernements nigériens successifs, qui lui assurent en retour un accès privilégié aux concessions et au marché, ainsi que la stabilité politique (AKINYOADE et UCHE 2016). Il dit ne pas aspirer à faire de la politique. Il est à l'image de ces africapitalistes, issus pour certains de milieux modestes, qui se veulent plus discrets que leurs prédécesseurs et disent allier affaires, philanthropie et charité. Aliko Dangote se targue de travailler au bien-être des populations africaines: «Mon secret, c'est de réinvestir mes profits dans le pays au lieu de cacher l'argent dans des coffres suisses, mener un train de vie modeste et tout miser sur le marché intérieur du pays le plus peuplé d'Afrique», explique-t-il aux médias. Lors de la crise du Covid-19 (21), il n'hésite pas à débloquer plusieurs millions pour lutter contre le virus, action largement relayée par les médias. Pour

DANGOTE À LA UNE DU
MAGAZINE FORBES, 2014.



compter localement, il développe un business mondialisé, lié à un carnet d'adresses impressionnant, dont on a pu entrevoir la richesse lors du mariage de sa fille Fatima à Lagos en mars 2018. Les plus grands de ce monde ont été invités, dont Bill Gates, et tous ont reçu une montre Rolex en souvenir du mariage. Les médias rapportent que ce mariage fut le deuxième plus important de l'année, après celui du couple princier britannique Harry et Meghan. Dangote est donc plus qu'un cimentier: en nouvelle figure de proue de ces millionnaires-milliardaires, il symbolise une nouvelle étape du développement en Afrique. La nouveauté tient à la (dé)mesure de

la richesse accumulée par ces entrepreneurs, avec des écarts inégalés par le passé (21). Il y aurait 50 000 millionnaires en Afrique, dont 12 000 rien qu'à Lagos.

À travers le ciment qu'il a réussi à africaniser et à labelliser en produit local, et ce en dépit de l'importation de certaines matières premières, Dangote incarne la réussite et la fierté 100 % africaine. Il tient à marquer son détachement vis-à-vis de l'ancienne puissance coloniale et à reverser les codes, parlant d'acheter le grand club de foot anglais Arsenal. En 2019, il est invité par le Président Français Macron à investir en France dans le cadre de son programme «*Choose France*» (21). Il dit vouloir investir en Afrique mais se tourne dans le même temps vers le marché américain, où il veut être l'un des premiers africains à investir dans la finance en créant un bureau de gestion familiale de patrimoine (*family office*) à New York (21). Haï autant qu'admiré, Dangote est le reflet d'un temps, où prime l'économie; un Temps Béton qui est un temps capitaliste et qui doit désormais compter avec l'Afrique. Si l'on regarde le monde comme Dangote et donc comme un cimentier, – *seeing like a cement company* – pour plagier James Scott (1998) et James Ferguson (2005), l'Afrique apparaît comme la nouvelle terre à conquérir.



PAGNE VIP DANGOTE, 2018.

SEEING LIKE A CEMENT COMPANY

LafargeHolcim, Heidelberg et Dangote
à la conquête de l'Afrique

Au loin apparaît la cimenterie flambant neuve, bijou de technologie et de modernité, posée au milieu de la savane africaine, atteignable grâce à une piste de latérite récemment dessinée. Je regarde l'heure sur le tableau de bord du pick-up. Je suis en retard. Bien que partie aux aurores, la route depuis Cotonou a été plus longue que prévu. Je suis anxieuse. Le Directeur général adjoint de la Nouvelle Cimenterie du Bénin (Nocibé) m'a prévenue: «J'ai peu de temps. Je vous reçois de 8h30 à 9h.» Alors que je pénètre dans son bureau, il m'interroge: «Pouvez-vous me dire qui a inventé le ciment?» Je connais le débat sur la paternité du ciment et sachant qu'il est français, je réponds: «Louis Vicat.» Et lui de poursuivre: «Et quand il l'a inventé?» Je rétorque: «Au début du 18^e siècle, alors qu'il construisait le pont de Souillac.» Les réponses semblent lui convenir. Sourire au coin des lèvres, il me tend la page Wikipédia de Louis Vicat, qu'il avait pris soin d'imprimer. Je reconnais la photo du pont de Souillac. Il m'invite à m'asseoir. Je le quitterai vers 13h, après qu'il m'ait fait faire le tour de la cimenterie, de la carrière et de la base vie où réside une cinquantaine de familles (Massé, 23.11.2018).

En l'espace de cinq ans (2014-2019), on ne compte plus les nouvelles cimenteries qui ont ouvert dans cette partie de l'Afrique. Alors que les compagnies européennes ont longtemps été réticentes à investir dans la construction de cimenteries en Afrique, laissant Dangote accroître ses parts de marché (AKINYOADE et UCHE 2016), voilà qu'elles quadrillent la région depuis une dizaine d'années. Entrent ainsi en concurrence LafargeHolcim,



À GAUCHE, USINE
NOCIBÉ, MASSÉ, BÉNIN,
2018; À DROITE, USINE
LAFARGEHOLCIM,
EWEKORO, NIGERIA, 2017
[© ACML].


HeidelbergCement, et bien sûr Dangote, ainsi que d'autres groupes plus modestes comme le Sénégalais Ciments du Sahel (propriétaire de Nocibé au Bénin), le groupe Amida (SCB Bouclier au Bénin et Ciments d'Abidjan), les Indiens de Wacem (West African Cement, propriété du groupe Diamond Cement et Fortia), le Marocain CIMAF (Ciments d'Afrique), le Turc Limak ou encore le Burkinabé Kanazoé... L'ouverture de nouvelles cimenteries, qu'elles soient intégrées ou de broyage, a entraîné une augmentation des capacités de production. Les groupes doivent s'adapter à cette reconfiguration du marché, de plus en plus concurrentiel, à l'origine d'alliances parfois surprenantes. Il en va ainsi au Bénin: la plus ancienne des cimenteries, l'usine d'Onigbolo, a été créée en 1978 comme une *joint-venture* entre le Bénin et le Nigeria. En 1998, l'État Béninois cède 51% de ses parts à Lafarge tandis que le Nigeria cède ses 43% à Dangote. L'État Béninois reste actionnaire à 6% de cette cimenterie désormais appelée

USINE HEIDELBERG
CIMTOGO, LOMÉ, TOGO,
2018 [© ACML].



SCB-Lafarge. LafargeHolcim est également présent au Nigeria, avec sa cimenterie à Ewekoro (près d'Ibese), et au Cameroun, en Côte d'Ivoire et Guinée.

Dangote est certainement le cimentier qui a le plus influencé le marché ouest-africain, en l'obligeant à se reconfigurer complètement en moins de 10 ans. La compagnie annonce sur son site internet qu'elle doit développer rapidement son activité

pour servir un marché en pleine croissance. Elle explique, sans préciser la source, qu'en 2050 la population africaine dépassera les 2,4 milliards d'habitants, dont 1,4 milliard vivra en ville. Au Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique et le 7^e plus peuplé au monde avec ses 210 millions d'habitants, la demande en ciment est passée de 5 à 23 millions de mètres cubes entre 2000 et 2014, soit une augmentation de 400% (AKINYOADE et UCHE 2016). Pour répondre à la demande croissante, le groupe possède trois cimenteries avec d'énormes capacités de production: celle d'Obajana (Kogi State), ouverte en 2008, est la plus importante cimenterie d'Afrique subsaharienne avec 13,25 millions de tonnes/an. Celle de Benue (Ogun State), la plus ancienne des cimenteries Dangote, ouverte en 2007, produit 12 millions de tonnes, à destination de l'est du Nigeria et du Cameroun. Celle d'Ibese (Ogun State), à proximité de la frontière béninoise, produit jusqu'à 12 millions de tonnes de ciment par an (Dangote, *Sustainability Report*, 2018 ). Sa production est destinée en bonne partie à l'exportation dans les pays voisins. Le groupe possède en effet une flotte de camions pour assurer le transport de la marchandise dans la région. Après avoir réussi à faire du Nigeria un pays autosuffisant en ciment, exporter devient une priorité pour l'empire Dangote. La compagnie espère ainsi concurrencer les Allemands de Heidelberg au Ghana (GhaCem), pays à forte croissance économique et où elle aurait profité d'accords commerciaux intéressants. La filiale Dangote Cement Ghana Limited a démarré ses activités en 2010 et fournit aujourd'hui 5 000 emplois directs et indirects. Elle a acquis 10 ha à Tema, le premier port du Ghana situé en périphérie d'Accra, pour implanter une plateforme logistique pour les camions et l'ensachage, à partir de laquelle elle réexporte au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire. En 2020, une cimenterie intégrée à Takoradi est censée ouvrir. Dangote entend concurrencer l'usine indienne Diamond Cement Ghana Limited, construite à Aflao à quelques centaines de mètres de la frontière togolaise et de la ville de Lomé². Le groupe affiche ses ambitions, présentées annuellement dans son rapport stratégique. Il vient d'ouvrir en 2015 une nouvelle usine dans la périphérie de Dakar, qui concurrence la Sococim, aujourd'hui propriété du groupe Vicat qui exporte 30% de sa production dans la sous-région,

en particulier Gambie et Mali³. Une prochaine usine est censée ouvrir à Niamey et à Kao au Niger.

HeidelbergCement a également renforcé sa présence et son poids dans la région en faisant le choix d'ouvrir en 2015 une usine de fabrication de clinker (Scantogo) à Tabligbo au Togo (à 80 km de Lomé)⁴. Depuis lors, le groupe approvisionne en clinker ses usines de broyage à Lomé (Cimtogo), Cotonou (Cimbénin), Ouagadougou (Cimburkina) et Tema (Ghacem), dont il est propriétaire depuis 1999, suite au rachat du norvégien Scancem qui lui-même avait racheté ces sociétés alors nationalisées. Le groupe possède en outre trois cimenteries au Burkina Faso: la dernière a ouvert près de Ouagadougou en 2015, avec une production annuelle de 0,8 million de tonnes, qui devrait passer à 1,7 prochainement. Au Togo, l'usine de Kara est en train de doubler sa production. Au Bénin, l'usine a doublé de taille ces dernières années et près de 20% de la production est exportée au Niger. Et si Heidelberg est le 3^e producteur en ciment de la région, il est aussi le premier pour le gravier: dans l'usine de concassage Granutogo, à 72 km de Lomé, 1 000 tonnes de gravier sont produites par jour.

«Le prix du ciment, c'est la bourse»

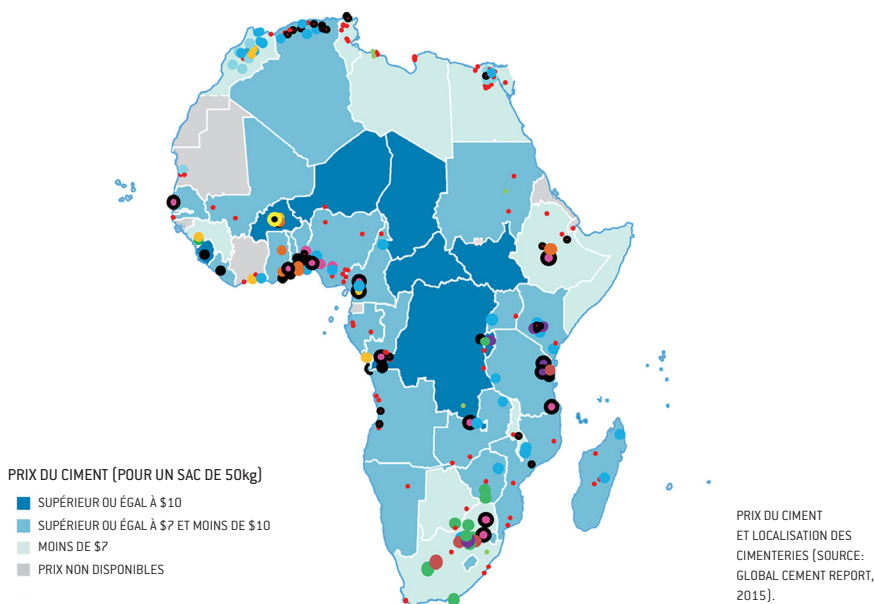
«Le prix du ciment, c'est comme la bourse, ça change tous les jours», explique Joël, revendeur de ciment, alors qu'il inscrit à la craie le prix de la tonne, comme chaque matin. Depuis cinq ans, avec l'ouverture de nouvelles usines, la pénurie a laissé place à la surproduction, entraînant une chute des prix dans la région. Malgré la concurrence, les prix du ciment sont en moyenne 183% plus élevés en Afrique que dans le reste du monde (BANQUE MONDIALE 2016). Cette tendance dissimule de grands écarts entre les pays: au Bénin, la tonne est passée de 110 000 francs CFA en 2014 à 66 000 (soit 100 €) en novembre 2017. À titre de comparaison, la tonne est à 90 000 francs CFA en Côte d'Ivoire, à 82 000 francs CFA au Togo et au Niger, 72 000 francs CFA au Nigeria.

Le ciment, considéré comme un produit de «première nécessité», au même titre que le pain ou le sac de riz, bénéficie dans plusieurs pays de la région d'un prix plafond. Sa production et sa commercialisation font l'objet d'un

BÉNIN	NIGERIA	GHANA	TOGO	NIGER	CÔTE D'IVOIRE	SÉNÉGAL
67 000 FCFA	49 000 NAIRAS	711 CEDIS	82 000 FCFA	120 000 FCFA	90 000 FCFA	65 000 FCFA
102 €	120 €	110 €	125 €	183 €	137 €	100 €

accompagnement politique. Au Bénin, le prix officiel était de 90 000 FCFA⁵ jusqu'en 2014 mais la tonne pouvait se revendre jusqu'à 110 000 FCFA. La donne change avec l'inauguration de la Nouvelle Cimenterie du Bénin (Nocibé), qui entraîne une chute des prix, voulue et réclamée autant par les gouvernements, les bailleurs que les habitants. «Avant, il y avait du marché noir et de la contrebande de ciment. On allait côté Nigeria acheter le ciment et il passait la frontière illégalement», explique Pascal, commerçant à Porto-Novo. La contrebande de ciment, à l'instar de l'essence frelatée (localement appelée *payo*), est alors largement répandue entre le Bénin et le Nigeria, et ce d'autant plus que le naira, la monnaie nigérienne,

PRIX D'UNE TONNE
DE CIMENT EN 2019.



est alors faible. Depuis l'ouverture de l'usine Nocibé, la contrebande a fortement diminué. Nocibé fixe en effet un prix « sortie d'usine », rendu possible grâce aux exonérations de charge consenties par le gouvernement béninois pour accompagner la création de l'usine. Le prix de la tonne chute alors immédiatement, d'abord de 5 000 FCFA puis de 25 000 en l'espace de 6 mois. Les concurrents n'ont d'autres choix que de s'aligner. Ils se plaignent de cette concurrence jugée déloyale et demandent aujourd'hui « le retour de l'État pour réguler le marché car les marges sont très minces. L'équilibre financier est très fragile », comme l'explique la Directrice commerciale de SCB Bouclier. L'usine SCB Lafarge d'Onigbolo a dû revoir à la baisse son nombre d'employés, 380 aujourd'hui contre 500 il y a une dizaine d'années. Le directeur de l'usine explique :

L'usine tourne autour de 500 000 tonnes/an. Elle pourrait produire davantage mais il y aurait alors surproduction et les cours risqueraient de s'effondrer.

Les principaux cimentiers se gardent bien de produire à plein régime car la surproduction ferait chuter les prix. Face à la concurrence, ils ont fermé les dépôts-ventes et laissé le marché de la distribution se réorganiser. Au Bénin, Dangote n'a aucun intérêt à faire baisser les prix, ce qui le desservirait puisqu'il est actionnaire de SCB Lafarge à hauteur de 43 % depuis qu'il a récupéré les parts de l'État nigérian. Par ailleurs, les présidents successifs, Thomas Yayi Boni et Patrice Talon, ont refusé que Dangote commercialise son ciment sur le sol béninois. Mais, la situation pourrait évoluer. En 2018, la rumeur court à Cotonou que Dangote s'apprête à commercialiser ses sacs au Bénin. Le gouvernement béninois serait en effet contraint de laisser Dangote pénétrer le marché, en l'autorisant à déverser 100 000 tonnes par an, s'il souhaite en contrepartie que les entreprises béninoises puissent vendre leurs produits sur les marchés de Lagos.

Au Togo, le système de la péréquation est toujours d'actualité. Les prix ne doivent pas dépasser 82 000 FCFA la tonne. Mais, rien n'empêche les groupes de vendre moins cher. C'est ce qu'a souhaité faire Dangote en proposant la tonne de ciment à 65 000 FCFA à l'automne 2016, ce que l'État refuse. Un débat agité s'en est suivi à l'Assemblée nationale où certains députés prennent la défense de Dangote. Le gouvernement togolais se

défend en disant vouloir protéger les rares productions locales comme le riz, les céréales et le ciment.

En novembre 2016, une affaire similaire éclate au Ghana. L'association des producteurs de ciment (The Cement Manufacturers Association of Ghana CMAG), qui regroupe les producteurs locaux Ghacem et Diamond Cement, réclame l'interdiction d'importer du ciment Dangote. Le directeur de Dangote Cement Ghana défend alors la compagnie, démentant le fait que l'entreprise ne paie pas les taxes et arguant que son entrée sur le marché local a stabilisé les prix du ciment. Il souligne par ailleurs que Ghacem et Diamond Cement emploient 3 000 employés après 55 ans de présence sur le territoire ghanéen, tandis que Dangote en compte déjà 2 000 après seulement 6 ans d'opérations (21).

Au Sénégal, le prix du ciment est fixé par l'État sénégalais. Mais, suite à une demande croissante, notamment liée aux grands projets (autoroute à péage, ville nouvelle de Diamniadio), le prix du sac flambe sur le marché noir: il est vendu autour de 3 500 FCFA alors que le prix fixé par l'État est de 2 900. L'État se retrouve dans l'impossibilité de maîtriser les prix, alors qu'il s'attendait à une régulation par le marché avec l'ouverture de l'usine Dangote, la 3^e dans la banlieue de Dakar. Mais ce dernier dit privilégier la qualité plutôt que faire baisser les prix. Les médias et le peuple s'indignent de cette montée des prix, obligeant le gouvernement à intervenir pour les bloquer (22).

Si le dialogue entre cimentiers existe, notamment à travers les associations des producteurs de ciment, il n'est guère évident. Les cimentiers ont généralement tendance à dénoncer les pratiques jugées peu commerciales de leurs concurrents. Le PDG de Cimtogo, explique, quelque peu exaspéré:

Pour gagner des marchés, Dangote joue sur l'effet de masse. Il fait du dumping social en vendant son ciment presque à prix coûtant. Il fait des marges car il en exporte beaucoup. Nous ne pouvons pas rivaliser avec ce géant industriel qui est appuyé de tous les côtés. (Lomé, 07.06.2018)

En fonction de la demande, de la production, de la fluctuation des différentes monnaies locales, de la régulation ou non du marché par les

gouvernements, ou encore du prix du pétrole, les cours varient, alimentant une forte concurrence et entraînant la circulation de l'or gris sur les routes ouest-africaines.

Distribuer le ciment: des camions sur les routes

Septembre 2016: à la frontière Togo-Bénin, je dénombre près de 300 camions Dangote qui attendent, chargés de ciment. D'où viennent-ils, chargés ainsi, alors qu'ils sont immatriculés au Ghana? Quelques jours plus tard, je retrouve ce même convoi de camions 60 kilomètres plus loin, à la frontière Ghana-Togo. Les camions sont toujours chargés. Je les recroise enfin trois jours plus tard, vides cette fois, à Tema, la zone industrielle et portuaire située en périphérie d'Accra. Aliko Dangote a acquis en mai 2016 une plateforme logistique au Ghana pour décharger son ciment produit au Nigeria. Depuis Tema, il est redistribué à des revendeurs localisés au Ghana, mais aussi au Burkina-Faso, en Côte d'Ivoire et au Mali, où il est vendu beaucoup plus cher. Dangote valorise ainsi les 1 500 camions qu'il a achetés en juillet 2016, auprès de la compagnie chinoise Sinotruck avec laquelle il vient de créer une *joint-venture* pour assembler les camions directement au Nigeria, chargés d'acheminer le ciment produit au Nigeria vers le Ghana. L'usine est à Ibese, à moins de 100 km de Porto-Novo, la capitale du Bénin qui, le soir venu, voit les camions en file indienne traverser son centre-ville. Chaque convoi correspond à 400 camions chargés chacun de 50 tonnes, soit 20 000 tonnes de ciment qui prennent la route depuis Ibese

au Nigeria pour Tema au Ghana, malmenant les 500 kms de bitume empruntés. Les chauffeurs sont Ghanéens. Un seul d'entre eux est chargé de prendre tous les papiers de tous les véhicules et de s'occuper des formalités, ce qui évite les négociations et corruption éventuelle avec les chauffeurs individuels. La stratégie de Dangote, aussi philanthropique soit-elle – officiellement

CAMIONS DANGOTE À LA
FRONTIÈRE BÉNIN-TOGO,
2017 (@ACML).



faire baisser les prix et distribuer du ciment à un tarif abordable dans toute la région –, s'explique en réalité par des éléments conjoncturels et des velléités de conquête de marchés: la crise économique frappe le Nigeria depuis juillet 2016. La monnaie locale, le naira, a été dévaluée. Le ciment nigérian est compétitif à l'exportation. Très rapidement, des filières lucratives de contrebande de ciment se mettent en place de part et d'autre de la (très poreuse) frontière Bénin-Nigeria. Pour Dangote, la crise économique nigériane représente une opportunité de se redéployer dans la sous-région. Suite à diverses polémiques avec les gouvernements du Togo et du Bénin, il se contente de transiter par ces pays pour aller conquérir le marché ghanéen, en pleine expansion.

Dangote Company présente une intégration verticale qui lui permet de contrôler les divers stades de production et de distribution. La stratégie se révèle éminemment spatiale: ses camions sillonnent d'abord les routes, au total plus de 2 500 répartis sur 3 cimenteries, avant que l'entreprise ne s'installe durablement en rachetant les lieux de production puis les points de redistribution, jusque dans les franges urbaines les plus reculées, celles où le ratio kilo de ciment *per capita* connaît la plus forte progression. Désormais propriétaire des camions qui acheminent le ciment, Dangote maîtrise toute la filière et peut ainsi rayonner sur tout le territoire et à l'extérieur. Il est capable de répondre à la demande rapidement et offre la possibilité de desservir jusqu'au chantier privé. Cette intégration verticale lui permet d'être complètement indépendant des transporteurs et de leur potentiel de nuisances, notamment lobbies et grèves.

Le long du littoral et au cœur des grandes villes, les camions Dangote ne sont pas les seuls à circuler. Ils croisent les 700 camions «buffles», ainsi surnommés pour le buffle dessiné sur leurs portières, effigie du cimentier allemand Heidelberg. Ces camions appartiennent au riche homme d'affaires nigérian Illiassou Moumouni, dit «Alomaro», qui a passé un accord avec le géant Heidelberg pour distribuer son ciment et le clinker qu'il produit dans son usine de Tabligbo, à toutes les autres cimenteries du groupe, au Bénin, Togo, Niger et au Burkina Faso. D'aucuns disent qu'Alomaro possède jusqu'à 2 000 camions et qu'ils ne roulent jamais à vide. Le cimentier Allemand dit ne pas être intéressé par l'internalisation

du transport: «on fait dans le ciment, pas dans la logistique», explique le Directeur commercial de Heidelberg Cimbénin (Cotonou, 02.02.2018). Et le PDG de Cimtogo de renchérir: «Notre «core business» c'est de produire du ciment, des bétons, du granulat. Pas de faire du transport» (Lomé, 07.06.2018). Les dirigeants de Heidelberg préfèrent laisser Alomaro, qui gère 20% du transport de Cimtogo, négocier chaque passage de frontière. Tout comme Dangote, Alomaro bénéficie d'accords privilégiés grâce à des alliances interpersonnelles (WALTHER 2015). Ce Nigérien, fils de commerçant de fripes, a commencé comme taxi-moto à Gaya dans les années 1980. La petite histoire dit qu'il était alors capable de trouver n'importe quel produit et de le revendre au prix fort. À Cotonou, on raconte qu'il dormait sur sa moto devant la cimenterie. Entre 1985 et 2004, il s'installe à Malanville, poste frontière entre le Bénin et le Niger, pour faire toute sorte de commerce, puis à partir de 2004, à Gaya pour vendre et transporter du ciment. Il collabore alors avec Charfo, l'un des plus grands grossistes de ciment du Niger. Un autre transporteur est également connu au Togo «pour faire dans le ciment». Ce grand commerçant togolais, qui répond au nom de Gado, achèterait les cargaisons des camions Dangote à la frontière à la tonne 66 000 FCFA pour les écouler à 80 000 sur le marché local.

La circulation est donc primordiale, comme le rappelle Hélène Blaszkiewicz (2017) à propos des circulations transfrontalières de marchandises dans les Copperbelts d'Afrique centrale. Elle démontre que les infrastructures routières ne répondent plus à des logiques de désenclavement mais bien de vitesse et de rentabilité des déplacements. Cela vaut pour le ciment. Bien que les prix du transport soient élevés pour les pondéreux, celui-ci circule intensément. Sur des camions plateforme, sur des pirogues dans la lagune ou à l'arrière des motos, il passe des frontières. Les chiffres des exportations rappellent ce trafic intense: le ciment et le clinker sont le cinquième produit exporté par le Bénin, après le coton, les noix de cajou, les fruits oléagineux et les huiles, à hauteur de 14,4 milliards de FCFA (INSAE, 2020). Le rapport de l'Insaie précise que ces exportations sont principalement à destination du Niger (pour 60%) et Burkina Faso (40%). Conséquence: le ciment est partout, en vente sur les bas-côtés des grands axes routiers, à chaque coin de rue, sur chaque chantier, en périphérie,

dans des conteneurs et des pick-up... «Être au plus proche de nos clients. Faire en sorte que notre ciment soit accessible à tout moment et dans toutes les localités du Bénin, tel est notre objectif», déclare la Directrice commerciale de Ciment Bouclier (Cotonou, 05.02.2018). Le Directeur de SCB Lafarge corrobore cette idée: «La distribution a changé. Les acheteurs ne veulent plus se déplacer. Il faut que la production vienne à eux» (Cotonou, 08.11.2018). En Côte d'Ivoire, LafargeHolcim a développé Binastore (B), un réseau de distribution de proximité organisé en franchise. Les cimentiers veillent à ne pas multiplier les intermédiaires, ce qui aurait pour conséquence de diminuer les marges. Ils préfèrent l'*outsourcing* et les franchises pour les points de vente, conséquence de la baisse généralisée des prix et la diminution des marges.

La tendance actuelle est de diminuer le nombre de points de vente officiels et de passer par des grossistes privés avec un système d'agrément. On diminue les gérances propres et nous n'assurons que 15 à 20 % des livraisons. (SCB, Cotonou, 05.02.2018)

Les cimentiers laissent le marché des petits revendeurs se développer. Ils laissent surtout entendre qu'ils sont devenus indispensables au développement des économies africaines, appuyés dans cette démarche par les dirigeants politiques et les bailleurs.

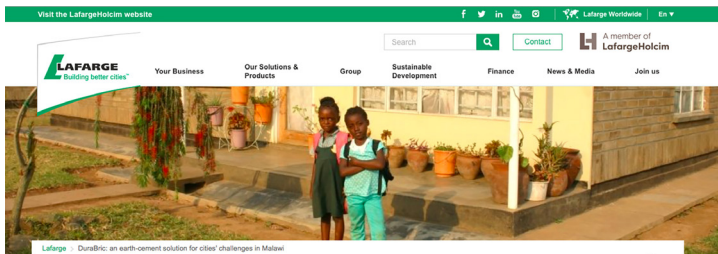


CONTENAIRE DE CIMENT,
COTONOU, 2017? (@ACML).

ÉMERGER PAR LE BÉTON ET LA VILLE

Des bailleurs entre bonnes œuvres et gros œuvre

«Construire aujourd’hui l’Afrique de demain» (LafargeHolcim Maroc) ou encore «Enrichir la vie des Africains» grâce à ce matériau devenu «vital et irremplaçable» (Dangote), voici comment les cimentiers présentent leurs activités sur leurs sites Internet. Ils proposent de mettre un toit sur la tête du plus grand nombre, d’asphalter des routes pour désenclaver, de construire des écoles et des hôpitaux pour le bien de tous, au grand bonheur des bailleurs et politiques qui voient dans le ciment la solution pour «émerger». Ce dernier semble mettre tout le monde d’accord, répondant aux injonctions à la fois de modernité et de développement. D’où cet immense engouement et consensus autour du ciment qui sert à la fois les intérêts des plus influents et nantis, et ceux des indigents à qui on promet de sortir de la pauvreté en coulant du béton.



Lafarge > DuraBric: an earth-cement solution for cities' challenges in Malawi

DuraBric: an earth-cement solution for cities' challenges in Malawi

To face the demand of the growing peri-urban and rural population, Lafarge Malawi launched DuraBric, a new cement binder specially formulated for use in soil-stabilized blocks. A perfect solution for affordable and environmentally-friendly housings in cities and rural zones!

PAGE PROMOTIONNELLE
POUR DURABRIC,
SITE INTERNET
LAFARGEHOLCIM.

En Afrique comme ailleurs (FRY 2013), les cimentiers développent un discours expliquant combien ils œuvrent pour le développement des économies locales, offrent des emplois et luttent contre la pauvreté. Ils justifient le besoin d'étendre leur production pour faire baisser le prix du sac de ciment et le rendre accessible au plus grand nombre. Les cimentiers mettent en avant leur participation à la production d'une ville inclusive, à travers leurs programmes de logements sociaux. LafargeHolcim finance par exemple le programme 14Trees d'accès à des logements dits «décentés», avec des matériaux subventionnés et des microcrédits (21) ainsi que le produit DuraBric® destiné aux populations périurbaines pauvres au Malawi (21).

Les cimentiers n'hésitent pas à se présenter comme des acteurs locaux incontournables, travaillant main dans la main avec les élus. La Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE ou *Corporate Social Responsibility*) fait désormais partie intégrante de la stratégie des compagnies et de leurs discours. «C'est stratégique, non philanthropique et lié à notre core business», est-il écrit en exergue sur le Document 2018 de la Fondation Heidelberg au Togo. À travers leurs fondations, les groupes lancent des actions censées contribuer au développement des communes où ils sont installés: distribution de ciment pour construire des écoles, centres de santé et autres infrastructures communautaires, puits, pistes. Il s'agit d'«actions de charme pour être bien vus des populations» m'explique le responsable des relations extérieures de Heidelberg Cimbénin qui précise que régulièrement, la compagnie refait des routes et des ronds-points dans la commune de Sèmè-Podji où elle est implantée. LafargeHolcim fait des actions similaires en construisant des écoles à proximité de la cimenterie d'Onigbolo. «Ils amènent le ciment, leurs maçons. Tous les ans, dans le budget annuel, ils prévoient de construire des bâtiments», explique le Directeur de l'école d'Onigbolo (21.11.2017). Dans son rapport annuel sur le développement durable, Dangote affirme travailler avec les communautés locales dans les régions d'implantation, et ce en accord avec les Objectifs du Développement Durable pour promouvoir un meilleur avenir. Le groupe insiste sur l'emploi local, en particulier des jeunes, l'éducation, les infrastructures et centres de santé (Dangote, *Sustainability Report*,

2018). Le DG de Nocibé explique quant à lui «avoir financé la construction de 2 modules pour le collège de Massé en 5 ans, construit des latrines, donné accès à l'électricité. Deux camions-citernes remplis d'eau font le tour des villages alentour deux fois par semaine pour apporter de l'eau». Nocibé sponsorise également la populaire course cycliste du Tour du Bénin en offrant deux tonnes au coureur le «plus compétitif». Derrière ces politiques de «*social responsibility*» qui peuvent être interprétées comme du «*green/social washing*», les cimentiers deviennent des acteurs urbains à part entière, auxquels les élus soumettent leurs doléances.

Les bailleurs, agences de coopération et partenaires techniques et financiers comme la Banque mondiale, le Fonds Monétaire International ou l'Agence Française de Développement appuient également l'industrie cimentière. Cette position est liée à la volonté des bailleurs de considérer les villes comme les lieux moteurs du développement économique. UN-Habitat (2012: 6) a en effet identifié les méga-régions, corridors urbains et ville-régions (*megacity* et *megacity region*) comme des espaces majeurs pouvant contribuer de façon significative à la production économique mondiale. L'échelon métropolitain s'est ainsi progressivement imposé comme l'échelon privilégié d'intervention dans un contexte mondialisé et néolibéral (BRENNER 2004). Ce constat, d'abord établi à partir des cas occidentaux, vaudrait également pour l'Afrique. Du moins c'est ce que sous-entend le rapport de la Banque Mondiale de 2009 «*Reshaping Economic Geography*», qui envisage les villes comme des opportunités de développement et propose une croissance par échelle (GIRAUT 2009). Le rapport explique que

À GAUCHE, AFFICHE PROMOTIONNELLE CIMBÉNIN – MAIRIE DE SÈMÉ-PODJI, 2017; À DROITE, ÉCOLE CONSTRUITE PAR SCB LAFARGE À ONIGBOLO, BÉNIN, 2018 (@ACML).



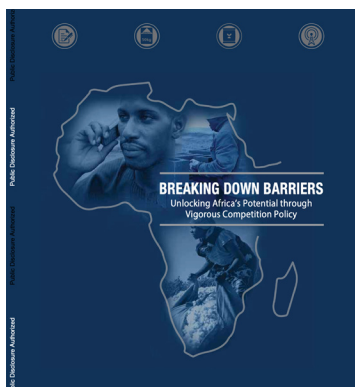
certains espaces, comme les aires métropolitaines ou les zones côtières, sont des ancrages nécessaires pour la mondialisation et la compétitivité, et que la croissance économique et son corollaire la croissance urbaine seraient censées agir comme levier de développement sur les territoires autour, par effet de ruissellement (théorie du *trickle down effect*). Ces principes ont été réaffirmés dans les Objectifs pour le Développement Durable (ODD) en septembre 2015 et lors du sommet des Nations Unies Habitat III à Quito en octobre 2016.

Parallèlement à l'accompagnement de la croissance urbaine, les bailleurs proposent d'appuyer financièrement l'industrie cimentière. Dans son rapport «*Breaking down barriers, unlocking Africa's Potential through Vigorous Competition Policy*» publié en 2016, la Banque Mondiale fait du ciment un élément clef pour «booster la productivité, l'innovation et la croissance inclusive», au même titre que les fertilisants et les télécommunications. Le ciment est présenté comme une source de profits importants, non seulement pour les grandes entreprises occidentales, pour les promoteurs désormais présents en Afrique, mais aussi pour tous les acteurs du secteur de la construction, et par effet de ruissellement attendu, pour les ménages eux-mêmes. La Banque Mondiale insiste sur la concurrence qui obligerait les cimentiers à baisser les prix. Certains bailleurs se lancent, comme l'AFD qui, via Proparco sa filiale d'investissement dédiée au secteur privé, a financé pour 20 millions d'euros la

mise en place de la cimenterie turque Limak dans la périphérie d'Abidjan, sur un total de 68 millions d'investissement. La banque allemande de développement DEG a également appuyé le projet.

«Créer une cimenterie, c'est beaucoup d'investissements, beaucoup de prise de risque», explique le PDG de la Nouvelle Cimenterie du Bénin (Nocibé) (Cotonou, 22.04.2017). Pas d'ouverture de cimenterie sans l'appui solide d'une banque, de bailleurs et de l'État. Ces derniers doivent en effet intervenir pour inciter les entreprises étrangères à investir dans ce secteur, certes rentable, mais qui nécessite

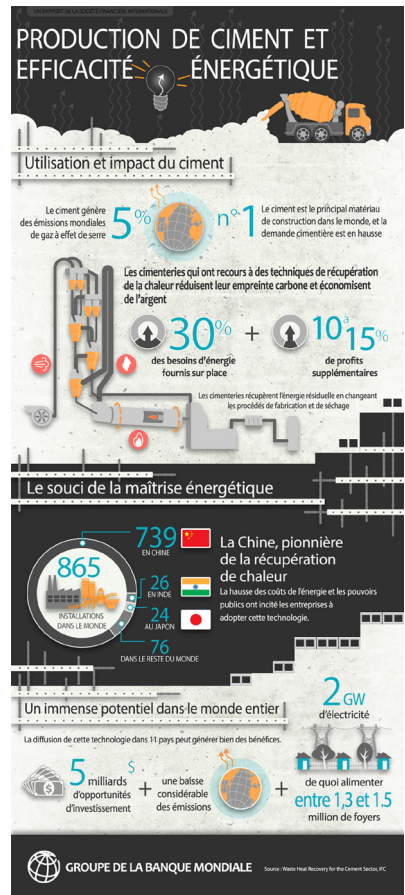
RAPPORT DE LA BANQUE
MONDIALE FAISANT LA
PROMOTION DU CIMENT,
2016.



de lourds investissements (AKINOLA 2019). Ils considèrent le ciment comme un produit de base essentiel et sont prêts à mettre en œuvre des politiques douanières avantageuses, en supprimant les taxes à l'importation dans le cadre de la CEDEAO⁶. Inspiré du modèle Schengen, la CEDEAO prône la libre circulation des personnes et des marchandises entre les États de la zone, afin de dynamiser les échanges et les économies. Certains projets sont ainsi pensés au niveau régional, comme le projet CORAL (Corridor Abidjan-Lagos) devant fluidifier la circulation et faciliter les échanges le long de l'axe routier Abidjan-Lagos qui concentre 75 % en effet des activités économiques de la zone (BAD 2016). C'est dans cette optique qu'est élaborée la Lagos-Badagry Expressway, tronçon en construction du Trans-West African Coastal Highway, projet phare de la CEDEAO, censé relier Lagos à Dakar, avec le support de la Banque Africaine de Développement.

Dans une logique d'intégration régionale, l'Union Africaine et la CEDEAO appuient largement l'entreprise Dangote et sa stratégie qu'ils considèrent en phase avec leurs principes, puisqu'elle vise à limiter la dépendance de l'Afrique de l'Ouest avec l'extérieur. La CEDEAO aurait aidé Dangote à exploiter au mieux le cadre réglementaire des échanges régionaux. Selon le Directeur Général de Diamond Cement Ghana, concurrent de Dangote, ce dernier jouirait «d'une subvention de 30% de la part du Nigeria's Export Expansion Grant Scheme (EEG) pour exporter son ciment, et bénéficie d'une exemption de taxe de la part de la CEDEAO pour exporter au Ghana» (AKINYOADE 2017 : 292). Cela expliquerait que ses 1000 camions franchissent aisément les frontières entre Nigeria/Niger et

INFOGRAPHIE
DE LA BANQUE MONDIALE
PROMOUVANT LE CIMENT,
2018.



Nigeria/Ghana, alors que le passage est généralement soumis à moult entraves et taxations. Officiellement, Dangote s'acquitte au préalable des formalités douanières au niveau étatique, échappant ainsi à la petite corruption au quotidien, fréquente dans cette région transfrontalière (BLUNDO et OLIVIER DE SARDAN 2007 ; IGUÉ et SOULE 2005 ; WALTHER 2015 ; LIHOUSSOU 2017). Officieusement, il est possible qu'il négocie avec les politiques un droit de passage. À travers le ciment se lisent les reconfigurations avec l'État, les jeux d'alliances et le clientélisme qui influent sur le secteur capitaliste et sur le prix même du produit.

Présidents entrepreneurs, bâtisseurs (et casseurs?)

«Souvent construire, parfois détruire, toujours servir», tel est le slogan qu'on peut lire sur le bulldozer de la préfecture de Cotonou, alors qu'il tourne à plein régime en ce mois de janvier 2017. Depuis quelques semaines, la ville s'est couverte de croix rouges. Patrice Talon, au pouvoir depuis 2016, veut «nettoyer» les grands axes qualifiés de «nobles» des commerçants informels qui empiètent sur le «domaine public». Le gouvernement parle d'une «opération de libération du domaine public». Les habitants parlent quant à eux de «déguerpissements». Talon entreprend de faire de la capitale économique du Bénin une ville moderne et compétitive, capable de rivaliser avec les autres grandes métropoles africaines: «Cotonou est en compétition avec Abidjan et Accra», déclare-t-il à la presse (27.12.2016). Dans le cadre du programme d'action du gouvernement intitulé «Le Bénin Révélé», le président «bâtisseur» multiplie les projets urbains et alimente le boom de la construction: infrastructures routières, programme de logements sociaux, Cité des Sciences et de l'Innovation (Sèmè City), nouvel aéroport, aménagement des berges et du littoral... En 2018, le gouvernement lance le «projet asphaltage», que le Ministre du cadre de vie, José Tonato, justifie ainsi:

Le projet asphaltage vient justifier la libération du domaine public. Tous les Béninois savent aujourd'hui que si Cotonou doit faire une compétition avec les autres villes de la sous-région, il faut un minimum d'aménagement. Nous devons travailler à avoir les indices de l'urbanité chez nous.



Au Bénin comme ailleurs, les gouvernements ne peuvent se contenter de casser et de faire des annonces. Le Président en particulier doit s'affirmer en tant que bâtisseur et pour cela conquérir des électeurs à coups de routes, tuyaux, pavés, goudron. Il se mue en entrepreneur et propose de simplifier les démarches pour attirer et rassurer les investisseurs sur le long terme. Il se retrouve généralement confronté à deux temporalités : celle des mandats présidentiels relativement courts et celle des cycles des projets, plus longs. Or, les présidents sont jugés sur leurs actions visibles, et notamment le nombre de bâtiments qui sortent de terre. Ils subissent la pression de la modernité pour transformer ces espaces en «villes de leurs rêves», comme cela a pu être souligné dans le cas d'Ibadan (OGUNYANKIN 2019). Dans le but de contourner la lenteur administrative, notamment au sein des ministères, la tendance est à la création d'agences gouvernementales, placées sous l'autorité directe du chef de l'État et fonctionnant sur le modèle d'entreprises (BLASZKIEWICZ 2019: 231). Au Bénin, le Président a créé des agences pour le tourisme, l'eau potable, le cadre de vie, le numérique et nommé à leur tête des Béninois formés à l'étranger, qu'il a fait revenir pour servir le pays. Ces agences ont la maîtrise d'œuvre des projets et sont souvent appuyées par des cabinets de conseil internationaux en tant qu'assistance à la maîtrise d'ouvrage. Elles sont capables de passer des partenariats public-privé en gré à gré, dans l'urgence, rendant opaques les attributions votées directement en Conseil des ministres sur ordre du Président. Les agences d'exécution (type Agetip ou Agetur), créées dans les années 1990 à la demande de la Banque Mondiale, font figure d'institutions dépassées, concurrencées par ces nouvelles agences d'État, aux locaux flambant neufs, vitrines d'un pays en plein changement.

À GAUCHE, OPÉRATION DE LIBÉRATION DU DOMAINE PUBLIC, COTONOU, 2017; AU CENTRE, TALON EN ACTION, 2019
 [© G. DOBIGNY]; À DROITE, CAMPAGNE POUR GARDER LAGOS PROPRE, 2017
 [© ACML].

Elles reçoivent des hôtes de marque du secteur privé et dévoilent les *design* et *business plans* des futurs projets dans la novlangue du *management*. Les présidents comme les États sont devenus des entrepreneurs et des investisseurs (PITCHER 2012). Au Sénégal, Macky Sall adopte pareille stratégie en jouant la partition du «*fast track*»: tout doit aller vite et être visible. Le «*fast urbanism*» (DATTA et SHABAN 2020) s'impose comme un mode de production généralisé dans les villes des Suds, qui se traduit par une bétonisation rapide.

Les présidents bâtisseurs entretiennent des liens resserrés avec les cimentiers. Depuis les années 1990, les gouvernements successifs nigériens, très protectionnistes, ont largement favorisé la mise en place du monopole de Dangote, en diminuant les taxes, en lui revendant ses parts lors de la privatisation de l'industrie cimentière et en facilitant l'exportation de ses produits (AKINOLA 2019). Ces accords sont jugés déloyaux comme me l'explique le PDG d'une compagnie européenne concurrente:

Dangote a semé le bazar dans la région. Il appelle directement les présidents et propose un chèque pour qu'il puisse vendre chez eux. Il bénéficie d'incitations fiscales pour l'extraction, production et d'exonération pour l'exportation de sa marchandise. Alors c'est sûr qu'il peut être compétitif. — Et de poursuivre — Nous voulons être un acteur transparent et responsable en Afrique, être un modèle de responsabilité. Mais nous partons désavantagés vis-à-vis de certains concurrents qui ont des accords plus ou moins opaques avec des personnes haut placées.

Avérés ou non, ces témoignages corroborent l'idée que Dangote bénéficie de traitements préférentiels. Il est de notoriété publique qu'il est proche de l'ancien président nigérian Obasanjo et a largement contribué à sa réélection en 2003 en finançant sa campagne (AKINYOADE et UCHE 2016; FAWEHINMI 2017). Il a personnellement reçu les félicitations du Président Buhari pour avoir transformé le pays en exportateur plutôt qu'importateur de ciment 🇳🇮. Ces liens entre l'industrie du ciment et le politique ne sont pas nouveaux mais renforcés avec la libéralisation accélérée et la place prise par ce matériau. Sur les coulées et blocs de béton, sur les projets et grands travaux, reposent l'assise parfois branlante et la légitimité, souvent contestée, de certains groupes financiers mais aussi

d'hommes politiques et d'affaires. Trente ans après les politiques d'ajustement structurel, l'État n'a pas disparu mais se confond justement avec les entrepreneurs et le grand capital, et notamment celui lié au foncier, à l'immobilier et à la construction, des valeurs refuges. L'entrepreneuriat est soutenu par les discours des bailleurs de fonds et dirigeants qui y voient un moyen d'émergence (BADOU et BIRSCHENK 2019). La filière ciment met en lumière des alliances, cooptations et liens de parenté entre le politique et le secteur privé, des pratiques informelles, pour ne pas dire de corruption, bien connue dans la région (BLUNDO et OLIVIER DE SARDAN 2007). Elle est révélatrice de la « politique du ventre » des États africains postcoloniaux qui fonctionnent en rhizome (BAYART 2006). Elle illustre les stratégies d'extraversion qui sont encore et toujours au cœur du fonctionnement de ces États (BAYART 1999), ainsi que de leur privatisation (HIBOU 1999). Loin de s'affaiblir, ils se redéployent dans l'urbain et montrent de nouvelles formes de gouvernementalité qui passeraient par la ville.

Le ciment est devenu un objet de toute première importance, mêlant intrinsèquement business, pouvoir et politique. Ce matériau n'est pas nouveau en Afrique, mais sa production, sa circulation et sa consommation sont aujourd'hui d'une tout autre intensité et se font sur des échelles, des



CIMBÉNIN, HEIDELBERG, COTONOU, 2018 (@ACML).

distances et des parcours inédits. Avec l'ouverture récente de nouvelles cimenteries et une filière désormais intégralement africaine, ou du moins présentée comme telle, c'est toute une économie politique urbaine qui se met en place, qui alimente l'économie locale et permet la production et la reproduction d'élites et d'entrepreneurs. L'or gris circule massivement sur les routes ouest-africaines, en fonction du marché de la construction. Une nouvelle carte de la géopolitique du ciment se dessine en Afrique, de même que l'État se reconfigure, alors qu'il établit de nouveaux types de partenariats avec le privé, avec de nouveaux acteurs aussi bien sur la scène nationale qu'internationale. Et avec lui une nouvelle manière de produire la ville aussi.

- ¹ Dangote estime ses réserves de calcaire pour le site de Obajana à 647 millions de tonnes de calcaire (45 ans), de Benue à 133 millions de tonnes (30 ans) et à 1,15 million de tonnes (78 ans) pour Ibese.
- ² La cimenterie Diamond Ghana est reliée au port de Lomé par un chemin de fer long de 2,5 km pour acheminer le clinker. Elle produit 800 000 tonnes de ciment par an.
- ³ La nouvelle cimenterie Dangote a ouvert à Pout en 2015 (54 km de Dakar). Elle compte 100 employés et a une capacité de production de 1,2 million par an. Comme la SOCOCIM au Sénégal (Société Vicat), Dangote vise le marché domestique mais aussi régional avec 3,5 millions de tonnes de ciment produit (dont un million exporté).
- ⁴ L'usine de production de clinker de Tabligbo a une capacité de 1,5 million de tonnes. Si l'on ajoute la production de Wacem (dont le siège se trouve lui aussi dans la ville minière de Tabligbo), on arrive à 2,5 millions de tonnes pour le Togo.
- ⁵ Jusqu'en 2014, avec la péréquation, le prix de la tonne était le même sur tout le territoire. Depuis lors, il varie en fonction de la distance aux cimenteries: 66 000 à Cotonou, 66 000 à Bohicon, 77 000 à Nattitingou, 80 000 à Tanguietta (février 2018).
- ⁶ La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ou ECOWAS en anglais est une organisation intergouvernementale créée en 1975, devant permettre la coopération et l'intégration entre les 16 pays membres. Elle facilite notamment la libre circulation des personnes et des marchandises.

BÉTONNER LA VILLE

Partie 2



En décembre 2011, le magazine hebdomadaire *The Economist* titre «*Africa Rising*», annonçant le boom de l'économie africaine. Le dossier s'ouvre sur une photographie montrant, au premier plan, un chef de chantier avec son téléphone portable à l'oreille et, au second plan, des pelleteuses qui s'activent sur le projet d'Eko Atlantic City, qui prévoit la construction d'une île artificielle en plein cœur de Lagos. En 2012, le *Time* confirme la tendance, titrant à son tour «*Africa Rising*», avec un baobab au milieu d'une skyline de gratte-ciel sur la première de couverture. Dans les deux cas, le discours sur «l'Afrique qui monte» est associé à l'Afrique des villes et aux tours de verre, d'acier et de béton, icônes de la globalisation capitaliste (SKLAIR 2017; OGUNYANKIN 2019; CÔTÉ-ROY et MOSER 2019). Les villes africaines aspirent à leur tour à devenir des «Worlding cities» (ROY et ONG 2011), modernes et compétitives à l'échelle globale, capables d'attirer les investisseurs, et par ruissellement, d'inclure les excroissances de pauvreté. Dans cette rhétorique néolibérale sur l'Afrique qui gagne, construire, détruire, bétonner permettrait de régénérer le capitalisme et serait gage d'un avenir radieux.

Cette deuxième partie s'attache à décrypter les mécanismes de production de la ville de béton qui symboliserait l'émergence de l'Afrique. Les modèles urbains circulent à travers le monde et sur le continent africain, charriant avec eux de prétendues bonnes pratiques et servant à appuyer des réformes néolibérales (McCANN et WARD 2011; PARNELL et ROBINSON 2012; DIDIER 2013;

PAGE PRÉCÉDENTE:
CHENAL DE COTONOU,
2017 (© ROMARICK
ATOKÉ).

COUVERTURE DU *TIME*,
«AFRICA RISING»,
DÉCEMBRE 2012.





IMAGE EXTRAITE DU
DOSSIER «AFRICA RISING»,
THE ECONOMIST, 2011.

PECK et THEODORE 2015; PEYROUX et SANJUAN 2016). La transposition de ces modèles suppose des adaptations, voire des innovations locales (SÖDERSTRÖM 2014). Quelles sont-elles en contexte africain ? De quoi le boom de la construction serait-il le nom ? À qui profite le bétonnage des villes ouest-africaines ? Quelle ville se dessine et pour qui ? L'objectif est donc de dévoiler ce qui se cache derrière ces grues et ces tours en construction, derrière ces montages financiers et ces stratégies d'investissement, parfois obscurs. Il s'agit en particulier de saisir le rôle de l'État qui encourage les grands projets urbains pour aménager vite et de façon visible la ville, surfe sur le registre de l'émergence et sur sa capacité à transformer la ville pour capter une nouvelle rente. Il s'agit encore d'interroger le rôle de multiples acteurs privés comme les promoteurs et agents immobiliers, les banques, les diasporas, les classes moyennes et supérieures, les importateurs de matériaux de construction et entreprises du BTP, qui font de la ville un immense chantier et un business en soi.

LE BUSINESS DE LA VILLE

Grands projets et tours futuristes

En lien avec le processus de néolibéralisation, marqué par la privatisation de la production urbaine et l'imbrication des secteurs privé et public, la ville est devenue un objet rentable, en Afrique comme ailleurs. Sur elle convergent les intérêts des hommes d'État, qui décident de marquer les paysages de leurs œuvres; ceux des bailleurs de fonds qui mettent en place des programmes pour lutter contre le changement climatique; des groupes privés, bureaux d'études internationaux et consultants free-lance en quête de contrats juteux. Les modes de production de la ville en sont profondément transformés: cette dernière est produite par à-coups, par décrets et grands projets, au sein de territoires-vitrine mis aux enchères aux plus offrants des investisseurs. Au préalable, les espaces concernés sont nettoyés d'éventuels vendeurs de rue, squatters et autres habitants pauvres, suite à des politiques de *décongestion* et de *beautification* (HARMS 2012), qui entraînent des déguerpissements violents et récurrents (LINDELL 2010; BROWN 2010; BOUQUET et KASSI-DJODJO 2014; BLOT et SPIRE 2014; BÉNIT-GBAFFOU 2016; SPIRE et CHOPLIN 2018). Les villes africaines suivent le tournant entrepreneurial souligné par David Harvey (1989): managées comme des entreprises privées, elles sont censées devenir des villes intelligentes, durables et/ou vertes, en accueillant des projets de villes nouvelles ou satellites. Les images de ces projets futuristes, à l'architecture iconique, de Diamniadio à Dakar, Hope City à Accra, Konza à Nairobi ou Eko Atlantic city à Lagos font désormais le tour du monde (WATSON 2014, 2020; MYERS 2015; VAN NOORLOSS et KLOOSTERBOER 2018; CÔTÉ-ROY et MOSER 2019). Ces projets inaugurent de nouveaux liens entre capital, finance et immobilier, comme cela a



DIAMNIADIO, IMAGES
DE SYNTHÈSE, DAKAR,
2018.

récemment été analysé par Tom Goodfellow au Ghana, Rwanda et Éthiopie (GOODFELLOW 2017, 2018, 2020). Contrairement à ce qui s'observe en Asie (AVELINE-DUBACH 2017; FAUVEAUD 2020), la financiarisation de l'immobilier n'est qu'à ses débuts en Afrique. Mais comme ailleurs, la transformation du logement en marchandise annonce un « nouveau stade du capitalisme » (AALBERS 2016). Jusqu'à peu, les entrepreneurs africains investissaient d'abord dans le monde rural et le secteur agricole : l'ouvrage de référence de Ellis et Fauré (1995) sur les entrepreneurs ne mentionne que deux occurrences pour « immobilier » et « foncier ». La donne change puisqu'une étude a récemment prouvé que 30% des investissements réalisés par des millionnaires et milliardaires africains, méfiants envers la bourse, se font dans l'immobilier urbain et d'abord dans leur pays de résidence (📄). La circulation de l'argent (GUYER 2004) et la politique du ventre (BAYART 2006) se redéfinissent désormais dans l'accaparement et la redistribution du foncier et de l'immobilier urbain.

Au Nigeria, des kilomètres de béton ont été coulés pour faire face à la remontée des eaux et à l'érosion côtière. La digue est impressionnante : 8,5 kilomètres de long, 18 mètres de hauteur, dont 10 sous l'eau et 8 à l'air libre, et 100 000 blocs de béton. Cette longue muraille est censée protéger le quartier d'affaires de Victoria Island (📄). Le projet est justifié par une nécessité écologique, mais aussi et surtout par des nécessités

économiques, comme le laisse penser le document du projet *Eko Atlantic Milestones: Shaping the future* (2018). Plus de 100 millions de tonnes du sable ont été draguées des fonds de la mer et déversés pour produire un polder et accueillir la nouvelle ville d'Eko Atlantic, pourtant largement décriée (ACEY 2018; MENDELSON 2018). Les 10 millions de m² créés artificiellement sont censés accueillir une «*Global City – World Class Design*», où «*good living meets great business*». Son accès sera contrôlé et limité, véritable *gated community* en plein cœur de Lagos. Les fonds sont totalement privés, en provenance de deux riches frères et hommes d'affaires libano-nigériens Ronald et Gilbert Chagoury. Le projet a été appuyé par Bill Clinton, et sa Fondation, en l'échange de fonds reçu de la part de Ronald Chagoury (CÔTÉ-ROY et MOSER 2019). Dans cette zone franche, les deux premières tours érigées (*Eko Pearl towers*) sont la propriété du libano-nigérian Elias Saad (2018), qui a fait fortune dans le cacao et les carrières de pierres. Son entreprise de construction civile et de routes a d'ailleurs fourni la plupart des pierres pour ériger la digue. La visite du site et du showroom ne me permettra pas d'en savoir plus sur la provenance des investissements et les montages financiers. En guise de réponse à toutes mes questions, on me dira que la concession a été attribuée pour 70 ans et que des experts hollandais ont accompagné le projet de leur savoir-faire. Les tours n'ont aucune limite de hauteur. Les rêves non plus.

À quelques centaines de kilomètres, la capitale du Ghana connaît elle aussi de nombreuses transformations depuis que l'ancien maire Alfred

À GAUCHE, EKO ATLANTIC CITY: DES IMAGES DE SYNTHÈSE; À DROITE, LA RÉALITÉ (© ACML).



Vanderpuije a décidé de faire d'Accra une «millénium City», c'est-à-dire une ville moderne et favorable au business (OBENG-ODOOM 2015). Le littoral a été nettoyé pour accueillir le Marina Drive Project (21), vaste zone résidentielle, d'affaires et commerciale de luxe dans le cadre d'un partenariat public-privé de 1,2 milliard de dollars (FÄLT 2016). À proximité, un nouveau complexe de pêche, financé par la Chine, est censé voir le jour dans le noyau historique de Jamestown, occasionnant des déguerpissements en mai 2020. Au centre-ville, le projet Octogon, un complexe résidentiel et commercial de luxe, a désormais pris la place d'un marché de vendeurs informels après d'âpres résistances (SPIRE et CHOPLIN 2018). De lourds travaux d'aménagement routiers ont été lancés par le gouvernement pour fluidifier le trafic, notamment au niveau de l'échangeur de Nkruma Circle. Plusieurs projets sont également programmés dans la périphérie d'Accra, atour de Tema et Prampram, comme celui de Hope City, annoncé depuis 2013 comme le futur parc technologique du Ghana. Le projet Ningo-Prampram d'extension urbaine du *Greater Accra* est censé quant à lui accueillir 1,5 million d'habitants, avec l'appui de ONU-Habitat, de consultants internationaux, de chefs locaux, montrant les connexions globales de cet espace (GRANT 2019). À quelques kilomètres au nord, Appolonia City est conçue pour recevoir prochainement 88 000 résidents. Pour l'instant seules quelques maisons ont été vendues. Ce projet traduit, selon Lena Fält (2019), l'émergence d'un «urbanisme privé» et révèle toute une «constellation d'acteurs», de l'État aux autorités traditionnelles en passant par les promoteurs immobiliers. Fält souligne la contradiction entre ce mégaprojet qui vise une élite internationale et le profit, alors que le modèle est officiellement présenté comme un projet durable et inclusif.

Au Bénin, Sèmè City est la ville intelligente censée voir le jour à la sortie de Cotonou, à quelques kilomètres du Nigeria (21). L'Agence de Développement de Sèmè City, directement liée à la Présidence de la République, est dirigée par Claude Borna, femme d'affaires béninoise ayant fait carrière à l'international. La future *smart city*, qui a pour slogan «l'innovation *Made in Africa*», est supposée contrebalancer le «désert de compétences» et l'inadéquation entre le marché de l'emploi et les diplômés de l'université nationale: 200 000 emplois et 40 000 «apprenants» sont attendus.



Le projet a été très médiatisé au Bénin, et plus encore à l'extérieur, sans que parfois les élus locaux n'aient été informés, ce que regrette vivement Charlemagne Honfo, le maire de Sèmè-Podji qui doit accueillir la future cité sur sa commune. Le territoire retenu est sorti du régime des lois communales et passé sous la coupe de l'agence présidentielle. C'est le groupe singapourien Surbana Jurong qui a été chargé d'élaborer le futur masterplan de la ville par le gouvernement béninois. Ce bureau d'études est bien connu en Afrique pour avoir dessiné le masterplan de la ville de Kigali (MICHELON 2016; GOODFELLOW 2017; BOCK 2018). Cet exemple

À GAUCHE, PROJET OCTOGON, ACCRA, 2017;
À DROITE, ÉCHANGEUR DE N'KRUMA CIRCLE EN CONSTRUCTION, ACCRA, 2016 [© ACML].



SÈMÉ CITY, IMAGE BUREAU D'ÉTUDES SURBANA JURONG, 2017.



PUBLICITÉ, COTONOU,
2018.

labellisé comme la ville africaine modèle et la «Singapour de l’Afrique», puis vers Cotonou, que les dirigeants béninois rêvent de transformer en «Kigali-sur-mer».

Ces mégaprojets et infrastructures, qu’ils soient privés ou publics-privés, de luxe ou dits sociaux, montrent que la ville est désormais envisagée comme nouvel atout marketing. Elle devient un support politique et un outil capitalistique, comme le montrent les panneaux publicitaires qui fleurissent dans les rues et donnent à voir de futurs projets immobiliers aussi pharaoniques qu’hypothétiques (DE BOECK et BALOJI 2016). Ces derniers en restent d’ailleurs souvent aux effets d’annonce, au stade de la «fantaisie» et des images de synthèse, produites par des groupes internationaux qui copient-collent des gratte-ciel (WATSON 2014, 2020). Près de 10 ans après l’annonce, nulle trace d’Hope City; à Eko Atlantic, les tours se comptent sur les doigts de la main; quant à Sèmè City, les bureaux de l’Agence ornés des images en 3D des Singapouriens restent situés dans une annexe de la Présidence de la République. Ces projets sont pour certains éphémères ou en *stand-by*, ce qui complexifie la collecte d’informations et le suivi des acteurs impliqués. En attendant, l’annonce de ces grands projets a permis de délimiter des zones, où les investisseurs étrangers, avec l’appui des gouvernements en place, déploient leurs opérations selon leurs propres règles. Suite à des tractations foncières opaques, ces espaces sont généralement cédés pour des sommes d’argent symboliques ou sont en «leasing», avec des baux emphytéotiques qui laissent d’importantes marges de manœuvre. Leur accès est limité, réservé à l’élite, et échappent à la législation locale et

deviennent des «territoires de l'exception», pour spatialiser la métaphore de Giorgio Agamben (2003), reprise par Ananya Roy (2011). En Inde, Michael Goldman (2011) a qualifié cet urbanisme de «spéculatif»: au nom de la stratégie de construire des villes globales, des règles exceptionnelles de dépossession voient le jour, redessinant les contours des relations entre État, citoyens urbains, droits et conditions d'accès. Les États eux-mêmes se servent du processus d'urbanisation pour étendre leur pouvoir: les grands projets immobiliers sont rendus possibles grâce à l'appui de politiques qui favorisent la privatisation de la planification urbaine (SHATKIN 2008). Les transactions sont facilitées par une absence de régulation et une relative stabilité politique. Cette tendance semble servir le secteur du BTP et de l'immobilier, comme le confiait à demi-mot un directeur de cimenterie:

La seule chose qui importe pour nous, ce sont les flux financiers et surtout qu'ils ne soient pas trop contrôlés. Le blanchiment d'argent est certainement ce qui alimente le mieux le marché de la construction... Tant qu'il n'y a pas de vraie lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent en Afrique, on peut imaginer que l'industrie du ciment a de beaux jours devant elle.

Programmes de logements dits «sociaux»

Parallèlement aux grands projets privés qui visent les élites, des programmes de logements dits «sociaux» sont régulièrement lancés par les pouvoirs en place. Ils reposent sur des accords entre l'État, le secteur privé et les banques. De façon quelque peu surprenante, le rôle des banques est moindre dans le développement du secteur immobilier en Afrique de l'Ouest. La prédominance des emplois informels, l'absence de revenus réguliers, la difficulté à se projeter sur le temps long, les faibles taux de bancarisation et surtout les taux d'intérêt prohibitifs constituent autant de freins à la souscription de prêts immobiliers. Les projets individuels sont peu soutenus par le secteur bancaire. Les taux d'emprunt tournent autour de 12-13%, pour atteindre parfois jusqu'à 25% (contre 2% en moyenne en Europe actuellement). Les plus pauvres ne peuvent prétendre au prêt bancaire, tandis que les plus riches préfèrent payer comptant, que

ce soit pour acheter le terrain ou pour payer les travaux de construction, et ce afin d'éviter tout litige avec d'autres potentiels acquéreurs. Certaines sociétés développent des offres alternatives à celles des banques, comme la formule «Airbag» proposée par une agence immobilière:

C'est pour les gens qui ne peuvent pas avoir de prêts bancaires. Si une personne a 200 000 et veut acheter une parcelle à 800 000, on lui prête de l'argent. Le taux d'intérêt est de 20% par an. Comme on n'est pas sûr qu'ils soient solvables, le taux est élevé. Et s'ils ne paient pas, nous gardons la parcelle. (Global Immo services, Cotonou 16.09.2016)

Aujourd'hui, les banques proposent essentiellement des prêts pour des acteurs économiques importants, des sociétés agréées par les banques elles-mêmes et dans le cadre de programmes de logements sociaux portés par les gouvernements. La garantie de l'État limite les risques et permet ainsi de faire baisser les taux d'intérêt. Au Togo, la Cité Mokpokpo, avec son slogan «À chaque Togolais son toit» ⁽²⁾, propose 540 logements (420 villas et 120 appartements) à visée «sociale». Les crédits bancaires sur 20 ans avec des taux de 7,5% sont proposés, mais ils demeurent trop onéreux pour la majorité de la population: «Faut déjà pouvoir emprunter 10 millions sur 15 ou 20 ans. C'est cher, même pour un cadre ou un fonctionnaire qui a un salaire correct et gagne 300 000 par mois», explique le gérant de l'agence immobilière SIM 3 à Lomé. Ces projets ne répondent pas à la demande ni aux besoins locaux:

PUBLICITÉ POUR BANK OF AFRICA, COTONOU, 2018.

Pour le projet de la Renaissance qui est financé par la Caisse Nationale de la Sécurité Sociale ⁽²⁾, les maisons sont trop chères. On se demande qui va pouvoir acheter ça — Par ailleurs, la production standardisée est jugée trop rigide — La Cité Mokpokpo, on ne peut pas modifier les plans de la maison, même pas la peinture! Les Togolais n'aiment pas ça. (Agence immobilière Fabo Immo, Lomé)



À 10 kilomètres au nord de Cotonou, à Ouédo, sur la commune d'Abomey Calavi, la cité Bethel est vide. Le chantier semble abandonné, les herbes folles ont envahi les allées

dégradées. Pas un commerce ni âme qui vive... Pourtant, près de 400 maisons ont déjà été vendues sur plan. Il en reste 200 à construire sur les 624 «logements sociaux et économiques» prévus initialement. Lancé en 2008 par la Générale du Commerce, de l'Industrie, du Transport et des Travaux (GCITT) ⁽²¹⁾, ce programme bénéficie d'un partenariat avec l'État béninois. «Le projet est subventionné par l'État qui est propriétaire du terrain et l'a mis à disposition. Pas d'impôt ni taxe», explique M. Smith, le Directeur général de la cité (Ouédo, 21.01.2019). Cela expliquerait le prix «raisonnable» des maisons (entre 12 et 40 millions de FCFA, soit entre 18 000 et 61 000 €). Les futurs propriétaires doivent fournir une avance de 30% et peuvent ensuite choisir une parcelle et un modèle de maison. Une fois la construction achevée, ils peuvent aller enregistrer leur titre d'occupation, puis titre foncier. M. Smith nous conseille de revenir pendant les vacances pour voir un peu d'animation, car 80% des propriétaires sont des Béninois de la diaspora. Il nous explique avoir un autre projet: «la Cité de Paix les Cocotiers», 500 logements à Pahou, à la sortie de Cotonou sur la route de Ouidah. Il s'agira d'un «quartier clôturé, avec guérite, contrôle d'accès, vidéo surveillée avec alarme de sécurité».



CITÉ BETHEL, OUÉDO,
COTONOU, 2019 (@ACML).



PROGRAMME DE
LOGEMENTS SOCIAUX
DANS LA BANLIEUE
DE LOMÉ, 2018 [©ACML].

Ce même quartier de Ouédo est censé accueillir le «programme des 20 000 logements sociaux et économiques», 40^e et dernier projet-phare lancé par gouvernement Talon en 2019. À proximité de la Cité Bethel, sur un site de 235 hectares, seront construits plus de 4 000 bâtiments et 10 000 logements, principalement des appartements (7 310) et des villas (3 539)¹. Une nouvelle cité administrative est censée voir également le jour, à laquelle s'ajouteront des équipements commerciaux et de loisirs, des espaces verts. Le financement provient de la Banque Ouest Africaine de Développement (100 milliards pour 3 035 logements), Banque islamique de Développement (43 milliards pour 2 145 logements), Caisse Nationale de la Sécurité Sociale (90 milliards pour 3 099 logements) et des partenaires privés. Une société immobilière et d'aménagement urbain (Simau) a été créée pour mettre en œuvre le programme de logements sociaux et la cité ministérielle. Sont mentionnés sur le site internet les actionnaires: «l'État du Bénin, la BOAD, les sociétés d'assurance et les banques de la place», ainsi que le groupe DUVAL (D), spécialiste français en patrimoine et investissement immobilier, déjà présent au Cameroun, Togo, Sénégal et Côte d'Ivoire. En décembre 2019, un contrat est passé entre la Simau et l'entreprise espagnole PNHG (E), chargée de

réaliser les premiers 1 735 logements sur 18 mois en 2020. Les habitants de Cotonou et de Calavi demeurent circonspects, attendant de voir les suites de ce projet. Les logements sociaux ont en effet mauvaise presse, jugés standards, trop chers et mal finis. Le gouvernement semble avoir conscience des réticences. Le Président Talon a lui-même fait appel à deux architectes ivoiriens «stars» pour montrer l'importance qu'il portait à ce programme: Issa Diabate et Guillaume Koffi (Koffi et Diabaté Group). Ce choix a surpris certains. «On ne comprend pas pourquoi le Président a fait venir un architecte ivoirien pour faire les plans de 20 000 logements sociaux. C'est tout en béton en plus. Ce sont de bons architectes, mais il y a de très bons architectes béninois», rappelle Victor Kidjo, Directeur de la société Nature Brique.

Les programmes n'ont de «sociaux» que le nom et visent clairement les couches supérieures. Ils témoignent également de nouveaux modes de production de l'urbain, dans lequel le secteur privé est devenu prépondérant, et ce y compris dans les programmes de construction étatiques qui donnent la primauté aux promoteurs immobiliers, aux sociétés d'investissement européennes, aux groupes bancaires internationaux et aux fondations privées. Ces nouveaux acteurs participent du tournant néolibéral pris par les villes et les liens qui les unissent mériteraient d'être analysés plus finement encore. Au-delà de la satisfaction qu'affichent les dirigeants, qui se félicitent des investissements et de voir sortir des bâtiments de terre, le résultat interroge. Ces acteurs privés, et indirectement l'État, participent à la production d'une ville fragmentée, avec différents niveaux d'infrastructures (*splintering urbanism*)(GRAHAM et MARVIN 2001). Ainsi apparaissent des morceaux de ville pour classes aisées, des enclaves fermées, coupées du reste de l'agglomération et des habitants, bien éloignées de l'idéal de la ville inclusive et juste (21).

SECTEUR PRIVÉ, ENTREPRENEURS ET INTERMÉDIAIRES

«Quand le bâtiment va, tout va»... Le vieil adage est plus que jamais d'actualité en Afrique. Un voyage sur les chantiers qui fleurissent est l'occasion d'analyser ceux qui fabriquent la ville, des fondations aux finitions. Si le secteur de la construction est bien lié aux multinationales et grands groupes privés, il nourrit en même temps toute sorte de petits métiers urbains qui, selon la typologie de Philippe Hugon (1980), vont de la prestation de services (agents et promoteurs immobiliers), au secteur artisanal (maçons, briqueterie), en passant par le commerce et transports (revendeurs détaillants et grossistes).

Agents immobiliers: du démarcheur au prédicateur

Global peut te trouver des parcelles dans tout le pays. Ne joue plus avec ton argent. Global Serv immo: 7 ans, AUCUN CLIENT perdant par litige.

Global construit et rénove, 100% garanti, vite, sans escroquerie, @petit prix. 10 parcelles TF (titre foncier) @Adjagbo, au bord de la voie 40, @500 m du stade, 7.245.000 F

À mon arrivée à Cotonou, en juillet 2016, je reçois ces messages SMS publicitaires sur mon téléphone. Le groupe s'appelle Global Service Immobilier. La page d'accueil de son site internet annonce: «Soyez bénis et puisse Dieu faire de chacun de vous un heureux propriétaire de bien immobilier bénéfique.» Pour arriver aux bureaux de Global Service Immobilier, il faut contourner la salle de prière au rez-de-chaussée et monter à l'étage. M. Ahinon, Directeur commercial, juriste de formation, me reçoit et explique que le «secteur immobilier est en souffrance» à cause du manque de

législation (Cotonou, 16.09.2016). Lorsque je l'interroge sur le lien entre religion et foncier, il m'explique comme une évidence que :

La terre est un bien sacré. Tout est lié aux gris-gris, à la sorcellerie, aux esprits. Nous sommes une entreprise chrétienne. Nous sommes investis d'une mission: assurer les transactions.

Le fondateur et Directeur général de Global Service Plus, Edgard Guidibi, présente un parcours original. Fils de l'ancien Directeur de la Loterie Nationale, proche de l'ancien président Yayi Boni, il est aussi pasteur du Centre Jésus pour Réussir. Guidibi a une page sur le site EMCI TV (EnseigneMoi Canal International), une chaîne télévisuelle chrétienne francophone, sur laquelle il explique «contribuer à la croissance du Royaume de Dieu grâce aux ressources que sa société mobilise sur le marché immobilier béninois, dont elle est de loin le leader». Quelques mois plus tard, je visite Dona Abel Loko, Directeur général de l'agence immobilière Primeco-Bénin. Une image de Jésus est collée au-dessus de lui et sur les murs de la salle d'attente, on peut lire des versets de la Bible, mettant en exergue la confiance en soi et l'entrepreneuriat. Il me dit être pasteur en dehors de sa vie professionnelle (Fidjersossé, 23.11.2017). Tout comme Jacob Amoussou, Directeur de l'agence immobilière «Où va le Monde?» (Cotonou, 17.11.2017). Agent immobilier et pasteur évangéliste sont deux activités qui se recoupent régulièrement au cours de mes enquêtes où je rencontre des hommes d'Églises qui prêchent pour bâtir un monde meilleur (en béton).

AGENCES IMMOBILIÈRES,
COTONOU, 2018 (@ACML).



Ces «hommes saints» proposent la sécurité foncière pour gagner la confiance du client. Ils entendent se démarquer des vulgaires démarcheurs de rue «qui ne pensent qu'à gagner de l'argent sans respecter les règles du métier, et ne paient pas de taxes», tout en s'appuyant sur ce même réseau de démarcheurs informels, ces «apporteurs d'affaires», qui maillent l'espace urbain et rural (CORALLI 2005; GLÉLÉ 2015). Ces agents, qui prennent en général 10% de commission sur chaque transaction, travaillent étroitement avec des juristes et huissiers pour éviter tout contentieux. Ces derniers sont en effet récurrents, comme en atteste le nombre de maisons recouvertes d'inscriptions *Not 4 Sale* au Ghana et au Nigeria, ou *Ce bien n'est pas à vendre* au Bénin et au Togo, qui traduisent des problèmes de successions au sein des familles (BERTRAND 2011; TASSI 2019). Le gérant de la société immobilière AFRI Immo m'apprend que son juriste de référence n'est autre que le vice-doyen de la faculté de Droit de l'Université d'Abomey-Calavi (Calavi, 22.06.2017). De son côté, M. Lokossou, fondateur de la société Loked Immobilier Sarl, vient de reprendre des études en droit pour perfectionner ses connaissances juridiques (Cotonou, 21.12. 2017). Carole Yaya-Oye, gérante de la société Proximo, est juriste de formation. En parallèle, des structures ont vu le jour pour doter le marché d'un cadre législatif clair, limiter les mauvaises pratiques et ainsi améliorer l'image des agences immobilières. «Nous sommes là pour rassurer et assainir le marché», déclare le gérant de Bénin Building service (Cotonou, 10.02.2018). Au Bénin, il existe un Ordre des Immobiliers qui regroupe une vingtaine de structures, agences immobilières mais aussi sociétés de BTP. En 2017, Mme Yaya-Oye a créé, parallèlement à cet ordre, l'Association Nationale des Agences Immobilières du Bénin (ANAIB), censée représenter «uniquement les agences immobilières, car c'est un métier bien spécifique! Je suis dans la transaction, pas dans la construction», dit-elle. Pourtant, les agences immobilières sont de plus en plus nombreuses à produire des biens immobiliers, livrés clé en main, avec

MAISON LITIGIEUSE
«À NE PAS VENDRE»,
COTONOU, 2017 (@ACML).



le titre foncier. Plusieurs gérants souhaiteraient développer cette activité de promotion mais y renoncent, faute de moyens. À Lomé, le gérant de la Société Immobilière du 3^e Millénum (SIM 3) explique avoir «plusieurs projets immobiliers dans les tiroirs. Le problème c'est l'incertitude. Les banques ne veulent pas prêter, elles n'ont pas confiance dans le marché». Le gérant de la société Fabo Immo corrobore ces propos, expliquant qu'il est déjà propriétaire de terrain mais n'a pas les financements pour lancer les travaux de construction (Lomé, 07.06.2018). M. Lokossou (Groupe Loked Immobilier Sarl) travaille avec son fils, diplômé en Génie Civil, pour assurer la partie BTP. D'autres encore, comme Bénin Building Service, préparent le terrain «on veut construire et pour cela, on a acheté une carrière de sable et deux carrières de gravillon, et on a un agrément avec une cimenterie», annonce M. Ahouanjenou. Tout en me montrant l'image d'un homme d'église collée au-dessus de sa tête, il renchérit confiant: «C'est Saint Benoît. Le saint patron de la construction. Il va nous aider.»

Promoteurs immobiliers aux petits soins de la diaspora

En juillet 2019, au Palais de l'Élysée en France, le Président Macron reçoit son homologue ghanéen Akufo-Addo et près de 400 invités pour une rencontre intitulée «Parlons d'Afrique: échange avec les diasporas africaines» (2). Durant leurs allocutions, les deux présidents exhortent les diasporas à investir en Afrique, et proposent d'accompagner leurs initiatives entrepreneuriales pour développer le continent et à plus long terme améliorer les relations Nord-Sud. Le secteur immobilier est à plusieurs reprises mentionné comme un des vecteurs possibles pour ramener les capitaux.

La promotion immobilière privée est en plein boom en Afrique de l'Ouest. Elle répond à une demande grandissante en logements individuels de qualité et qui suivent les standards internationaux. C'est ce que recherche la classe moyenne et supérieure exigeante, ainsi que la diaspora et ceux rentrés récemment, les *returnees* comme on les appelle en Afrique anglophone ou *repatriés* en Français, expression qui désigne l'expatrié qui revient. Les Africains de la diaspora sont en effet nombreux à investir dans

l'immobilier pour thésauriser leur argent à distance (PAGE et MERCER 2012). Ce choix est l'un des investissements les plus faciles et les moins risqués². Mais construire suppose d'avoir du temps, de l'énergie et d'être sur place pour suivre les chantiers. Cela est difficile pour les membres de la diaspora qui sont tentés d'acheter des maisons livrées clés en main par des promoteurs pour éviter les mauvaises surprises lors de la construction et les litiges fonciers. Ils sont méfiants vis-à-vis des membres de leur famille censés effectuer pour eux les transactions: «la diaspora veut avoir un pied à terre au pays. Mais elle ne veut pas envoyer leur argent à la famille. Elle n'a pas confiance en ses frères», commente le gérant de Proximo. La diaspora recherche avant tout la sécurité et la garantie, ce qui explique qu'elle représente entre 60 et 75 % de la clientèle des promoteurs immobiliers rencontrés, qui vont à sa rencontre lors de salons immobiliers dans les villes européennes. La diaspora fait également appel à des architectes. Pour répondre aux attentes de cette clientèle, Romarick Atoké, architecte béninois, utilise de nouvelles techniques:

Je suis le chantier grâce à mon drone et leur envoie régulièrement par WhatsApp des images pour qu'ils puissent suivre le chantier en temps réel. Les gens de la



SURVEILLANCE DE
CHANTIER PAR DRONE,
COTONOU, 2019
[© ACML].

diaspora sont méfiants. On a beaucoup entendu d'histoire d'arnaques avec des intermédiaires sur place qui envoyaient des photos soi-disant de leur chantier aux propriétaires installés en Europe. Ils revenaient un an après et découvraient que les images étaient celles du chantier voisin, le leur n'ayant pas avancé et l'intermédiaire avait mangé tout l'argent et s'était évaporé dans la nature. La diaspora préfère déléguer à un architecte compétent. (Cotonou, 02.02.2017)

Ils utilisent les nouvelles technologies pour capter ce marché, avec des sites spécialisés dans le suivi des chantiers, comme la société Wizodia installée en région parisienne, au Cameroun, au Togo et bientôt en Côte d'Ivoire (21) ou Global Services Immobilier. La société Ganda Immobilier et Construction propose quant à elle un site internet pensé comme un blog qui donne des conseils à la diaspora pour accompagner les projets d'investissement tout en «gardant le sourire» (21). LafargeHolcim, à travers son programme 14Trees, appuie la plateforme digitale SmartDiaspora (21) facilitant la construction d'une maison au Malawi, et bientôt en Côte d'Ivoire et au Kenya.

La structuration du réseau des promoteurs immobiliers fait ressortir d'importantes différences entre les pays du corridor. Au Ghana et au Nigeria, les promoteurs sont des acteurs majeurs du secteur du BTP et commercialisent des produits pour la diaspora, c'est-à-dire des logements luxueux, souvent privés, de type compounds ou condominium, ou quartiers fermés (*gated communities*) (GRANT 2009; ALLEN 2014). Au Ghana, le GREDA (Ghana Real Estate Developer Association), association créée en 1988 pour appuyer les promoteurs immobiliers, compte 380 adhérents.

Au Bénin et au Togo, le secteur est encore en phase de structuration, avec des projets d'envergure plus modeste. Dans le Grand Lomé, plusieurs projets immobiliers font apparaître des quartiers fermés en périphérie de la ville. WellBeing City est l'un d'entre eux. Il propose une ville nouvelle de 5 000 logements pour 35 000 habitants, qui aura pour activités majeures l'habitat et le tourisme médical, et qui vise clairement les cadres moyens et supérieurs, ainsi que les Togolais de l'étranger (21). Au Bénin, le projet Golden Key

PUBLICITÉ, PROMOTEUR
IMMOBILIER, ACCRA, 2016
(© ACML).



met à la vente 56 villas luxueuses sur le front de mer de Cotonou. Le projet est modeste et pourtant il a été fortement médiatisé puisque le Président Talon en personne a lancé en 2016 ce projet privé, développé par le promoteur THI, une filiale du groupe chinois TIANHE. La société insiste sur la «sécurité» offerte par cette nouvelle cité fermée, au bord de l'eau, ainsi que les prix soi-disant «raisonnables». Les villas de luxe, dénommées Azur et Riviera, sont commercialisées par l'agence immobilière West Coast Property, spécialisée dans les biens de «prestige», qui fait entre autres de la vente sur plan. La Société de Gestion Immobilière et de Services – SOGIS SA (21) –, propose également des parcelles sécurisées et viabilisées et des villas conçues et construites par l'AGETIP-Bénin (Agence d'exécution des travaux d'intérêt public au Bénin). Son projet «les villas de l'Atlantique» est un ensemble résidentiel fermé de 120 villas à Fidjerssé. La plaquette publicitaire annonce: «Les villas de l'Atlantique, un cadre idéal, de haut standing, adapté à tous! Étrangers, Béninois résidant et de la diaspora.» Les prix sont annoncés en euros (21).

Architectes et permis de construire: sans plan ni loi?

Le recours aux promoteurs immobiliers ou l'accès à un programme d'habitat social reste cependant l'apanage des plus aisés ou des fonctionnaires. La plupart des individus préfèrent construire la maison de leurs rêves en suivant eux-mêmes le chantier, bien souvent sans architecte, et même sans permis ni titre foncier. Au Bénin, la réalisation de toute construction en dur est pourtant officiellement soumise à la délivrance d'un permis de construire (décret n°2014-205 du 13 mars 2014). La loi stipule que chaque municipalité a la charge de cette vérification. En réalité, aucun contrôle de chantier n'est effectué et aucune sanction n'est prise à l'encontre des constructions sans permis. «Depuis mon arrivée, j'entends parler de permis de construire mais je n'en ai jamais vu. Les rares qui prennent cet acte sont des fonctionnaires qui veulent construire de grandes maisons et qui font appel aux architectes», admet un chef de quartier à Togbin (Abomey-Calavi, 20.06.2017). M. Anise, technicien en bâtiment qui supervise plusieurs chantiers, corrobore cette idée:

Normalement on doit attendre d'avoir le permis de construire approuvé par les services de l'urbanisme pour lancer le chantier, et donc avoir présenté un dossier avec les études de sols, le titre foncier. Nous, on n'a pas tout ça, ça coûte cher. Alors, s'il y a un contrôle, on peut nous demander d'arrêter les travaux. Mais souvent pour les habitations, ils ne contrôlent pas. (Fidjérossé, 17.06.2019)

Ces témoignages révèlent que le secteur de la construction est peu contrôlé. Pour les propriétaires, le contrôle se limite bien souvent à veiller à ce qu'aucun matériau de construction ne disparaisse. En outre, le recours aux architectes, censés justement respecter normes et lois, est rare, et ce alors même que la loi stipule que pour tout dossier de demande de permis de construire, un architecte est exigé (article 21 du décret n°2014-205 du 13 mars 2014). Dans la majorité des chantiers, le propriétaire seul, ou en collaboration avec le maçon, réalise le plan. L'une des principales raisons invoquées serait le coût très élevé des prestations d'un architecte. François, gardien de nuit dans un quartier résidentiel, explique y avoir renoncé: «Pour faire appel à un architecte, il faut des millions. Je préfère utiliser ces fonds pour réaliser la fondation de ma maison.»

Les architectes de la région se sont structurés, notamment à travers les ordres des architectes, pour faire (re)connaître leur métier, leur utilité sociale et leur légitimité. Jean-Paul Houndeffo, membre du Conseil de l'Ordre National des Architectes et urbanistes du Bénin (ONAB), qui regroupe 200 praticiens, explique:



Les gens qui lancent un chantier ne savent pas où nous trouver ou pensent que nous sommes trop chers. Le gouvernement ne pense pas à faire notre promotion et souvent il fait appel à des architectes étrangers. (Cotonou, 28.11.2018)

Selon lui, les ménages n'ont pas conscience que les architectes peuvent leur faire économiser de l'argent.


Il est dommage que les privés ne fassent pas appel aux architectes car s'il est vrai que cela augmente le prix de la construction, ils récupéreront cet argent plus tard car l'exploitation et l'entretien coûtent moins cher.

L'Ordre travaille à essayer de changer les mauvaises pratiques, et notamment à éviter l'utilisation de matériaux de piètre qualité. Plusieurs

architectes de l'Ordre National proposent de collaborer avec des grossistes et revendeurs afin de valoriser les matériaux de qualité, et notamment les matériaux locaux³. Ils essaient également de faire pression auprès des promoteurs immobiliers : « nous ne sommes pas vraiment leurs amis. On voudrait les obliger à construire bien, à respecter les règles, avec de bons matériaux. On les gêne », poursuit Jean-Paul Houndeffo.

Méconnaissance des textes, non-recours à des architectes, cautions et loyers élevés, prix du foncier qui explosent, sont autant de signes d'instabilité et d'absence de réglementation du secteur immobilier dans la sous-région. Des initiatives essaient de contrer cette incertitude, comme BenBen Ghana , cette *start-up* ghanéenne qui propose une application pour vérifier le statut du terrain avant transaction et s'assurer qu'il dispose bien d'un titre que l'on peut acquérir. Les gouvernements semblent eux aussi vouloir faciliter les formalités liées aux opérations foncières tout en les sécurisant, à l'instar du gouvernement béninois qui a développé une plateforme en ligne e-notaire  pour faire des mutations foncières, accéder au cadastre en ligne et déposer des plaintes pour des litiges fonciers. La copropriété demeure une autre question sensible, comme l'explique la gérante de Proximo : « L'idée de copropriété n'est pas acceptée. Les gens ici veulent être propriétaires de la terre, ils ne veulent pas partager ou diviser. » Cette réticence devant la copropriété, qui n'est pas protégée par la loi, explique le peu de construction en hauteur et par conséquent l'étalement urbain. La majeure partie des gens préfère aller en périphérie pour « avoir son chez » et éviter d'avoir à partager un titre foncier dont on ne sait s'il est reconnu. Ils préfèrent construire par eux-mêmes et s'approvisionner en personne chez les grossistes et détaillants, Libanais principalement.

Grossistes et détaillants :
connexions libanaises, indiennes et chinoises

Miziara est une petite ville libanaise qui ne compte guère plus de 5 000 habitants. Elle est néanmoins connue pour ses 300 villas «bling-bling» aux formes singulières : Boeing 747, temple grec, pyramide, palais de trente chambres . On dit que l'argent vient du Nigeria. Deux de ses fils,

nés à Lagos, ne sont autres que Gilbert et Ronald Chagoury, les Libanais les plus riches du Nigeria, qui ont promis de construire au milieu de Lagos une gigantesque ville moderne et luxueuse posée sur la mer, envisagée comme le nouveau Dubaï africain: Eko Atlantic.

En Afrique de l'Ouest, le groupe Chagoury est aussi connu pour ses filiales dans les télécoms, l'hôtellerie et le BTP. Au Bénin, le groupe repose sur l'alliance de 4 frères, dont le premier serait arrivé en 1967. Il emploie près de 450 personnes et détient 11 sociétés dans le secteur industriel, l'immobilier, la restauration. Il est propriétaire de deux sociétés commerciales: Chafstel pour les télécoms et La Roche, créée en 1982, pour la distribution des matériaux de construction. D'autres membres de la famille sont à la tête de magasins La Roche à Lomé, Lagos, Abuja et Port-Harcourt.

Les Libanais, présents dans la région depuis les années 1920, occupent une place centrale dans le secteur du BTP ouest-africain (DUBRESSON 1989). Ils sont présents à tous les niveaux: à la tête d'usines de fabrication de matériaux, de grands groupes de construction et promotion immobilière, mais aussi de grandes quincailleries. Les *success stories* sont nombreuses, comme celle des Chagoury ou de la famille Fakry au Ghana, spécialisée dans la production de tuyaux et plastiques (Interplast); ou encore du groupe producteur d'acier Hage, créé par le Burkinabé d'origine libanaise Joseph Hage. Ils ont profité de l'ouverture économique des années 1990, marquant la fin de l'influence du marxisme-léninisme dans la région. Ces *success stories* ne doivent pas cacher une réalité souvent plus difficile pour la majorité des Libanais qui vivent et travaillent en Afrique, principalement dans les secteurs des télécommunications, restauration, importation et la construction (AKYEAMPONG 2006). Certains vivent de leurs activités et doivent faire face à une forte instabilité économique, principalement due à l'absence d'accords commerciaux entre les autorités locales et libanaises. De nombreux Libanais, notamment ceux travaillant dans le secteur de l'importation de voiture de seconde main (ROSENFELD 2017), ont ainsi quitté le Bénin suite à la crise économique du Nigeria de 2015. Selon les chiffres du consulat du Liban au Bénin, le nombre de Libanais serait passé de 7 000 à 1 500. Certains seraient rentrés au Liban,

d'autres se seraient redéployés dans la région. La diaspora libanaise est à cheval sur plusieurs pays ouest-africains, pour pouvoir se rabattre sur l'un d'entre eux en cas de crise ou de conflit.

La diaspora indienne est elle aussi importante dans la région, développant ses activités entre le Togo, le Bénin, le Nigeria et le Ghana. Un riche importateur indien, né au Ghana et installé au Bénin depuis plus de 30 ans m'explique:

Je ne fais pas dans les matériaux de construction, ni dans les voitures d'occasion. Déjà que les Libanais ne m'aiment pas trop, je ne préfère pas marcher sur leurs plates-bandes. J'ai une brasserie pour produire de la bière, une usine de plastique et beaucoup de terrains. Je prévois d'ouvrir un supermarché pour commercialiser tous les produits bon marché que j'importe. (Cotonou, 03.05.2017)

La liste des produits qu'il importe est infinie: dentifrice chinois Maxam, biscuits turcs Biskrem, concentré de tomates indien Gino fabriqué avec des tomates chinoises, sangria espagnole Don Simon... Les Indiens sont également très présents dans le commerce des tissus et le BTP. Au Togo, deux Indiens, Prasad Motaparti Siva Rama Vara et Manubhai Jethabhai Patel, ont fait fortune dans la construction et le ciment. En 1994, ils rachètent l'ancienne Société nationale de sidérurgie créée en 1978 et privatisée en 1985, qu'ils renomment Amexfield Togo Steel (ATS). Cette société produit des fers à béton et des tôles d'acier, à l'image de la société ghanéenne Tema Steel Company (TCS) dont ils sont également propriétaires. En 1996, ils diversifient leurs activités et rachètent l'ancienne Cimao (Ciment d'Afrique de l'Ouest) pour créer Wacem (West African Cement). Les noms de ces deux «Indiens d'Afrique» sont désormais connus pour avoir été éclaboussés par l'Affaire des Panama Paper, les accusant d'évasion fiscale depuis le Togo (2).

À côté des Indiens et des Libanais présents de longue date, les Chinois renforcent leur poids ces dernières années sur les marchés africains des biens de consommation, textiles et matériaux de construction (KERNEN et KHAN-MOHAMMAD 2014). Le «Chinatown» de Lagos, village fortifié et muséifié d'une vingtaine de boutiques, a beau être quasiment vide, les Chinois n'en sont pas moins présents et leaders dans de nombreux secteurs.

En novembre 2016, Cotonou accueille le sommet Chine – Bénin dans le Centre chinois de Développement économique et commercial situé dans le plus vieux quartier de la ville. Les commerçants viennent de Ningbo, grande ville portuaire de la façade orientale de la Chine. L'un d'entre eux m'explique en français être «en tournée»: «On fait des foires, à Lagos, à Cotonou et Lomé pendant deux semaines.» Toutes sortes de produits sont exposés: entre autres, des mèches de cheveux, guirlandes et sapins de Noël synthétiques, mais aussi et surtout des panneaux solaires, des groupes électrogènes et des équipements pour la maison (alarmes, portails électriques).

Le rôle actif de ces diasporas montre l'intérêt croissant que revêt la région dans l'économie mondiale, en particulier pour le BTP. Dans les centres historiques des villes du corridor urbain, de grandes quincailleries, tenues par des Libanais ou des Indiens, occupent les anciens entrepôts des maisons de commerce qui faisaient dans l'import-export au temps des colonies. À Lomé, le magasin Watt occupe le bâtiment de l'ancienne Société Générale du Golfe de Guinée, qui a donné son nom au Carrefour S3G, haut lieu de la quincaillerie pour les Togolais. Joseph Azar a repris le bâtiment en 1984 pour y installer sa société d'importation, SOCODIM (la Société Commerciale d'Importation). En 1993, elle prend une nouvelle appellation, ETS Aja Le Watt (la puissance), puis aujourd'hui Sté Le Watt SARL, détenu par une famille indienne, qui vend des sanitaires, carrelage, plomberie et produits électriques. Face au Watt, le concurrent libanais CCT Batimat (ancien Comptoir Commercial du Togo), avec ses 2 500 m² d'exposition, est implanté depuis 1988. Batimat existe également à Cotonou et Dakar. À Dakar, les deux principales sociétés spécialisées dans l'importation de matériaux de construction – le Comptoir Commercial du Sénégal (CCS) et Batimat –, tenues elles aussi par les Libanais sont localisées dans le vieux centre, entre la Médina et le Plateau, à proximité du marché Sandaga et de la gare Petersen.

Les Libanais dominent le secteur des grossistes pour la distribution des matériaux de construction: La Roche, ROUHIMAS, CTPS, SONIMEX, SOREMAC, pour ne citer que les plus connus à Cotonou. Ils privilégient les contrats avec de grandes entreprises ou dans le cadre de grands projets étatiques



CARREFOUR S3G,
LOMÉ, 2018 (@ACML).

(routes, construction de logements sociaux, de maternités, d'hôpitaux...). Riche de son expérience et ancienneté, M. Jihad, gérant de la SOREMAC depuis sa création il y a 25 ans, explique bénéficier d'un réseau qui lui permet d'obtenir des prix très concurrentiels: «On achète nos produits à des importateurs grossistes ici qui eux-mêmes achètent en Chine ou ailleurs» (Cotonou, 14.11.2017). La société La Roche, principal distributeur de matériau de construction, vient de se lancer dans la promotion immobilière en créant «La Roche Immobilier» pour construire et commercialiser des villas clefs en main. Sur le site Internet, la société revendique «mettre à la disposition des professionnels du bâtiment le matériau le plus sûr à l'atteinte de leurs objectifs, (et être) en droit à juste titre de coller à La Roche le développement de l'architecture au Bénin» (21). L'arrivée de ce groupe dans le secteur de la construction n'est pas surprenante quand on sait qu'il est la propriété du groupe Chagoury, l'un des puissants groupes d'entrepreneurs libanais, qui a produit les premiers quartiers privés de villas le long du littoral béninois (quartiers Censad, Maison rouge, Marina, Fadoul), et plus récemment l'hôtel 4 étoiles Golden Tulip.

À côté des grossistes, se multiplient, souvent sans aucune autorisation, les revendeurs de ciment et de matériaux de construction au détail, et

ce en tout point de la ville, et plus encore en périphérie où la demande est forte. Dans le recensement général de la population de 2013, 4 329 personnes déclarent travailler en tant que « revendeur de matériaux de construction ». Les $\frac{3}{4}$ sont enregistrés dans l'agglomération de Cotonou et Porto-Novo. En 2017, le travail réalisé avec OpenStreetMap à Cotonou (voir carte p. 147) a permis de localiser et comptabiliser plus de 50 revendeurs de matériaux de construction sur l'axe principal qui traverse Cotonou d'Est en Ouest. Parmi les petits revendeurs de ciment, certains sont des revendeurs officiels et peuvent s'approvisionner directement auprès de SCB ou Nocibé. Les autres plus nombreux s'approvisionnent chez les grossistes. Les marges sont faibles. Entre les petits revendeurs et les grossistes s'établissent des relations étroites d'échange et de confiance. Un système de vente à crédit se met généralement en place: les revendeurs de ciment ne paient qu'une fois les stocks écoulés, ce qui leur évite d'avancer les fonds. Les petits revendeurs n'ont pas toujours bonne presse. Ils sont parfois accusés diminuer la quantité du ciment emballée à l'usine en ouvrant et refermant les sacs, de régler les appareils de pesage de sorte à fausser les valeurs réelles. Réalité ou légendes (péri) urbaines, ces rumeurs révèlent surtout que le secteur de la construction et les chantiers constituent des lieux de méfiance, de conflits et de luttes urbaines. Elles montrent également la vitalité cette petite économie marchande, située entre la logique de survie et l'entrepreneuriat (HUGON 1980).

MATÉRIAUX AUX FONDATIONS DE LA VILLE

«Let's Build (in) Africa» est le slogan donné au Salon international de la construction, de la finition et de l'infrastructure de l'Afrique de l'Ouest (SENCON 2019) qui s'est tenu à Dakar au Sénégal du 23 au 26 avril 2019. Sur le flyer figurent des grues en action et un immeuble en construction. Entrepreneurs, particuliers, curieux et représentants de grandes sociétés, tous se sont donnés rendez-vous pour célébrer le renouveau du BTP en Afrique. Turcs et Indiens sont venus vendre des centrales et des pompes à béton. Des Marocains vantent de nouveaux mortiers et revêtements de façades. Quelques Italiens présentent du carrelage et du marbre, très prisés par l'élite africaine.

Carnet de terrain, Dakar, Sénégal, 23 avril 2019

Sur les routes africaines circule le ciment et, avec lui, bien d'autres matériaux de construction. Fer à béton pour le chaînage, gravier que l'on additionne au sable et au ciment pour couler une dalle, bois de charpente et coffrage, tôle en acier pour recouvrir le tout, claustras pour les aérations, mais aussi carrelage, tuiles, portes, fenêtres et pots de peinture pour la finition... autant de produits et matériaux en mouvement qui connectent des morceaux de villes africaines avec le Liban, l'Inde ou la Chine, révélant des relations largement mondialisées. Les diasporas libanaises, indiennes et chinoises implantées en Afrique, de même que les Ouest-Africains installés en Europe, au Moyen-Orient et en Asie, émettent, accompagnent ou réceptionnent ces biens, redessinant les routes du commerce international.

AFFICHE DU SALON DE LA CONSTRUCTION, DAKAR, 2019.



Marchands de sable

Des femmes transportent sans sourciller des paniers de sable sur leur tête jusqu'aux camions qui, une fois chargés, s'engouffreront dans les périphéries encombrées de Cotonou, Accra et Lomé. L'extraction de sable rythme la vie de la lagune, qui est désormais perforée en tout point, amputée en profondeur pour permettre aux boursouflures bétonnées de surgir en surface.

De nombreux individus s'adonnent à l'extraction du sable fluvio-lagunaire, pour diversifier leurs sources de revenus, depuis que l'économie de la pêche est en déclin dans la zone, suite à la pollution et à l'eutrophisation. Dans la lagune de Porto-Novo, la carrière artisanale de Djassin Ko fournit du sable pour la construction de la capitale politique. En visitant la carrière, M. Houngué nous explique comment, au fil des années, ce «job de vacances», pratiqué par tous les écoliers du quartier, est devenu son «gagne-pain» principal (Porto-Novo, 14.10.2017). Il est aujourd'hui à la tête de 120 employés et son activité est officiellement reconnue et enregistrée à la Chambre de Commerce et d'Industrie. Il souligne les changements survenus récemment :

Nos aïeux faisaient déjà ce genre de travail, mais ils prenaient du sable à gravier pour faire les bétons, les dallages. C'est après l'interdiction de prendre le sable de la mer qu'on a commencé à prendre le petit sable.

Cette activité s'est en effet amplifiée après l'interdiction d'exploiter le sable marin en 2007 afin de limiter l'érosion côtière, générant par la suite des problèmes environnementaux en milieu lacustre. M. Houngué explique qu'il existe plusieurs types de sable, qui se distinguent par la couleur, pour divers usages liés à la construction : le sable à gros-grain, de couleur foncé ou noir, est utilisé pour les fondations (le camion dix roues est à 18 000 FCFA) ; le plus fin et le plus clair est utilisé pour la finition ; le sable blanc et argileux sert à la fabrication de briques (le camion dix roues est à 30 000 FCFA). Faute de moyens, la plupart des individus optent pour le moins cher. Nombreux sont d'ailleurs ceux qui se contentent du sable récolté dans la rue, plus économique, pour les fondations ou les

constructions annexes, comme les fosses ou les puits. Des dizaines de personnes balaient et amassent ce sable sur les grands axes et le revendent par sac sur les bas-côtés.

L'extraction du sable est une activité très rentable, qui occupe un grand nombre d'individus, en particulier les jeunes et les femmes. L'activité est très hiérarchisée. Dans la carrière, sur terre ou dans l'eau, chacun a sa place: il y a ceux qui plongent et creusent, ceux qui ramassent, ceux qui chargent la pirogue et déchargent dans le camion, ceux qui conduisent le camion. Le prix de vente du camion varie de 80 000 FCFA à 100 000 FCFA. L'exploitant de la carrière prélève par camion chargé une somme de 15 à 20 000 FCFA. Il peut espérer obtenir un revenu 5 fois supérieur à celui d'un pêcheur de la zone. Une femme ramasseuse peut prendre 10 000 FCFA par barque ramassée. Le plongeur est le mieux rémunéré, entre 12 ou 15 000 FCFA par barque. M. Hounguè souligne les difficultés de ce métier:

On reste 3 ou 4 minutes sous l'eau, on a tous des problèmes d'oreilles, aux yeux et des problèmes respiratoires. On aspire la saleté, les microbes dans l'eau. Les décès sont nombreux.

M. Hounguè se plaint de la concurrence: «Maintenant, il y a des carrières partout. Et puis y a des gros qui viennent avec des machines qui extraient le sable.» Plusieurs sociétés de dragage de sable se sont en effet installées



FEMMES QUI PRÉLÈVENT
DU SABLE, LAGUNE DE
PORTO-NOVO, 2018
[© ACML].



EXTRACTION DE SABLE
À TOGBIN, COTONOU, 2019
[© ACML].

dans les bas-fonds lagunaires de Porto-Novo et Cotonou (Dragon SA, STPA Sarl, Minex Bénin Sarl, BMR, Ola Douchou, Afritec). Chacune de ces sociétés chargerait environ 120 à 200 véhicules gros porteurs d'une contenance de 10 m^3 /véhicule par jour, comme nous le confie un chauffeur de camion. Nos enquêtes ont confirmé ces chiffres: sur l'axe Togbin – Cotonou, nous avons compté jusqu'à 55 camions de sable sortir des carrières par heure. A priori, 1 000 FCFA de taxe sont reversés par camion à la mairie de Calavi et 200 FCFA au chef de quartier. Dans le grand Accra, ce sont entre 700 et 1 000 camions chargés de sable qui sortent quotidiennement des zones d'extraction, selon les chiffres officiels de la Minerals Commission (2018), repris par Katherine Dawson (2019).

À Lomé, on observe des dynamiques similaires depuis l'interdiction de prélever le sable marin en 2011. En 2015, le géographe togolais Nayondjoa Konlani recense 79 carrières de sable dans la zone lagunaire de la capitale, dont seulement 2 carrières officielles et 57 carrières sauvages très actives. L'État tente de fermer ces carrières sauvages et, comme pour le ciment, de réguler les prix du sable pour éviter la spéculation, notamment lors de la saison des pluies lorsqu'il devient difficile de l'acheminer (KONLANI 2015) (2).

L'économie du sable est également liée à celle du gravier et des pierres. Au Bénin, l'extraction de gravier se fait dans la région du Mono et du

Couffo, près de la ville de Lokossa. Les pierres concassées sont extraites dans la région de Dan, près de Dassa. Parmi les entreprises qui exploitent les carrières de granit, il y a la compagnie de travaux publics Adeoty, les Allemands Heidelberg (GranuBénin depuis 2014), Minex Bénin et SERM (société d'extraction et de ressources minières). Mais, ces carrières sont éloignées du bassin de consommation que constituent les villes littorales et il est souvent trop coûteux de faire venir les pierres. Le ciment, davantage répandu, est plus facilement utilisé et les pierres de granit réservées pour des édifices particuliers. Pour les revêtements des voies, les sociétés utilisent les pavés de ciment, très répandus dans les villes ouest-africaines, qui permettent l'infiltration lors de fortes pluies.

La question de l'eau est tout aussi sensible que celle du sable et du gravier. Plusieurs options sont possibles pour fabriquer du béton : faire un forage, utiliser l'eau d'un puits si celui-ci existe ou se servir sur le réseau d'eau si le terrain est connecté. Une autre solution consiste à prélever l'eau de la lagune quand celle-ci est proche, «là c'est gratuit» explique M. Ernest sur son chantier (Fidjerssé, 17.11.2018). Un camion vient remplir de grands bidons bleus qui sont ensuite transportés sur le chantier. Il convient de calculer le coût de revient avec le transport par camion (location, essence...) pour voir si cela est avantageux. Au final, mieux vaut surtout éviter de se raccorder au réseau de quelqu'un car cela rajoute un autre propriétaire dans la boucle. «ça revient plus cher, et on est moins autonome», confie-t-il. Faire un forage dès le début est plus avantageux pour alimenter le chantier en eau et ainsi fabriquer les briques, couler la dalle, les fondations. Puis, le forage servira à alimenter la maison en eau par la suite.

Fer à béton et tôle ondulée

Si une grande partie des matériaux de construction est importée, créant une dépendance vis-à-vis de l'extérieur, le sable, le ciment, mais aussi les fers à béton et les tôles d'acier font exception, puisqu'une partie est produite localement. Dans les années 1970, les barres de fer et aciers provenaient de France pour plus de 90 % et les tôles du Japon (76 %) (N'BESSA

1997: 35). Aujourd'hui, elles sont importées de Chine pour certaines, mais aussi produites sur place, à partir de minerai de fer importé et de l'acier récupéré localement puis fondu. Cette activité s'est surtout globalisée: les usines localisées le long du corridor appartiennent à de grands groupes internationaux.

African Industries s'impose comme l'un des géants mondiaux de l'acier, avec 8 000 employés et une présence dans 10 pays du monde (21). Cette entreprise indienne détient 17 usines de fabrication au Nigeria (de vitres, *pure water* et pavés de construction), dont 3 aciéries. Elle vend du fer à béton de qualité, principalement utilisé par les grands groupes de construction (comme Julius Berger), qui souhaitent atteindre des normes de construction semblables à celles de l'Europe. African Industries exporte dans la sous-région. Elle est également présente au Ghana avec des entrepôts à Tema. Jean, employé de African Industries à Lagos, travaille dans le secteur depuis 1971.

En dehors de quelques usines comme la nôtre, rien n'est contrôlé. Il n'y a pas de réglementation, pas de certification. On utilise des produits et matériaux importés, interdits partout ailleurs. Et les gens s'étonnent de voir des accidents fréquemment. Il y a un an, il y a eu 14 morts sur un chantier à Porto-Novo à cause de mauvais fers à béton. Tout s'est écroulé. Une seule solution, il faut monter en gamme. (Cotonou, 13.10.2018)

Concurrente de African Industries et de la SOTACI en Côte d'Ivoire, la Société Industrielle d'Acier du Bénin (SIAB (22)), dans la banlieue de Cotonou, est l'autre grand fournisseur de fer à béton et de tôle en acier de la région. La SIAB est une filiale du Groupe Hage Industries depuis 2001. Initialement importateur de matériaux en Afrique dans les années 1970, Joseph Hage, Burkinabé d'origine libanaise, a ouvert dans les années 1990 des usines de production d'acier au Burkina Faso, au Togo et au Bénin (tôle, faux plafonds, portes, fers à béton). En 1992, il rachète la Société Togolaise de Tôles (SOTOTOLES (23)), propriété de l'État burkinabé, puis en 2001, la Société Industrielle d'Acier du Bénin (SIAB). À ce jour, le Groupe Hage est un poids lourd avec 1 400 emplois répartis entre le Burkina Faso, le Togo et le Bénin, pour un volume d'investissement

total de l'ordre de 20 milliards de FCFA. Il a quelques concurrents, notamment indiens, comme Steel Cube et Amexfield Togo Steel (ATS) au Togo et Tema Steel Company (TCS) au Ghana. Au Bénin, la SIAB est leader dans la production, la transformation et le commerce de produits sidérurgiques (avec plus de 300 employés). La matière première, bobines ou rouleaux d'acier, est importée d'Ukraine et de Turquie et est ensuite transformée dans l'usine SIAB. Comme pour African Industries, la qualité est la priorité, comme l'explique Mohamed Ayoub, du service commercial de la SIAB :

On évite d'importer de Chine. On a fait un gros travail de sensibilisation du public pour faire comprendre l'importance de la qualité des produits. Il y a eu beaucoup d'effondrements d'immeubles récemment. À chaque fois, on s'est aperçu que les fers n'étaient pas aux normes.

La SIAB a choisi de communiquer sur les normes à respecter pour permettre des constructions sans danger. Face à la concurrence des fers venus du Nigeria ou de l'acier chinois, la SIAB diffuse une vidéo sur la chaîne télévisée nationale (ORTB) sur les bonnes manières de construire, en partenariat avec l'Ordre des Architectes du Bénin. Comme pour le ciment, la distribution-vente des produits SIAB se fait à travers les grossistes, distributeurs ou simples revendeurs répartis sur le territoire, avec qui ils entretiennent des relations privilégiées. Outre la vente pour le marché de la construction à destination des particuliers, la SIAB fournit les chantiers publics. M. Ayoub regrette que le marché du futur aéroport de Glo Djigbe ait été donné aux Chinois qui «voudront sûrement amener leurs propres matériaux».

La SIAB, tout comme l'usine sœur SOTOTOLES au Togo, qui toutes deux appartiennent au Groupe Hage, exportent 50% de leur production au Niger (4% des exportations de tubes et 7% des barres en fer selon les chiffres de l'INSAE), au Burkina-Faso et au Tchad. «Là-bas il n'y a pas d'usines alors qu'il y a des besoins énormes. Ces pays sont en pleine construction. Les fers à bétons, les tôles, ça devient des produits de première nécessité», explique M. Ayoub. L'envoi des factures et les paiements se font par WhatsApp. Tenue par la Responsabilité Sociale et Environnementale, la

SIAB participe au développement et à l'aménagement des infrastructures de la commune de Sèmè-Podji sur laquelle elle est implantée. «Tous les 2-3 mois, on refait la route devant l'usine.»

Quand nous lui demandons ce que la société fait des déchets produits, M. Ayoub déclare qu'ils sont vendus à une entreprise, sans savoir ce qu'ils deviennent ensuite. «On a essayé un jour de suivre la camionnette pour voir où elle allait, mais on l'a perdue.» Cette usine comme les autres de la région est connectée, discrètement, aux routes inattendues du marché de l'acier qui dépassent les frontières des États ouest-africains. Au Nigeria, les aciéries fonctionnent avec le fer fondu récupéré localement. Il est censé en être de même au Ghana, où des lois interdisent au fer et à l'acier de sortir du territoire national afin d'être réutilisés localement, mais ils font en réalité l'objet de tout un marché parallèle. L'acier du Ghana et du Togo arrive à Cotonou d'où il est réexporté vers l'Inde⁴. Le fer n'est pas fondu localement mais pesé par une compagnie indienne puis réexporté, en toute discrétion. Tout aussi discrets sont les conteneurs de matériaux de construction à destination de la Chine: nos enquêtes nous ont conduites auprès d'un entrepreneur chinois, surnommé Le Boss, qui récupère du zinc, du bronze, du cuivre au Bénin et, dans une moindre mesure du plomb, qu'il réexpédie ensuite en Chine. De bouche-à-oreille, les semi-grossistes de la ville ont commencé à venir vendre au Boss leurs stocks plutôt qu'aux Indiens ou aux Libanais du secteur. Il précise être connu des ferrailleurs du Nigeria. «Les gars passent la frontière avec leurs chargements pour venir me les vendre à Cotonou. Ils savent qu'on paye mieux ici.» Le Boss a pour projet de construire une usine de transformation des déchets dans la zone franche de Sèmè-Podji et prévoit d'employer 700 personnes.

Alors que le prix du ciment est à peu près harmonisé à l'échelle de la planète, celui du fer à béton, dépendant des cours de l'acier, varie beaucoup d'une région ou d'un pays à l'autre. Il est très élevé sur le continent africain. Les différences de prix sont importantes entre les fers fabriqués sur place, ceux fabriqués au Nigeria et ceux importés de Chine. Construire en Afrique revient, dans tous les cas, plus cher qu'ailleurs.

Carreler du sol au plafond

«Touba Carreaux distribution», «Prestige céramique, Carreaux et sanitaire», «Sene Carreaux», «Digital Céramique»... La route des Parcelles Assainies offre un décor pour le moins surprenant: des tonnes de carrelage sont exposées à la vente. Étrange sensation que de se balader dans une immense salle de bains à ciel ouvert.

Carnet de terrain, Dakar, Sénégal, 27 avril 2019

À proximité de la Patte d'Oie, principal échangeur de Dakar, le quartier des Parcelles Assainies est spécialisé dans la vente carrelage depuis une vingtaine d'années (OSMONT 1995)⁵. Ces parcelles sont désormais largement construites et surtout recouvertes de carrelage. La concurrence est rude entre les revendeurs. Des dizaines de boutiques vendent du carrelage du monde entier: Italie, Espagne, Portugal et bien évidemment Chine, à tous les prix et de toutes les qualités.

Le carrelage, ou «carreaux» comme on dit en Afrique francophone ou «tiles» en anglais, est une seconde peau pour les bâtiments. Comme le ciment, il est un élément de richesse et de distinction sociale. Dans cette partie du monde, les carreaux de grès, céramique et faïence ne sont pas seulement utilisés dans les salles de bains. Il est à la mode de revêtir intégralement de carrelage la façade extérieure de sa maison pour les ménages aisés qui ont les moyens de payer les finitions. «Pour les gens, quand tu as utilisé le carrelage pour faire ta maison, ça veut dire que tu as évolué socialement. Alors quand tu recouvres ta maison, t'es le patron du quartier!», explique Daniel, qui dirige la société de carrelage JAFCO à Cotonou. Cette pratique est très courante au Sénégal mais également au Nigeria et au Ghana, autrement dit dans les pays à fort taux de croissance et avec de nombreux émigrés au pouvoir d'achat élevé. Les riches Libanais seraient à l'origine de cette pratique, imitée par la suite par les diasporas sénégalaise et nigériane, installées en Italie, qui ont rapporté du carrelage et des sanitaires (TALL 2009: 203). Le crépi industriel et carrelage ont alors remplacé le coquillage et la peinture. Ce revêtement intégral des façades n'est en rien durable en zone tropicale: le carrelage empêche la circulation de l'air et conserve l'humidité entre le carreau et la brique. Au

bout de quelques années, il est fréquent de voir les carreaux se décoller. Au Bénin et au Togo, le carrelage est également utilisé dans les cimetières pour recouvrir les tombes des défunts importants (BRMIO 2012).

Les innombrables revendeurs de «*tiles*» d'Alaba Market, cet immense royaume du carrelage situé dans la banlieue ouest de Lagos, comme ceux des Parcelles Assainies de Dakar, sont directement reliés aux usines de céramique du district de Foshan, sur la rivière des Perles, à proximité de Canton, en Chine. «Les Chinois nous ont arrangés un peu. Ils ont fait baisser les prix des carreaux», explique Pascal, un Béninois qui a longtemps travaillé et vécu au Nigeria. Une gérante d'une boutique de carrelage m'explique acheter la marchandise en Chine – «je ne parle pas chinois mais la langue de la calculatrice. Cela suffit pour me faire envoyer des carreaux chinois ici» –, alors qu'elle surveille le déchargement de cartons de faïence écrits en chinois et sur lesquels on peut aussi lire «Parma». L'Italie est l'autre grand pays fournisseur de céramique. L'Afrique représente un immense débouché, selon l'association Confindustria Ceramica qui regroupe les principales entreprises productrices de céramique, localisées entre Sassuolo et Faenza (Faïence) (région Émilie-Romagne). Au Cersaie, Salon international de la céramique pour l'architecture et la décoration de salles de bains qui se tient en Italie tous les ans, les Africains sont désormais présents, en tant qu'acheteurs et cibles de marché. Les plus grandes marques du monde déploient des représentants qui sillonnent l'Afrique.

L'entreprise de carrelage JAFCO, créée en 1988 par Daniel Jalis, Libanais arrivé en 1977 au Bénin, illustre bien ces liens avec l'extérieur. Avec 120 employés, 4 dépôts-ventes à Cotonou et 7 dépôts de marchandise, le groupe est présent dans toutes les villes du Bénin, ainsi qu'au Niger. Ses produits viennent à 50 % d'Europe, surtout d'Italie et d'Espagne, et à 50 % de Chine, où son père a établi des connexions dès les années 1990. Daniel se déplace de temps en temps chez ses fournisseurs pour voir les produits, en Espagne ou en Chine, mais fait les transactions majoritairement à distance, grâce à Internet. Il ne s'intéresse pas aux produits nigériens, jugés «trop bas de gamme». Il aimerait intégrer davantage les normes et la qualité dans les habitudes de consommations des gens.



VENDEUR DE CARRELAGE,
NIGERIA, 2018 (@ACML)

On commence par faire des formations aux architectes, pour qu'ils connaissent les gammes, les différences de qualité et l'usage de chaque carreau pour faire les projets.

Outre le secteur privé, JAFCO répond aussi aux appels d'offres sur les projets publics de l'État ou sur les financements internationaux: «On a des gammes venant d'Europe répondant aux normes demandées par les bailleurs.» Une de ses priorités est également d'améliorer la visibilité de JAFCO sur les réseaux sociaux. Il pense ouvrir une plateforme de vente en ligne, via son site internet, et vend déjà ses produits sur *maison229.com*, un site de vente de matériaux de construction à destination de la diaspora béninoise.

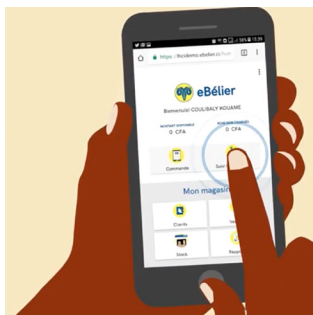
Digital ou comment acheter son ciment en un clic

«Le digital, «accélérateur» du développement de LafargeHolcim en Afrique de l'Ouest» titre un article publicitaire paru dans *Jeune Afrique* en décembre 2019 (21). Alors que la distribution constitue l'un des grands enjeux, les cimentiers se tournent vers le numérique. Certains développent des applications d'achat en ligne, espérant toucher une

nouvelle clientèle. Au Cameroun, en 2019, LafargeHolcim lance sa plateforme digitale MyCimencam ⁽²⁾, ainsi que l'application gratuite Sabitou Construction ⁽²⁾, qui propose de «tout savoir sur la construction», en partenariat avec l'Ordre National des Architectes du Cameroun (ONAC) et l'Ordre Nationale des Ingénieurs de Génie Civil du Cameroun (ONIGC). Cette application se veut un guide pour aider à construire. Sont présentées les différentes catégories et caractéristiques de ciment, mais aussi des tutoriels, différentes techniques de construction pour les dalles et fondations. L'application propose également un calculateur pour estimer les dosages des matériaux et un annuaire des professionnels (architectes, ingénieurs de génie civil et techniciens). Dans le même ordre d'idées, de nouvelles applications sont récemment apparues pour suivre les chantiers, évaluer les dépenses et le budget («Site Diary» ⁽²⁾ ou «BatiScript» ⁽²⁾).

En Côte d'Ivoire, LafargeHolcim s'est associé à la plateforme de commerce électronique Jumia pour développer l'application eBélier qui propose d'acheter du ciment en ligne. Depuis juin 2019, dans cette boutique virtuelle, les clients peuvent payer par carte bancaire ou Mobile Money à partir de 10 sacs de ciment achetés. La vidéo promotionnelle ⁽²⁾ explique comment «commander en un clic»: la commande enregistrée par Jumia est transmise à la plateforme LafargeHolcim qui organise la livraison dans le magasin Binastore (sa filiale de distribution) le plus proche du lieu souhaité par le client.

En Guinée, en août 2019, LafargeHolcim a lancé le dispositif de paiement Easy Pay en partenariat avec Orange Money, pour pouvoir acheter le



ciment de Guinée. Grâce à un code, acheter du ciment devient aussi simple qu'acheter du crédit pour téléphoner.

Le numérique multiplierait les possibilités de toucher de nouvelles cibles, de diffuser de nouveaux produits, de proposer de nouveaux services. Selon Xavier Saint-Martin-Tillet, Directeur général de LafargeHolcim Côte d'Ivoire, les clients «apprécient l'absence d'intermédiaires et la transparence: ils peuvent acheter leur ciment et être livrés rapidement sans avoir à se déplacer. Le paiement est sécurisé via le Mobile Money et ils peuvent suivre en temps réel la commande. Nous leur simplifions la vie!». Tout un réseau de services, particulièrement recherché par la diaspora, est en train de se mettre en place pour construire et suivre l'évolution des travaux à distance: achats de parcelles en ligne, agences immobilières se chargeant des aspects juridiques pour éviter tout litige foncier, suivi de chantier avec prises de vues par drone. Les premiers résultats s'avèrent positifs. Au Cameroun, après deux mois de fonctionnement de la plateforme MyCimencam, le groupe annonce plus de 800 commandes passées. L'application Sabitou compte, quant à elle, plus de 1 200 utilisateurs en moins d'un an. En Côte d'Ivoire, 70% des commandes d'entreprises sont désormais passées via eBélier. Et en Guinée, le groupe développe la phase 2 du projet Easy Pay, qui devrait permettre d'acheter d'autres matériaux sur la plateforme (briques, fers à béton).

Mais derrière l'engouement et les effets d'annonce pour le numérique, ces nouvelles technologies interrogent. Elles sont à l'origine de nouvelles inégalités liées à la fois à l'absence de compétences et aux contraintes financières. Acquérir un smartphone, acheter du crédit pour appeler ou encore payer par transfert d'argent reste très onéreux dans cette partie de l'Afrique. Ce type d'offre vise la classe émergente urbaine et connectée, ainsi que la diaspora, qui portent et réclament cette ville bétonnée qui n'a de cesse de s'étendre.

LE BÉTON AU-DELÀ DE LA VILLE

Urbanisation sans ville

Dans un monde marqué par le néolibéralisme, la ville est perçue comme un espace stratégique, qui se doit d'être rentable et compétitif (BRENNER 2004). Cela vaut pour les espaces centraux comme pour les périphéries, lesquelles deviennent des réserves foncières à fort potentiel, des lieux d'opportunités et de spéculation, en même temps que des espaces de désir (MERCER 2020). Dès lors, le front d'urbanisation recule et la limite entre la ville et l'urbain sont sujets à moult travaux scientifiques qui se sont attachés à mieux qualifier ce continuum urbain-rural: *suburbanism* (KEIL 2017) et *new african suburbanisation* (BUIRE 2014), *peripheral urbanism piecemeal* (SAWYER 2016), *plotting urbanism* (KARAMAN 2020), *peripheral urbanization* (CALDEIRA 2017), *urban periphery* (METH 2019). Brenner et Schmid (2015) ont quant à eux repris l'idée d'urbanisation planétaire annoncée par Henri Lefebvre (1970) pour expliquer que le monde est désormais marqué par des modes de production et de consommation liés à la ville. Le corridor Abidjan-Lagos offre matière à réflexion sur les limites entre la ville, l'urbain et le monde rural, et fournit un excellent exemple étayer de façon concrète la thèse stimulante, mais très théorique, de l'urbanisation planétaire.

La forme urbaine que revêt le corridor répond peu au modèle de la ville concentrique qui a longtemps servi de référence pour les villes occidentales. Le corridor est avant tout constitué de quelques grandes villes, distantes d'une centaine de kilomètres les unes des autres, et de marchés importants qui s'animent quotidiennement le long de l'axe routier. Entre ces pôles se dressent une multitude de bâtiments, maisons, boutiques et chantiers. On observe une *urbanisation sans ville*, pour reprendre l'image

développée par Olivier Pliez (2011) à propos de l'urbanisation diffuse rencontrée dans le Sahara libyen. Cette expression fonctionne bien dans le cas ouest-Africain: les formes urbaines sont là mais pas forcément les attributs de la ville. Les paysages sont ceux de «l'inachevé», soulignés par Philippe Gervais-Lambony (1994: 65) dans les périphéries de Lomé dans les années 1990, et avant lui par Émile Le Bris (1987), et qui sont toujours d'actualité. Des tas de parpaing et des sacs de ciment, disposés négligemment dans un coin de la parcelle, constituent un trait majeur de «l'inachevé», tout comme le ciment qui vient d'être fraîchement coulé. Parmi les autres marqueurs de l'urbain en train de se faire, il y a l'omniprésence des quincailleries qui vendent du matériel de construction. Les géants du ciment ont bien compris le potentiel de cet espace périurbain en chantier permanent. Leurs équipes commerciales sillonnent ces fronts d'urbanisation, en cours de lotissement:

Nous y installons des conteneurs qui vendent des sacs au détail pour être visibles. Nous sommes très flexibles: nous les déplaçons dans les périphéries en fonction de la demande. (Groupe SCB Bouclier, 05.02.2018)

Le ciment est donc là, au-devant de la ville, aux portes du chantier. C'est ce que prouve notre travail de recensement cartographique des dépôts de ciment mené avec la communauté OpenStreetMap Bénin. La densité de quincailleries est très élevée sur les grands axes. «On trouve des sacs de ciment plus facilement que des sacs de riz», s'étonne Sam, le Président d'OSM lors des relevés.

À côté des dépôts de ciment, les zones d'extraction de sable sont un autre marqueur de l'avancée du front d'urbanisation. Alors que l'on construit en hauteur d'un côté, on trouve, perfore et ampute de l'autre. Les toiles d'araignées, nom des branchements illégaux sur le réseau électrique, sont également les signes de l'urbanisation sans ville. Elles indiquent que le réseau légal n'est pas encore arrivé dans ces interstices (RATEAU et JAGLIN 2020): les habitants tirent les fils comme pour faire venir les réseaux, et donc la ville, jusqu'à eux, car ici aussi ils rêvent de pouvoir regarder la télévision et recharger leurs smartphones. Il n'est pas rare de voir au côté de ces toiles d'araignée des panneaux solaires, signes des limites

de la ville et vecteurs d'urbanisation (ZÉRAH 2020). Dans ces franges urbaines, les ménages modestes font l'acquisition d'un panneau solaire en attendant d'avoir accès à un réseau conventionnel. Bien souvent, ces espaces, encore recensés comme ruraux, sont dénués de tout réseaux et infrastructures publiques, notamment d'accès à l'eau, à l'électricité et l'éducation. La présence de nombreuses écoles privées est un autre signe de cette urbanisation progressive, tout comme les Églises évangélistes, qui viennent au plus près des habitants indigents qui constituent leur «fonds de commerce». Dans ces espaces de marge, des milliers de pauvres, qui forment le «bas de la pyramide» social (ou *bottom of the pyramid*), se familiarisent avec l'économie marché. À côté des dépôts de ciment et des Églises évangélistes, s'installent les boutiques-containers d'opérateurs de téléphonie mobile, devenus également des guichets bancaires. Les opérateurs, comme le désormais bien connu MPesa au Kenya, se sont en effet mués ces dernières années en banques mobiles: depuis des conteneurs aménagés, il est possible d'envoyer, recevoir de l'argent et payer ses factures via son téléphone portable. Les transactions commerciales dématérialisées et flexibles facilitent l'acquisition d'une parcelle, le paiement d'un maçon ou encore l'achat de matériaux de construction. Enfin, les auberges et hôtels de passe recherchent ces zones périurbaines, en dehors des zones électrifiées, là où «*le courant n'est pas encore venu*», pour s'installer et permettre des rencontres nocturnes en toute discrétion, comme le suggèrent leurs noms (Auberges «Top Secret», «De temps en temps», «Droit au but le bonheur»). On note encore la présence des fétiches vodoun, qui traditionnellement sont les attributs des villages, mais qui aujourd'hui se retrouvent englobés dans le processus d'urbanisation.

Le travail cartographique mené avec OpenStreetMap a permis de relever ces différents marqueurs urbains dans plusieurs quartiers périphériques de Cotonou et mettre en évidence différents stades d'urbanisation. À Ouédo, zone en cours de lotissement ou récemment lotie, et en plein boom suite à l'annonce des grands projets présidentiels, les revendeurs de ciment, gravier, sables, panneaux solaires sont fort nombreux, signes d'une urbanisation soutenue et installés récemment (2 ou 3 ans en

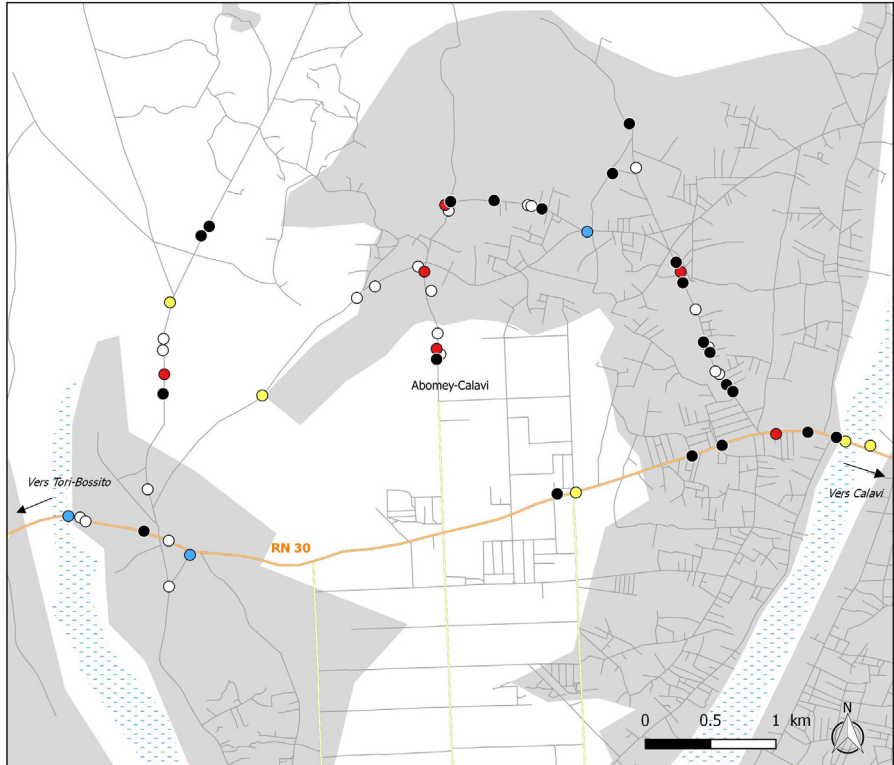


INDICES D'URBANISATION, COTONOU, 2018 (@ACML).

moyenne). Tous les autres marqueurs de l'urbanisation sont également très présents: écoles et dispensaires privés, Églises évangélistes, fétiches vodun et toiles d'araignée. Un travail similaire mené à Togbin, zone plus anciennement lotie, révèle une prédominance des revendeurs de matériaux de peinture, verre et tuiles, généralement utilisés lors des finitions.

À Ouédo, les habitants ne souhaitent pas dépenser de grandes sommes dans les finitions, du fait de leurs revenus limités mais aussi du contexte d'insécurité foncière et de la peur d'être recasés *sine die*. À l'inverse, dans les zones de lotissements plus anciennes, comme Togbin, les maisons sont à un stade plus avancé, ce qui explique le plus grand nombre de revendeurs pour les finitions.

VENTE DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION, SECTEUR OUÉDO, COMMUNE D'ABOMEY-CALAVI, 2017
[© ACML].



LÉGENDE

- | | | |
|-------------------|---------------------|--------------------|
| ● QUINCAILLERIES | ● GRAVIERS ET SABLE | — ROUTE SECONDAIRE |
| ● DÉPÔT DE CIMENT | ▭ LIMITE DE COMMUNE | — ROUTE TERTIAIRE |
| ● PLOMBERIES | ■ ZONE URBANISÉE | — ROUTE |
| ○ ARTISANS | ▨ ZONE HUMIDE | |

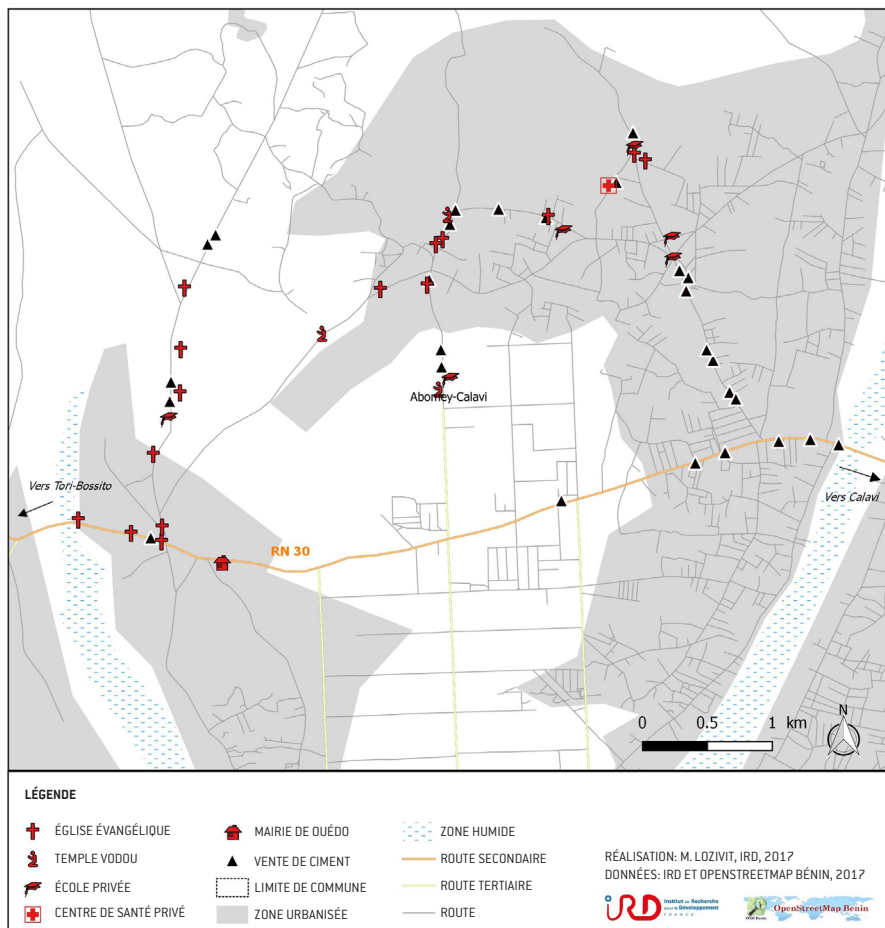
RÉALISATION: M. LOZIVIT, IRD, 2017
DONNÉES: IRD ET OPENSTREETMAP BÉNIN, 2017



Institut de Recherche
pour le Développement



OpenStreetMap
Bénin



CIMENT ET MARQUEURS
 PRIVÉS DE LA VILLE,
 SECTEUR OUÉDO,
 COMMUNE D'ABOMEY-
 CALAVIE, 2017 (© ACML).

Ainsi, dans ces espaces périphériques, toutes les traces de l'urbain sont présentes (le bâti, la densité, les équipements) sans que l'on puisse pour autant parler de ville. Les équipements demeurent privés ou gérés de façon informelle et les services hors réseau (JAGLIN et VERDEIL 2013). L'urbanisation sans ville, sans service, urbanité ni centralité, se diffuse

tandis que la mémoire des lieux ruraux s'efface sous les coulées de béton, comme le révèlent les images filmées à l'aide d'un drone et le *timelapse* de l'évolution cartographique de la ville (24). La «ville nous a rattrapés», constate un chef de village des périphéries de Cotonou. L'économie de marché également. Bien souvent, pour ces chefs de quartiers ou de villages, pour les maires et élus sans ressources, le seul moyen de faire rentrer de l'argent est de lotir et vendre des parcelles, amplifiant le processus de spéculation et de bétonisation.

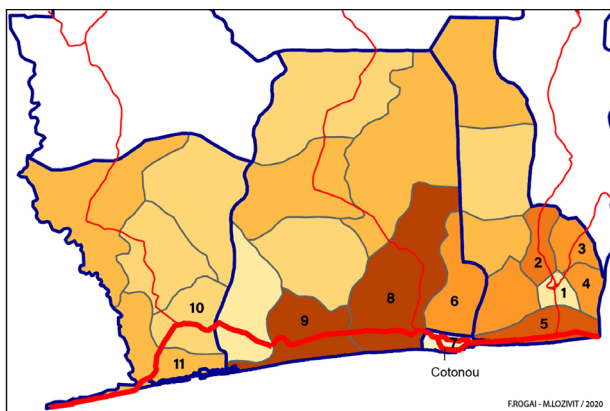
Le corridor, un espace hétérogène

L'urbain serait généralisé le long de ce corridor, dans les périphéries mais aussi dans des zones à dominante rurale, les pôles urbains réorganisant les espaces alentour. Cette tendance confirmerait les constats d'une urbanisation généralisée telle qu'énoncée par Brenner et Schmid (2015). Pourtant, une observation fine des logiques de production, et notamment du foncier et de l'immobilier, oblige à nuancer ces arguments. Si comme Brenner et Schmid l'expliquent, les frontières sont brouillées entre «rural» et «urbain», les catégories demeurent néanmoins. Ce corridor ne saurait être d'un seul tenant, une seule agglomération de 500 km. Certes, il y a de l'urbain un peu partout, le long de ce corridor, mais cet «urbain» n'est pas homogène, comme permettent de le visualiser des images prises par drone (25). Si la croissance de Lagos a bien été spectaculaire ces 20 dernières années, emblématique de la voie suivie par les mégapoles du Sud, certaines petites et moyennes villes ont continué à grossir et renforcer leur poids, tandis que d'autres montrent des signes de déclin. Le système urbain est contrasté, laissant apparaître des espaces qui gagnent et profitent de l'urbanisation tandis que d'autres périssent. Les cœurs historiques pré-coloniaux et coloniaux de Porto-Novo, Grand Popo, Aneho ont une croissance nulle, voire perdent des habitants. Les maisons tombent en ruine: d'anciens espaces urbains sont en déclin et la flambée des prix du foncier et de l'immobilier ne revêt pas la même intensité partout.

De la même façon, on ne circule pas sur ce corridor comme sur une vaste autoroute européenne. La distance-temps ne correspond pas forcément

CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE
ANNUELLE 2012-2013 (%)

- LIMITES DE DÉPARTEMENTS
- LIMITES DE COMMUNES
- ROUTE LAGOS-ABIJIAN (RN1)
- ROUTE NATIONALE



CARTE DE LA CROISSANCE ANNUELLE DE POPULATION SUD BÉNIN (INSAE © F. ROGAI, 2018).
NOMS DES COMMUNES PRINCIPALES:
1 / PORTO-NOVO;
2 / AKPRO-MISSERETE;
3 / AVRANKOU;
4 / ADJARRA;
5 / SÉMÉ-PODJI;
6 / SO-AVA;
7 / COTONOU;
8 / ABOMEY-CALAVI;
9 / OUIDAH;
10 / COMÉ;
11 / GRAND-POPO.

à la distance kilométrique: il s'avère beaucoup plus cher et plus long d'aller à Lagos qu'à Lomé, pourtant plus éloigné. Essayer de passer du Nigeria au Bénin permet de se rendre compte de l'importance de la frontière, de l'entrée dans un autre État, dans une autre ville, dans un autre monde. Les périphéries de Lagos ont beau flirter avec celles de Cotonou, il s'agit bien de deux villes, deux pays et deux manières d'être différents dans l'espace. Comme le montre bien Alice Hertzog (2020), l'espace est strié et non lisse comme on pourrait s'y attendre, composé de villes et d'autres profondément ruraux; de lieux en pleine croissance et d'autres complètement marginalisés; de frontières qui marquent l'arrêt et de postes qui ralentissent; de sous-espaces qui se dessinent en deçà des villes et des États, ceux des mondes anglophones et francophones, des cultures Yoruba et Mina... L'imbrication entre les mondes rural et urbain rappelle les paysages de Desakota (McGEE 1991), ces villes-villages d'Asie du Sud-Est, marquées par l'urbanisation et l'industrialisation mais aussi par l'importance d'activités agricoles qui emploient encore une grande partie de la population, ou encore ceux du Delta de la Rivière des Perles en Chine, qui s'est densément développé à l'arrière du port de Hong Kong (SANJUAN 1997). Mais la ressemblance s'arrête là car si les ruraux ont abandonné le travail des champs, ils n'ont pas gagné pour autant le chemin des usines, inexistantes. Ils viennent

plutôt gonfler les périphéries de la ville où ils vivent d'activités informelles et marchandes. L'hétérogénéité de ce corridor urbain, tient aussi à des États aux cultures politiques différentes, qui mettent en avant des processus de rééquilibrage variés de l'État, comme mis en évidence en Europe (BRENNER 2004). Dans l'État fédéral qu'est le Nigeria, Lagos, par sa taille physique et son ampleur économique, domine très largement. Au Bénin au contraire, la rivalité entre Cotonou et Porto-Novo empêche une réflexion des élus à grande échelle. Des efforts pour intervenir à l'échelon supérieur, celui du Grand Nokoué, sont en cours de discussion. Il permettrait d'englober tous les espaces urbanisés de la zone lagunaire. Un problème demeure cependant: Porto-Novo ne fait pas partie de cet ensemble politique de gestion urbaine. Elle peine d'ailleurs à imposer son statut de capitale politique alors que le Président de la République est installé à Cotonou. Au Togo, l'étroitesse du pays fait que l'agglomération de Lomé tend à dominer tout le Sud littoral, empêchant toute concertation. La ville historique d'Aného s'en trouve étouffée et se résume désormais à une ville fantôme où le passé glorieux se lit sur les murs lézardés par le temps. Quant au Ghana, l'*Accra Metropolitan Assembly*, instance qui dirige la capitale, ne tient que peu compte des développements de Tema, la ville portuaire, rendant compliquée la concertation entre ces espaces.

Produire, consommer, construire... ainsi se conçoit et se régénère le monde capitaliste dont la ville bétonnée serait l'avatar. La tendance est désormais bien connue: la ville, en Afrique comme ailleurs, porte les réformes néolibérales sous couvert de la rendre durable, intelligente ou verte. Elle se meut surtout en espace compétitif au sein duquel chefs d'État, élites ou encore majors cimentiers cherchent à maximiser les profits. Les observations réalisées auprès des villes ouest-africaines révèlent également de nouvelles manières de produire la ville. Les propriétaires terriens, les promoteurs qui spéculent sur certains terrains et propriétés, et les classes moyennes constituent aujourd'hui un important groupe d'acteurs, comme le souligne Lindsay Sawyer (2016) dans le cas des périphéries de Lagos. Nous avons pris la mesure de cette myriade d'acteurs et d'intermédiaires, situés entre les dirigeants et les habitants, tels les



À GAUCHE, ENTRÉE DE
PORTO-NOVO, 2017;
À DROITE, CARREFOUR
BÉTON ARMÉ, CALAVI,
COTONOU, 2017
(© ACML).

entrepreneurs, grossistes et détaillants, qui fabriquent et bétonnent à leur tour la ville. Celle-ci tend à devenir de plus en plus fragmentée: d'un côté la ville des élites et des investisseurs, parfois complètement privatisée et fermée, où circule activement le capital, dont on ne connaît pas très bien la provenance (ALLEN 2014; VAN NOORLOOS et KLOOSTERBOER 2017; GOODFELLOW 2018, 2020); et, de l'autre, une masse urbaine peuplée d'indigents, chassés des centres et repoussés toujours plus loin dans les périphéries et zones insalubres. Cette ville repose sur des inégalités profondes que matérialise le ciment, à la fois source d'appauvrissement pour les plus démunis qui tentent d'empiler les parpaings au prix de longs et coûteux efforts, et d'enrichissement immédiat pour les plus fortunés qui en déversent des tonnes considérables, comblant les moindres espaces restés nus et verticalisant leur richesse et succès. Il serait cependant restrictif de dire que la ville est le seul résultat de logiques globales guidées par le profit des uns et l'exclusion des autres, et semblable en Afrique comme partout ailleurs. Le dogme néolibéral ne suffit pas à tout expliquer, comme le rappellent Pinson et Morel Journal (2017). Si cela constitue un aspect, la ville qui se dessine aujourd'hui en Afrique de l'Ouest est aussi le résultat de pratiques quotidiennes, de logiques endogènes et locales, notamment celles portées par les habitants bâtisseurs. Cette ville dépend aussi beaucoup des relations fortes entre le politique et l'économie, entre les entrepreneurs et les communautés dont ils sont issus.

Elle est enfin intrinsèquement liée à l'attachement à la terre et aux lieux qu'expriment les sociétés locales, à la valeur attribuée au matériel et à l'immatériel... au ciment et au béton.

- ¹ Dans le cadre de ce projet gouvernemental, d'autres logements seront également construits à Porto-Novo (250), Parakou (500) et dans 11 autres villes du pays (20).
- ² Une enquête réalisée en 2012 auprès de ménages béninois vivant à l'étranger révèle que la majorité des transferts d'argent envoyés sont destinés d'abord à la consommation courante (30%) puis à un projet immobilier (23%), loin devant l'éducation (6%) ou la santé (4%) (INSAE, 2012).
- ³ Il existe d'ailleurs le décret n°2005-482 du 04 Août 2005, très peu suivi, dont l'article 2 stipule que: «La conception et la réalisation de toute infrastructure sociocommunautaire, de tout logement social, de tout bâtiment des services, doivent justifier de l'utilisation, au moins à 25% de leur valeur, de matériaux locaux ou de matériaux produits sous licence béninoise.»
- ⁴ Sources: enquête M. Lozivit, Les filières de récupérations à Cotonou (Bénin), Working paper, IRD, non publié.
- ⁵ Le nom «Parcelles Assainies» rappelle le programme de la Banque mondiale qui avait pris l'initiative de distribuer dans les années 1970 des parcelles viabilisées, avec tout-à-l'égout et raccordement (OSMONT 1995).

LA VIE SOCIALE DU CIMENT

Partie 3

ESTD - JESUS POWER
DEPOT CEMENT
101/1015/081/008 - 06/11/2008
110 310151



L'histoire des Trois Petits Cochons a nourri l'imaginaire de l'habiter de millions d'enfants. Ce conte du 18^e siècle, revisité et adapté par Walt Disney en 1933, nous apprend que les maisons de paille et de bois ne valent rien. Que seule celle fabriquée de briques et de ciment peut résister au loup et donc, par métaphore, à tout danger et aléa. Le ciment, à travers cette fable et dans l'imaginaire collectif, est chargé de valeurs. Cette troisième partie est l'occasion d'aborder ces blocs de ciment en tant que pièces assemblées de vies, et donc de se placer à hauteur d'habitants pour comprendre la symbolique que revêt le béton. Depuis les travaux de l'École de Manchester, les villes africaines sont envisagées comme «laboratoires de changement» (BALANDIER 1985) et passées au microscope (GIBBAL 1981). Les travaux des anthropologues et sociologues de l'urbain sont ici convoqués pour saisir la fabrique urbaine d'en bas, autrement dit cet «urbanisme subalterne» (ROY 2011), caractérisé par l'agencéité des habitants qui ont le pouvoir d'agir et de façonner leurs espaces de vie, à travers l'acte de construire notamment. Cette partie s'inspire donc du tournant ethnographique effectué dans les



PAGE PRÉCÉDENTE:
POUDRE DIVINE,
PORTO-NOVO, 2017
[© ACML].

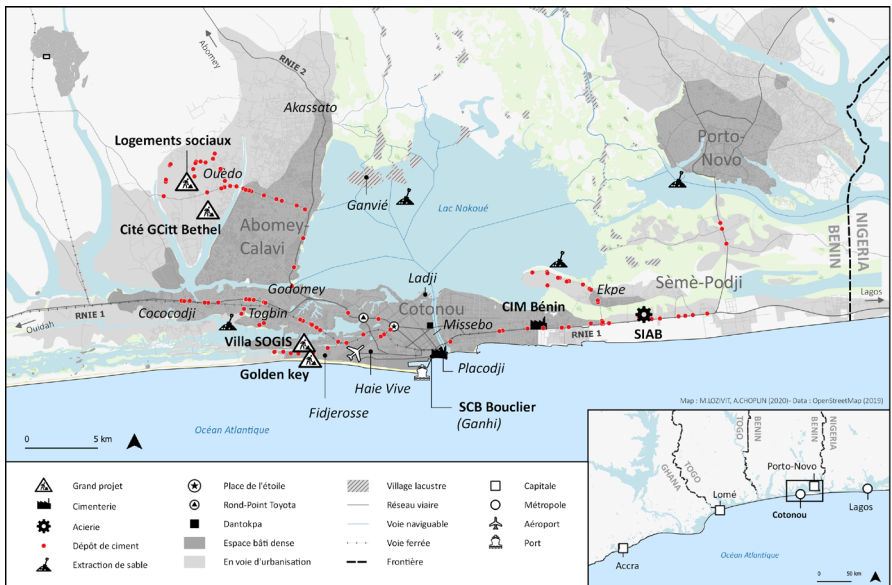
LA MAISON DE CIMENT,
LES TROIS PETITS
COCHONS, WALT DISNEY,
1933.

études urbaines – *ethnographic turn in global metropolitan studies* (ROY et ONG 2011: XV) – qui place la focale sur les pratiques et les discours des habitants. Elle se veut habitée des témoignages de personnes rencontrées pour comprendre leur rapport à ville, au quartier, à la maison. La parole est donnée aux propriétaires, dont j'ai pu suivre les chantiers, mais aussi aux locataires avec lesquels je me suis entretenue dans plusieurs quartiers de Cotonou, Porto-Novo et Lomé. La littérature et les films qui ont pour décor Lagos ou Accra représentent d'autres sources précieuses, mobilisées pour comprendre les identités et imaginaires citadins qui se redéfinissent dans un contexte d'internationalisation des villes africaines (MBEMBE et NUTTALL 2004; DE BOECK et BALODJI 2016; OGUNYANKIN 2019). Ces témoignages montrent que riches comme pauvres ont à voir avec le béton, au cœur du mode de production de la ville et que celle-ci peut être autre que capitaliste et néolibéral. Le ciment est certes une marchandise et un business, mais il est aussi un objet d'aspiration, de désir, d'émancipation et d'affect. En ce sens, le ciment a une vie sociale.

ATTENTION CHANTIER !

Fers à béton qui dépassent, tas de graviers et sacs de ciment éventrés, échafaudages aux étais branlants... le corridor urbain s'apparente à un immense chantier. À côté du matériel empilé dans un coin de la parcelle, des hommes et de jeunes adolescents, torses nus, s'échinent à retourner sable, ciment et eau. Plus loin un gardien erre. Il a l'air hagard du «broussards» tout juste arrivé du village, certainement appelé par la famille en ville pour surveiller les matériaux. Qui sont ces hommes (et rares

COTONOU EN CHANTIER, 2019 (@ACML).



femmes) qui peuplent les chantiers ? Qui travaille ? Pour qui ? Et pour quoi ? Pourquoi certains chantiers s'achèvent tandis que d'autres sont à l'arrêt ? Depuis une trentaine d'années, ces chantiers ont beaucoup retenu l'attention des chercheurs qui se sont penchés sur l'autoconstruction et l'habitat de cour en Afrique (ANTOINE 1987 ; LE BRIS 1987 ; CANEL 1990 ; DUBRESSON 2003 ; BERTRAND 2011). Alain Dubresson (2003) préfère utiliser le terme plus englobant « d'autopromotion » qui permet de distinguer deux logiques : celle de l'« autoconstruction » lorsque le propriétaire de la parcelle, le maître d'ouvrage, construit lui-même ou avec l'aide de parents et d'amis, et celle de l'« autoproduction » lorsqu'il délègue la maîtrise d'œuvre à un artisan-tâcheron. Cette seconde logique prédomine sur la plupart des chantiers, nourrissant de multiples emplois et rapports sociaux qui tournent autour du ciment.

Le ciment, un jeu d'enfant ?

Durant mon enfance, j'ai passé de nombreux après-midi à « jouer au ciment », avec mon frère, dans un bac à sable que mon père nous avait construit. « Jouer au ciment », cela voulait dire mélanger du sable avec de la terre, un peu de ciment et de l'eau. Ensuite, armés de truelles, nous tournions et retournions cette bouillasse, puis faisons semblant de faire sécher des briques et de dresser des murs. Bien sûr, cela ne prenait jamais ou mal. Quelque 30 ans plus tard, je découvre mon père avec mon fils aîné de 7 ans, en train de lui apprendre à « faire du ciment ». « Tu mélanges un peu de ciment, le double de sable, du gravier et de l'eau. Tu vois, c'est facile », m'explique mon fils tout sourire, en reprenant les propos de mon père. Un véritable jeu d'enfant...

Ces images me reviennent en mémoire alors que j'arpente des chantiers dans les périphéries de Cotonou, Porto-Novo et Lomé, et que mes différents interlocuteurs confessent que l'utilisation du ciment est un « jeu d'enfant ». L'engouement pour ce matériau viendrait de son apparente simplicité. Nul besoin d'avoir fait l'école ou même de savoir lire pour couler du béton. Les dosages sont connus de tous, y compris des femmes (dont 67 % sont analphabètes au Bénin), grâce aux sacs sur lesquels sont dessinés des pictogrammes explicatifs : 1 brouette de ciment, 2 brouettes

de sable et 3 brouettes de gravier pour faire du béton, et le tour est joué.

En réalité, «faire du ciment» s'avère bien plus complexe. Produire cette matière est éminemment technique et relève d'un processus d'industrialisation poussé. C'est là tout le paradoxe de ce matériau, extrêmement complexe à produire mais qui, acheté et «prêt à l'emploi», est facile d'usage. Ou du moins en apparence. Car, faire couler du béton nécessite une certaine qualification, comme le rappelle Bonaventure, chef maçon. Je le rencontre alors qu'il assiste à la soutenance de mémoire d'Olivier, mon étudiant de licence qui a conduit des recherches sur le secteur de la construction à Abomey-Calavi. Bonaventure présente un profil atypique: titulaire d'une maîtrise en chimie et biologie à l'Université d'Abomey-Calavi, il a développé sa propre activité de maçon dans le bâtiment: «Quand j'avais 7 ans, j'ai commencé à aider mon père, maçon. On faisait ça pendant les vacances. Mon père m'a transmis ses connaissances» (Abomey-Calavi, 28.05.2019). Après le lycée en 2013, il est venu faire ses études supérieures à Cotonou où il a loué une petite chambre près de l'université. Le propriétaire l'a rapidement mis en contact avec un chef-maçon qui l'a employé:

En parallèle des études, j'aidais sur des chantiers pour me faire de l'argent. Puis mon propriétaire m'a peu à peu confié des chantiers chez lui, puis recommandé à ses amis en tant que chef-maçon.

Plusieurs niveaux de savoir concernant la construction coexistent. D'un côté, le sens commun fait que tout le monde sait plus ou moins comment faire du ciment, mais, d'un autre côté, dans la pratique, rares sont les individus capables de construire un simple mur. Par ailleurs, les savoirs ne sont pas les mêmes au village et en ville, où il faut pouvoir construire des maisons à étages. Bonaventure explique qu'«en ville, une maison sur deux est à étage contre une sur 10 au village. Et si au village, on peut faire jusqu'à 40 briques par paquet, à Cotonou, on est plutôt autour



EN HAUT, PICTOGRAMMES CIMBÉNIN, 2020 (@H. DATO); EN BAS, UNE ÉCOLE D'ONIGBOLO, 2018 (@ACML).

de 30 briques.» En ville, les clients ont des budgets plus importants et l'usage est de faire appel à un artisan. Certains propriétaires font venir des connaissances ou cousins, maçons originaires de leur village d'origine, moins chers et en qui ils ont confiance. Ces maçons de villages sont généralement logés par le propriétaire jusqu'à la fin des travaux. Il n'est pas rare que certains d'entre eux ayant fait leur preuve finissent par s'installer en ville.

Pour Ernest et Claude, chef-maçons rencontrés à Fidjérossé, la plupart des clients «savent globalement quels matériaux on utilise pour faire du ciment, les différentes phases pour construire leur maison, mais ça s'arrête là». Il ne suffit pas de savoir couler une brique, il faut aussi maîtriser le temps de séchage, respecter les étapes, planifier la pose du béton, autrement dit des compétences qui ne sont pas à la portée de tous.

Nous, les professionnels, nous ne détaillons pas trop aux propriétaires nos techniques, car ils vont s'en servir pour ensuite embaucher eux-mêmes des aides-maçons et leur dire: «faites comme ça, c'est comme ça qu'il faut faire» — explique Claude — Quand ça marche, ils vont dire qu'ils ont construit sans techniciens, mais les bâtiments ne sont pas construits correctement. Ils mettent en danger les ouvriers, les voisins.

Claude et Ernest ne rigolent pas avec le respect des règles et des normes. S'il y a un problème, ils peuvent être poursuivis en justice et mettre en jeu leur réputation. Sur le chantier, Claude observe ses hommes:

Il y a 6 apprentis maçons, et 2 apprentis qui préparent les fers. Ils sont en formation. Moi je veille à ce que tout le monde fasse bien son travail.

Ces apprentis sont jeunes, 10-12 ans peut-être. Pas grands. Du moins pas assez pour soulever les seaux de béton et les brouettes de sable. Les apprentis fournissent la main-d'œuvre: ils arrêtent l'école très tôt (avant 13 ans) pour suivre un maçon, généralement un membre de la famille ou une connaissance, qui les accepte sur le chantier. Ils ne sont pas rémunérés. Bien au contraire, la famille paie le maçon pour que celui-ci les prenne sous sa coupe. La première année de l'apprentissage est consacrée à observer, avant de commencer à monter des murs la



CHANTIER, FIDJERSSÉ,
2018 (@ACML).

deuxième année, sous l'œil attentif du chef-maçon, et enfin à construire seul à partir de la troisième année (GRA 2019). Cet apprentissage pourrait être beaucoup plus rapide, mais il ne justifierait pas le versement d'une somme d'argent durant les trois ans d'apprentissage. Comme cela a pu être observé en Europe (JOUNIN 2009), les chantiers sont très hiérarchisés et chacun a une place déterminée: le chef-maçon qui détient le savoir est au sommet tandis que les aides-maçons et apprentis, tout en bas, se contentent d'exécuter les ordres. Les ouvriers sont payés 2 000 FCFA. Le chef-maçon, qui peut tout aussi bien être concepteur du plan, chef de chantier et contrôleur des travaux, est payé à l'étape: 350 000 pour les fondations, 200 000 pour le rez-de-chaussée, 100 000 pour la dalle. «ça, c'est hors matériaux. Sur ça, je paie les ouvriers, et garde le reste pour moi», explique Claude.

Ernest, à côté de Claude, sort son smartphone pour nous montrer, tout fier, les plans de la future maison qu'il a dessinés lui-même avec ArchiCad, un logiciel d'architecture en 3D libre et gratuit:

Au rez-de-chaussée, on va faire deux appartements pour la location. Et à l'étage, c'est pour le propriétaire — explique-t-il — Il vit en Suisse. Il veut quelque chose un peu à l'européenne, avec des baies vitrées pour avoir de la lumière.



PLAN DE LA MAISON
DESSINÉE PAR ERNEST,
2019.

Ce chantier, comme la grande majorité, n'est pas déclaré, ce qui représente d'énormes pertes pour l'État. Au Bénin, rares sont les maçons qui disposent d'un numéro IFU – Identifiant Fiscal Unique – et s'acquittent des taxes. «Si je dois payer les taxes, je vais devoir augmenter les prix, donc j'aurais moins de clients», calcule Bonaventure. Pourtant, à choisir, il préférerait être en règle car «c'est un gage de sérieux pour les propriétaires. Ils se disent que s'il y a un problème, tu ne peux pas désertter comme ça, ils vont te retrouver». Les malfaçons et erreurs sont en effet fréquentes: absence de fondation, oxydation des fers, pose en biais... Les architectes et ingénieurs font clairement défaut dans les quartiers populaires et périphériques. Il faut enfin souligner que les propriétaires investissent moins lorsque la construction est destinée à la location plutôt qu'à un usage personnel.

Les suivis de chantiers montrent que le secteur se structure, les savoir-faire circulent, les normes se multiplient et commencent à être respectées. Le ciment et les chantiers ne sont pas/plus des jeux d'enfants.

De briques et de broc

Le terme de «brique» est utilisé en Afrique francophone pour désigner les blocs de bétons manufacturés (BBM), communément «parpaings» en France ou *blocks* en Afrique anglophone. Sur les parcelles, les parpaings cassés ou effrités sont nombreux. Cela s'explique par la mauvaise qualité du ciment et du sable, par le faible dosage en ciment et par le milieu qui malmène ces briques. Le contexte lagunaire oblige à adapter

Devant les vitres, on discerne des colonnes, façon grecque, et aux murs, du carrelage. Ernest est rémunéré à hauteur de 8 à 10% de la somme totale du chantier. Il a recruté les artisans.

Il y a le chef-maçon, le plombier, le vitrier, le menuisier — énumère-t-il — Le chef-maçon ne sait pas lire ces plans-là en 3D, alors je lui explique autrement. On se comprend, ça fait longtemps qu'on travaille ensemble.

la construction et à porter une attention particulière aux fondations. En réalité, peu de constructions font l'objet de suivi par des personnes ayant des connaissances approfondies sur ce milieu fragile. Le sable lagunaire est utilisé indifféremment, alors même qu'il présente des taux de salinité élevés qui peuvent entraîner la rouille des chaînages et fer à béton. De façon surprenante, le choix du ciment ne semble lui aussi n'avoir que peu d'importance: les individus utilisent de façon indifférenciée telle ou telle marque, tel ou tel sac. Ils semblent peu informés sur les différentes qualités et gammes. «Nous, on vend quoi? On vend de la résistance!», explique le Directeur général de l'usine SCB Lafarge (Onigbolo, 21.11.2017) qui rappelle que le ciment le plus utilisé et vendu est le CPJ 35¹. Son concurrent, le Directeur de Nocibé, pointe justement du doigt le ciment CPJ 35, qu'il juge de piètre qualité:

Ce type de ciment n'existe plus en Europe depuis 30 ans. Depuis 1994, il y a des normes internationales clairement définies et suivies dans le monde. On est très en retard ici: on ne respecte pas ces normes.

Le CPJ 35 correspond au CEM II 32,5, autrement dit le ciment le moins résistant, conseillé pour la petite maçonnerie. Dangote commercialise quant à lui le sac 42.5R «Dangote 3X Cement» («*Xtra strong, Xtra life and Xtra yield*») qui est plus résistant que le ciment CPJ 35 vendu par les concurrents SCB Lafarge, SCB Bouclier et Cimbénin.

La qualité des briques tient aussi à celui qui les fait. Trois possibilités s'offrent à celui qui démarre un chantier: soit le chef-maçon réalise lui-même les briques; soit les briques sont achetées déjà faites auprès d'une briqueterie; soit le propriétaire fait appel à un briquetier qui vient sur place les fabriquer. Cette dernière option est celle pour laquelle optent les ménages les plus modestes, qui ont l'intention de lancer le chantier, mais qui n'ont pas encore réuni suffisamment d'argent. Ils se contentent alors de faire quelques briques après avoir acheté des sacs de ciment. Le mélange se fait à la pelle, faute de bétonnières, très rares. Les briques sont ensuite séchées dans un coin de la parcelle. Elles se dégradent vite et sont parfois de mauvaise qualité, comme l'explique Bonaventure: «Si les briques sont déjà faites, je suis obligé de les tester avant de les



STOCKS POUR LE FUTUR
 CHANTIER, LADJI, 2018
 (@ACML).

utiliser. Et souvent, je suis obligé de les refaire.» Bonaventure veut en effet éviter que le chantier soit mis en péril à cause de ces briques de mauvaise qualité et qu'il soit accusé d'être la source des problèmes. Il rapporte que certains propriétaires veulent faire des économies. Ils diminuent alors la dose de ciment et le nombre de fers en béton. Certains maçons n'hésitent pas à modifier les dosages et à diminuer le liant. Bonaventure déplore les pratiques de ces artisans peu scrupuleux ou sans qualification.

Certains clients nous demandent de faire plus de briques pour réduire les coûts. Le problème c'est que les briques sont moins résistantes avec le temps. Elles s'effritent plus vite, et le bâtiment peut s'écrouler.

La mauvaise qualité des briques et la méfiance vis-à-vis des briquetiers expliquent que les entreprises de fabrication de parpaings se multiplient. Ce marché va de pair avec l'activité de promotion immobilière qui se structure. Il vise principalement les particuliers souhaitant construire leurs maisons individuelles.

Il y a trop de problèmes sur les chantiers pour faire construire: tu ne sais jamais la quantité de ciment que ton maçon met pour faire les briques. C'est connu que

certains font les briques avec moins de ciment et gardent le reste pour eux. Et puis souvent, y a de la casse, les briques ne sont pas de bonne qualité. Moi, je préfère les acheter déjà faites. J'ai l'esprit plus tranquille. Je ne suis pas obligé d'être toujours derrière mon maçon. (François, Calavi, 02.12.2016)

M. Jihad, propriétaire de la société SOREMAC, est l'un des principaux grossistes en matériaux de construction de Cotonou. Il vient d'ouvrir la SOCIMAT, société de fabrication de briques à Calavi. Son objectif est de développer une société de promotion immobilière, pour laquelle il pourrait fournir des briques et des matériaux de construction. Il développe actuellement des partenariats avec la banque Société Générale qui l'a aidé à acheter le terrain, à ouvrir la quincaillerie et la briqueterie. Il est également soutenu par le groupe Heidelberg:

Heidelberg nous a financé les silos pour la briqueterie. Ils nous donnent également le label Heidelberg Ciment pour la vente des briques. En contrepartie ils ont un droit de regard sur la vente, sur la qualité des produits. Ce label est un gage de qualité — explique-t-il — Acheter les briques déjà faites, c'est une économie de ciment pour les clients. Une maison, normalement c'est 40 à 50 tonnes de ciment, mais ici, il y a beaucoup de perte lors de l'ouverture du sac, du mélange à l'air libre. On perd du matériau. Ici pour faire une maison, il faut 100 tonnes ! (Cotonou, 06.03.2018)

Acheter des briques préfabriquées permettrait de faire baisser les coûts des chantiers. Les Nigériens semblent avoir déjà fait le calcul car les vendeurs de briques sont très nombreux de part et d'autre des principales

À GAUCHE, PUBLICITÉ
SOCIMAT FABRICANT DE
BRIQUES, CALAVI, 2018;
À DROITE, VENDEUR
DE BLOCKS DANS LA
BANLIEUE DE LAGOS,
2018 (© ACML).



voies de communication et dans les périphéries des villes, beaucoup plus qu'au Bénin et au Togo. Le parpaing, tel le lingot des pauvres, est révélateur des moyens de celui qui fait construire.

LA PARCELLE ET LE PARPAING

«Avoir son chez», je construis donc je suis

«Je veux mon “chez”», «Quelqu’un qui n’a pas construit n’existe pas, même si tu as plein d’argent», «On n’est à l’aise que chez soi», «Il faut avoir la maison avant de faire autre chose». Ces phrases ponctuent mes carnets de terrain. Un terrain, voilà justement ce dont rêve la majorité des individus rencontrés. Et mieux que le terrain, il y a le terrain bâti. En Afrique de l’Ouest, avoir «son chez» renvoie à la notion de propriété et permet d’appartenir aux groupes des «propriétaires» et «acquéreurs». À Cotonou et Lomé en particulier, on a pu constater «l’obsession d’habiter sa propre maison» (ASSOGBA 2011). Plus encore que d’être propriétaire, construire par soi-même est une marque de reconnaissance sociale, impose le respect et la fierté, en particulier pour ceux qui parviennent à construire des étages (CORALLI et HÉNOUDÉ 2013). Il est ainsi fréquent de trouver une pancarte au milieu d’une parcelle indiquant le nom du propriétaire et, à son pied, entreposés, les indices d’un futur chantier (sacs de ciment ou briques). Plusieurs travaux ont montré l’importance que revêt l’acte de construire, au Sénégal (MELLY 2017), en Tanzanie (MERCER 2014), au Ghana (CASSIMAN 2011; PELLOW 2008), au Congo (DE BOECK et BALOJI 2016), au Mozambique (NIELSEN 2011). À Accra, plusieurs formes résidentielles coexistent, et notamment celles collectives comme les *compounds*, *family house* et *self-contained flats* qui permettent la cohabitation locative de ménages non apparentés (BERTRAND 2011; ARDAYFIO-SCHANDORF 2012). Faire construire et posséder sa propre maison particulière, sur un terrain formel ou non, est l’une des principales dynamiques à l’origine de la production de la ville ouest-africaine. Cette dynamique a pour conséquence

d'alimenter la vente de parcelles et la spéculation foncière. Dans les zones périurbaines, le prix des parcelles a connu une augmentation vertigineuse. Pour la commune d'Abomey-Calavi, les prix ont été multipliés par 10 entre 2000 et 2010 (GLÉLÉ 2015). Les prix varient en fonction des risques d'inondation, de la proximité de la voie mais aussi du titre foncier, reconnu ou non. Accéder à la propriété reste compliqué tant il est difficile d'acquérir des titres fonciers formels dans la région (cf. pour Lagos, SAWYER 2016; pour le Bénin, LAVIGNE DELVILLE 2010; CHABI 2013; SIMONNEAU 2017; pour Accra, BERTRAND 2011). Au Bénin, seule la possession d'un Certificat de Propriété Foncière (loi 2013-01 du 14 janvier 2013) confère la propriété légale d'un bien. Or, la majorité des habitations en est dépourvue. L'insécurité foncière est forte, liée à l'existence d'un droit coutumier qui subsiste, détenu par les populations autochtones. Suivant ce droit, dans de nombreux endroits, les sages, le chef ou le conseil du village décident de l'attribution des terres à de nouveaux «acquéreurs». Ces derniers obtiennent le droit d'occuper le terrain, mais non un titre foncier formel, qui aurait fait l'objet d'une procédure d'immatriculation et donc de reconnaissance par l'État. C'est ainsi qu'en Afrique comme dans la plupart des villes du Sud, l'informalité est devenue la règle plutôt que l'exception, que ce soit en termes d'activités économiques, de foncier et d'habitat ou pour faire face à l'insécurité (ROY 2005; MURRAY et MYERS 2007; WATSON 2009). L'informalité foncière n'est pas le seul apanage des habitants des bidonvilles; les classes moyennes et supérieures y ont également recours quotidiennement. Dans son roman *Americanah*, l'écrivaine Chimamanda N. Adichie (2016) narre avec finesse les transactions douteuses qu'elle observe à Lagos parmi la classe moyenne nigériane.

On construit autant pour devenir propriétaire que pour ne plus être locataire. La location est souvent perçue comme une réelle contrainte, soumission et dépendance vis-à-vis du propriétaire. Faute de textes de loi régissant les clauses locatives, il est fréquent que les propriétaires abusent des locataires en augmentant sans prévenir le loyer, en les renvoyant sans préavis. Le 5 du mois, jour du paiement du loyer, est une date crainte par tous les locataires. Certains relatent de douloureuses expériences, comme Edgar:



Quand je n'arrivais pas à payer à temps, parce que je n'avais pas encore touché mon salaire, le propriétaire m'embêtait, y compris devant mes enfants. C'est pour moi aujourd'hui encore un moment inoubliable, pénible.

À GAUCHE, CHANTIER LADJI, 2018; À DROITE, STOCK DE BRIQUES, COTONOU, 2019
[© ACML].

Le sentiment d'insécurité est souvent invoqué. « Le propriétaire ne comprend pas quand tu as des difficultés pour payer, si ta fille a été malade dans le mois et que tu as dû acheter les médicaments », explique Lina. En outre, devenir locataire coûte cher : il faut payer une caution pour l'eau et l'électricité, et généralement 6 mois de loyer pour protéger les propriétaires des mauvais payeurs. À Lagos et à Accra, demander six mois de loyer d'avance, voire un an, est fréquent. Dans le deuxième épisode de la web-série *An African City*, l'héroïne Nana Yaa, une *returnee* tout juste revenue d'Angleterre où elle faisait ses études, est en quête d'appartement à Accra. L'agent immobilier lui présente un appartement au prix de 2 000 dollars par mois et lui annonce qu'elle doit payer cash deux ans d'avance. Idem dans le roman *Americanah* (ADICHIE 2016) : l'héroïne Ifemelu trouve un appartement dans une vieille maison qu'elle doit entièrement rénover et signe un chèque pour deux ans de loyer. Dans certains quartiers, les montants des loyers avoisinent, voire dépassent, ceux des grandes métropoles occidentales. Richard Grant (2009) rappelle qu'à Accra, des bulles immobilières coexistent sans être aucunement liées l'une à l'autre : le marché des logements réservés aux expatriés travaillant dans les mines et hydrocarbures, aux retournés et aux élites dirigeantes est en complet décalage par rapport aux réalités et demandes locales. Cette pratique qui consiste à demander 6 mois de loyer d'avance au Ghana et au Nigeria s'est

généralisée au Bénin et au Togo sous l'influence des migrants, perturbant complètement le marché local. Dès lors, certains individus font le calcul: plutôt que payer 6 mois ou 1 an de caution, ils font le choix d'acquérir une parcelle dans les périphéries de Lomé ou Lagos, ou d'acheter du ciment, comme l'explique Bienvenue:

Si tu dois payer un loyer de 50 000 FCFA par mois (75 €), il faut avancer un an de caution, donc 600 000 FCFA plus 100 000 de caution pour l'eau et l'électricité. Ça fait 700 000 FCFA. Eh bien c'est le prix d'un terrain ou de 10 tonnes de ciment.

Pour échapper à ce climat d'insécurité, conflictuel et de promiscuité, nombreux sont les individus qui cherchent à construire leur propre maison. Dès que l'opportunité d'acquérir une parcelle se présente, ils n'hésitent pas à l'acheter: «tu souffres peut-être mais tu as ta maison. Et mieux vaut souffrir pour devenir soi-même propriétaire que d'être harcelé par le propriétaire», explique Galbert, qui vient d'inaugurer sa maison. Il dit avoir été impatient:

J'ai intégré la maison avant d'avoir fait les finitions. J'ai fermé les fenêtres avec des tôles, le temps de trouver l'argent pour acheter des claustras. C'est toujours mieux que d'être locataire.

La ville incrémentale: «construire un peu un peu»

«Je construis ma maison un peu un peu», telle est l'expression utilisée au Bénin pour dire que le chantier «évolue» et donc avance. En Afrique, la ville se construit au jour le jour, brique par brique, au gré des grands projets étatiques et envies des élites, mais aussi et surtout des rentrées d'argent au sein des ménages les plus modestes. Il s'agit donc d'une ville incrémentale, ce dont rendent compte de nombreux travaux portant sur les quartiers précaires et périphéries des villes du sud (McFARLANE 2011; ALLEN 2015; CLERC 2017; VAN NOORLOOS 2020). De «nouveaux mondes urbains» prennent forme au gré de l'arrivée des réseaux et des pratiques des habitants qui font avec et plutôt bien souvent «sans», dans un mélange d'improvisation, de bricolage et de précarité, que Simone et Pieterse (2017) nomment le *makeshift*. La production incrémentale de l'urbain

est clairement identifiable dans les interstices urbains du corridor, dans les quartiers pauvres d'Accra, comme l'a bien montré Jonathan Silver (2014) comme dans les périphéries des autres villes. Claire Mercer (2020: 79) parle d'«efforts incrémentaux» pour évoquer les classes moyennes des quartiers périphériques de Dar Es Salam qui construisent leurs maisons. Pour les plus pauvres qui ont difficilement accès au système bancaire ou se montrent méfiants vis-à-vis des crédits contractés auprès d'une banque², acheter des sacs de ciment et faire construire au fur à mesure est un moyen de thésauriser de l'argent (Agossou 2011). Un sac de ciment est une épargne: s'il vaut 3 500 FCFA à l'achat, il en vaut potentiellement beaucoup plus dès lors que la poudre est mixée à de l'eau et du sable. Une fois coulé, il matérialise le passage du foncier à l'immobilier et *in extenso* la création d'un patrimoine. «Quand je ne serai plus là pour mes enfants, il restera la maison», rappelle François qui vient d'achever son chantier. «Ici, pour faire de l'argent, tu achètes des parcelles, tu construis un bien et tu loues», confie Igor (Cotonou, 21.07.2016). En Afrique comme ailleurs, la conversion des terres permet de solidifier l'épargne, ce qui entraîne une grande consommation de terres et d'espaces (DENIS 2016). Sur la dizaine de chantiers suivis entre 2016 et 2018, les propriétaires ont longuement expliqué combien ces derniers «occupent trop l'esprit», à cause des conflits avec les voisins, héritiers et possibles autres acquéreurs, et surtout avec les maçons, souvent accusés de gonfler les prix, de retarder les chantiers ou de voler le matériel. Faire construire suppose de suivre soi-même le chantier qui peut s'étaler sur de nombreuses années. L'abandon est un phénomène répandu (environ 15% dans nos zones d'enquêtes). Cela s'explique par les coûts de la construction, souvent sous-estimés au départ par les propriétaires. Ces derniers ont bien en tête le prix des matériaux de construction, mais ils oublient la location du matériel, comme un moule à briques et plus rarement une bétonnière, ainsi que le coût de la main-d'œuvre (10% du coût de la construction). Au final, si le ciment est l'élément principal de la construction, son achat ne représente que 30% du coût total. La temporalité du chantier est loin d'être linéaire et difficile à anticiper comme en rend compte Morten Nielsen (2011) à partir des maisons à Maputo qui ne partent de rien (*casa de raiz*). François

a acheté une parcelle en 2004. Il lui aura fallu 3 ans pour rembourser la somme de la parcelle 1,5 million FCFA et 6 ans pour mettre l'argent de côté afin de commencer les travaux en 2010.

J'ai acheté une tonne de ciment et fais faire les briques. Puis une tonne encore après. Après les briques, je me suis reposé pour trouver des sous.

Au total, entre l'achat en 2004 et l'entrée dans les murs, près de 13 ans se seront écoulés. Il estime avoir dépensé 2,5 millions de FCFA. «Et ce n'est pas encore tout à fait fini», explique-t-il.

Elinor, 26 ans, propriétaire d'une boutique de tissus dans une des artères les plus commerçantes de Cotonou, chérit le rêve de construire. Elle a acquis une parcelle à Ouédo, dans la zone où l'État a lancé les projets de logements sociaux. Lors de notre première visite, elle explique qu'elle n'a pas eu besoin d'architecte, car dit-elle «j'avais tous les plans dans la tête» (Ouédo, Calavi, 13.10.2017). Elle décrit son chantier: «J'ai un bon chef maçon. Au début j'étais très présente et je l'ai guidé pour avoir ce que je voulais.» Pour les matériaux de construction, c'est elle qui gère les achats et s'approvisionne à la quincaillerie la plus proche.

Un an plus tard, alors que son chantier s'achève, Elinor confesse avoir eu une attitude méfiante vis-à-vis du maçon pour éviter qu'il ne grossisse les





LA MAISON D'ELINOR
EN 2018 (@ACML).

prix ou récupère des matériaux pour lui-même. «J'évite par exemple de venir avec de l'argent sur le chantier. Autrement, t'es tentée de donner ce qu'ils demandent», explique-t-elle. «J'évite au maximum de les laisser faire seuls.» Elle confie une anecdote:

Un jour on avait besoin de gravier, le maçon me disait 75 000 FCFA, je lui ai donné l'argent. Mais sur la route, à côté, j'ai rencontré un vendeur, lui m'a dit 55 000 la tonne. J'ai repris l'argent et je suis allée acheter moi-même le gravier.

Elle explique être toujours sur ses gardes:

Au début les ouvriers disaient qu'il fallait 6 tonnes de ciment pour le mur d'enceinte. J'ai compté avec eux le nombre de briques par m² à mettre sur toute la longueur du terrain, on est arrivé à 4 tonnes ! Et ça a été pareil avec les fers à béton.

Ces déboires font partie du quotidien des chantiers.

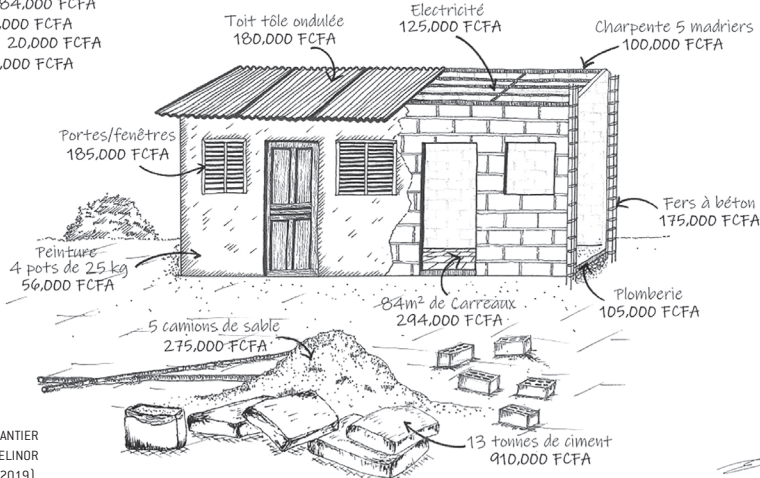
Si t'es pas vigilant, ça te coûte les yeux de la tête ! En plus si t'es une femme célibataire, il faut montrer que tu connais pour être sûre de ne pas te faire avoir.

À l'heure du bilan, elle aurait dépensé près de 3 millions FCFA pour la construction (soit 4 500 € pour une maison), alors qu'elle évaluait initialement les dépenses autour de 2 millions. À cela s'ajoute le prix du terrain,

2,959,000 FCFA

Matériaux et main d'oeuvre

- Maçon 275,000 FCFA
- Electricien 20,000 FCFA
- Plombier 35,000 FCFA
- Carreleur 84,000 FCFA
- Vitrier 75,000 FCFA
- Ferrailleur 20,000 FCFA
- Divers 30,000 FCFA



soit 5,8 millions FCFA en tout (soit près de 9 000 €). Elle a adapté son projet au fur et à mesure « Dès que j'avais un peu d'argent, j'achetais du sable, du ciment ».

Galbert reprend cette idée de construction incrémentale:

On ne finit jamais sa maison. Avec quelques primes de fin d'année, tu achètes du ciment et dépenses jusqu'à avoir du carrelage partout.

À Lagos, l'écrivaine Adichie rappelle que « la construction de (sa) maison a réclamé des trésors d'ingénierie, des tombereaux de sable et des opérations de terrassement pour éviter que la structure ne s'enfonce. En cours de chantier, mes proches passaient régulièrement pour vérifier l'avancée des travaux. Si vous lancez des travaux de construction, vous devez être là, sinon les artisans vont vous poser le carrelage à la hussarde ou traiter les finitions par-dessus la jambe. Lagos est une ville pressée où l'on ne finisse pas » (2). Ainsi résume avec philosophie Norbert:

Tout le monde cherche son «chez». Dès que tu commences à travailler, tu veux ton «chez», donc tu te serres la ceinture. Tu économises petit à petit pour avoir d'abord la parcelle, puis te construire ta maison. Finalement, souvent, tu termines tout cela quand tu arrives à la retraite et c'est à ce moment-là que tu meurs, quand tu prends possession des biens.

Ces suivis et témoignages soutiennent que construire est l'histoire d'une vie. Ils révèlent également la vitalité de tous ces petits métiers informels liés au bâtiment, mais aussi la fragilité de cette ville incrémentale qui repose sur l'autoconstruction et l'autopromotion, sur l'auto-emploi et des rapports monétaires et/ou de domination entre individus. La moindre crise locale (tensions politiques), régionale (fermeture des frontières), internationale (ralentissement économique ou chute des cours des matériaux) a des impacts immédiats sur ce type d'emplois et de relations, et sur la ville qui est produite.

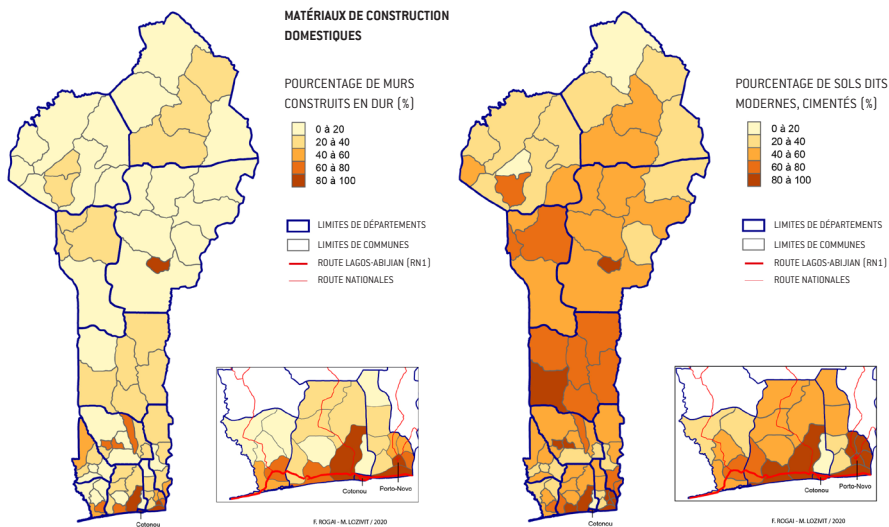
Droit au ciment pour un droit à la ville

Après les denrées alimentaires, le ciment est le deuxième produit acheté pour faire face aux aléas de la vie urbaine et à l'urgence. Il est ainsi une matière refuge, que l'on stocke dès que l'on peut, que l'on offre quand c'est possible, comme le font les migrants qui envoient de l'argent pour payer les frais de scolarité ou paient des sacs de ciment pour contribuer à l'effort domestique de ceux restés au pays.

Depuis longtemps, le ciment permet de distinguer le milieu rural – le village ou la brousse – du milieu urbain. Dans l'imaginaire collectif,

MATÉRIAUX SELON
LE MILIEU EN %
(INSAE, RGPH, 2013).

	RURAL	URBAIN	COTONOU
MURS EN CIMENT	24	63	86
MURS EN TERRE	61	26	7
TOIT EN TÔLE	80	84	81
TOIT EN PAILLE	15	5	5
TOIT EN DALLE	X	X	13
SOL EN CIMENT	46	76	81
SOL EN TERRE/SABLE	49	17	X
SOL CARRELÉ	1	6	14



USAGE DU CIMENT, BÉNIN
 (© F. ROGAI, 2020).

cette distinction va également de pair avec une autre plus fondamentale entre «traditionnel» et «moderne». La terre, la paille, le bois renverraient aux matériaux traditionnels et donc au village, où vivent les broussards (le *gletanu* comme on dit en fon, littéralement celui qui vient des champs et terme utilisé pour désigner une personne ignorante). À l'inverse, le ciment, les tôles, les tuiles, les carreaux sont considérés comme modernes et renverraient à la ville, et par extension, à la civilisation, aux Hommes «évolués» et lettrés (*akowé*). Cette distinction entre ville de ciment et village de terre perdure si l'on en juge par les statistiques.

Le ministère béninois du Cadre de Vie et du Développement Durable distingue lui aussi «l'habitat traditionnel», avec murs en terre et toit de chaume ou de tôle, de l'habitat de type «moderne» (murs construits avec des briques à base de ciment, sol cimenté et parfois recouvert de carreaux, toit en tôle, en dalle ou en tuiles). Aussi, dans l'imaginaire commun comme dans les définitions officielles, le ciment est signe de la ville, de la modernité, de la richesse et de la civilisation, du moins autant que la paille, la



terre et le bambou sont perçus comme les attributs du village, de pratiques arriérées, de la pauvreté.

Par conséquent, l'usage des matériaux dits «traditionnels» est connoté en milieu urbain: la paille et le bambou renvoient aux populations pauvres et marginales qui occupent illégalement les espaces insalubres. La non-durabilité des matériaux de construction est d'ailleurs l'un des 5 critères retenus par ONU Habitat pour comptabiliser les bidonvilles (UN-Habitat 2003). La carte de Cotonou des pourcentages de maisons construites avec des murs et des sols en ciment est éclairante. Les quartiers aux plus

CONSTRUIRE POUR
LÉGITIMER SA PRÉSENCE,
COTONOU, 2018 (@ACML).



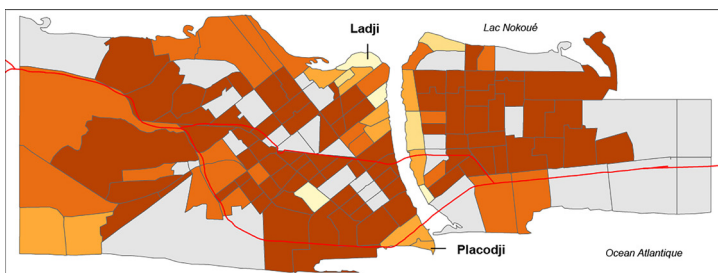
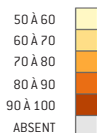
ZONE LAGUNAIRE,
TOGBIN, COTONOU, 2017
(@ACML).



QUARTIER PRÉCAIRE
DE LADJI, COTONOU, 2018
(© ACML).

faibles pourcentages de maisons en ciment sont justement localisés sur les berges lagunaires, régulièrement soumises aux inondations. Ils correspondent aux quartiers les plus précaires de la ville, comme celui de Placodji ou de Ladji à Cotonou (2) (41% des logements en bambou). À Lagos, le quartier pauvre de Makoko est lui aussi connu pour ses maisons en bois sur pilotis. Ces quartiers, aujourd'hui les plus pauvres, sont pourtant les plus anciens de ces villes, habités par les populations autochtones (*Xula* et *Toffins*) (CIAVOLELLA et CHOPLIN 2018; CHOPLIN et LOZIVIT 2019). Les matériaux locaux sont, aux yeux de tous, un signe de précarité, et pour les pouvoirs publics, les signes que ces quartiers précaires ne sont

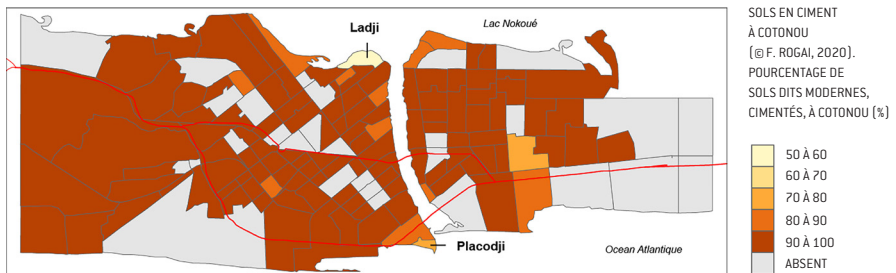
MURS EN CIMENT
À COTONOU
(© F. ROGAI, 2020).
POURCENTAGE DE
MURS DITS MODERNES,
CIMENTÉS, À COTONOU (%)



que des villages de populations « non évoluées » qui n'ont plus rien à faire dans des centres-villes modernes.

Acquérir des sacs de ciment et construire en béton revêt une signification particulière dans ces quartiers marqués par une grande précarité économique, laquelle est accentuée par de fortes pluies récurrentes. Pendant les trois mois d'inondations annuels capables de tout emporter, le béton est la seule chose qui reste. Dès qu'ils le peuvent, les ménages enduisent de ciment le sol en terre battue, puis dressent des murs en ciment. Contrairement aux maisons en terre qui doivent être reconstruites après chaque saison des pluies, celles édifiées en ciment nécessitent peu d'entretien, car « Brique ne pourrit pas ! » comme le dit le proverbe ivoirien. La tôle tend elle aussi à remplacer les toits de pailles, qui pourrissent vite et sont inflammables. Dans cette situation d'incertitude, l'usage du ciment signifie la fin des tracasseries et des surcoûts liés à l'entretien. Cela explique que la plupart des foyers, même pauvres, ont généralement un demi-sac de ciment stocké quelque part.

Face aux évictions et formes de dépossession récurrentes dans la région (GILLESPIE 2016), construire en béton est aussi un moyen d'exprimer des revendications pour une plus grande intégration à la ville (GASTROW 2017; SILVER 2014). Cet acte permet d'inscrire sa présence sur le long terme et de rompre avec l'insécurité. Ne plus lire l'indigence dans les matériaux tels que le bambou et la tôle, ne plus être à la merci des politiques de déguerpissement et des pluies, construire en dur, jeter les fondations, monter en hauteur: autant d'actes matériels qui symbolisent le fait d'exister, d'être légitime à rester ici. En ce sens, le ciment matérialise le droit d'être en ville



et d'y rester – une première pierre vers un droit à la ville (LEFEBVRE 1968). Le béton a ce pouvoir de signifier la présence, la durabilité, la légitimité. Gabriella Körling (2020) a abouti à des conclusions semblables dans son étude sur les quartiers périphériques de Niamey: construire en dur est un moyen d'être reconnu comme un citoyen «productif» et «respectable» et donc d'être légitime. D'autres travaux sur la matérialité urbaine ont expliqué comment différents documents, technologies, infrastructures, et produits de consommation peuvent être collectés pour appuyer des revendications et légitimités politiques et citoyennes (PILO' et JAFFE 2020). Francesca Pilo' (2020) a montré pour le cas des favelas brésiliennes que payer une facture d'électricité est un moyen de s'intégrer, d'avoir la sensation de faire partie de l'État et de la ville. Sylvly Jaglin (2014) et Marie-Hélène Zérah (2020) ont souligné des processus similaires de sortie de la précarité à travers l'accès à l'électricité en Afrique du Sud et en Inde. Pour Sylvly Jaglin (1995), «la lutte pour l'électricité, comme pour une maison en dur, est au fond une lutte pour le droit à la ville. Une vie sans électricité, c'est être dans la ville mais ne pas y vivre». De la même façon, pour ces populations des quartiers précaires, une vie sans béton, c'est être dans la ville mais ne pas y vivre.

MODERNITÉ, IMAGINAIRE ET EXPÉRIENCE (AFRO)POLITAINE

Désir et réussite

Si le ciment est considéré comme un produit de première nécessité, il est aussi et surtout un objet chargé de désirs. Ces derniers sont alimentés par les nouvelles figures de la réussite et du pouvoir en Afrique: footballeur, pasteurs ou chanteurs développent de nouveaux itinéraires d'accumulation et une culture matérielle ostentatoire. Des objets iconiques marquent leur succès, et en premier lieu la villa. Avec la voiture, la vidéo et les vêtements, elle fait partie des 4 «V» (BANÉGAS et WARNIER 2001), ces attributs urbains du succès qui ont remplacé ceux associés au village: les 3 B de bicyclette, boubou et bœuf (BREDELOUP 2007).

Les désirs répondent à des logiques collectives, formatés par la classe, l'âge, le genre. Les jeunes hommes (18-30 ans) expriment d'abord le désir de posséder une moto. Celle-ci est source d'autonomie, d'indépendance vis-à-vis de la famille pour les déplacements, de prestige, notamment vis-à-vis des filles. Les travaux de Guive Khan-Mohammad (2016) et Giorgio Blundo (2018) sur la symbolique véhiculée par la moto chinoise sont précieux pour comprendre la trajectoire sociale, mais aussi politique, de cet objet désormais indissociable des villes africaines. La chanson «Moto moto» du célèbre chanteur ivoirien DJ Arafat, star du coupé-décalé, décédé tragiquement et accidentellement en 2019, justement à moto, illustre parfaitement l'imaginaire que véhicule cet objet. Dans le clip, la gent féminine fortement sexualisée chevauche des deux roues à gros cylindres. DJ Arafat chante le besoin de posséder et maîtriser ces puissants corps métalliques et humains. À partir de 30 ans, une fois la moto achetée et remboursée, et alors que la personne commence à

avoir un emploi plus ou moins stable, voilà qu'il faut penser à construire. Faire construire sa maison s'apparente à un rituel de passage, symbolisant l'intronisation dans le monde des adultes d'âge mûr et responsables, coïncidant souvent au titre de «père de famille» (BERTRAND 2013). Cet acte permet d'acquérir la reconnaissance à la fois du clan familial et de la société urbaine qui fonctionnent sur le monde capitaliste d'accumulation. À Lagos, Lyndsay Sawyer (2016) souligne la pression sociale qu'il y a parmi les classes moyennes pour construire, ou du moins acheter sa propre maison vers 35-40 ans. À Cotonou ou à Lomé, posséder sa parcelle et sa maison en dur, et donc «s'installer» sont les clefs de l'autonomie. Pour le géographe béninois Moïse Chabi (2013), «construire constitue un instrument de mesure de la réussite sociale et de la place que l'individu mérite au milieu des siens». Affirmer sa réussite en même temps qu'accéder à la sécurité foncière, voilà les raisons principales qui expliquent le déménagement de certains en périphérie, bien loin devant le souhait de fuir la pollution urbaine, la promiscuité ou d'avoir une grande cour. Une fois la moto et la maison acquises, il sera alors temps de penser à la voiture. Puis, enfin, viendra le temps de la retraite et donc pour celui qui a quelques moyens, de faire construire à nouveau, généralement sur sa

parcelle ou à proximité, d'autres logements à but locatif cette fois. Car, dans une société urbaine marquée par l'incertitude et l'informalité des emplois, percevoir des loyers est un des seuls moyens de garantir des rentrées d'argent régulières pour les «vieux jours». Dès lors, on ne s'arrête jamais de construire.

Ces différents objets de désirs et marqueurs de réussite renvoient à différents moments de la vie clairement identifiés. Respecter cet ordre semble une évidence, et tout changement serait perçu comme un acte inconsidéré ou peu réfléchi. C'est ainsi que Bienvenue, descendant direct de la famille royale d'Abomey et donc «bien né», aujourd'hui professeur à l'Université d'Abomey-Calavi, m'explique les vives réactions de sa famille face à ses choix jugés «irrationnels»:

MOTO ET CIMENT,
TOGO 2018 (@BLUNDO).



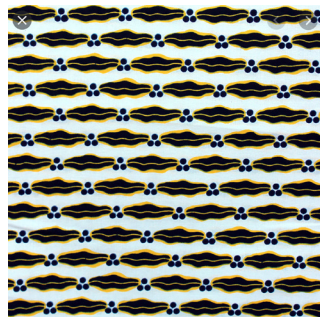
Alors que j'étais locataire en périphérie de Calavi, j'en ai eu marre de venir en zem (taxi-moto) au centre-ville. Je ne supportais plus la pollution, la fatigue, la peur des accidents. J'ai décidé d'acheter une voiture. Ma famille n'a pas compris cet achat. On me trouvait inconscient d'acheter une voiture avant d'avoir mis ma famille à l'abri. Mes oncles m'ont dit: «Pourquoi acheter une voiture avant d'avoir ta maison ? tu vas garer ta voiture devant la maison d'un autre !»

Bienvenue rapporte avec un sourire amusé: «Ils ne m'ont laissé tranquille que lorsque j'ai commencé à faire construire ma maison». La réaction de sa famille souligne combien les désirs sont formatés, conditionnés et hiérarchisés socialement. Dans la mesure où «construire son chez» est une priorité pour nombre de citadins (et de villageois) et la principale marque de reconnaissance, toute personne qui ne suit pas ce modèle est jugée suspecte ou irresponsable. «Le locataire ne doit pas planter des fleurs devant la maison du propriétaire», rappelle un proverbe fon.

«Mon mari est capable»...
virilité, genre et émancipation

«Mon mari est capable» est le nom d'un célèbre pagne que les femmes ouest-africaines se plaisent à arborer pour montrer la force de leur mari et éloigner les «rivaless». Être un mari capable, c'est être en capacité de nourrir les bouches de sa famille (*breadwinner*), de lui offrir un toit et de la protéger derrière des murs en béton. Être capable pour un homme revient à construire en dur. Dans les sociétés patriarcales ouest-africaines, les activités, de même que les espaces sont fortement divisés et genrés: si la maison et par extension la sphère domestique renvoie à la femme, l'acte de construire se veut un attribut de la masculinité. La force d'un homme se mesure en nombre de parcelles acquises et en tonnes de ciment versées. Cette idée revient souvent dans les scènes du quotidien, comme le relate Moïse Chabi (2013: 297) en évoquant les déboires d'un locataire, Raïmi, avec ses logeurs. Après s'être brouillés avec ceux-ci, ces derniers l'insultent et le traitent avec sa

MOTIF DU PAGNE «MON
MARI EST CAPABLE».



femme de «couple d'incapables qui ne peut même pas se faire fabriquer une brique».

Le ciment et le béton participent de l'affirmation de la puissance sociale et sexuelle, comme le rappellent les noms et logos choisis par les cimentiers: certains renvoient à la robustesse comme «bouclier» et «cuirasse», d'autres à des animaux puissants et dominants comme «buffle», «bélier», «éléphant» et «aigle». Qui construit en béton serait viril et «costaud». Les publicités pour le ciment et les matériaux de construction mettent en avant des hommes au physique ventru. Le ventre est un autre de ces signes de réussite, qui renvoie au cadre ou fonctionnaire confortablement installé derrière son bureau climatisé, assuré de toucher son salaire à la fin du mois pour le poste important qu'il occupe. Ce ventre lui permet de mettre à distance ceux qui exercent le dur labeur des champs et dont les ventres crient famine. Cette excroissance devient symbole de richesse, comme dans «Le Ventre de Paris» d'Émile Zola (1873) qui met en scène des «gros» s'opposant aux «maigres». En Afrique comme dans le Ventre de Paris, hier comme aujourd'hui, le corps dit sa position dans la société. Au Ghana, les migrants transnationaux de la classe moyenne sont dénommés non sans une certaine moquerie les «Burgers», en référence à leur corpulence physique qui traduirait leur réussite (NIESWAND 2014). Lors d'un trajet en avion Amsterdam-Accra, ma voisine, Berenice, me dit vivre dans le Bronx à New York et m'explique:

On nous appelle les Burgers parce que certains immigrés vivent aux États-Unis. Les Ghanéens restés au pays pensent qu'on est gros parce qu'on ne mange que des burgers. Ils pensent aussi qu'on a de gros portefeuilles. (10.04.2016)

Au Bénin, les femmes commerçantes sont dénommées «bonnes dames», et les images de femmes «gogo», aux formes généreuses, circulent sur les groupes WhatsApp. Lina, Togolaise, se plaint auprès de moi d'être trop mince, ce qui à ses yeux l'empêche de trouver un mari. Et ce mari, évidemment, elle l'imagine bien charpenté, résistant comme du béton, solide comme les fondations de la maison dont elle rêve.

C'est tout un rapport à l'autre et un mode de gouvernementalité qui s'exprime par des métaphores matérielles et corporelles dans ces sociétés



LOGOS DES SACS DE CIMENT.

patriarcales (DELPHY 2013). Dans cette région du monde, la «politique du ventre» continue de déterminer nombre de relations socioéconomico-politiques. L'expression théorisée par le politiste Jean-François Bayart (2006) rappelle que l'État est perçu comme un espace permettant d'accéder à des privilèges et ressources pour les membres de son clan, que l'on s'empresse de consommer. Cette expression utilisée au Cameroun vaut pour les autres pays du Golfe de Guinée, où le pouvoir et la domination sont exercés par celui qui consomme, avale, engloutit, du béton comme les substances préparées par les femmes. La division sexuée des tâches est claire: l'homme fort doit bétonner les espaces tandis que sa femme, en retour, doit lui plâtrer/cimenter le ventre. Pour cela, les femmes s'ingénient à préparer des mets qui colmatent les estomacs des maris. Ougali au Kenya, To au Burkina ou encore la «pâte» au Bénin, sont des termes qui désignent des substances pauvres en valeur nutritive mais lourdes à digérer et qui s'installent dans l'estomac pour y «durer» et le rendre dur. Dur comme le béton.

Le secteur du BTP et les chantiers sont des espaces très masculins, mais les femmes n'en sont pas pour autant exclues, ce que Monique Bertrand (2001) a déjà observé à Bamako où des femmes participent au marché foncier en achetant des parcelles et en faisant construire. Les femmes jouent un rôle important, achetant souvent les matériaux, faisant construire pour certaines, et tenant les comptes pour d'autres. Les femmes connaissent généralement le prix d'un sac de ciment et ont



LE CIMENT-FARDEAU,
SO AVA, 2018 (@ACML).

pour la plupart des connaissances de base sur la construction : elles savent comment faire du béton, connaissent les différentes étapes d'un chantier. Trois de la dizaine de chantiers suivis étaient conduits par des femmes. La figure de la femme propriétaire faisant construire, mettant la main à l'ouvrage, suivant son chantier, négociant les prix des matériaux n'est pas isolée. Elinor est l'une de ces femmes qui fait et sait construire :

Pour le sol, je pense mettre des lattes de bois surélevées. Je me pose même la question de le faire moi-même. J'ai vu les artisans travailler, je me dis que je peux le faire. — Elle explique — Je voulais construire pour avoir ma maison, ne plus dépendre de personne.

Rita raconte à son tour «avoir fait construire après le décès de mon mari, pour ne plus être redevable envers ma belle-famille». Quant à Édith, elle se rappelle que «ça a été dur, mais maintenant, j'ai fait construire ma maison, je ne demande plus rien à personne». Dans un système patriarcal où domine le père, le frère et l'aîné (BERTRAND 2013), le ciment serait la clef de l'autonomie, la marque d'émancipation du cadet envers l'aîné, de la femme envers son mari, de la veuve vis-à-vis des familles. Et les

zones périphériques, où l'on fait construire, se transforment à leur tour en espaces d'émancipation pour les jeunes ménages. Ils vivent ainsi dans des espaces neutres, à distance du contrôle social et familial, à l'abri des regards derrière de hauts murs en ciment.

Concrete Palace ou Walter Benjamin à Lagos

«Pour beaucoup, la modernité, c'est ce qu'incarne l'homme blanc. Donc, il faudrait imiter l'homme blanc, faire les mêmes maisons que lui, en ciment. Même si c'est plus chaud et pas adapté. On copie, en moins bien...», soupire Gérard, historien résidant à Porto-Novo. Dans un imaginaire hérité de l'architecture moderniste coloniale (HERZ 2015; DE BOECK et BALOJI 2016), être moderne et «évolué», comme on dit localement, reviendrait à habiter dans une maison en ciment. Antoine et Dubresson (1987) corroborent cette idée dans leur travail sur Abidjan :

Depuis l'indépendance, l'idée de modernisation a été concrétisée par la construction en parpaing de ciment des logements et par la couverture de ceux-ci avec un toit de tôle.

Comment ne pas repenser alors aux travaux de Walter Benjamin sur la modernité au tournant du 19^e-20^e siècle ? Relire Benjamin, comme Jennifer Robinson (2013) propose de le faire, en ayant en tête Accra, Lagos ou Lomé comme point de comparaison avec les Paris et Berlin de la fin du 19^e siècle, invite à réfléchir à la nouvelle «condition métropolitaine», *made in Africa*, qui se dessine dans ces espaces urbains aux tailles et formes inédites. Un siècle auparavant, dans *Paris, capitale du 19^{ème} siècle*. *Le livre des passages*, Walter Benjamin (2012) avait saisi qu'un moment clef de l'expérience métropolitaine se jouait, avec l'intégration du consommateur métropolitain au marché global. Dans les années 1950, les travaux du Rhodes-Livingston Institute et de l'École de Manchester, sous l'influence de Clyde Mitchell et Max Gluckman (1960) ont bien montré comment les villes minières de la Copperbelt en Afrique australe se sont muées en laboratoires de modernité et ont permis l'émergence de nouvelles perceptions et expériences citadines.

Le ciment serait devenu un avatar de la modernité et de la condition métropolitaine contemporaine, comme le verre a pu l'être dans le Berlin de l'enfance de Walter Benjamin. Comme l'analyse Philippe Simay (2006: 15) à partir des textes de l'auteur, le «verre a pour suprême et paradoxale qualité d'opacifier, mais aussi de rendre lisible les rapports entre intérieur et extérieur, structure familiale et individualité, *éros* et répression sexuelle, exploités et exploités». Il est aisé de transposer ces remarques pour le mur de béton qui suivant son épaisseur, sa granulométrie, sa dureté, dit les rapports sociaux de domination, la pauvreté et la mise à distance. À la fin du 19^e siècle, la modernité devient verre et acier et prend forme dans le Crystal Palace, un palais de fonte et de verre, érigé à Londres pour la première Exposition Universelle de 1851. George Stoking (1987), historien de l'anthropologie voit dans ce bâtiment une métaphore de la découverte du monde à l'époque victorienne. Pour Riccardo Ciavolella et Eric Wittersheim (2016: 25), «la structure en verre transparente montre toute la diversité de la production humaine condensée sous un même toit, rendant ainsi proche, et donc comparable, ce qui était à l'origine déconnecté et sans rapport». À l'instar de Crystal Palace, le Grand Palais inauguré en 1900 à Paris et les nombreux passages parisiens recouverts de verrières, deviennent des symboles d'ouverture et de découverte du monde, inspirant Walter Benjamin. Si ce dernier venait aujourd'hui à se promener dans les rues de Paris et Londres ou encore de Lagos ou Lomé, il verrait que le ciment a remplacé le verre, que le Crystal palace a cédé la place à des Concrete Palace, modifiant l'expérience de la modernité. Tandis que les façades de verre du Crystal Palace et autres structures transparentes de l'époque étaient symboles d'ouverture à l'autre et au monde, d'extase et d'envie, par ailleurs bien décrites dans le poème de Baudelaire *Les yeux des pauvres* (1862), les hauts murs opaques du Concrete Palace révèlent désormais la fermeture, la mise à distance, le refuge, le repli sur soi. Aujourd'hui si le verre demeure un matériau iconique, dans les tours de Dubaï comme dans celles d'Eko Atlantic City, il est généralement teinté, empêchant la confrontation directe. Derrière les murs de béton, les citadins africains se protègent des aléas naturels, comme les inondations, mais aussi du pouvoir, de l'altérité inconnue, de la ville elle-même



CONCRETE PALACE,
PORTO-NOVO
(© A. GUILLOT, 2019).

qui n'est pas totalement maîtrisée, ni dans ses formes, ni dans ses prolongements, ni dans son fonctionnement. Pour le dire avec les mots de Simmel, le ciment offrirait une certaine forme de «protection de la vie subjective contre la violence de la Grande Ville» (SIMMEL 2005). Car, comme le rappelle Benjamin, l'expérience métropolitaine est vécue comme un bouleversement du *sensorium* humain. Face à ce choc, le ciment a quelque chose de rassurant.

Des villas extrêmement chambrées

Immeubles qui n'en finissent plus de sortir de terre, défilés de grosses cylindrées prises dans les embouteillages du nouveau quartier d'affaires, banques et enseignes internationales qui fleurissent à chaque coin de rue, villas démesurées qui s'alignent derrière des hauts murs de béton cerclés de barbelés, tel serait le nouveau visage des villes africaines.

Ces villas «*extrêmement chambrées*», comme on les désigne localement, n'en finissent pas de surprendre. Autant de formes possibles, de plans divers, à l'image de ceux qui font construire. Symbole de richesse et promesse de distinction sociale, la villa idéale peuple les «imaginaires afropolitains» (OGUNYANKIN 2019), depuis celles qui servent de décor aux films Nollywood de l'industrie cinématographique nigériane (HAYNES 2016; JEDLOWSKI 2019) à celles des affiches décoratives chinoises vendues dans

les rues (DE BOECK et BALOJI 2016 : 212). De style néoclassique et d'inspiration britannique, les villas ouest-africaines sont habillées de marbre froid et staff sur les plafonds, colonnes et balustrades faussement grecques, revêtues de carrelages au sol et en façade, et affublées de multiples paraboles, signes de la connexion au monde. Les matériaux sont généralement importés, comme pour rappeler « l'expérience transnationale et privilégiée » (MELLY 2017). La villa est chargée en décoration, avec un mobilier dit « à l'occidentale », mais généralement acheté dans des boutiques tenues par des commerçants du Levant, dans un style finalement plus proche de celui des élites orientales que de l'Occident. Elle est idéalement habitée par un couple avec deux enfants. Le modèle diffère radicalement de l'organisation traditionnelle de la maison et concession familiale ouest-africaine, proposant non plus une vie autour de la cour collective mais une famille nucléaire recroquevillée autour de salons en simili cuir froid et peu confortable, selon le modèle de la maison dite « *self-contained* », où l'essentiel des pratiques sociales se fait à l'intérieur (GRA 2019). Tel serait donc le modèle de la villa idéale, largement relayé par les médias (CASSIMAN 2011). Films, publicités, clips, séries, romans, tous renvoient à cet imaginaire bétonné qui fait partie de cette « culture matérielle



VILLA DE SIX CHAMBRES,
ACCRA, 2016 (@ACML).

ostentatoire» qui «bâtit la hiérarchie» (WARNIER 1999). La diaspora, les repats et *returnees* jouent un rôle primordial dans la diffusion de ces modèles architecturaux et habitus afropolitains, comme en rendent compte la websérie *An African City* et le roman *Americanah* (ADICHIE 2016). Dans les deux cas, les héroïnes sont des *returnees*, des jeunes femmes de la classe moyenne et supérieure, de retour à Accra et Lagos après une dizaine d'années passées aux États-Unis ou au Royaume-Uni, pour conquérir leurs pays en plein boom économique, avides de profiter de toutes les opportunités de réussite qui se présenteraient à elles. Même logique dans la websérie sénégalaise *Maîtresse d'un homme marié*, qui suit les vies des femmes de la classe moyenne émergente à Dakar.

Dans la websérie *An African City*, chaque épisode commence par quelques images d'Accra. On y voit les grandes avenues, les échangeurs et les grues qui annoncent les immeubles en construction, l'arrivée de capitaux étrangers et l'émergence d'une société capitaliste et consumériste. Les réalisatrices et productrices, elles-mêmes d'origine ghanéennes et *returnees*, ont choisi de placer la focale sur la ville africaine qui va de l'avant, où circule l'argent et dans laquelle évoluent des femmes qui seraient belles et intelligentes, modernes et classes. Elles fréquentent des restaurants et grands hôtels du quartier tendance de Osu et d'Oxford Street (QUASON 2014), à quelques encablures de «Sodome et Gomorrhe», nom donné au plus grand bidonville d'Accra, et de la célèbre e-décharge d'Agbogboshie où s'accumulent à ciel ouvert les déchets électroniques en provenance d'Europe. Dans le roman *Americanah*, l'héroïne a bien du mal à reconnaître Lagos en plein boom. Elle retrouve son premier amour devenu un riche entrepreneur faisant des affaires dans l'immobilier. Ils se donnent rendez-vous dans des clubs privés, des restaurants branchés où l'on «brunche», déguste la cuisine française ou italienne, où l'on consomme des hamburgers, des paninis, des frites surgelées... tout sauf du riz frit et des bananes plantains locales. Ces lieux rappellent bien évidemment ceux qui servent de toile de fond au film nigérian à succès *A Wedding Party*. Quinze millions de spectateurs ont ri devant cette comédie qui met en scène deux riches familles Ibo et Yoruba souhaitant marier leurs enfants et qui évoluent dans tous les endroits les plus chics de

Lagos, ces lieux que sont les *malls*, hôtels et restaurants reprenant les standards internationaux. Dans ce film, comme dans le roman et la série, les symboles de la réussite sont mis en exergue: la voiture (berline ou 4x4, de marques japonaise ou allemande de préférence), la climatisation, le générateur dont la taille donne des indices sur la richesse de la famille (RATEAU et CHOPLIN 2020), les voyages en *business class* vers l'Europe ou les États-Unis, et évidemment, la villa.

Ces séries et romans illustrent les travaux scientifiques menés sur les classes moyennes en Afrique (DARBON et TOULABOR 2014; OGUNYANKIN 2019). La villa de béton est devenue un signe architectural utilisé pour afficher son adhésion à un mode de vie et une certaine vision du continent, celle de l'entrepreneuriat, de l'africapitalisme et du business soi-disant philanthropique, du boom immobilier où l'on vit à crédit, d'une société urbaine consumériste et hédoniste, loin des injonctions à la vie frugale et durable. L'élite et la diaspora disent vouloir participer à l'embellissement de la ville. Cependant, en cherchant à rompre avec certains stéréotypes, notamment ceux de l'Afrique des conflits armés, des menaces terroristes, de la famine, des bidonvilles, de la pauvreté, ce sont d'autres clichés qui sont diffusés, entretenant la vision d'une Afrique binaire³: images caricaturales de jeunes femmes et hommes qui donnent l'impression d'imiter les standards occidentaux, personnages superficiels qui ne pensent qu'à l'argent, au sexe et à la façon de se faire entretenir dans une ville devenue décor, de plus en plus attractive pour les sociétés étrangères, mais de moins en moins vivable pour les habitants pauvres qui représentent pourtant la plus grande partie de la population.

La maison aux esprits: fétiches de béton

Genus Loci. Le génie des lieux. Cette expression fait sens dans cette partie de l'Afrique où les liens entre habitat, rites et cultes religieux sont forts (GRIAULE 1954; CASSIMAN 2011; CHÉTIMA 2016; GRA 2019), en particulier le long du Golfe de Guinée empreint du culte vodoun. Pour nombre d'individus, adeptes ou non, les lieux sont habités de génies, d'esprits, d'âmes d'anciens esclaves emmenés de force en Amérique latine et qui

reviendraient errer sur leur terre de départ. À tous ces esprits, il faut rendre hommage et faire des offrandes (BRIVIO 2012). Les maisons sont des lieux remplis de ces forces: elles sont censées abriter les esprits des ancêtres et des revenants, chargés de protéger la famille.

En fon, la maison se dit *xwé*. Ce terme renvoie à la fois au bâtiment matériel mais aussi, de façon plus symbolique, à ce lieu de protection, d'assurance et sécurité qui héberge la famille. Au moment de la construction, dans un mélange de rites chrétiens, vodoun et païens, il est de coutume d'enterrer sur le seuil de la porte le *xwéli*, l'esprit de la maison, censé protéger la maisonnée et lui donner le pouvoir de grandir, en nombre d'âmes et en superficie. Au moment de la consécration de la maison et par la suite, de façon régulière, des prières sont dites pour nourrir l'esprit de la maison et faire «reculer la palissade», autrement dit s'agrandir. L'agrandissement de la *xwécé* (ma maison), souvent traduit en français par «mon chez», est signe de bonne santé financière et familiale, d'épanouissement et de convivialité.

L'esprit de la maison (*xwéli*) n'est pas une simple facétie anecdotique. Faire construire sa maison relève de différents rituels qui permettent de consacrer la maison: enterrer les esprits, dresser des autels, faire couler du sang, généralement d'animaux (poules, coq) (BERTIN 2021). Construire une maison, sa maison, est un acte éminemment personnel, ce dont témoigne l'esprit de la maison qui l'habite et est censé la protéger. Et c'est dans cette même maison que le propriétaire sera enterré. Sa tombe sera dressée au milieu de la maison, à proximité justement de l'esprit qui veille sur la maisonnée (NORET 2010)⁴. Et dès que les moyens sont là, la tombe est cimentée, et si possible, carrelée. Dès lors, la maison n'est plus un simple objet ou lieu quelconque. Si, comme tout bien immobilier, elle a une valeur sur le marché, elle a également une valeur symbolique qui relève du sacré. Chaque maison est en cela unique, se distinguant l'une de l'autre par l'esprit et la présence des ancêtres qui l'habitent. Comment alors céder ou vendre sa maison sur le marché immobilier alors même que l'esprit de la famille et les corps des aïeux demeurent à jamais enterrés là? Déterrer les esprits est possible, selon certains rituels complexes, mais les propriétaires préfèrent éviter, de



PEINTURE AU MUR DE LA
MAISON DU CHEF VODUN,
GANVIÉ, 2018 [©ACML].

peur de mal les réveiller. Bertrand, qui vient de finir sa maison, explique: «Ton esprit est là, tu ne peux pas la louer comme cela.» Le terme même utilisé pour désigner le propriétaire, *xwéto*, littéralement le propriétaire de la maison, en dit long sur les puissants liens qui unissent un homme (ou une femme dans une moindre mesure) avec la maison qu'il a fait construire. Il en va différemment pour les logements à vocation locative, qui eux ne sont pas censés accueillir le vodun de quelqu'un ni les esprits des aïeux. Contrairement au village où les rites et autels sont nombreux (GRA 2019), la présence de fétiches et d'ancêtres au cœur de la maison est moins fréquente en milieu urbain. Cette pratique est d'ailleurs jugée moins nécessaire car le béton est déjà perçu comme une protection. Être entouré de murs de béton, c'est déjà, d'une certaine manière, être à l'abri. En cela, le béton n'est pas incompatible avec les esprits, bien au contraire. Dans la maison du chef vodun de la cité lacustre de Ganvié, notable de la zone, une maison en béton est dessinée sur le mur. «C'est la maison de mes rêves», m'explique le chef, alors qu'il verse quelques gouttes de sodabi (alcool de palme) sur le sol cimenté, «pour honorer les ancêtres» enterrés en dessous. La maison en béton, entourée d'herbe et où pâture un cheval, qui orne son mur intérieur, est à l'opposé de celle sur pilotis dans laquelle il réside.

Un nombre croissant de fétiches vodun sont recouverts de ciment (TASSI 2019). Cimentier un vodun sert initialement à le protéger, contre les fortes pluies notamment. Cela revient également à l'honorer à la hauteur de son importance. Utiliser des matériaux importés, donc chers, comme le ciment ou le carrelage est une marque de respect. À l'inverse,

conserver un fétiche dans un temple en matériaux locaux serait un signe de perte de puissance et de notoriété (SINOUE et AGBO 1995: 131). Pourtant, certains habitants ont dit condamner la pratique qui consiste à cimenter les fétiches, ce qui les empêche de grossir. Or, c'est le propre du fétiche que d'être nourri grâce à des cérémonies et offrandes, et donc de grossir pour continuer à vivre.






Les gens ne viennent plus consulter ce legba (fétiche protecteur) car il y a trop de ciment. Le legba n'absorbe plus. Il n'y a plus de flux ni d'esprit. (Gérard, 07.12.2017, Porto-Novo)

VODUN CIMENTÉ,
PORTO-NOVO, 2018
(© ACML).

Un fétiche bétonné serait fétiche mort.


Cette troisième partie a permis de circuler d'un chantier à un autre, d'échanger avec des propriétaires et locataires sur leur vie quotidienne dans une grande ville africaine, de donner la parole à des citoyens pour les laisser exprimer leurs rêves et incertitudes, désirs et craintes face à leur avenir urbain et bétonné. Les témoignages ramènent souvent à la parcelle, à la maison, au ciment. Construire et posséder une maison en béton se révèle un acte éminemment social mais aussi politique, accompagnant le processus d'intégration à la ville. Bien qu'inerte, le ciment joue véritablement son rôle de liant entre le monde urbain et le monde rural, hommes et femmes, jeunes et anciens, visible et invisible. Les objets dérivés du ciment – poudre, sacs, briques, murs – sont au cœur d'un monde de relations (SÖDERSTRÖM 2014). Ils montrent que l'environnement bâti et matériel est essentiel pour comprendre les villes contemporaines et la vie de leurs habitants.

- ¹ Il existe 3 catégories de ciment: le CPJ 35 qui correspond au CEM II 32,5 et est peu résistant, le 42.5R (3X)(CEM II-AL) est pour les usages courants et à l'opposé, le 52.5R (CEM I) est réservé aux gros ouvrages (dalles, ponts) .
- ² D'autres formes de crédits, notamment collectifs, telles les tontines, sont préférées au crédit bancaire, dont les taux d'intérêt sont généralement élevés (autour de 15%).
- ³ Sur ces débats, voir Chimamanda Adichie «The danger of a single story»  et George Kibala Bauer, *Beyond the Western Gaze* .
- ⁴ L'idée d'être enterré dans un cimetière municipal est un acte relativement récent et lié à l'urbanisation. Normalement, chaque Béninois est censé avoir un «chez soi» à l'intérieur du pays et y être enterré. Abomey est ainsi une ville chargée de rites funéraires où les grandes familles viennent se faire enterrer (NORET 2010).

L'INSOUTENABLE DURABILITÉ DU BÉTON

Partie 4



«Nous mangeons du ciment, nous buvons du ciment» se plaint Madame Babalola, habitante du village d'Ewekoro au Nigeria, dans une vidéo qui fait le tour de la Suisse en 2020. La vidéo accuse la multinationale franco-suisse LafargeHolcim de mettre en danger la santé du village où est implantée sa cimenterie . La vidéo, et la pétition qui l'accompagne, font partie de la campagne pour l'«Initiative multinationale responsable» qui doit être votée à l'automne 2020 par le peuple helvétique. Cette initiative populaire veut obliger les grands groupes suisses et leurs filiales à respecter les droits humains et l'environnement. Cela marque un tournant car jusqu'alors l'industrie du ciment a peu fait l'objet d'attaques¹, puisque la tendance est plutôt à louer ses bienfaits de façon consensuelle (création d'emplois, production de logements de masse pour des millions de pauvres). Et tandis que se multiplient les manifestations pour le climat, les campagnes contre le plastique et les appels à limiter les déplacements en avion, peu de débats agitent le milieu de la construction et remettent en cause le choix du béton. C'est là toute l'ambiguïté de l'industrie du ciment, à la fois pilier des économies occidentales, moteur de développement au Sud et industrie fortement polluante. Le ciment est certes un matériau durable dans le temps, qui résiste aux éléments, mais il est non durable d'un point de vue écologique (Fry 2013). Sont en effet problématiques sa production (extraction de sable et de calcaire, pollution, particules nocives rejetées lors de la combustion), son exploitation (fortement énergivore et consommatrice d'eau), sa distribution (transport sur de longues distances) et sa durée dans le temps (amoncellement de gravats). Cette quatrième et dernière partie propose d'interroger l'usage intensif

PAGE PRÉCÉDENTE:
IMMEUBLE OUI COULE,
COTONOU, 2017
(© ACML).



LAFARGEHOLCIM,
EWEKORO, NIGERIA, 2016
[© ACML].

du béton et le futur de nos sociétés urbaines, en Afrique et ailleurs. Elle est pensée comme une invitation à découvrir des personnes, collectifs et architectes qui tentent d'ouvrir des voies en construisant autrement; qui envisagent d'autres manières de cohabiter entre vivants et non vivants; qui imaginent des alternatives à ce monde tout-béton. Car si le ciment est humain, et a une vie sociale, il a peut-être aussi une «mort sociale» sur laquelle il convient de se pencher.

(DÉ)CONSTRUCTION ET DESTRUCTION

Gravats et ruines

Dans ce monde marqué par l'incertitude et la précarité (SIMONE 2020), le béton est ce qui maintient à la surface et reste quand tout part. Il ancre, fonde et enracine. Sa durabilité s'oppose à l'éphémère de la vie humaine. C'est ce qui fait sa vertu, puisqu'on peut le transmettre comme un bien, mais aussi son vice: quid de son avenir? Il gêne par sa présence durable et concrète. Le béton a cette particularité d'être à la fois le matériau de l'action, du faire, de l'émergence, en même temps que le matériau de l'immobile, du dissuasif, de la décrépitude. Il inspire ordre et stabilité autant que destruction et ruine. Car la force créatrice du béton a un prix qui se paie en démolition. Paysages éventrés, terrains crevassés, chemins



LATRINES, SO AVA, BÉNIN,
2018 (© ACML).

boursoufflés, sols arasés... les territoires de l'extraction deviennent les figures métonymiques de cette urbanisation généralisée. Creuser et trouver pour que la ville puisse sortir de terre et s'élever en surface est certes rentable, mais pas plus tenable que durable.

Interrogeant la fin du monde et les possibilités de vivre dans les ruines du capitalisme, Anne Tsing (2017: 303) explique que «pour connaître le monde que le progrès nous a laissé, nous devons suivre à la trace des patchs mouvants qui appartiennent dorénavant à des paysages en ruine». Les ruines de béton pourraient être l'un de ces patchs qui se retrouvent un peu partout dans le monde. Je repense alors aux centaines de latrines que j'ai pu observer dans les villes du corridor, suspendues en l'air et dans le temps, construites et aujourd'hui inutilisées, parce qu'inadaptées aux besoins locaux. On cherchera en vain celui qui détient la clé des toilettes et a décidé d'en réguler souverainement l'accès. Quelques noms encore lisibles rappellent que ces toilettes ont été offertes par des petites villes françaises dans le cadre d'anciennes coopérations décentralisées ou par des ONG dissoutes depuis bien longtemps. Je me demande ce qui pourra bien pousser sur ces patchs, au milieu de ce béton qui conserve chaleur et odeurs. En effet, qu'advient ce béton une fois sa vie sociale terminée ? La question est essentielle car, comme le rappelle Jean Baudrillard (1970), la «société de consommation a besoin de ses objets pour être et plus précisément elle a besoin de les détruire».

Les travaux de *l'urban political ecology* (UPE) sont précieux pour comprendre comment la nature, les choses et les individus sont liés et se redéfinissent en permanence dans un contexte urbain et capitaliste (SWYNGEDOUW et HEYNEN 2003; KEIL 2005; HEYNEN 2006). La ville serait un «cyborg», pour reprendre la métaphore de Matthew Gandy (2003), dans lequel la nature, les rapports sociaux, l'économie et les paysages se recomposent, et ce en lien avec le politique. Ces travaux posent la question du métabolisme urbain et de l'économie circulaire, qui mesure les flux entrants et sortants, et insiste sur l'importance du recyclage (BARLES 2010). Les travaux de l'UPE se sont ainsi penchés sur les relations sociales de pouvoir pour extraire et faire circuler des ressources et matières comme l'eau (SWYNGEDOUW 2004; KAIKA 2005), les déchets (NJERU 2006; PELLOW 2007) ou l'énergie (VERDEIL

2014). De façon surprenante, les matières premières de la ville, telles que le calcaire, l'argile ou le gravier ont peu fait l'objet de travaux à l'exception du travail de Matthew Gandy (2003) sur New York et ceux de Garth Myers (1999) sur les matériaux de construction à Zanzibar. Dans l'ensemble, les travaux de l'UPE se sont peu penchés sur les villes du Sud (LAWHON 2013). Récemment, des chercheurs se sont intéressés à la vie mais aussi à la mort de certains objets, comme Pierre Desvaux (2014) qui a étudié la fin de vie d'une bouteille plastique au Caire. La question des ruines et gravats commence à attirer l'attention en Europe², mais les travaux sur ces questions sont rares en Afrique.

Envisager la ville dans une perspective de métabolisme et d'économie circulaire oblige à revoir toute la chaîne du BTP. La construction d'un bâtiment est désormais pensée de façon concomitante avec sa déconstruction. Des outils, comme l'analyse du cycle de vie (ACV), sont utilisés pour mesurer l'empreinte carbone d'un bâtiment, en quantifiant les émissions de gaz à effet de serre durant toutes les phases de sa «vie»: production des matières premières, construction, vie et usages, et déconstruction. En France, des rapports de constructeurs comme Vinci annoncent que la construction représente 60% des émissions de gaz à effet de serre, dont



OPÉRATION DE LIBÉRATION
DU DOMAINE PUBLIC,
COTONOU, 2017? (@ACML).

56% pour la production des matériaux, et les usages 40% des émissions. Le choix des matériaux de départ est donc essentiel et le débat revient régulièrement avec les épisodes de canicule à répétition en Europe. Les matériaux foncés, comme certains revêtements de type goudron, asphalte et béton gris, ont une forte capacité d'absorption des rayonnements solaires qui accentuent le réchauffement. Ils entretiennent l'îlot de chaleur que constituent les villes et contribuent à l'exposition des habitants à des chaleurs dangereuses dont le nombre de jours s'accroît en Afrique, en particulier en Afrique de l'Ouest (ROHAT 2019). Il est évident que la médina de Casablanca, ou *Dar el-Beïda*, littéralement la maison blanche, aux rues sinueuses et aux murs clairs, est davantage adaptée au climat chaud méditerranéen que la ville nouvelle d'Abuja au Nigeria, avec son plan en damier et ses grandes avenues bitumées, peu en adéquation avec le milieu tropical. Par ailleurs, l'usage du béton est connu pour accentuer les risques d'inondation en zone tropicale. Bien trop souvent mis sur le compte du changement climatique, ces inondations sont la conséquence d'une urbanisation et bétonisation à outrance qui empêchent l'écoulement naturel et l'infiltration de l'eau. À Dakar, le problème a clairement été mis en évidence dans la zone de Pikine où les individus ont construit sur d'anciennes zones humides (Niayes) (CHABOT 2018; LECLERCQ 2020). Le béton ne boit pas.

La généralisation du béton est également liée à la climatisation, et réciproquement. «On ne peut pas vivre dans ces villes sans clim'», s'exclame l'artiste béninois Oswald qui fabrique des perspectives urbaines mêlant futurisme et réalité (Fidjerssé, 22.01.2017). Difficile en effet de vivre dans des bâtiments qui ont été pensés non pas en fonction de la circulation de l'air et de la ventilation naturelle mais pour la fraîcheur artificielle. Symbole de la réussite et de la richesse, élément de distinction sociale au même titre que le béton et le générateur, le climatiseur s'est généralisé sous les tropiques (SAHAKIAN 2014). Au Nigeria, il est fréquent de séjourner dans des hôtels où il est possible de régler la température du climatiseur mais non d'ouvrir les fenêtres. Le cercle est vicieux et le coût écologique considérable: plus il fait chaud, plus les individus ont recours à l'air conditionné pour se rafraîchir et plus cela participe du réchauffement climatique (21).

Durabilité, soutenabilité et *green washing*

Alors que l'usage généralisé du béton interroge le devenir de nos sociétés, les cimentiers développent une rhétorique faisant valoir les efforts consentis en matière de protection de l'environnement. Prenant en considération les Objectifs du Développement Durable (ODD), tous disent respecter les normes internationales et agir pour la protection de l'environnement. Les compagnies communiquent largement sur leurs programmes verts, alors que dans le même temps, il est malaisé de trouver des chiffres sur les impacts et les dégâts écologiques causés par l'industrie du ciment, voire même d'obtenir des cartes de localisation des grands sites d'extraction de calcaire et de sable. Les sites internet en revanche, habillés d'un code couleur vert, et vitrines d'une politique de *green washing*, mettent en avant les contributions des groupes au développement durable, jouant sur le double sens des termes *sustainability/durability*, en particulier en français avec le terme polysémique durabilité. En Inde, en juin 2019, des grandes compagnies de ciment et le World Business Council for Sustainable Development (WBCSD) ont lancé le Indian Cement sector Sustainable Development Goal, avec le soutien des Nations Unies pour le développement industriel (UNIDO), expliquant comment l'industrie indienne du ciment pouvait contribuer aux objectifs du développement durable. Dangote dit, quant à lui, essayer de minimiser l'impact environnemental de ses activités. D'autres éditent des «sustainability report» et valorisent leurs différents projets «sustainable» à travers des fondations. Celle de LafargeHolcim est très active: elle organise tous les trois ans une grande conférence sur les matériaux durables. Lors de la dernière édition au Caire, en 2019, près de 350 experts, universitaires, ingénieurs, architectes, dont parmi eux le Britannique Lord Norman Forster et le burkinabé Francis Kéré, se sont réunis pour réfléchir au béton mais aussi à d'autres manières possibles de construire, qui limiteraient les impacts sur les ressources (2). La fondation attribue également des prix, les LafargeHolcim Awards, pour un montant de 2 millions de dollars, pour récompenser les constructions architecturales les plus innovantes en matière de durabilité. La fondation LafargeHolcim finance également la chaire en construction durable



AFFICHE POUR LAFARGE QUI RÉHABILITE LES ROUTES, EWEKORO, NIGERIA, 2017 [©ACML].

de l'École Polytechnique ETH de Zurich qui développe des recherches fondamentales sur des matériaux plus durables et les nouveaux bétons écologiques. D'autres compagnies conduisent des recherches pour trouver des combustibles alternatifs aux énergies fossiles qui, lors de la production du ciment, rejettent de nombreuses particules responsables des gaz à effets de serre. Faire venir du charbon de Russie ou d'Afrique du Sud par bateau pour alimenter les centrales ouest-africaines est

tout aussi peu durable. En Europe, certaines usines travaillent à utiliser des huiles, des solvants chimiques, ou des farines animales, interdites à la vente, pour alimenter les fours. Au Sénégal, la Sococim teste la jatropha comme biocombustible en remplacement du charbon. D'autres réfléchissent à utiliser les déchets comme combustibles, mais en l'absence de tri, cette option est pour l'instant peu utilisée.

En parallèle, les cimentiers disent faire d'importants efforts par rapport aux rejets de particules. Ceux rencontrés ont expliqué avoir installé des filtres à air, respecter les normes de pollution de l'air pour protéger les



SITE INTERNET HEIDELBERG, 2018.

riverains, en accord avec les certificats de conformité environnementale et des Services Hygiène Sécurité Environnement (HSE). Le directeur de l'usine Lafarge d'Onigbolo n'évoque pas de soucis particuliers avec le voisinage et rappelle la participation de son usine au développement de la région, au financement d'infrastructures (écoles, hôpital, château d'eau, électrification de la zone). La presse rapporte pourtant tout autre chose (21). Les populations vivant aux alentours d'Onigbolo subiraient au quotidien la pollution de l'air, en particulier lors des pannes des filtres électriques. La zone se couvrirait alors d'une fine pellicule blanchâtre. En outre, les populations se plaignent de la pollution occasionnée par les groupes électrogènes, à base de moteurs diesel, utilisés pour faire face au délestage sur le réseau. Les habitants peinent à respirer normalement, contraints d'inhaler les rejets et buées de poussières. Pareilles plaintes ont été relevées dans le centre-ville de Cotonou, à Placodji, à côté de l'usine SCB Bouclier. Jusqu'à récemment encore, le ministère du travail était d'ailleurs installé dans un vieux bâtiment colonial, à proximité immédiate de la cimenterie. Les employés ont fait grève pour se plaindre de la poussière émanant de celle-ci. Aujourd'hui, les cadres du ministère s'en sont allés, abandonnant ce quartier aux pauvres et à leurs maladies respiratoires. La société SCB Bouclier prétend faire attention et avoir installé 18 filtres à manche et un système de brumisation pour éviter l'élévation de la poussière et réduire les particules émises et purifier l'air. Mais il suffit de se promener dans le quartier pour voir qu'il est intégralement recouvert d'une fine couche de poussière de ciment. Il en va de même côté Nigeria comme le révèle la vidéo qui accuse LafargeHolcim d'étouffer le village d'Ewekoro sous la poussière et de causer des problèmes de santé à de nombreux habitants (lésions au foie, aux poumons et à la rate) (22). Les effets secondaires du ciment sont connus: le silicate d'aluminate est très mauvais à respirer. Dans les 1980, une étude directive Reach produite par la Banque mondiale aurait justement démontré les effets cancérigènes du ciment. Mais, cette étude a été peu médiatisée. D'aucuns disent que les lobbies cimentiers auraient essayé de limiter sa diffusion.

La question de l'extraction du sable semble susciter davantage de débats puisque le sable est bien plus rare qu'on le croit, comme le titrait l'UNEP

dans l'un de ses rapports (PEDUZZI 2014). Par ailleurs, il est désormais bien connu que le sable est source d'enrichissement et de conflits, et que de véritables mafias se sont instaurées, comme en Inde où elles contrôlent l'accès aux carrières et la revente (MAHADEVAN 2019). En Afrique, ce business est tout aussi sensible. L'utilisation massive du sable interroge l'avenir de la zone côtière et lagunaire du Golfe de Guinée, particulièrement fragile comme le rappellent les toponymes: Lagos, la ville du lac, de la lagune; Togo (de To, eau et Go, bordure), rivage de l'eau; Cotonou, le marigot de la mort. Face à l'érosion côtière, les différents pays ont légiféré pour interdire l'extraction sauvage du sable marin, par ailleurs très corrosif à cause de la teneur en sel. Mais si le prélèvement de sable directement sur le littoral a cessé, on perfore désormais à quelques centaines de mètres en retrait, en zone lagunaire³. Cela occasionne de fortes perturbations de l'écosystème et la destruction de la vie halieutique, comme cela est dénoncé à travers différents papiers, vidéos et blogs (21). Certaines carrières sont abandonnées une fois les ressources épuisées, laissant un paysage mité et sinistré. L'extraction de sable concurrence désormais les activités agricoles, jugées moins rentables. Autour de Lomé, les champs de maïs, manioc et plantations de palmiers à huile sont progressivement cédés aux exploitants du sable (KONLANI 2015). Et même s'il est officiellement interdit d'extraire du sable à moins de 20 mètres de tout édifice, le mitage en profondeur se poursuit. Certaines maisons s'écroulent sous l'effet du ravinement lors de la saison des pluies. Si l'extraction est souvent artisanale, elle est aussi le fait de grandes sociétés qui ont des agréments de l'État. Aucune étude n'a, à ce jour, été réalisée sur les impacts à court et long termes de ces prélèvements.

À proximité des zones d'extraction de sable, les populations se plaignent. À Togbin, dans la banlieue de Cotonou, elles constatent une amplification des inondations dans la zone au moment de la saison des pluies. L'unique voie principale est souvent submergée pendant plusieurs semaines et le trafic des camions perturbe la circulation, rendant impraticables certaines pistes. Les populations demandent réparation et pointent du doigt les exploitants de sable qui démentent, quant à eux, tout lien entre industrie extractive et désagréments constatés. Le directeur général de Minex-Bénin



EXTRACTION DE SABLE
PORTO-NOVO (@ACML).

rappelle au contraire faire œuvre sociale: «Nous avons réalisé des dalots, mis des pavés, construits des écoles avec un financement à hauteur de 30 % voire 40 %.»⁴ La société DG/ABE souligne quant à elle que «le dragage de sable ne profite pas seulement aux promoteurs mais également aux



USINE SCB BOUCLIER
PLACODJI, COTONOU,
2018 (@ACML).

populations, et à l'État qui ouvre des chantiers». Et de poursuivre que le dragage est même «à l'origine de l'assèchement du milieu dragué dans certaines zones».

Des plaintes ont également été relevées à Lagos, à proximité du projet Eko Atlantic City. Alors que les promoteurs se félicitent que les inondations aient diminué dans cette partie de la ville, les habitants des quartiers voisins dénoncent les effets de la digue qui repousse les fortes vagues sur eux. «Les conséquences du mur sur les marées étaient évidentes pour n'importe qui s'intéresse un tant soit peu à ce phénomène», estime Tunji Adejumo, professeur en architecture urbaine et de l'environnement à l'Université de Lagos. «Cela démontre que les promoteurs n'avaient aucune considération pour le reste de la côte», dénonce ce spécialiste (28). Les plaintes et interrogations adressées à l'industrie cimentière se multiplient. Parallèlement, des initiatives entendent montrer qu'il est possible de construire et vivre autrement.

QUELLES ALTERNATIVES AU BÉTON ?

«En finir avec le tout-béton en Afrique» est la proposition lancée en 2017 par Madiana Hazoume, ingénieure en génie civile et militante pour l'usage de la terre crue (🌱). Sa voix comme d'autres commencent timidement à s'élever contre les lobbies cimentiers. Des individus et collectifs, architectes, urbanistes ou simples passionnés de la construction, prônent un changement des pratiques architecturales, remettent au goût du jour des modes de faire ingénieux, et veillent à protéger ce qu'ils appellent un patrimoine, le tout en s'inspirant et utilisant savoir-faire vernaculaires et matériaux locaux. En Afrique comme ailleurs, des alternatives sont proposées et testées, intéressantes autant qu'originales, et laissent entrevoir un autre monde possible. Plusieurs de nos interlocuteurs ont avoué qu'il vaudrait mieux construire comme au village, des maisons en terre crue, en paille ou en banco, qui préservent la fraîcheur quand le soleil frappe violemment. L'intelligence collective et ancestrale a pourtant laissé place à la fascination pour le béton qui nécessite ventilation et/ou climatisation. Construire en béton serait le symbole de la modernité. Pourtant, tout laisse à penser que construire en bois et terre plutôt qu'en béton serait davantage sensé. La modernité résiderait peut-être dans les savoirs traditionnels qu'il conviendrait de revisiter. Quand construire en parpaing de ciment devient la norme, la question mérite d'être posée.

Patrimoine et architecture vernaculaire

François est tout sourire alors qu'il m'attend à l'entrée de sa concession. Enfin je viens lui rendre visite pour découvrir sa nouvelle maison, située

en périphérie de Cotonou. Après m'avoir dit combien il était heureux de voir ses sacrifices transformés en cette maison, il confie que «le problème, c'est que c'est trop chaud dedans. La nuit, je sors le lit pour dormir dehors car je ne tiens pas. Et du coup, il y a les moustiques».

L'histoire de François et de sa maison «inhabitable» est commune. Beaucoup confessent le matin avoir mal dormi à cause de la chaleur insupportable. Je pense alors à la villa que je loue dans un quartier chic de la capitale économique du Bénin. Une fournaise. Une villa dont l'architecte (y en avait-il un ?) a simplement oublié de faire passer de l'air entre les pièces. Une villa que l'architecte (décidément, je me demande s'il y en a eu un) a eu la bonne idée de recouvrir d'une dalle de béton noire, en guise de toit, qui absorbe les rayons du soleil. Inertie thermique nulle.

MAISONS AFRO-BRÉSILIENNES, PORTO-NOVO ET IBADAN, 2018
[© ACML].



Alors, regardant la maison-fournaise de François, je repense à la fraîcheur des maisons en bambou de la cité lacustre de Ganvié, ainsi qu'aux Tata Somba, ces cases en terre situées au Nord Bénin, aujourd'hui labélisées patrimoine mondial de l'UNESCO⁵. Je repense aux maisons en pierre de Chinguetti et Ouadane, caravan-sérails nichés au beau milieu du Sahara mauritanien, où je me suis autrefois arrêtée pour trouver un peu de fraîcheur; aux pyramides de Méroé au Soudan dans lesquelles j'ai eu la chance de dormir, il y a quelques années, et avais même eu un peu froid; aux villages dogons, accrochés sur la faille de Bandiagara au Mali que les touristes ne sont pas près de revisiter, ou encore aux «cases-obus» de terre et d'herbe du peuple Mogsoum du Nord Cameroun que le géographe-anthropologue Christian Seignobos (2018) a magnifiquement croquées. Il doit y faire bon,

comme dans les maisons afro-brésiliennes de Porto-Novo, Ibadan, Aného, Lagos et Lomé. Et comme dans les forts coloniaux de Ouidah et de El Mina, dans lesquels vivaient les esclavagistes européens, au frais.

Les centres des cités portuaires du Golfe de Guinée regorgent de ces bâtiments remarquables, bien aérés, qui rappellent les échanges incessants entre Amérique latine, Afrique et Europe. En témoigne le quartier Afro-brésilien surnommé «Brésil» à Ouidah décrit par Alain Sinou (1995: 110):

Les murs des habitations principales sont faits en briques cuites; un four est construit à cet effet et permet de cuire la terre argileuse. Afin d'assembler les briques, un ciment est fabriqué à partir d'une technique très ancienne mais peu employée sur cette côte, consistant à écraser puis à cuire les coquillages ramassés au bord de la mer. [...] Certains toits sont couverts de tuiles importées du Brésil. Les Afro-Brésiliens s'inspirent des demeures de leurs anciens maîtres, les fazendas [...]. Afin d'accroître leur activité, ils n'hésitent pas à leur tour à envoyer leurs employés se former au Brésil, pour suppléer au manque de main-d'œuvre [...]. Les relations qu'entretient cette communauté avec l'Amérique sont nombreuses.

Le patrimoine à sauvegarder est immense. Pour la seule ville de Porto-Novo, l'École du Patrimoine Africain a recensé 597 bâtiments à protéger (MENGIN et GODONOU 2013). Mais comme dans de nombreuses autres localités voisines, et en dépit de la mise en place d'un plan de sauvegarde, l'intérêt et les moyens de la municipalité et des populations locales pour protéger ces sites restent limités (CORALLI et HOUÉNOUDÉ 2013). Alain Sinou et Bachir OLOUDÉ rappellent que «les maisons d'inspiration brésilienne n'ont pas plus de valeur pour un Porto-Novien qu'un édifice en terre ou en béton» (SINOUE et OLOUDÉ 1988: 159). L'anthropologue Saskia Cousin (2013: 447) complète cette idée en expliquant que ces bâtiments coloniaux sont perçus comme des «vieilleries», voire des «vieilleries de blanc». Seuls les bâtiments neufs, en ciment, confèrent du prestige social. Cela permet de comprendre pourquoi nombre d'édifices sont dans un état de délabrement avancé, suite à des litiges familiaux (TASSI 2019), mais aussi faute de trouver des entrepreneurs capables de les restaurer selon les savoir-faire architecturaux afro-brésiliens. La perte des savoir-faire est un enjeu majeur. À Porto-Novo, Gérard Bassalé, historien à la tête de l'association culturelle Ouadada qui valorise le patrimoine local, explique: «On ne



MAISONS À PORTO NOVO
ET À ANÉHO, 2018
(© ACML).

trouve pas d'ouvriers localement, il a fallu faire venir des architectes et maçons du Brésil pour rénover certaines maisons afro-brésiliennes.»

À Porto-Novo, Aného ou à Ibadan, cette question du patrimoine, de la disparition des savoir-faire, de l'utilisation des techniques et matériaux locaux, interroge plus largement la place de l'architecture vernaculaire. Le terme est remis au goût du jour par certains manuels, traités et manifestes. L'architecte et scénographe Patrick Bouchain (2010), dans la préface de *Learning from Vernaculare*, rappelle que «le terme «vernaculaire» provient du latin *vernaculus*, qui signifie «indigène, domestique», verna désignant «l'esclave né dans la maison». Reconnaître les cultures vernaculaires, ce serait donc d'abord rendre aux peuples réduits en esclavage leur place dans la maison commune de l'histoire des hommes». Voilà une définition à la portée d'autant plus forte que l'on s'intéresse ici à cette partie de l'Afrique, qui s'est vue saignée de millions d'individus réduits en esclavage avant d'être transportés vers les Amériques. Ces architectures vernaculaires, mêlant fibres végétales et terre, rappellent des milliers d'années de bon sens, qui semblent aujourd'hui bien loin.

Retour à la terre et au local

Les initiatives se multiplient pour faire connaître les bienfaits de la construction avec les matériaux locaux et renouvelables, à la mise en œuvre simple et accessible au plus grand nombre, et si possible avec moins

de ciment et plus de terre. L'intérêt va croissant pour ce type d'initiatives comme le suggère le lancement en 2015 du «Terra Award», prix mondial décerné pour récompenser les architectures contemporaines en terre crue, sous l'égide de la chaire UNESCO «Architectures de terre, cultures constructives et développement durable» (SÉMOND 2016).

Basée à Grenoble en France, l'association et laboratoire de recherche CRATerre, centre international de la construction en terre, œuvre depuis 40 ans à la reconnaissance du matériau terre, permettant de limiter l'impact du secteur de la construction sur le changement climatique et lutter contre la pauvreté (21). Le site internet et le blog scientifique sont d'une grande richesse, offrant en accès libre de nombreux ouvrages et articles. CRATerre propose de valoriser les ressources locales et les filières courtes, non seulement pour répondre au défi du développement durable, mais aussi fournir des emplois localement. La construction écologique est donc une affaire de solidarité internationale. Cette démarche vaut également pour «l'Atelier Matières à Construire Amàco», créé par des anciens élèves de CRATerre autour de l'INSA à Lyon, qui propose des formations à la construction en terre pour les professionnels, en France comme à l'international. Ces collectifs ont appuyé la diffusion de la technique des briques de terre crue comprimées ou compressées stabilisées (BTC), apparue dans les années 1950 en Colombie grâce à l'ingénieur Raul Ramirez qui a mis au point une presse permettant de fabriquer des briques à partir de terre humide, composée d'argiles, limons, sables et petits graviers (SÉMOND 2016). Il est courant d'ajouter du ciment ou de la chaux pour augmenter la résistance à l'eau. Les briques doivent ensuite sécher pendant plusieurs jours ou semaines selon le climat.

La Voûte Nubienne est une autre association qui invite à «Construire autrement en Afrique» (22) et qui a reçu le Grand Prix de l'innovation urbaine «Le Monde» – Cities, dans la catégorie «Habitat» en 2020 (23). Elle produit des logements décents et adaptés pour le plus grand nombre au Sahel, en utilisant matériaux et savoir-faire locaux, principalement la terre crue, largement disponible et ainsi développer une filière bas-carbone. Cette association valorise la technique de l'adobe, originaire initialement de la Nubie en Égypte, qui permet l'édification de voûtes et coupoles en terre,



CONSTRUCTION EN TERRE,
COMÉ, BÉNIN, 2017
[© ACML].

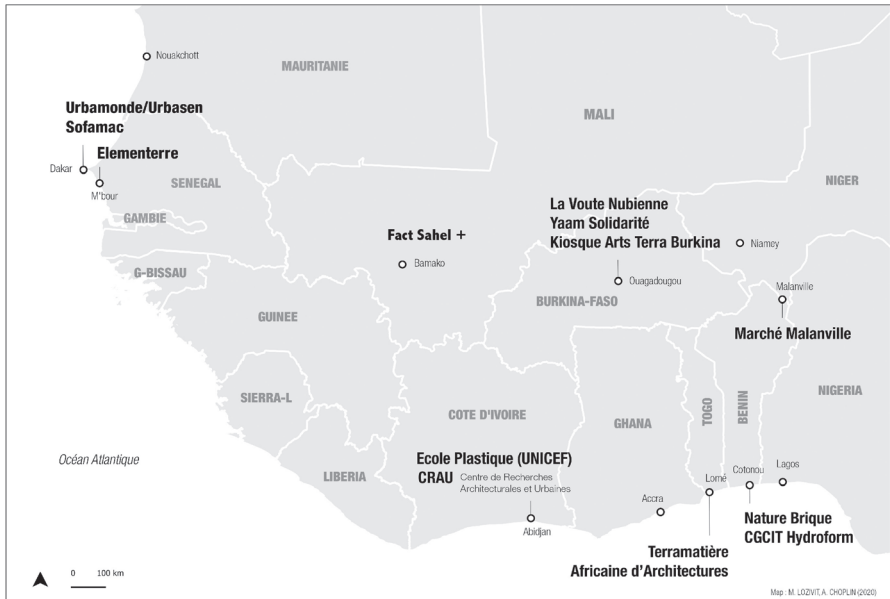
dans la continuité des murs, et ainsi de couvrir les bâtiments sans recourir au bois et à la tôle. L'association a introduit cette technique au Sahel depuis les années 1980. Elle vient aider et former les personnes qui les plébiscitent directement sur le chantier, qui devient un site de démonstration. Le site comptabilise 2 900 chantiers réalisés, 840 apprentis, maçons et artisans formés et 32 000 bénéficiaires. Boubacar Oully, coordinateur de la Voûte Nubienne au Burkina Faso rappelle qu'une maison en terre construite par l'association aurait une température moyenne de 25°, contre 35° pour une en ciment (21). Elle coûterait 30 à 60% moins cher à fabriquer qu'une maison en bloc de ciment.

D'autres initiatives de ce genre essaient en Afrique de l'Ouest, faisant la promotion de modes de construction alternatifs, avec des matériaux locaux pour les murs et toits, expérimentant la possibilité de développer des liants autres que le ciment et formant des maçons à ces techniques. Le réseau associatif Fact Sahel + réunit plus d'une centaine d'acteurs africains – maçons, architectes, artistes, étudiants – promouvant la construction en terre au Sahel (22). Transnational, ce réseau, qui est aussi un annuaire, permet à des individus d'échanger sur les principes de la construction en terre qui existent depuis fort longtemps au Sahel. Tous les ans, le prix «Terra Award Sahel +», déclinaison africaine du «Terra Award», récompense les meilleurs projets (maisons, écoles) et initiatives qui valorisent la terre crue. L'ouvrage *Construire en terre*

au Sahel aujourd'hui (VANDERMEEREN 2020) recense et localise une centaine de projets proposés et montre la vitalité de ces techniques qui, loin d'avoir disparues, sont remises au goût du jour. Au Burkina Faso, l'association Yaam Solidarité, avec l'aide de Urbamonde et CRATerre, intervient dans un quartier populaire de Ouagadougou pour développer l'habitat social avec des matériaux locaux. À Ouagadougou encore, le projet de kiosques Arts Terra a récemment vu le jour proposant des kiosques en terre pour de jeunes entrepreneurs. Plusieurs autres lieux participent à cette réflexion sur la construction locale: le CRAU (Centre de Recherches Architecturales et Urbaines) en Côte d'Ivoire, the African Fabber School qui produit des maisons *low-cost* et hors réseaux (*off-grid*) au Cameroun, L'Africaine d'Architecture de Séname Koffi (A) à Lomé ou encore le projet Termatières développé par Caroline Grellier avec le Centre de la Construction de Logement du Togo. En Côte d'Ivoire, des écoles sont construites en briques de plastique recyclé (financement UNICEF). La coopération Suisse (DDC) (A) a également appuyé nombre de projets dont le marché urbain de Malanville, au nord du Bénin, construit en matériaux locaux (BTC) par l'ONG Swiss Contact.

Ce mouvement de retour à la terre et à la pierre n'est pas propre à l'Afrique. Les expériences se multiplient en Europe, comme en atteste l'initiative Terrabloc, cette entreprise genevoise qui propose des briques en terre crue, ou encore le collectif d'architecture participative et écologique (CARPE) qui cherche à renforcer les filières matériaux biosourcés et géosourcés en suisse romande. En France, le collectif Les Bâtitteuses, créé par Eugénie Ndiaye, prône «l'écoconstruction féminine et décoloniale» en proposant de former des femmes «issues de communautés racisées» à la construction en terre crue et au réemploi des matériaux locaux (entretien 23.07.2020). Cette question du réemploi fait l'objet d'une réflexion croissante en Europe (SIMAY et SIMAY 2020).

Côté académique, des chercheurs réfléchissent à des techniques de construction à base de terre, matériau idéal car bon marché, largement disponible et intéressant en matière de régulation de chaleur. En Suisse, le professeur Guillaume Habert (2020), qui occupe la chaire de construction durable de l'ETH de Zurich, et son doctorant togolais Gnanli Landrou,



CARTE NON EXHAUSTIVE
DES INITIATIVES
DE CONSTRUCTION
ALTERNATIVE, 2020
[© ACML].

cherchent à réutiliser la terre qui est extraite au moment de creuser les fondations, et généralement considérée comme des gravats (🗑️). Ils ont mis au point un procédé qui transforme l'argile extraite en béton sans ciment, qui peut être versé encore frais et sèche rapidement. Cette technologie serait 2,5 fois moins coûteuse et surtout 20 fois moins consommatrice d'énergie que la production de ciment. La Chaire de Construction durable de l'ETH collabore également avec IG Lehm, association pour la construction en terre en Suisse et a accueilli l'exposition THINK Earth!, montée avec CRATerre et Amàco. À l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL), la professeure Karen Scrivener a mis au point un ciment constitué d'argile calcinée et de calcaire qui rejette moins de dioxyde de carbone que le ciment traditionnel. Ce projet, soutenu par la coopération Suisse (DDC), propose de réfléchir à un autre type de clinker, qui rejeterait moins de CO₂. Toutes ces initiatives participent activement à la redécouverte de la brique en terre compressée, à l'usage des gravats et de la boue, à la fabrication de ciment de terre.

Ces différentes expériences interrogent la notion de matériau local. Nous avons souligné que les cimentiers, et Dangote en premier, se targuent de produire localement, alors même qu'ils importent gypse, petcoke et autres adjuvants. Pour Olivier Moles, membre de CRATerre depuis 25 ans et enseignant-chercheur à l'École nationale supérieure d'architecture de Grenoble, le ciment produit en Afrique ne peut pas être considéré comme un matériau local: si le calcaire est bien extrait localement, l'énergie et les combustibles qui font tourner les fours ne sont pas produits localement. Par ailleurs, les bénéfices ne profitent pas à la population sur place. Selon Olivier Moles, il est important «de comprendre quelles sont les ressources à disposition, et notamment les matériaux géo et biosourcés, les contraintes du milieu (sous-sol, climatique ou densité dans les villes notamment), la demande locale, les intelligences des habitants, d'où vient l'énergie et quelles sont les retombées environnementales et sociales sur le territoire, où vont les bénéfices. Utiliser les matériaux locaux revient à essayer de concilier au mieux toutes ces contraintes. C'est pour cela qu'il n'existe pas de recette ni un type de matériau qui conviendrait partout et en tout lieu» (entretien du 13.05.2020).

«Tropicaliser» la construction

«J'aurais bien mis de la chaume, mais c'est trop cher», confie Édith alors que je visite sa charmante maison d'hôte à Abomey, l'ancienne capitale royale du Bénin. Édith est une forte femme, au caractère bien trempé. Elle a construit seule son auberge, utilisant la terre locale rouge ferrugineuse qu'elle a mêlée au ciment. Les chambres sont fraîches. L'aération est bien pensée. La ventilation se fait naturellement. Édith n'a pas fait appel à un architecte mais plutôt à son bon sens et à ses souvenirs, en se remémorant les maisons fraîches de son enfance. Maison et patio central parfaits... à l'exception de cette grosse tache de rouille qui surplombe les chambres. Édith a dû se résigner à mettre des toits en tôle car «la paille est trop chère». L'entretien est coûteux en revenus et en temps: à cause des violentes pluies, il faut refaire régulièrement le toit et le changer tous les cinq ans environ. Par ailleurs, Édith explique que peu d'individus sont encore

capables de réparer la paille. Elle a fait ses calculs: les tôles importées du Nigeria seront bien moins chères sur le long terme que la paille locale.

Elinor, qui a fait construire sa maison seule, a dû revoir pareillement ses plans. Lors de notre première rencontre sur son chantier en 2017, elle explique qu'elle construira le toit en matériaux naturels. Un an après, lors de notre second passage, nous constatons que le toit est en tôle ondulée. Construire un toit en paille signifie aller chercher la matière première en quantité, près de Porto-Novo et de Ouidah, puis la transporter et faire appel à plusieurs personnes pour la main-d'œuvre. Les artisans ont estimé le coût à 2 000 000 FCFA (dont 200 000 de transport). «À ce prix-là, je peux faire une autre maison ou acheter une parcelle, c'est beaucoup trop cher, alors j'ai opté pour la tôle», explique-t-elle.

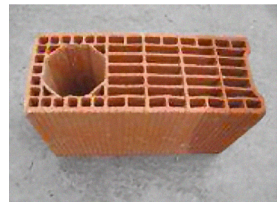
Ces témoignages soulignent que les matériaux naturels locaux sont désormais hors de portée pour l'individu lambda. Il en va de même pour la pierre, devenu un matériau rare dans la région, en particulier sur le littoral. Il faut remonter près de 300 km vers le nord pour trouver des pierres (zone de Dassa au Bénin ou d'Abéokuta au Nigeria). Et rares sont les personnes sachant tailler les pierres dans la région, ce qui contribue à en faire un produit cher.

Seule une petite élite ouest-africaine, souvent intellectuelle, voyageant et fréquentant le milieu expatrié, commence à reconnaître l'efficacité des matériaux locaux et à les utiliser. Dans l'imaginaire collectif, la paille, la pierre et la terre renvoient à la pauvreté et au village. Romarick, architecte formé en France et de retour au Bénin, explique: «Lorsque je propose la paille et le bambou à mes clients, ils refusent. Ils disent "oh non, on dirait le village. Le bois c'est pour la brousse, pas pour la ville".» Ce n'est que récemment que ces matériaux tendent à devenir des éléments de distinction. Leurs prix augmentent, gonflés par la demande de cette élite qui a des moyens. Utiliser ces matériaux, c'est encore et aussi payer les réparations épisodiques. Les techniques de construction dites modernes, bétonnées, plus chères au départ, sont perçues comme un meilleur investissement car elles ont une longévité plus importante. Et le choix du ciment, nous l'avons vu, n'est pas qu'une question d'argent. Pourtant d'autres individus pensent le contraire et

prônent la redécouverte des ressources naturelles environnantes. Victor Kidjo fait partie de ceux-là. Cet ingénieur formé en Belgique est à la tête de la société Nature Brique, installée près d'Abomey, qui compte 40 employés. Il se bat pour «démocratiser la construction» et sortir du tout-ciment: «On ne peut pas construire en béton dans un pays chaud et humide, surtout quand le pays regorge d'argile» (Cotonou, 10.10.2018). Kidjo rappelle que pour fabriquer des briques, il a besoin d'argile, d'eau, d'électricité et d'un combustible pour le four. Il a choisi le coke de noix de palme produit localement. «C'est 100 % bio. La combustion se fait à 950°. On est à 0,02 % de rejet CO₂, donc largement en dessous des cimenteries.» Ses briques en terre sont moins chères que celles en ciment (7 000 FCFA du m² pour des briques en argile, contre 18 000 pour celles en ciment). Son plus grand défi: augmenter la production et surtout trouver des sources d'énergie pour alimenter le four et le séchoir artificiel. Il réfléchit à implanter une grosse centrale solaire, hors réseau, sur le toit pour fournir l'énergie dont il a besoin.

Après avoir longtemps travaillé en Afrique du Sud, Maureil Smith, directeur de la GCITT qui a construit la Cité Bethel, est également le représentant d'Hydraform , une société sud-africaine qui a produit des logements en matériaux locaux au lendemain de l'Apartheid. Il souhaite promouvoir en Afrique de l'Ouest l'utilisation des briques en terre compressées (BTC) et la technologie Moladi  qui utilise des grands panneaux de plastique remplis de mortier ou de terre. Depuis 2 ans, il est le Président de la «Communauté des fabricants et poseurs de matériaux locaux de construction», une association dont les actions sont orientées vers la structuration des acteurs du domaine, la formation, mais aussi la promotion des matériaux locaux auprès des décideurs politiques. Mais la structure créée «à l'initiative du Ministère du Cadre de Vie et de l'Habitat» en octobre 2017 ne regrouperait que quelques entrepreneurs (dont Victor Kidjo de Nature Brique) et artisans indépendants. Bonaventure, le chef-maçon rencontré sur les chantiers de Cotonou, aimerait développer ses compétences sur la construction en terre. «Il fait plus frais dans

BRIQUES EN ARGILE,
NATURE BRIQUE, BÉNIN,
2020 [© ACML].





ATELIER DE BRIQUES BTC
 AUTO-BLOQUANTE, CITÉ
 BETHEL, 2017 (@ACML).



les maisons construites en brique rouge que dans celles en ciment.» Il aimerait se positionner sur ce marché, mais «les machines pour faire les briques sont trop chères».


Le retour à la terre et au local fait face à de nombreux défis et contraintes: prix non compétitifs, marché contrôlé par de puissants lobbies, engouement limité de la part des populations qui restent dubitatives face à ces techniques de construction qui rappellent le monde rural, absence de compétences et maîtrise technique, coût d'entretien très élevé. Bien souvent, l'utilisation des matériaux locaux ne dépasse pas le stade de l'expérimentation. Côté production, il est difficile de rationaliser l'approvisionnement en ressources premières et en énergie. Dans ce contexte, toutes les initiatives, émanant des ONG, bailleurs, chercheurs ou même entrepreneurs sont porteuses de changements, en faisant (re)connaître des manières de construire plus durables. Selon Olivier Moles de CRATerre, «produire localement, avec les matériaux accessibles et des retombées positives locales est techniquement possible. Mais il est important que les habitants disposent d'outils pour juger, que les savoirs soient valorisés. Cela passe par la formation et le transfert de compétences. Et il faut redonner ses lettres de noblesse aux matériaux les plus accessibles». Le changement passera peut-être par l'appui des grands groupes, ceux-là même qui sont à l'origine des pratiques polluantes mais qui ont l'assise technique et financière pour tester et introduire de nouveaux matériaux,

règles et normes. L'influence des élites est également essentielle pour changer les habitudes, comme le rappelle Smith :

Si ceux qui ont de l'argent construisent de grandes villas en terre, ils montrent que ce matériau est noble. Ensuite, la population a envie de l'utiliser. Si les riches l'utilisent, pourquoi pas les autres ?

En attendant, les expériences comme celles de Nature Brique ou encore de la société SOFAMAC, au Sénégal, spécialisée dans les matériaux de construction en terre cuite, sont encourageantes. L'expérimentation des fibres végétales, comme le typha, est une autre piste.

Faire feu de tout bois (et fibre végétale)

La fibre végétale, matériau « vivant », issue de ressources naturelles renouvelables (roseau, lin, chanvre) a longtemps constitué le principal matériau utilisé en Afrique de l'Ouest. Elle est certes peu résistante et laisse passer eau, air et moustiques, mais elle permet la régulation thermique des bâtiments. En outre, elle a un faible impact environnemental, puisque les matériaux sont transformés et utilisés à proximité du lieu de récolte, en circuits courts. Alors que quelques architectes remettent au goût du jour la paille en Europe, en alliant ossatures bois et isolation en paille , la redécouverte récente du roseau typha en Afrique de l'Ouest comme matériau de construction offre des pistes intéressantes.

Le typha est un type de roseau à croissance rapide se développant en zone humide et considéré comme nuisible et envahissant. Il a particulièrement proliféré à partir des années 1980 dans le bassin du fleuve Sénégal, puis à Nouakchott et Dakar, suite à des inondations récurrentes. En Mauritanie comme au Sénégal, des ONG, comme le Gret, ont mené des expériences pour transformer cette plante envahissante en combustible (charbon de typha) et en matériau de construction (ANGER et JOFFROY 2014). Depuis 2015, l'État Sénégalais appuie ces initiatives sous l'impulsion du PNUD GEF pour réduire la consommation en énergie des bâtiments en produisant des matériaux d'isolation thermique à base de typha (PIRIOU 2019)⁶. L'entreprise sénégalaise ElemenTerre s'est associée à l'ONG urbaSEN (branche sénégalaise



GANVIÉ, CITÉ LACUSTRE,
2018 (@ACML).

de l'ONG Suisse urbaMONDE au Sénégal) pour développer des briques de construction à base de typha et de terre d'argile. urbaSEN/urbaMONDE intervient depuis 2006 dans les quartiers périphériques de Dakar touchés par les inondations: l'ONG a monté un projet participatif pour aider les habitants à reconstruire, en mieux, leurs logements détruits par les pluies (CHABOT 2018; LECLERCQ 2020). En parallèle, urbaSEN a monté une briqueterie artisanale permettant de produire des parpaings de ciment de bonne qualité, grâce à «une pondeuse à bloc» (1200 briques par jour). La brique revient à 400 FCFA mais est proposée à 250 FCFA, grâce à une subvention, aux habitants regroupés dans la Fédération Sénégalaise des Habitants (FSH). 190 maisons ont ainsi pu être construites depuis 2010 en suivant ce principe.

Proposer une banque de matériaux de construction de bonne qualité, aux prix garantis et subventionnés se présente comme une solution possible pour intervenir sur l'habitat dans les quartiers précaires. Ce projet mis en place au Sénégal par urbaMONDE/urbaSEN, comme d'autres développés dans la sous-région, comme le programme Twize d'habitat

social en Mauritanie (ALLOU 2012) laissent penser que subventionner la production et l'achat de briques serait une solution. Victor Kidjo de Nature Brique au Bénin tient un discours similaire. Selon lui, il conviendrait d'établir des accords avec des banques: une fois la somme de 100 000 ou 200 000 FCFA épargnée par un individu à la banque, les briques pourraient être fabriquées à l'usine puis livrées directement. Cela permettrait de faire baisser les prix de la construction et de diminuer les pertes d'argent dues à des chantiers interminables durant lesquels se dégradent les matériaux. Ce système social permettrait de contourner les taux d'intérêt bancaires prohibitifs.



PARPAING EN TYPHA,
URBASEN, 2020
(© ACML).

Intervenir en amont, au moment de la fabrication, appuyer et subventionner la production des briques en terre et l'usage de fibres végétales, ouvrir des banques de matériaux locaux qui stabiliseraient les prix et valoriseraient une construction de qualité, voilà certainement des pistes à explorer pour aider les ménages les plus vulnérables et proposer des logements abordables et décents. Briques de terre crue, typha, voûte nubienne... autant d'exemples rencontrés ici et là en Afrique de l'Ouest, qui montrent la vitalité d'autres manières de construire, d'individus qui aujourd'hui fédérés en réseau cherchent à limiter l'impact du secteur de la construction sur le changement climatique et laissent à penser qu'une ville autre est possible. Certes, le défi est immense. Il y a lieu de tout reprendre: dé-formater les esprits au tout béton, transformer les expérimentations en produits pour tous, augmenter la production pour faire baisser les coûts, mais aussi former des ingénieurs, des maçons et des architectes.

Un·e architecte africain·e est un·e architecte

Rares sont les individus aujourd'hui capables de citer le nom d'un·e architecte africain·e connu·e. Problème de reconnaissance? De formation? Ou les deux? Alors que Max Gluckman (1960) de l'École de Manchester

expliquait qu'«un Africain habitant la ville est un habitant de la ville, un mineur africain est un mineur»⁷, nous sommes tentés de le plagier et dire aujourd'hui qu'«un architecte africain est un architecte». Cela ne semble pourtant pas forcément aller de soi. L'avenir de la ville cimentée tient aussi et certainement à la redécouverte des architectures africaines, peu valorisées ni internationalement, ni par les Africains eux-mêmes.

Lors d'une table ronde sur l'architecture durable à laquelle je participe à Abuja en juin 2016, Nmadili Okwumabu, jeune architecte nigérienne, a du mal à cacher son agacement. Elle raconte qu'en arrivant aux États-Unis pour sa formation d'architecte, elle a voulu mener un projet de recherche sur l'architecture africaine. Ses professeurs lui auraient répondu «Ce n'est pas vraiment de l'architecture». Depuis lors, blessée, elle a créé «The Community Planning & Design Initiative Africa» (CPDI Africa) qui vise à faire le lien entre les communautés et les architectes régionaux, et lancé un concours annuel qui valorise l'architecture africaine, à la fois moderne et inspirée d'exemples locaux. Une initiative similaire a été lancée en Afrique francophone autour du collectif AfrikArchi ⁽²⁾, et de son président fondateur Romarick Atoké, qui a pour but de soutenir la créativité de jeunes architectes africains. Le concours Terra Award Sahel + s'inscrit dans cette mouvance, de même que le projet ArchiAfrika lancé à Accra par l'architecte Jo Addo. Ce dernier souhaite réinvestir le quartier de Jamestown ⁽²⁾, cœur historique d'Accra, aujourd'hui en voie de délabrement. Jo Addo a pour cela investi une des vieilles maisons afro-brésiliennes où il invite régulièrement des architectes et penseurs africains à s'exprimer.

Pourtant, l'Afrique a donné des architectes audacieux dans leurs manières de penser l'habitat et l'habiter autrement. Le burkinabé Francis Kéré, les ivoiriens Issa Diabate et Guillaume Koffi, la nigérienne Mariam Kamara ou encore le britanno-ghanéen David Adjaye pour ne citer que les plus connus, semblent partager certaines valeurs et ce même attrait pour la redécouverte des identités et des savoir-faire et matériaux locaux. Mariam Kamara dénonce l'entêtement à copier l'architecture occidentale et prône au contraire la quête d'un renouveau identitaire, artistique et architectural sur le continent. Dans une interview accordée à *Jeune Afrique* en



LYCÉE DESSINÉ PAR
FRANCIS KÉRÉ, BURKINA
FASO (@ DR, AFRIKARCHI,
2016).

2018, l'architecte nigérienne exhorte les Africains à «imaginer notre propre futur, inventer notre propre modernité... Ce serait nous accorder un minimum de respect» (21). Francis Kéré prône quant à lui la réappropriation de matériaux simples et le transfert des techniques de construction de base aux communautés. Dans son allocution lors de la conférence LafargeHolcim de 2019 (il a gagné le *LafargeHocim Awards for sustainable construction* en 2012), il rappelle que «pour les Burkinabés, l'école est quelque chose qui vient de France. Par conséquent, elle doit être faite de verre, de béton et d'acier. Cela pose problème: on ne fait que reproduire des copies de mauvaise qualité. Je veux au contraire utiliser le matériau le plus disponible: l'argile. C'est comme cela qu'on va avancer» (22). Ces architectes contemporains s'inspirent de leurs prédécesseurs, comme le ghanéen John Owusu Addo ou le sénégalais Pierre Goudiaby tout en s'en démarquant dans leur usage du béton.

Aucun des grands architectes précités n'a été formé en Afrique. Les formations existent pourtant. L'École d'architecture de Kumasi au Ghana, la première du genre, ouvre dès 1957 dans la région. Côté Afrique francophone, l'École Africaine des Métiers de l'Architecture et de l'Urbanisme (EAMAU), installée à Lomé depuis 1976, peine à fournir assez de

praticiens pour la sous-région. Peu nombreuses et souvent privées, les formations affichent souvent des frais de scolarité prohibitifs pour un étudiant lambda (3 800 € par an à l'EAMAU). Les familles ayant les moyens préfèrent alors envoyer leurs enfants étudier l'architecture en Europe ou en Amérique. Les cours sur les matériaux et techniques locaux pour démocratiser et faire connaître l'architecture vernaculaire sont peu nombreux dans ces écoles. L'association CRATerre, à travers sa chaire UNESCO, multiplie les interventions dans la région. Et s'il existe quelques ouvrages de référence sur l'architecture africaine vernaculaire (ELLEH 1996), ils ne font pas forcément partie des classiques. Construire en terre est encore considéré comme «non moderne», pour les pauvres et donc peu rémunérateur. Les jeunes diplômés préfèrent répondre aux attentes des clients qui demandent des maisons en béton entièrement fermées et climatisées. Jean-Paul Houndeffo, de l'Ordre des architectes béninois, réfléchit à valoriser ces types de savoir et les matériaux durables.

Pour l'instant, on se contente du label EcoTrente qui essaie d'intégrer 30 % de solutions durables, soit sur le chantier au moment de la construction, soit après dans l'exploitation (recyclage des déchets, panneaux solaires, écoulement des eaux).

L'architecture est donc une affaire de formation, de transmission mais aussi de responsabilité. Dans son travail sur Addis Abeba, Marco Di Nunzio (2019) explique que les architectes ont une responsabilité dans la production et l'accroissement des inégalités, mais il révèle aussi que certains parmi eux en sont conscients et tentent de casser cette tendance de l'architecte, qui se résumerait à une petite main du capitalisme. La rédemption de la ville cimentée est donc liée à ces architectes-passeurs qui pour certains sont en train de changer la tendance en révélant des techniques de construction (VANDERMEEREN 2020). Il y a urgence à construire écologiquement, en limitant l'épuisement des ressources naturelles fossiles et de sable, en limitant les émissions de gaz à effet de serre. Des pistes sont ouvertes par ces collectifs, mais aussi par les grands groupes, qui de façon paradoxale, sont aussi des acteurs incontournables de la réflexion sur le futur de la construction durable et pour faire avancer la recherche. Le changement ne sera possible qu'en reconnaissant, revalorisant et

redécouvrant l'architecture africaine, trop longtemps ignorée, voire niée. Cela pourra passer par l'apprentissage, le partage et la transmission dans des écoles accessibles à tous (écoles d'architecture mais aussi d'urbanisme et du paysage). Par des choix et visions politiques qui permettront d'aménager visuellement, climatiquement et sensoriellement les lieux et les paysages. Et de s'imaginer dans un monde autre que gris.

¹ Mis à part le scandale de LafargeHolcim en Irak ☹️.

² Voir les travaux du laboratoire Environnement, Ville et Société à Lyon sur la matière, l'énergie et les déchets.

³ Pour plus de données, voir les études de faisabilité et vulnérabilité rédigées par le Groupe Huit dans le cadre du «Programme d'adaptation des villes au changement climatique» financé par l'AFD, et celles de l'IRD et Urbaplan dans le cadre du projet «Réinventer la cité lacustre de Ganvié» (financement AFD et gouvernement béninois).

⁴ Journal *La Nouvelle-Expression*, 9 septembre 2016.

⁵ 5 000 Tata Somba ont été recensées récemment afin de les «mettre en tourisme» avec une route des Tata Somba.

⁶ Projet PNEEB Typha, Programme National de l'Efficacité Énergétique dans les Bâtiments.

⁷ «An African townsman is a townsman, an African miner is a miner.»

UTOPIES CONCRÈTES ET AFROFUTURISME

Conclusion



Ciment, fléau ou manne ?
Un bien pour un mal ?
Certes avec toi je construis, je m'abrite
Certes avec toi j'ai l'air riche

Mais dis-moi ciment sais-tu que tu pollues ?
Que tu enrichis les hommes qui jouent de la
cupidité des autres ?
Que tu changes nos paysages en marées
grisâtres ?
Mais malheureusement ciment
Tu es une preuve de plus
De notre «soi-disant» développement
Tout ça pour ressembler à l'Occident.

L'Or gris

Ce texte a été écrit par Mansour Diallo, un élève âgé de 14 ans, après m'avoir entendu parler de mes recherches dans un cours donné au Lycée Montaigne de Cotonou en 2018. Je n'aurais pas dit mieux du ciment et de ses nombreuses contradictions. Son texte me rappelle les poèmes en prose de Francis Ponge (1942) qui, dans son recueil *Le parti pris des choses*, avait choisi de parler des choses banales du quotidien pour renouveler la perception du monde. À côté du galet, de la mousse, du cageot et de la bougie décrits par Ponge, je crois que le parpaing de ciment aurait toute sa place, tant il est (in)signifiant pour notre époque. Il est cette matière grise qui nous entoure, qui dit l'urbain, notre futur et nos espoirs.

PAGE PRÉCÉDENTE:
SO AVA, BÉNIN, 2018
[© ACML].

La forme d'une ville

Fin 2018, alors que je m'apprête à quitter Cotonou après y avoir passé près de 3 ans, j'effectue un dernier tour le long du corridor pour mesurer les changements urbains survenus. À Accra, l'immense échangeur N'Krumah Circle est désormais ouvert à la circulation. À Lomé, les premières villas de la cité de logements « sociaux » Mokpokpo viennent d'être livrées. À Cotonou, à l'entrée du chenal, le quartier précaire d'Apakpa Dodomé a été rasé pour accueillir prochainement un complexe résidentiel et touristique. À Porto-Novo, l'énorme chantier de la future assemblée nationale continue d'avancer lentement. Côté Nigeria, la marina d'Eko Atlantic City commence à prendre forme. Outre ces grands projets, je me rends compte que la ville a progressé, que tout le long du littoral, les constructions se sont densifiées. Les chantiers que j'avais pris en photo lors de mon arrivée 3 ans auparavant sont devenus des maisons, des boutiques, des entrepôts. D'autres ont été lancés depuis. Je repense alors aux vers de Baudelaire, repris par Julien Gracq alors qu'il revisite Nantes à la fin de sa vie: « La forme d'une ville change plus vite, hélas ! que le cœur d'un mortel. » À observer le corridor urbain qui court d'Abidjan à Lagos, en mouvement et en chantier perpétuel, ces mots prennent tout leur sens.

Partout le long du corridor, le ciment est présent: par sa couleur grise, par ses sacs sur les parcelles ou en vente sur les bas-côtés de la route, dans les esprits des individus. Grâce à ses différentes vies – politique, économique et sociale –, il offre des clés de lecture pour saisir l'urbain et les différentes formes, changeantes, qu'il revêt. Le corridor urbain est l'une de ces formes contemporaines. Vu du ciel et à l'échelle macro, il ressemble à une longue coulée de béton, marquée par le gigantisme avec ses 30 millions d'habitants, 50 millions demain, concentrés sur un milieu vulnérable. Il est la manifestation d'une urbanisation sans précédent et planétaire, incontrôlée autant qu'incontrôlable. Ici comme ailleurs, les mêmes mégaprojets et modèles urbains sortent de terre, avec des tours de béton et des enclaves résidentielles de luxe qui rappellent que les villes ouest-africaines sont complètement intégrées à la globalisation.

Les États, le secteur privé et en premier lieu les cimentiers, tout comme les bailleurs, appuient le développement de cette urbanisation continue, qui d'Abidjian à Lagos, porte la marque du capitalisme et du néolibéralisme. À l'évidence, dans cette partie du monde, la gouvernamentalité passe désormais par le béton. En cela, l'évolution du corridor et des villes qui le composent correspondent aux analyses néomarxistes classiques sur la ville néolibérale, sur l'urbanisation planétaire et le gigantisme urbain qui caractériserait le Sud Global.

Pourtant, pour utiles qu'elles soient, ces théories ne suffisent pas pour appréhender cette région dans sa globalité et sa complexité. Parfois trop généraux et/ou abstraits (STORPER et SCOTT 2016), ces cadres théoriques peinent à rendre compte de la multiplicité des ressorts qui sous-tendent la production de l'urbain. L'échelle micro, plus fine, permet de voir que le processus d'urbanisation ne se manifeste pas partout avec la même intensité ni selon les mêmes caractéristiques. Si les frontières se brouillent entre la ville et le monde rural, cela ne veut pas pour autant dire que tout

LE CORRIDOR AU NIVEAU
DE DJEBBADJI-OUIDAH,
2018 (@ACML).





IBADAN, «PETITE» VILLE DE 5 MILLIONS D'ÂMES, TRÈS DENSE (@ACML).

est urbain, ni même que ces espaces sont le seul produit de grandes tendances néolibérales, portées par des grands groupes privés mal identifiés en quête de profit. L'approche empirique met en lumière des dynamiques locales complexes qui ne répondent pas seulement à des processus économiques ni à la domination des grandes agglomérations. Villages en zones lagunaires alternent avec des périphéries urbanisées et des centres urbains denses. Certaines zones sont en expansion et d'autres en déclin.

LE CORRIDOR AU NIVEAU DE COTONOU (@ACML).



Ces espaces sont également façonnés quotidiennement par des millions d'individus qui essaient d'accéder à la propriété, de construire et donc d'exister. Ils sont les résultats d'agencements, de logiques imbriquées relevant de l'informel, de la survie, mais aussi de liens étroits entretenus avec le politique. À Lagos, Porto-Novo, Cotonou, Lomé ou encore Accra, et entre ces pôles et autour d'eux, des habitants expérimentent et redéfinissent quotidiennement le concept même de ville dans ses formes, matérialités et expériences, et ce à travers leur rapport au ciment et au béton, lesquels lient, relient, fabriquent et (dé)construisent individus et espaces.

Cette recherche sur la matière grise de l'urbain a permis d'explorer quelques facettes de ce corridor urbain mais elle laisse surtout des questions en suspens. L'aspect hétérogène du corridor appelle des travaux complémentaires et investigations collectives à différentes échelles, macro et micro, régionales et intra-urbaines, pour mieux saisir sur le futur urbain qui s'écrit là.

Anticipation, dystopie ou le futur de l'urbain

En 2018, le blockbuster américain *Black Panther* qui sort sur les écrans permet d'entrevoir l'un de ces futurs urbains possibles. Pour la première fois, les superhéros, dotés de superpouvoirs, sont africains. Le film rencontre un immense succès, en Afrique comme dans le reste du monde, alimentant tout un imaginaire, à la fois mondial et très localisé, sur l'Afrique et la ville (GUITARD 2018). Le film porte pleinement les valeurs de l'afrofuturisme, ce courant qui «combine science-fiction, techno-culture, réalisme magique et cosmologies non européennes, dans le but d'interroger le passé des peuples dits de couleur et leur condition dans le présent» (MBEMBE 2014: 8). L'architecture afro-futuriste est très présente: les héros du film évoluent dans la ville de Birnin Zana, capitale du royaume du Wakanda. Le design fait immédiatement penser aux images d'Eko Atlantic City. La ville est propre et policée, largement technologisée et débarrassée des vendeurs de rue, des pauvres et des bidonvilles flottants. Sous certains aspects, cette ville renvoie à celle décrite par Alain Damasio (2019) dans *Les Furtifs*,

contrôlée et administrée par des compagnies privées qui restreignent l'accès à certains quartiers. Elle renvoie donc une image assez éloignée de la réalité de Lagos. Quoique. Certains quartiers, comme Banana Island, sont déjà sous surveillance et interdits au tout venant. Émilie Guitard (2018) rapporte que la ville idéale de *Black Panther* n'a complètement remporté l'assentiment du public nigérian, qui l'a jugé «un peu trop «bushy» (au sens de «broussailleuse»), trop végétale et pas assez «moderne»». Elle rappelle que cette ville imaginaire est une «concrete jungle», autrement dit une jungle de béton, dans laquelle «beaucoup préfèrent le ciment au détriment de la jungle».

La littérature d'anticipation s'est toujours largement nourrie des univers urbains bétonnés – on pense à Cinderblock, ce méchant monstre humanoïde de ciment combattu par les superhéros de *Teen Titans*. Cela vaut désormais pour les villes africaines prises comme décor de fiction. Le ciment et le béton: voilà donc ce à qui nourrirait les utopies urbaines de nombreux Africains. Un parallèle peut être dressé avec la tour extravagante construite au beau milieu de Kinshasa qu'ont analysé Filip de Boeck et Sammy Baloji (2015). Cette tour de béton (*concrete tower*) est tout droit sortie de l'imagination d'un docteur congolais qui rêvait de construire en hauteur mais a dû s'arrêter faute de moyen. Cette tour est le symbole d'une utopie concrète (*concrete utopia*) (DE BOECK 2015), qui est aussi une utopie du béton.

Ce futur urbain de béton rêvé et désiré est pourtant assez éloigné de l'image que renvoient les villes africaines, généralement évoquées pour leur informalité, l'anarchie et la créativité supposée de leurs habitants. C'est ainsi que Lagos est envisagée par le stararchitecte Rem Koolhaas (2007), qui voit en elle «l'avant-garde de la modernité mondialisante». Lagos alimente en effet nombre de récits utopiques et dystopiques. La mégacité nigériane est en passe de devenir la nouvelle icône de la post-modernité, détrônant au passage le Los Angeles de *Blade Runner* (DAVIS 2006). Une telle approche peut cependant conduire à entretenir des visions romantisées, voire culturalistes, des villes africaines. Les présenter comme une œuvre d'art en train de se faire donne l'image d'un espace dépolitisé et déshistoricisé (FOURCHARD 2011). Or, les formes urbaines



À GAUCHE, AFFICHE DU FILM *BLACK PANTHER*, CITÉ DE WAKANDA, 2018; À DROITE, UNE VILLE FUTURISTE [© FAUNESQUE, 2019].

observées ne sauraient être le résultat de la seule improvisation et de la débrouille. À Lagos comme ailleurs, elles sont aussi, et surtout, l'aboutissement d'un long processus de maturation et d'assemblage où cohabitent formel et informel, autopromotion et intervention étatique, projets individuels et collectifs, forces humaines et divines.

Lagos préfigure la ville de demain, pour le meilleur comme pour le pire. Elle est source d'inspiration, pour l'écrivaine nigériane Nnedi Okorafor (2014) dans son roman d'anticipation *Lagoon* où Lagos est envahie d'aliens, ou encore pour l'écrivaine Adichie qui voit cette ville en « perpétuel devenir [...], tournée vers l'avenir, fonceuse, pressée, frénétique » ⁽²⁾. Cette frénésie ressort souvent des villes africaines, comme dans le film *Félicité* d'Alain Gomis. Tout y est compliqué au quotidien et en même temps possible comme le montrent les déambulations de l'héroïne dans les rues de Kinshasa. Dans ces villes, tout un chacun peut

LAGOS, VILLE DU 21^e SIÈCLE [© OLALEKAN JEYIFOUS].



laisser libre cours à son imagination. La ville africaine du futur sera peut-être une ville de béton, mais peut-être pas, ou pas seulement, comme le laisse imaginer les œuvres d'art de l'artiste et architecte nigérian Olalekan Jeyifous. En s'inspirant de Lagos d'aujourd'hui, il dessine une ville du futur composée de cabanes verticales, mélanges de bidonvilles et immeubles végétalisés.

Du bunker aux cabanes, vers un monde post-béton...

Une cabane pour espoir et rêve. Tout sauf du béton. Voilà ce que propose Marielle Macé (2019) dans un court essai intitulé *Nos Cabanes* qui invite à repenser le monde en l'habitant légèrement. Construire une cabane serait la première étape vers un projet plus grand qui vise à réinventer des formes collectives du vivre ensemble. Macé propose de sortir de nos sociétés bunkérisées et bétonnées, qui favorisent l'individualisme, pour dresser collectivement les fondations d'une société plus digne et durable. En Europe, l'emblème de la cabane est revenu de façon lancinante lors de la crise du Covid-19 et de l'épisode du confinement. Alors que certains collapsologues pensent qu'une «autre fin du monde est possible» (SERVIGNE 2018; BARRAU 2019), des voix expriment l'envie et l'espoir de vivre dans un monde moins capitaliste et consumériste, où s'inventeraient des modes d'occupation alternatifs. Et si le béton n'était qu'un «besoin artificiel» parmi d'autres (KEUCHEYAN 2019)? Et s'il était possible de vivre sans lui comme le prouvent certains, à contre-courant de ces 150 tonnes de ciment coulées dans le monde chaque seconde et à contre-courant de l'hégémonie capitaliste? Des initiatives germent autour de communautés néorurales, de coopératives urbaines (21) et de nouvelles modalités de coprésence, qui font appel à l'urbanisme frugal et transitoire, et au faire par soi-même (*Do it Yourself*). L'architecte et scénographe Patrick Bouchain imagine une architecture à «haute qualité humaine», ainsi qu'un «urbanisme démocratique» qui permettrait à des individus et à des collectifs d'agir directement sur les espaces de vie (PETITJEAN et MASBOUNGI 2020). Les architectes Philippe Madec, Dominique Gauzin Muller et l'ingénieur Alain Bonarel invitent, quant à eux, à sortir de la monoculture du béton en lançant en 2018 le

«Manifeste pour une frugalité heureuse & créative» (21). Il y aurait de quoi s'inspirer de l'Afrique où la frugalité, l'improvisation et le transitoire font partie du quotidien.

Et si cette vaste entreprise commençait en Afrique, lieux d'utopies concrètes? Car, si l'on en croit Achille Mbembe (2020: 25):

C'est sur le continent africain, le pays natal de l'humanité, que la question de la Terre se posera désormais de la manière la plus inattendue, la plus complexe et la plus paradoxale. C'est là en effet que les possibilités de dépérissement sont les plus criantes. Mais c'est aussi là que les opportunités de métastase créatrice sont les plus mûres.

C'est peut-être en Afrique que s'écrivent des manières originales de savoir être au monde et de produire la ville. Non pas en tant que lieu où s'accumulent les problèmes ni en tant qu'Eldorado de cabanes perdues, mais peut-être parce que s'y trouvent quelques solutions alternatives en gestation. Il faut y voir les possibilités de vivre et habiter ensemble, avec les vivants et non vivants, les esprits, vodoun ou autres divinités; d'écouter ce que les forces et les éléments ont à dire; de ressentir la terre, l'air, le feu et l'eau avant de sentir le froid du béton; d'imaginer demain à partir de la matière grise pour voir le monde en couleur.



IMMEUBLE
EN CONSTRUCTION
RECOUVERT DE PAGNES,
DAKAR, 2019
(© E. BARRAL).

Bibliographie



- AALBERS, M. B. (2016): *The Financialization of Housing. A Political Economy Approach*, Londres, Routledge [CONSULTÉ EN LIGNE].
- ABÉLÈS, M. (2019): *Un ethnologue au pays du luxe*, Paris, Odile Jacob.
- ACEY, C. (2018): «Rise of the synthetic city: Eko Atlantic and practices of dispossession and repossession in Nigeria», in Sweet, E. L. (éd.), *Disassembled Cities: Social and Spatial Strategies to Reassemble Communities*, Abingdon/New York, Routledge.
- ADICHIE, C. N. (2016): *Americanah*, Paris, Gallimard.
- AGAMBEN, G. (2003): *Homo Sacer. II, 1, État d'exception*, Paris, Seuil.
- AGIER, M. (1983): *Commerce et sociabilité. Les négociants soudanais du quartier zongo de Lomé (Togo)*, Paris, ORSTOM.
- AGOSSOU, N. (2011): «Paradoxes de l'étalement urbain à Porto-Novo: dynamique démographique et économique vs dynamique foncière», *Les Cahiers d'Outre-Mer*.
- AKINOLA, A. O. (2019): «Rent seeking and industrial growth in Africa: The case of Dangote's cement industry», *The Rest*, n°9(1).
- AKINYOADE, A., UCHE, C. (2016): «Dangote Cement: An African success story? African Studies Centre Leiden», *ASC Working Paper*, n°131, pp.1-40.
- AKINYOADE, A., DIETZ, T., UCHE, C. (2017): *Entrepreneurship in Africa*, Leiden, Brill.
- AKYEAMPONG, E. K. (2006): «Race, Identity and Citizenship in Black Africa: The Case of the Lebanese in Ghana», *Africa*, n°76(3), pp.297-323 [DOI].
- ALLEN, A. (2014): «Peri-Urbanization and the Political Ecology of Differential Sustainability», in Parnell, S., Oldfield, S. (éds), *A Routledge Handbook on Cities of the Global South*, Londres, Routledge, pp.522-538.
- ALLEN, A., LAMPIS, A., SWILLING, M. (2015): *Untamed Urbanisms*, Londres, Routledge.
- ALLOU, S., CHOPLIN, A., HENNART, C., RACHMUL, V. (2012): *L'habitat, un levier de réduction de la pauvreté, Analyse du programme Twice en Mauritanie, Études et travaux en ligne*, n°32, Nogent-sur-Marne, GRET.
- ALONGE, M. (1994): *Afro-Brazilian Architecture in Lagos State: A Case for Conservation*, thèse de doctorat, Newcastle, Newcastle University.
- ANGER, R., JOFFROY, T. (2014): *État de l'art. Utilisation traditionnelles et contemporaines de fibres végétales dans la construction*, Villefontaine, CRATerre.

- ANTOINE, P., DUBRESSON, A., MANOU-SAVINA, A. (1987): *Abidjan «côté cours»: Pour comprendre la question de l'habitat*, Paris, Karthala.
- APPADURAI, A (1986): *The Social Life of Things: Commodities in Cultural Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press.
- APPEL, H., MASON, A., WATTS, M. (2015): *Subterranean Estates. Life Worlds of Oil and Gas*, Ithaca, Cornell University Press.
- ARCHAMBAULT, J. S. (2018): «'One beer, one block': Concrete aspiration and the stuff of transformation in a Mozambican suburb: 'One beer, one block'», *Journal of the Royal Anthropological Institute*, n°24(4), pp.692-708 [DOI].
- ARDAYFIO-SCHANDORF, E., YANKSON, P. W. K., BERTRAND, M. (2012): *The Mobile City of Accra*, Oxford, African Books Collective.
- ARIWERIOKUMA, S. (2008): *The Political Economy of Oil and Gas in Africa: The Case of Nigeria*, Londres, Routledge.
- ASSOGBA, G. (2014): «L'obsession d'habiter sa propre maison à Lomé: quel impact sur la dynamique spatiale?», *Les Cahiers d'Outre-Mer* [CONSULTÉ EN LIGNE].
- AVELINE-DUBACH, N. (2017): «L'articulation des marchés fonciers et immobiliers à l'heure de la financiarisation», *La Revue Foncière*, pp.6-9.
- BADOU, A., BIRSCHENK, T. (2019): *Les entrepreneurs Béninois et leurs associations: Un capitalisme sous tutelle*, document de travail du Département d'anthropologie et des études africaines, Mayenne, Université Johannes Gutenberg.
- BALANDIER, G. (1985): *Sociologie des Brazzavilles noires*, Paris, Presses de Sciences Po.
- BANÉGAS, R., WARNIER, J.-P. (2001): «Nouvelles figures de la réussite et du pouvoir», *Politique africaine*, n°82(2), pp.5-23.
- BANERJEE, A. V., DUFLU, E. (2012): *Repenser la pauvreté*, Paris, Seuil.
- BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BAD)(2016): *Rapport Annuel 2016*, Département Infrastructures, Villes et Développement Urbain, BAD.
- BARLES, S. (2010): «Society, energy and materials: the contribution of urban metabolism studies to sustainable urban development issues», *Journal of Environmental Planning and Management*, n°53(4), pp.439-455.
- BARRAU, A. (2019): *Le plus grand défi de l'histoire de l'humanité – Face à la catastrophe écologique et sociale*, Paris, Michel Lafon.
- BAUDRILLARD, J. (1970): *La société de consommation, ses mythes, ses structures*, Paris, Denoël.
- BAYART, J. F. (1999): «L'Afrique dans le monde: une histoire d'extraversion», *Critique internationale*, n°5(4), pp.97-120.
- (2006): *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard.
- BAYART, J. F., WARNIER, J. (2004): *Matière à politique. Le pouvoir, les corps et les choses*, Paris, Karthala.
- BÉAL, V., ROUSSEAU, M. (2014): «Alterpolitiques !», *Métropoles*, n°15, Article 15 [CONSULTÉ EN LIGNE].
- BAUDELAIRE, C. (1862): *Le Spleen de Paris: Petits poèmes en prose*, Le livre de Poche [rééd. 2003].

- BEEMEN, O. VAN (2015): *Heineken en Afrique: Une multinationale décomplexée*, Paris, Rue de l'échiquier.
- BÉNIT-GBAFFOU, C. (2016): «Do street traders have the 'right to the city'? The politics of street trader organisations in inner city Johannesburg, post-Operation Clean Sweep», *Third World Quarterly*, n°37(6), pp.1102-1129.
- BENJAMIN, W. (2012): *Paris, capitale du XIX^e siècle. Le livre des passages*, Paris, Éditions du Cerf [3^e éd.].
- BENNETT, J. (2010): *Vibrant Matter – A Political Ecology of Things*, Durham, Duke University Press.
- BENNETT, T., JOYCE, P. (2013): *Material Powers. Cultural Studies, History and the Material Turn*, Londres, Routledge.
- BERTIN, C. (2021, à paraître): «Building Churches for the City-to-Come: Pentecostal urbanization and aspirational place-making in the 'rurban' areas of southwestern Benin», in Garbin, D., Coleman, S., Millington, G. (éds), *Religious Urbanization and Moral Economies of Development in Africa*, Londres, Bloomsbury.
- BERTRAND, M. (2001): «Femmes et marchés fonciers urbains: mesures et déterminants d'une percée à Bamako, Mali», *Autrepart*, n°19, pp.29-48.
- (2011): *De Bamako à Accra. Mobilités urbaines et ancrages locaux en Afrique de l'Ouest*, Paris, Karthala.
- (2013): «Fils, frères, pères. Masculinités sous contrats, du nord à la capitale du Mali», *Cahiers d'études africaines*, n°53(209-210), pp.323-344 [DOI].
- BERTRAND, M., DUBRESSON, A. (éds)(1997): *Petites et moyennes villes d'Afrique noire*, Paris, Karthala.
- BLASZKIEWICZ, H. (2017): «La mise en politique des circulations commerciales transfrontalières en Zambie: Infrastructures et moment néolibéral», *Géocarrefour*, n°91(91/3) [DOI].
- (2019): *Économie politique des circulations de marchandises transfrontalières en Afrique australe. Les régimes de circulations dans les Copperbelts*, thèse de doctorat, Lyon, Université Jean Moulin Lyon 3.
- BLEZARD, R. G. (2003): «The History of Calcareous Cements», in Lea, F., Peter, E., Hewlett, C., *Lea's Chemistry of Cement and Concrete*, Amsterdam, Elsevier Butterworth-Heinemann, pp.1-24 [4^e éd.].
- BLOT, J., SPIRE, A. (2014): «Déguerpissements et conflits autour des légitimités citadines dans les villes du Sud», *L'Espace Politique* [DOI].
- BLUNDO, G. (2018): «Le dragon et le fétiche. Les vies globales des motos chinoises en Afrique de l'Ouest», conférence à l'Institut Français du Togo, Lomé.
- BLUNDO, G., OLIVIER DE SARDAN, J.-P. (2007): *État et corruption en Afrique*, Paris, Karthala [DOI].
- BOCK, S. (2018): *Translations of Urban Regulation in Relations between Kigali (Rwanda) and Singapore*, Münster, LIT Verlag.
- BOUCHAIN, P. (2010): «Introduction», in Frey, P. (éd.), *Learning from Vernacular. Pour une nouvelle architecture vernaculaire*, Arles, Actes Sud.
- BOUQUET, C., KASSI-DJODJO, I. (2014): ««Déguerpir» pour reconquérir l'espace public à Abidjan», *L'Espace Politique* [DOI].

- BREDELOUP, S. (2007) : *La Diams'pora du fleuve Sénégal: Sociologie des migrations africaines*, Toulouse, Presses Universitaires du Midi.
- BRENNER, N. (2004) : *New State Spaces: Urban Governance and the Rescaling of Statehood*, Oxford, Oxford University Press.
- BRENNER, N., PECK, J., THEODORE, N. (2010) : «Variegated neoliberalization: Geographies, modalities, pathways», *Global Networks*, n°10(2), pp. 182-222 [DOI].
- BRENNER, N., SCHMID, C. (2015) : «Towards a new epistemology of the urban?», *City*, 19/ (n°2-3), pp. 151-182 [DOI].
- BRENNER, N., THEODORE, N. (2002) : «Cities and the Geographies of "Actually Existing Neoliberalism"», *Antipode*, n°34(3), pp. 349-379 [DOI].
- BRIDGE, G. (2015) : «The Hole World: Scales and Spaces of Extraction», *Scenario Journal* [CONSULTÉ EN LIGNE].
- BRIVIO, A. (2012) : *Il vodu in Africa. Metamorfosi di un culto*, Rome, Viella.
- BROWN, A., LYONS, M., DANKOCO, I. (2010) : «Street-traders and the emerging spaces for urban citizenship and voice in African cities», *Urban Studies*, n°47(3), pp.666-687.
- BUIRE, C. (2014) : «Suburbanisms in Africa ? Spatial Growth and Social Transformation in New Urban Peripheries: Introduction to the Cluster», *African Studies*, vol. 73, n°2, pp.241-244.
- BIYERS, B., KARAKI, K., VANHEUKELOM, J. (2017) : «Regional Markets, Politics and value chains: The case of West African cement», *European Centre For Development Policy Management 216* [CONSULTÉ EN LIGNE].
- CALDEIRA, T. P. (2017) : «Peripheral urbanization: Autoconstruction, transversal logics, and politics in cities of the global south», *Environment and Planning D: Society and Space*, n°35(1), pp.3-20 [DOI].
- CANEL, P., DELIS, P., GIRARD, C. (1990) : *Construire la ville africaine: histoires comparées de chantiers d'habitation autoproduits*, Paris, L'Harmattan.
- CASSIMAN, A. (2011) : *Architectures of Belonging / Inhabiting Worlds in Rural West Africa*, Anvers, BAI publishers.
- CERTEAU, M. de (1990) : *L'invention du quotidien*, Paris, Gallimard.
- CHABI, M. (2013) : *Métropolisation et dynamiques périurbaines: cas de l'espace urbain de Cotonou*, thèse de doctorat, Paris, Université de Nanterre.
- CHABOT, L., KETTA, P. A., VARNAL, B. (2018) : «Le programme d'appui à la reconstruction de la Fédération Sénégalaise des Habitants – vers un urbanisme participatif et solidaire», *Urbanités* [CONSULTÉ EN LIGNE].
- CHAMOISEAU, P. (1994) : *Texaco*, Paris, Gallimard.
- CHÉTIMA, M. (2016) : «La culture matérielle de la maison dans la pensée anthropologique: parcours théorique d'un concept transdisciplinaire», *International Journal of Humanities Cultural Studies*, vol. 2, n°4, p. 29.
- CHOPLIN, A. (2019) : «Cementing Africa: cement flows and city making in the West African corridor (Accra-Lomé-Cotonou-Lagos)», *Urban Studies*, vol. 57(9) [DOI].
- CHOPLIN, A. (2019) : «Produire la ville en Afrique de l'Ouest: le corridor urbain de Accra à Lagos», *L'Information géographique*, vol. 83(2), pp.85-103.
- CHOPLIN, A., LOZVIT, M. (2019) : «Mettre un quartier sur la carte: cartographie participative et innovation numérique à Cotonou – Benin / Mapping a slum: learning from par-

- tipatory mapping and digital innovation in Cotonou (Benin)», *Cybergeog* [CONSULTÉ EN LIGNE].
- CHOPLIN, A., HERTZOG, A. (2020): «The West-African corridor, from Abidjan to Lagos: a Mega-city region under construction», in Labbé, D., Sorensen, A. (éds), *Handbook of Megacities and Megacity-region*, Cheltenham Glos, Edward Elgar Publishing.
- CHOPLIN, A., PLIEZ, O. (2018): *La mondialisation des pauvres, loin de Wall Street de Davos*, Paris, Seuil.
- CIAVOLELLA, R. (2019): «La globalisation des laits et la fragmentation des luttes. Producteurs de lait européens et africains», in Boulay, S., Fanchette, S., *La question des échelles en sciences humaines et sociales*, Versailles, Quæ.
- CIAVOLELLA, R., CHOPLIN, A. (2018): *Cotonou(s), Histoire d'une ville sans Histoire*, Cahiers de la Fondation Zinsou, Marseille, IRD.
- CIAVOLELLA, R., WITTERSHEIM, E. (2016): *Introduction à l'anthropologie du politique*, Paris, De Boeck Supérieur.
- CLERC, V., CRIQUI, L., JOSSE, G. (2017): «Urbanisation autonome: pour une autre action urbaine sur les quartiers précaires», *Métropolitiques* [CONSULTÉ EN LIGNE].
- COOK, I. (2004): «Follow the Thing: Papaya», *Antipode*, n°36(4), pp.642-664.
- CORALLI, M. (2005): *Espaces publics: Rôle de l'état et initiative citadine à Cotonou (Bénin)*, thèse de doctorat, Venise, Université de Venise.
- CORALLI, M., HOUÉNOUDÉ, D. (2013): «La patrimonialisation à l'occidentale et ses conséquences sur un territoire africain: Porto-Novo au Bénin», *Espaces et sociétés*, n°152-153(1), pp.85-101.
- CORALLI, M., PALUMBO, M. A. (2011): «Entre singularité et similitude: Cotonou, une ville en changement», *Lieux communs*, n°14, pp.59-93.
- CÔTÉ-ROY, L., MOSER, S. (2019): «'Does Africa not deserve shiny new cities?' The power of seductive rhetoric around new cities in Africa», *Urban Studies*, n°56(12), pp.2391-2407 [DOI].
- COUSIN, S. (2013): «Extensions du domaine de la restauration. Porto-Novo capitale», in Mengin, C., Godonou, A. (éds), *Porto-Novo: Patrimoine et développement*, Paris/Porto-Novo, Publications de la Sorbonne/École du patrimoine africain, pp.441-460.
- DAMASIO, A. (2019): *Les Furtifs*, Clamart, La Volte.
- DARBON, D., TOULABOR, C. (éds)(2014): *L'invention des classes moyennes africaines. Enjeux politiques d'une catégorie incertaine*, Paris, Karthala.
- DATTA, A., SHABAN, A. (éds)(2017): *Mega-Urbanization in the Global South. Fast Cities and New Urban Utopias of the Postcolonial State*, Londres, Routledge.
- DAVIS, M. (2006): *Au-delà de Blade Runner. Los Angeles et l'imagination du désastre*, Paris, Éditions Allia.
- DAWSON, K. (2019): «The shifting sandpit in the peripheries of Greater Accra», RGS-IBG International Conference, Londres.
- DE BOECK, F. (2015): *The Tower. A Concrete Utopia. Notes on a video-installation* by Sammy Baloji and Filip De Boeck, Copenhagen, Louisiana Museum of Modern Art.
- DE BOECK, F., BALOJI, S. (2016): *Suturing the City. Living Together in Congo's Urban Worlds*, Londres, Autograph ABP.

- DE BOECK, F., PLISSART, M.-F. (2004): *Kinshasa: Récits de la ville invisible*, Waterloo, La Renaissance du Livre.
- DELCOURT, L. (2007): *Explosion Urbaine et Mondialisation*, Paris, Syllepse.
- DELPHY, C. (2013). *L'ennemi principal*, Paris, Syllepse.
- DENIS, E. (2016): «Désirs de ville et convoitises foncières. Marchandisation du sol dans les Suds», *Métropolitiques* [CONSULTÉ EN LIGNE].
- DESCOLA, P. (2005): *Par-delà nature et culture*, Paris, Gallimard.
- DEVAUX, P. (2014): «Tribulations de fin de vie d'une bouteille en plastique au Caire», *Géographie et cultures*, pp.91-92 [CONSULTÉ EN LIGNE].
- DI NUNZIO, M. (2019): «Not my job: Architecture, Responsibility and Inequalities in an African metropolis», *Anthropological Quarterly*, n°92(2), pp.375-402.
- DIDIER, S., MORANGE, M., PEYROUX, E. (2013): «The Adaptive Nature of Neoliberalism at the Local Scale: Fifteen Years of City Improvement Districts in Cape Town and Johannesburg», *Antipode*, n°45(1), pp.121-139 [DOI].
- DOBLER, G., KESSELING, R. (2019): «Swiss extractivism: Switzerland's role in Zambia's copper sector», *The Journal of Modern African Studies*, n°57(2), pp.223-245.
- DORIER-APRILL, E., DOMINGO, E. (2004): «Les nouvelles échelles de l'urbain en Afrique. Métropolisation et nouvelles dynamiques territoriales sur le littoral béninois», *Vingtième Siècle*, vol. 81, n°1, pp.41-54.
- DORIER-APRILL, E., TAFURI, C., AGOSSOU, N. (2013): «Porto-Novo dans l'aire métropolitaine littorale du Sud-Bénin: quelles dynamiques citadines?», in Mengin, C., Godonou, A. (éds), *Porto-Novo: patrimoine et développement*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- DUBRESSON, A. (1989): *Ville et industries en Côte d'Ivoire: pour une géographie de l'accumulation urbaine*, Paris, Karthala.
- (2003): «Les grandes villes africaines: Trois questions sur le futur urbain du continent», *L'Information Géographique*, n°67(1), pp.66-82 [DOI].
- ELLEH, N. (1996): *African Architecture: Evolution and Transformation*, New York, McGraw Hill.
- ELLS, S., FAURÉ, Y.-A. (1995): *Entreprises et entrepreneurs africains*, Paris, Karthala.
- FÄLT, L. (2016): «From Shacks to Skyscrapers: Post-Political City Visioning in Accra», *Urban Forum*, vol. 27, n°4, pp.465-486.
- (2019): «New Cities and the Emergence of 'Privatized Urbanism' in Ghana», *Built Environment*, vol. 44, n°4, pp.438-460(23).
- FAUVEAUD, G. (2020): «The New Frontiers of Housing Financialization in Phnom Penh, Cambodia: The Condominium Boom and the Foreignization of Housing Markets in the Global South», *Housing Policy Debate*, pp.1-19 [DOI].
- FAWEHINMI, F. (2017): «Africa's richest man has a built-in advantage with Nigeria's government», *Quartz Africa*, 11 octobre [CONSULTÉ EN LIGNE].
- FERGUSON, J. (2005): «Seeing Like an Oil Company: Space, Security, and Global Capital in Neoliberal Africa», *American Anthropologist*, n°107(3), pp.377-382.
- FOLLINET, M. (2011): «Cementing the foundations of growth», *Private sector and development*, 1^{er} juin.
- FOUCAULT, M. (1978): «La gouvernementalité», Cours du 01/02/1978, in *Dits et écrits*, tome III, Paris, Seuil, pp.635-657.

- FOURCHARD, L. (2011): «Lagos, Koolhaas and partisan politics in Nigeria», *International Journal of Urban and Regional Research*, n°35(1), pp.40-56.
- (2012): «Between World History and State Formation: New Perspectives on Africa's Cities», *Journal of African History*, vol. 52, n°2, pp.223-248.
- FRY, M. (2013): «Cement, carbon dioxide, and the 'necessity' narrative: A case study of Mexico», *Geoforum*, n°49, pp.127-138.
- GANDY, M. (2003): *Concrete and Clay: Reworking Nature in New York City*, Cambridge (CA), MIT Press.
- GASTROW, C. (2017): «Cement citizens: Housing, demolition and political belonging in Luan-da, Angola», *Citizenship Studies*, n°21(2), pp.224-239 [DOI].
- GENESTIER, P., GRAS, P. (2015): *Sacré Béton! Fabrique et légende d'un matériau du futur*, Lyon, Libel.
- GEREFFI, G., KORZENIEWICZ, M. (éds)(1994): *Commodity Chains and Global Capitalism*, Westport, Greenwood Press.
- GERVAIS-LAMBONY, P. (1994): *De Lomé à Harare. Le fait citoyen: images et pratiques des villes africaines*, Paris, Karthala.
- GERVAIS-LAMBONY, P., NYASSOGBO, G. (éds)(2007): *Lomé: Dynamiques d'une Ville Africaine*, Paris, Karthala.
- GIBBAL, J.-M. (éd.)(1981): «Villes africaines au microscope», *Cahiers d'Études africaines*, n°21(1-3), p. 81.
- GILLESPIE, T. (2016): «Accumulation by urban dispossession: Struggles over urban space in Accra, Ghana», *Transactions of the Institute of British Geographers*, n°41(1), pp.66-77.
- GIRAUT, F. (2009): «Les ambiguïtés de la nouvelle doctrine spatiale de la Banque mondiale», *Cybergeo* [CONSULTÉ EN LIGNE].
- GLÉLÉ, G. (2015): *La périurbanisation et les dynamiques foncières sur le plateau d'Allada (Sud-Bénin). L'espace témoin de la commune d'Abomey-Calavi*, thèse de doctorat, Godomey, Université d'Abomey-Calavi, Bénin.
- GLUCKMAN, M. (1960): «Tribalism in modern British Central Africa», *Cahiers d'Études africaines*, pp.55-70.
- GOLDMAN, M. (2011): «Speculative Urbanism and the Making of the Next World City: Speculative urbanism in Bangalore», *International Journal of Urban and Regional Research*, n°35(3), pp.555-581 [DOI].
- GOODFELLOW, T. (2017): «Urban Fortunes and Skeleton Cityscapes: Real Estate and Late Urbanization in Kigali and Addis Ababa», *International Journal of Urban and Regional Research*, n°41(5), pp.786-803 [DOI].
- (2018): «Seeing Political Settlements through the City: A Framework for Comparative Analysis of Urban Transformation: Seeing Political Settlements through the City», *Development and Change*, n°49(1), pp.199-222 [DOI].
- (2020): «Finance, infrastructure and urban capital: The political economy of African 'gap-filling'», *Review of African Political Economy*, pp.1-19 [DOI].
- GOUGH, K. V., YANKSON, P. W. K. (2000): «Land Markets in African Cities: The Case of Peri-urban Accra, Ghana», *Urban Studies*, n°37(13), pp.2485-2500 [DOI].

- GRA, R. (2019): *De la maison de terre De la maison de terre à la villa de béton. Transformation des modes d'édifier de terre en pays Lamba rural*, Mémoire de master en anthropologie, Francfort-sur-le-Main, EHESS-Goethe Universität.
- GRAHAM, S., MARVIN, S. (2001): *Splintering Urbanism: Networked Infrastructures, Technological Mobilities and the Urban Condition*, Londres, Psychology Press.
- GRANT, R. (2009): *Globalizing City: The Urban and Economic Transformation of Accra, Ghana*, Syracuse, Syracuse University Press.
- GRANT, R., OTENG-ABABIO, M., SIVILIEN, J. (2019): «Greater Accra's new urban extension at Ningo-Prampam: Urban promise or urban peril?», *International Planning Studies*, n°24(3-4), pp.325-340 [DOI].
- GRÉGOIRE, E., LABAZÉE, P. (éds) (1993): *Grands commerçants d'Afrique de l'Ouest. Logiques et pratiques d'un groupe d'hommes d'affaires contemporains*, Paris, Karthala/Orstom.
- GREGSON, N., CRANG, M., AHAMED, F., AKHTER, N., FERDOUS, R. (2010): «Following things of rubbish value: End-of-life ships, 'chock-chocky' furniture and the Bangladeshi middle class consumer», *Geoforum*, n°41(6), pp.846-854 [DOI].
- GRIAULE, M. (1954): «The Dogon of the French Sudan (Mali)», in Forde, D. (éd.), *African worlds. Studies in the Cosmological Ideas and Social Values of African Peoples*, Londres, Oxford University Press.
- GUITARD, E. (2018): «Le Wakanda de «Black Panther»: une Afrique du futur en miniature?», *Carnets de Terrain*, blog de la revue Terrain [CONSULTÉ EN LIGNE].
- GUYER, J. I. (2004): *Marginal Gains: Monetary Transactions in Atlantic Africa*, Chicago, University of Chicago Press [1^{er} éd.].
- HABERT, G., MILLER, S. A., JOHN, V. M. et al. (2020): «Environmental impacts and decarbonization strategies in the cement and concrete industries», *Nature Reviews Earth and Environment*; [DOI].
- HALBERT, L., ATTUYER, K. (2016): «Introduction: The financialisation of urban production: Conditions, mediations and transformations», *Urban Studies*, n°53(7), pp.1347-1361 [DOI].
- HARMS, E. (2012): «Beauty as control in the new Saigon, eviction, new urban zones, and atomized dissent in a Southeast Asian», *American Ethnologist*, n°39(4), pp.735-750.
- HARVEY, D. (1989): «From Managerialism to Entrepreneurialism: The Transformation in Urban Governance in Late Capitalism», *Geografiska Annaler. Series B, Human Geography*, n°71(1), pp.3-17 [DOI].
- (2001): *Spaces of Capital: Towards a Critical Geography*, New York, Routledge.
- (2016): *Abstract from the Concrete*, Berlin, Sternberg Press.
- HARVEY, P. (2010): «Cementing Relations: The Materiality of Roads and Public Spaces in Provincial Peru», *Social Analysis*, n°54(2) [DOI].
- HARVEY, P., KNOX, H. (2015): *Roads: An Anthropology of Infrastructure and Expertise*, Ithaca, Cornell University Press [1^{er} éd.].
- HAYNES, J. (2016): *Nollywood: The Creation of Nigerian Film Genres*, Chicago, University of Chicago Press.
- HEIDEGGER, M. (1951): «Bâtir habiter penser», in *Essais et conférences*, Paris, Gallimard.

- HERTZOG, A. (2020): *The Lagos Abidjan Corridor – Migration driven Irbanisation in West Africa*, thèse de doctorat, Zurich, ETH Zurich.
- HERZ, M. (2015): *African Modernism – Architecture of Independence*, Zurich, Park Books.
- HEYNE, N., KAÏKA, M., SWYNGEDOUW, E. (éds)(2006): *In the Nature of Cities: Urban Political Ecology and the Politics of Urban Metabolism*, Londres, Routledge.
- HIBOU, B. (1999): *La privatisation des États*, Paris, Karthala.
- HILGERS, M. (2012): «Contribution à une anthropologie des villes secondaires», *Cahiers d'études africaines*, n°205, pp.29-55 [DOI].
- HOLSTON, J. (1991): «Autoconstruction in Working-Class Brazil», *Cultural Anthropology*, n°6(4), pp.447-465 [DOI].
- HUGON, P. (1980): «Les petites activités marchandes dans les espaces urbains africains», *Tiers Monde*, n°82, pp.405-426.
- IGUÉ, O. J., SOULE, B. G. (1992): *L'État entrepôt au Bénin: Commerce informel ou solution à la crise ?* Paris, Karthala.
- INGOLD, T. (2002): *The Perception of the Environment: Essays on Livelihood, Dwelling and Skill*, Londres, Routledge [1^{er} éd.] [DOI].
- (2012): «Toward an Ecology of Materials», *Annual Review of Anthropology*, n°41(1), pp.427-442 [DOI].
- INSAE (2020): *Grands traits du commerce extérieur du Bénin. Note de publication*, Cotonou.
- JAGLIN, S. (1995): *Gestion urbaine partagée à Ouagadougou: Pouvoirs et périphéries (1983-1991)*, Paris, Karthala/ORSTOM.
- (2014): «Regulating service delivery in Southern cities: rethinking urban heterogeneity», in *A Routledge Handbook on Cities of the Global South*, Londres, Routledge, pp.434-447.
- JAGLIN, S., DIDIER, S., DUBRESSON, A. (2018): «Métropolisations en Afrique subsaharienne: Au menu ou à la carte?», *Métropoles*, hors-série [DOI].
- JAGLIN, S., VERDELL, É. (2013): «Énergie et villes des pays émergents: Des transitions en question. Introduction», *Flux*, n°93-94(3), p.7 [DOI].
- JEDLOWSKI, A. (2019): «Afrique audiovisuelle: appréhender les transformations contemporaines au prisme du capitalisme global», *Politique africaine*, n°153(1).
- JOUNIN, N. (2009): *Chantier interdit au public. Enquête parmi les travailleurs du bâtiment*, Paris, La Découverte.
- KAÏKA, M. (2005): *City of Flows: Modernity, Nature, and the City*, Londres, Psychology Press.
- KANAI, J. M., SCHINDLER, S. (2019): «Peri-urban promises of connectivity: Linking project-led polycentrism to the infrastructure scramble», *Environment and Planning A: Economy and Space*, n°51(2), pp.302-322 [DOI].
- KARAMAN, O., SAWYER, L., SCHMID, C., WONG, K. P. (2020): «Plot by Plot: Plotting Urbanism as an Ordinary Process of Urbanisation», *Antipode*, n°52(4), pp.1122-1151 [DOI].
- KEUCHEYAN, R. (2019): *Les besoins artificiels: comment sortir du consumérisme*, Paris, La Découverte.
- KEIL, R. (2005): «Progress Report-Urban Political Ecology», *Urban Geography*, n°26(7), pp.640-651 [DOI].

- (2017): *Suburban Planet: Making the World Urban from the Outside In*, Cambridge, Polity Press.
- KERNEN, A., KHAN-MOHAMMAD, G. (2014): «La révolution des produits chinois en Afrique Consommation de masse et nouvelle culture matérielle», *Politique africaine*, n°134(2), p. 111 [DOI].
- KHAN-MOHAMMAD G. (2016): «Ce *Made in China* qui fait bouger l'Afrique: Motos Chinoises et Entrepreneuriat au Burkina Faso», in Giese, K., Marfaing, L., *Entrepreneurs africains et chinois: les impacts sociaux d'une rencontre particulière*, Paris, Karthala, pp.271-303.
- KNOWLES, C. (2014): *Flip-Flop: A Journey Through Globalisation's Backroads*, Londres, PlutoPress.
- KONLANI, N. (2015): «Ouverture et exploitation des carrières de sable, une menace du foncier agricole autour de l'agglomération de Lomé (Togo)», *Revue de géographie du laboratoire Leïdi*, n°13.
- KOOLHAAS, R. (2007): *Lagos: How it Works*, Zurich, Lars Muller Publishers.
- KÖRLING, G. (2020): «Bricks, Documents and Pipes: Material Politics and Urban Development in Niamey, Niger», *City & Society*, n°32(1), pp.23-46 [DOI].
- LABBÉ, D., SORENSEN, A. (éds)(2020): *Handbook of Megacities and Megacity-Region*, Cheltenham Glos, Edward Elgar Publishing.
- LARKIN, B. (2013): «The Politics and Poetics of Infrastructure», *Annual Review of Anthropology*, n°42(1), pp.327-343.
- LATOUR, B. (2006): *Changer de société, refaire de la sociologie*, Paris, La Découverte.
- LAVIGNE DELVILLE, P. (2010): «La réforme foncière rurale au Bénin: émergence et mise en question d'une politique instituante dans un pays sous régime d'aide», *Revue Française de Science Politique*, n°60(3), pp.467-491.
- LAWANSON, T., AGUNBIADÉ, M. (2018): «Land Governance and Megacity Projects in Lagos, Nigeria: The Case of Lekki Free Trade Zone», *Area Development and Policy*, n°3(1), pp.114-131.
- LAWHON, M., ERNSTSON, H., SILVER, J. (2014): «Provincializing Urban Political Ecology: Towards a Situated UPE Through African Urbanism: Provincialising Urban Political Ecology», *Antipode*, n°46(2), pp.497-516 [DOI].
- LE BRIS, E. (1987): «Usages d'espaces et dynamique du front d'urbanisation dans les quartiers périphériques de Lomé», in Le Bris, E., Marie, A., Osmont, A., Sinou, A., *Famille et résidence dans les villes africaines*, Paris, L'Harmattan, pp.13-70.
- LECLERCQ, R. (2020): *La ville catastrophée. Action publique et inondations dans la banlieue de Dakar*, thèse de doctorat, Paris, Université Paris 8.
- LEFEVRE, H. (1968): *Le droit à la ville*, Paris, Anthropos.
- (1970): *La révolution urbaine*, Paris, Gallimard.
- (1974): *La production de l'espace*, Paris, Anthropos.
- LESOURD, C. (2019): *Puissance khat: Vie politique d'une plante stimulante*, Paris, PUF.
- LHOUSSOU, M. (2017): «Dysfonctionnements et entraves à la circulation en Afrique de l'ouest: l'exemple du corridor Abidjan-Cotonou», *Les Cahiers Scientifiques du Transport*, n°72, pp.43-66.

- LINDELL, I. (éd)(2010): *Africa's Informal Workers: Collective Agency, Alliances and Transnational Organizing in Urban Africa*, Londres, Zed Books.
- LOMBARD, J. (1953): «Cotonou Ville Africaine», *Études dahoméennes*, n°10, pp.5-214.
- LORRAIN, D. (2002): «Capitalismes urbains. Des modèles européens en compétition», *L'Année de la régulation*, n°6, pp.195-239.
- LUSSAULT, M. (2020): «La pandémie souligne la vulnérabilité d'un système fondé sur les villes-mondes», *Le Monde*, 27 avril.
- MACÉ, M. (2019): *Nos cabanes*, Lagrasse, Verdier.
- MAHADEVAN, P. (2019): *Sand Mafias in India, Disorganized Crime in a Growing Economy*, The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, Genève.
- MAINS, D. (2019): *Under Construction: Technologies of Development in Urban Ethiopia*, Durham, Duke University Press.
- MARCUS, G. (1995): «Ethnography in/of the World System: the Emergence of Multi-Sited Ethnography», *Annual Review of Anthropology*, n°24, pp.95-117.
- MARGUERAT, Y., ROUX, L. (1993): *Trésors cachés du vieux Lomé: l'architecture populaire ancienne de la capitale du Togo*, Lomé, Haho.
- M'BEMBE, A. (2020): *Brutalisme*, Paris, La Découverte.
- (2014): «Afrofuturisme et devenir-nègre du monde», *Politique africaine*, n°136(4), pp.121-133.
- M'BEMBE, A., NUTTALL, S (2004): «Writing the World from an African Metropolis», *Public Culture*, n°16(3), pp.347-372 [DOI].
- MCCANN, E., WARD, K. (2011): *Mobile Urbanism: Cities and Policymaking in the Global Age*, Minnesota, University of Minnesota Press.
- MC FARLANE, C. (2011): *Learning the City: Knowledge and Translocal Assemblage*, Hoboken, Wiley-Blackwell [DOI].
- MCGEE, T. G. (1991): «The emergence of desakota regions in Asia: Expanding a hypothesis», *The Extended Metropolis: Settlement Transition in Asia*, Honolulu, University of Hawai'i Press.
- MCKINSEY GLOBAL INSTITUTE (2010): «Lions on the move: The progress and potential of African economies», McKinsey Global Institute Report, juin [CONSULTÉ EN LIGNE].
- MÉDARD, J. F. (éd.)(1991): «L'État néo-patrimonial en Afrique noire», in *États d'Afrique noire: Formation, mécanisme et crise*, Paris, Karthala, pp.323-353.
- MELLY, C. (2017): *Bottleneck: Moving, Building, and Belonging in an African City*, Chicago, University of Chicago Press.
- MENDELSON, B. (2018): «Making the Urban Coast: A Geosocial Reading of Land, Sand, and Water in Lagos, Nigeria», *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East*, n°38(3), pp.455-472.
- MENGIN, C., GODOU, A. (éds)(2013): *Porto-Novo: Patrimoine et développement*, Paris/Porto-Novo, Publications de la Sorbonne/École du patrimoine africain.
- MERCER, C. (2014): «Middle class construction: domestic architecture, aesthetics and anxieties in Tanzania», *Journal of Modern African Studies*, n°52(2), pp.227-250.
- (2020): «Boundary Work: Becoming Middle Class in Suburban Dar es Salaam», *International Journal of Urban and Regional Research*, n°44(3), pp.521-536 [DOI].

- METH, P. (2019): «Reading African peripheries: analytical framings and overarching conclusions», Paper presented at the RGS-IBG International Conference, Londres.
- MICHELON, B. (2016): *Douala et Kigali, villes modernes et citoyens précaires en Afrique*, Paris, Karthala.
- MILLER, D. (2005): *Materiality*, Durham, Duke University Press.
- MONDJANNAGNI, A. (1977): *Campagnes et villes au sud de la République populaire du Bénin*, Paris, Mouton.
- MORANGE, M. (2015): «Street trade, neoliberalisation and the control of space: Nairobi's Central Business District in the era of entrepreneurial urbanism», *Journal of Eastern African Studies*, n°9(2), pp.247-269.
- MORANGE, M., FOL, S. (2014): «Ville, néolibéralisation et justice», *Justice Spatiale-Spatial justice*, n°6.
- MORANGE, M., SPIRE, A. (2017): «Mise en ordre, mise aux normes et droit à la ville: perspectives croisées depuis les villes du Sud», *Métropoles* [CONSULTÉ EN LIGNE].
- MORICONI-EBRARD, F., HARRE, D., HEINRIGS, P. (2016): *Urbanisation Dynamics in West Africa 1950-2010: Africapolis I. 2015 Update. West African Studies*, Paris, OECD Publishing
- MUKHOPADHYAY, P., ZÉRAH, M., DENIS, E. (2020): «Subaltern Urbanization: Indian Insights for Urban Theory», *International Journal of Urban and Regional Research*, n°44(4), pp.582-598 [DOI].
- MUÑOZ, J.-M. (2018): *Doing Business in Cameroon. An Anatomy of Economic Governance*, Cambridge, Cambridge University Press.
- MURRAY, M. J., MYERS, G. A. (éds)(2007): *Cities in contemporary Africa*, Londres, Palgrave Macmillan [1^{er} éd.].
- MYERS, G. (1999): «Political Ecology and Urbanisation: Zanzibar's Construction Materials Industry», *The Journal of Modern African Studies*, n°37(1), pp.83-108.
- (2011): *African Cities. Alternative Visions of Urban Theory and Practice*, Londres, Zed Books.
- (2015): «A World-Class City-Region? Envisioning the Nairobi of 2030», *American Behavioral Scientist*, vol. 59, n°3, pp.328-346.
- (2020): *Rethinking Urbanism: Lessons from Postcolonialism and the Global South*, Londres, Policy Press.
- N'BESSA, B. (1997): *Porto-Novo et Cotonou (Bénin): Origine et évolution d'un double urbain*, thèse d'État, Bordeaux, Université Michel de Montaigne-Bordeaux III.
- NAIPAUL, V. S. (2012): *A Bend in the River*, New York, Picador.
- NIELSEN, M. (2011): «Futures within: Reversible time and house-building in Maputo, Mozambique», *Anthropological Theory*, n°11(4), pp.397-423.
- NIESWAND, B. (2014): «The burgers' paradox: Migration and the transnationalization of social inequality in southern Ghana», *Ethnography*, n°15(4), pp.403-425 [DOI].
- NJERU, J. (2006): «The urban political ecology of plastic bag waste problem in Nairobi, Kenya», *Geoforum*, n°37(6), pp.1046-1058 [DOI].
- NOORLOOS, F. VAN, CÍROLIA, L. R., FRIENDLY, A., JUKUR, S., SCHRAMM, S., STEEL, G., VALENZUELA, L. (2020): «Incremental housing as a node for intersecting flows of city-making:

- Rethinking the housing shortage in the global South», *Environment and Urbanization*, n°32(1), pp.37-54 [DOI].
- NOORLOOS, F. VAN, KLOOSTERBOER, M. (2018): «Africa's new cities: The contested future of urbanization», *Urban Studies*, n°55(6), pp.1223-1241 [DOI].
- NORET, J. (2010): *Deuil et funérailles dans le Bénin méridional. Enterer à tout prix*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles.
- NYUUR, R., SOBIESUO, P. (2016): «The History and Development of Brewing and the Beer Industry in Africa», in Cabras, I., Higgins, D., Preece, D. (éds), *Brewing, Beer and Pubs*, Londres, Palgrave Macmillan, pp.145-161.
- OBENG-ODOOM, F. (2015): «Informal real estate brokerage as a socially-embedded market for economic development in Africa», in Abdulai, R. T., Obeng-Odoom, F., Ochieng, E., Maliene, V. (éds), *Real Estate, Construction and Economic Development in Emerging Market Economies*, Londres, Routledge.
- OGUNYANKIN, G. A. (2019): ««The city of our dream»: Owambe urbanism and low-income women's resistance in Ibadan, Nigeria'», *International Journal of Urban and Regional Research*, n°43(3), pp.423-441.
- OKORAFOR, N. (2014): *Lagoon*, Londres, Hodder and Stoughton.
- OSMONT, A. (1995): *La Banque mondiale et les villes: Du développement à l'ajustement*, Paris, Karthala.
- PAGE, B., SUNJO, E. (2017): «Africa's middle class: building houses and constructing identities in the small town of Buea, Cameroon», *Urban Geography*, n°39 (1), pp.75-103.
- PAGE, B., MERCER, C. (2012): «Why do people do stuff? Reconceptualizing remittance behaviour in diaspora-development research and policy», *Progress in Development Studies*, n°12(1), pp.1-18.
- PARNELL, S., OLDFIELD, S. (éds)(2014): *A Routledge Handbook on Cities of the Global South*, Londres, Routledge.
- PARNELL, S., PIETERSE, E. (2014): *Africa's Urban Revolution*, Londres, Zed Books.
- PARNELL, S., PIETERSE, E., WATSON, V. (2009): «Planning for cities in the global South: an African research agenda for sustainable human settlements», *Progress in Planning*, n°72, pp.233-241.
- PARNELL, S., ROBINSON, J. (2012): «(Re)theorizing Cities from the Global South: Looking beyond Neoliberalism», *Urban Geography*, vol. 33, n°4, pp.593-617.
- PECK, J., THEODORE, N. (2015): *Fast Policy: Experimental Statecraft at the Thresholds of Neoliberalism*, Minneapolis, University of Minnesota Press [CONSULTÉ EN LIGNE].
- PECK, J., TICKELL, A. (2002): «Neoliberalizing Space», *Antipode*, n°34(3), pp.380-404 [DOI].
- PEDUZZI, P. (2014): *Sand, Rare than One Thinks*, UNEP Global environmental Alert Service.
- PELLOW, D. (2008): *Landlords and Lodgers: Socio-Spatial Organization in an Accra Community*, Chicago, University of Chicago Press.
- PELLOW, D. N. (2007): *Resisting Global Toxics: Transnational Movements for Environmental Justice*, Cambridge (CA), MIT Press.
- PEREC, G. (2015): *L'Infra-ordinaire*, Paris, Seuil.

- PERREAULT, T., BRIDGE, G., MCCARTHY, J. (éds)(2015): *The Routledge Handbook of Political Ecology*, Londres, Routledge [1^{er} éd.].
- PEITITJEAN, A., MASBOUNGI, A. (éds)(2020): *Un urbanisme de l'inattendu: Patrick Bouchain, grand prix de l'urbanisme 2019*, Marseille, Parenthèses.
- PEYROUX, E., SANJUAN, T. (2016): «Stratégies de villes et «modèles» urbains: approche économique et géopolitique des relations entre villes», *EchoGéo*, n°36 [CONSULTÉ EN LIGNE].
- PIETERSE, E., SIMONE, A. M. (2017): *New Urban Worlds: Inhabiting Dissonant Times*, Londres/New York, Polity Press.
- PILO, F. (2020): «Material Politics: Utility Documents, Claims Making and Construction of the «Deserving Citizen» in Rio de Janeiro», *City & Society*, n°32(1), pp.71-92 [DOI].
- PILO, F., JAFFE, R. (2020): «Introduction: The Political Materiality of Cities», *City & Society*, n°32(1), pp.8-22 [DOI].
- PINSON, G., MOREL JOURNAL, C. (2017): *Debating the Neoliberal City*, Londres, Routledge [CONSULTÉ EN LIGNE].
- PIRIOU (2019): *Terre Typha, émergence d'une autre manière de construire au Sénégal*, mémoire de master, Nantes, ENSA Nantes.
- PITCHER, A. (2012): «Lions, tigers, and emerging markets: Africa's development dilemmas», *Current History*, n°111(745), pp.163-168.
- (2017): «Entrepreneurial governance and the expansion of public investment funds in Africa», in Harbeson, J. W., Rothchild, D. (éds), *Africa in World Politics: Constructing Political and Economic Order*, Boulder, Westview Press, pp.45-68 [6^e éd.].
- PLIEZ, O. (2007): «Des jeans chinois dans les rues du Caire, ou les espaces discrets de la mondialisation», *Mappemonde*, n°88.
- (2011): *Les cités du désert. Des villes sahariennes aux saharatowns*, Toulouse, IRD/PUM.
- PONGE, F. (1942): *Le parti pris des choses*, Paris, Gallimard [éd. citée: 2009].
- PRAHALAD, C. K., HAMMOND, A. (2002): «Serving the World's Poor, Profitably», *Harvard Business Review*, n°80 (9), pp.48-59.
- QUAYSON, A. (2014): *Oxford Street, Accra: City Life and the Itineraries of Transnationalism*, Durham, Duke University Press.
- RATEAU, M., CHOPLIN, A., (à paraître): «Electrifying Urban Africa: Energy access, city-making and globalisation in West Africa (Nigeria, Benin)», *International Development Planning Review*.
- RATEAU, M., JAGLIN, S. (2020, à paraître): «Co-production of access and hybridisation of configurations: A socio-technical approach to urban electricity in Cotonou and Ibadan», *International Journal of Urban Sustainable Development*, pp.1-16 [DOI].
- ROBINSON, J. (2002): «Global and world cities: A view from off the map», *International Journal of Urban and Regional Research*, n°26(3), pp.531-554.
- (2006): *Ordinary Cities: Between Modernity and Development*, Londres, Routledge.
- (2013): «The Urban Now: Theorising Cities Beyond the New», *European Journal of Cultural Studies*, n°16, pp.659-677.
- ROBINSON, J., ROY, A. (2016): «Debate on Global Urbanisms and the Nature of Urban Theory», *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 40, n°1, pp.181-186.

- ROHAT, G., FLACKE, J., DOSIO, A., DAO, H., MAARSEVEEN, M. VAN (2019): «Projections of Human Exposure to Dangerous Heat in African Cities Under Multiple Socioeconomic and Climate Scenarios», *Earth's Future*, n°7(5), pp.528-546 [DOI].
- ROSENFELD, M. (2017): *Car connection: La filière euro-africaine de véhicules d'occasion*, Paris, Karthala.
- ROY, A. (2005): «Urban Informality: Toward an Epistemology of Planning», *Journal of the American Planning Association*, n°71(2), pp.147-158 [DOI].
- (2009): «The 21st-Century Metropolis: New Geographies of Theory», *Regional Studies*, n°43(6), pp.819-830 [DOI].
- (2011): «Slumdog Cities: Rethinking Subaltern Urbanism», *International Journal of Urban and Regional Research*, n°35(2), pp.223-238 [DOI].
- ROY, A., ONG, A. (éds)(2011): *Worlding Cities: Asian Experiments and the Art of being Global*, Hoboken, Wiley-Blackwell [DOI].
- RUBBERS, B. (2009): *Faire fortune en Afrique*, Paris, Karthala [DOI].
- RUBENSTEIN, M. (2012): «Emissions from the Cement Industry», *State of the Planet* [CONSULTÉ EN LIGNE].
- SAHAKIAN, M. (2014): *Keeping Cool in Southeast Asia: Energy Consumption and Urban Air-Conditioning*, Londres, Palgrave Macmillan [DOI].
- SANJUAN, T. (1997): *À l'ombre de Hong Kong: La delta de la rivière des Perles*, Paris, L'Harmattan.
- SATGÉ, R. DE, WATSON, V. (2018): *Urban Planning in the Global South: Conflicting Rationalities in Contested Urban Space*, Londres, Palgrave Macmillan [DOI].
- SAWYER, L. (2016): *Plotting the Prevalent but Undertheorised Residential Areas of Lagos. Conceptualising a Process of Urbanisation through Grounded Theory and Comparison*, thèse de doctorat, Zurich, ETH Zurich [DOI].
- SCOTT, J. (1998): *Seeing Like a State: How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*, New Haven, Yale University Press.
- SEIGNOBOS, C. (2018): *Des mondes oubliés: Carnets d'Afrique*, Paris, IRD Éditions.
- SÉMOND, P., GAUZIN-MÜLLER, D., DOAT, P., FONTAINE, L., GUAILLAUD, H. (2016): *Architecture en terre d'aujourd'hui: les techniques de la terre crue*, Grenoble, AE/CC-ENSAG.
- SENNETT, R. (2018): *Building and Dwelling: Ethics for the City*, Farrar, Straus & Giroux.
- SERVIGNE, P., STEVENS, R., CHAPPELLE, G. (2018): *Une autre fin du monde est possible: Vivre l'effondrement (et pas seulement y survivre)*, Paris, Seuil.
- SHATKIN, G. (2008): «The City and the Bottom Line: Urban Megaprojects and the Privatization of Planning in Southeast Asia», *Environment and Planning A: Economy and Space*, n°40(2), pp.383-401 [DOI].
- SHEPPARD, E., LEITNER, H., MARINGANTI, A. (2014): «Provincializing Global Urbanism: A Manifesto», *Urban Geography*, vol. 34, n°7, pp.893-900.
- SILVER, J. (2014): «Incremental infrastructures: Material improvisation and social collaboration across post-colonial Accra», *Urban Geography*, n°35(6), pp.788-804 [DOI].
- SIMAY, C., SIMAY, P. (2020): «L'école du réemploi: pour un Green New Deal de la construction», *Métropolitiques*, 29 juin [CONSULTÉ EN LIGNE].

- SIMAY, P. (2006) : *Capitales de la modernité, Walter Benjamin et la ville*, Paris, Édition de l'éclat.
- SIMMEL, G. (2005) : « Les grandes villes et la vie de l'esprit », in *Philosophie de la modernité*, Paris, Payot.
- SIMONE, A. M. (2004) : « People as infrastructure, Intersecting Fragments in Johannesburg », *Public Culture*, n°16 (3), pp.407-429.
- (2020) : « To extend: Temporariness in a world of itineraries », *Urban Studies*, n°57(6), pp.1127-1142 [DOI].
- SIMONE, A. M., PIETERSE, E. (2017) : *New Urban Worlds: Inhabiting Dissonant Times*, Londres, Polity Press.
- SIMONNEAU, C. (2017) : « Stratégies citadines d'accès au sol et réforme foncière au Bénin. La pluralité comme enjeu ? », *Métropolitiques* [CONSULTÉ EN LIGNE].
- SINOÛ, A. (2011) : « L'architecture afro-brésilienne de la côte du Golfe du Bénin, Un genre imparfait, entre ignorance et oubli », HAL, p. 51 [CONSULTÉ EN LIGNE].
- SINOÛ, A., AGBO, B. (1995) : *Le comptoir de Ouidah: Une ville africaine singulière*, Paris, Karthala.
- SINOÛ, A., OLOUDÉ, B. (1988) : *Porto-Novo, ville d'Afrique noire*, Marseille, Parenthèses.
- SKLAIR, L. (2017) : *The Icon Project: Architecture, Cities, and Capitalist Globalization*, Oxford, Oxford University Press.
- SÖDERSTRÖM, O. (2014) : *Cities in Relations: Trajectories of Urban Development in Hanoi and Ouagadougou*, Hoboken, John Wiley & Sons.
- SOTINDJO, S. D. (2010) : *Cotonou l'explosion d'une capitale économique (1945-1985)*, Paris, L'Harmattan.
- SPIRE, A. (2011) : *L'Étranger et la ville en Afrique de l'Ouest*, Paris, Karthala.
- SPIRE, A., CHOPLIN, A. (2018) : « Street Vendors Facing Urban Beautification in Accra (Ghana): Eviction, Relocation and Formalization », *Articulo-Journal of Urban Research*, pp.17-18 [CONSULTÉ EN LIGNE].
- STECK, J.-F. (2005) : « Abidjan et le Plateau: quels modèles urbains pour la vitrine du «miracle» ivoirien ? », *Géocarrefour*, n°80-3, pp.215-226.
- STOCKING, G. (1987) : *Victorian Anthropology*, New York, The Free Press.
- STORPER, M., SCOTT, A. J. (2016) : « Current debates à partir d'un espace public d'une ville multiple », *Urban Studies*, n°53(6), pp.1114-1136 [DOI].
- SWYNGEDOUW, E. (2004) : *Social Power and the Urbanization of Water: Flows of Power*, Oxford, Oxford University Press
- SWYNGEDOUW, E., HEYENEN, N. C. (2003) : « Urban Political Ecology, Justice and the Politics of Scale », *Antipode*, n°35(5), pp.898-918 [DOI].
- TALL, M. (2009) : *Investir dans la ville africaine. Les émigrés et l'habitat à Dakar*, Paris, Karthala.
- TASSI, S. (2019) : *Du dedans au dehors Connexions à partir d'un espace public d'une ville multiple: Ajace, Xogbonú, Porto-Novo (Sud-Bénin)*, thèse de doctorat, Bruxelles, Université libre de Bruxelles.
- TASTEVIN, Y. P., PLIEZ, O. (2015) : « La discrète filière de l'autorickshaw. Une ethnographie de la mondialisation », *Revue Française de Socio-Économie*, hors-série (2), p. 121 [DOI].
- TAUSSIG, M. (2004) : *My Coicaine Museum. Chicago, London*, Chicago, University of Chicago Press.

- THEUNYNCK, S. (1994): *Économie de l'habitat et de la construction au Sahel*, Paris, L'Harmattan.
- TSING, A. L. (2017): *Le champignon de la fin du monde: Sur la possibilité de vie dans les ruines du capitalisme*, Paris, La Découverte.
- TURNER, J. F. C. (1976): *Housing by People: Towards Autonomy in Building Environments*, Londres, Marion Boyars.
- UN-HABITAT (2003): *The Challenge of Slums: Global Report on Human Settlements, 2003*, Londres, Earthscan Publications.
- (2012): «State of the World's Cities Report 2012/2013: Prosperity of Cities», United Nations Human Settlements Programme.
 - (2018): «The State of African Cities 2018: The geography of African investment», United Nations Human Settlements Programme.
- VANDERMEEREN, O. (2020): *Construire en terre au Sahel aujourd'hui*, Plaisan, Museo.
- VERDEIL, E. (2014): «The Energy of Revolts in Arab Cities : The Case of Jordan and Tunisia», *Built Environment*, n°40(1), pp. 128-139 [DOI].
- VIVET, J. (2012): *Déplacés de guerre dans la ville. La citoyennisation des deslocados à Maputo*, Paris, Karthala.
- WALTHER, O. (2015): «Business, Brokers and Borders: The Structure of West African Trade Networks», *The Journal of Development Studies*, n°51(5), pp.603-620.
- (2008): *Affaires de patrons, villes et commerce transfrontalier au Sahel*, Berne, Peter Lang.
- WARNIER, J. P. (1999): *Construire la culture matérielle*, Paris, PUF.
- WATSON, V. (2009): «Seeing from the South: Refocusing Urban Planning on the Globe's Central Urban Issues», *Urban Studies*, n°46(11), pp.2259-2275 [DOI].
- (2014): «African urban fantasies: Dreams or nightmares?», *Environment and Urbanization*, n°26(1), pp.215-231 [DOI].
 - (2020): «Digital Visualisation as a New Driver of Urban Change in Africa», *Urban Planning*, vol. 5(2).
- WHITE, L. (2015): «The case of cement», in McNamee, T., Pearson, M., Boer, W., *African Investing in Africa. Understanding Business and Trade, Sector by Sector*, Hampshire, Palgrave Macmillan.
- WIEGRATZ, J. (2018): «The Great Lacuna: Capitalism in Africa», *Review of African Political Economy* [CONSULTÉ EN LIGNE].
- WORLD BANK GROUP (2016): *Breaking Down Barriers: Unlocking Africa's Potential through Vigorous Competition Policy*, Washington D.C., World Bank Group.
- YAPI-DIAHOU, A. (2000): *Baraques et pouvoirs dans l'agglomération abidjanaise*, Paris, L'Harmattan.
- YATES, D. (2012): *The Scramble for African Oil: Oppression, Corruption and War for Control of Africa's Natural Resources*, Londres, Pluto Press.
- ZÉRAH, M.-H. (2020): *Quand l'Inde s'urbanise: Paradoxes et diversité d'un urbanisme bricolé*, La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube.
- ZOLA, É. (1873): *Le Ventre de Paris*, Paris, Le livre de Poche [rééd. 2017].

Crédits

Impressum

Graphisme: Claudia Cogato Lanza
Montage iconographique et mise en page: Léa Roché
Collection: **vuesDensembleEssais**
Direction: Elena Cogato Lanza

Images

L'acronyme ©ACML crédite les images de l'ouvrage à l'auteure, Armelle Choplin, et à son collaborateur de recherche, Martin Lozivit.

Recherche

La recherche à l'origine de cet ouvrage a été soutenue par l'Institut français de Recherche pour le Développement.



Édition numérique

L'édition numérique de cette publication a été réalisée grâce à la participation financière du Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS).



Soutien

Les éditions MétisPresses bénéficient du soutien de la République et canton de Genève.



L'Afrique connaît aujourd'hui une croissance urbaine rapide qui se traduit par une multiplication des constructions en béton. Le ciment, composant essentiel de ce matériau, est devenu le symbole de cette urbanisation frénétique qui bouleverse le paysage des villes africaines. Plus qu'une simple matière inerte, il se charge d'affect et de valeurs et redéfinit les pratiques et les imaginaires de sociétés en quête d'émergence économique et de réussite sociale, alors même qu'à l'heure du dérèglement climatique des voix s'élèvent pour dénoncer une industrie cimentière aux effets destructeurs sur l'environnement.

Pour comprendre la production et la consommation grandissante de cette poudre banale devenue «or gris», Armelle Choplin nous invite à suivre les sacs de ciment sur les routes ouest-africaine, le long du corridor urbain de 500km qui relie Accra, Lomé, Cotonou et Lagos. Depuis la carrière de calcaire jusqu'à la parcelle en chantier, l'auteure nous amène à la rencontre des géants du secteur, des investisseurs, des acteurs politiques mais aussi des maçons et des habitants qui construisent leur propre maison «en dur».

À travers l'exploration d'une filière au cœur de multiples enjeux politiques, sociaux et économiques, cet ouvrage nous appelle à repenser les rapports étroits qui lient l'urbain, l'humain et le monde.



20 €

